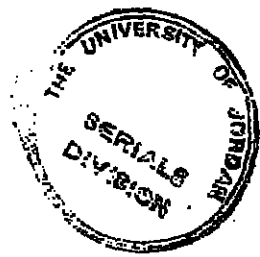


78/60  
104



# Supplément « Initiatives » Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14365 - 6 F

MERCREDI 3 AVRIL 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Injustice pour les Kurdes

M. SADDAM HUSSEIN a toujours considéré ses concitoyens comme des gènes ou comme de la chair à canon, utilisable selon ses ambitions du moment. Ce fut le cas pendant les vingt-deux années de son règne, le dictateur de Bagdad s'affirmant comme un grand spécialiste des éliminations d'opposants en tous genres, grâce à une police politique dont l'efficacité n'est plus à vanter. Ce fut aussi le cas pendant les huit années de guerre contre l'Irak et pendant les quelques semaines de la guerre du Koweït, rendue inévitable par sa seule obstination.

Toujours, aussi, M. Saddam Hussein a considéré les communautés chiites mais surtout kurde comme autant de cinquièmes colonnes en puissance. C'est dire qu'elles ont toujours eu droit à la « sollicitude » particulière de Bagdad. Les Kurdes, notamment, en savent quelque chose, dont des centaines de villages ont été rasés et leurs habitants déportés lorsqu'ils n'avaient pas été tués, y compris par les armes chimiques.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la culotte défilante infligée à M. Saddam Hussein par la coalition anti-irakienne ait poussé à l'insurrection kurde du Nord et chiite du Sud. Pour les premiers, c'était une occasion rêvée d'obtenir par la force cette autonomie souvent promise, mais jamais vraiment accordée. Pour les seconds, qui ont indiscutablement bénéficié de l'appui de leurs « cousins » iraniens, c'était le moment de prendre leur revanche sur la minorité sunnite qui a toujours fait le lot en Irak.

Quoi qu'on en dise aujourd'hui à Washington, ces révoltes étaient prévisibles. Elles avaient d'ailleurs commencé au moment où les militaires de la coalition ont imposé aux chefs de l'armée irakienne les conditions très strictes d'un cessez-le-feu provisoire. Des conditions strictes mais qui n'en permettaient pas moins à M. Saddam Hussein de faire usage de ses chars et de ses hélicoptères de combat pour réduire, sous un déluge de feu, les insurgés kurdes et chiites. C'est exactement ce qui est en train de se passer.

Ces événements ne sont qu'une répétition pour les Etats-Unis. Mais ils ne le sont pas plus pour les pays membres de la coalition, qui observent un silence embarrassé. Conséquence directe de la « guerre du droit », ils constituent une injustice flagrante et augurent mal de ce nouvel ordre international dont on a beaucoup entendu parler. Personne, certes, ne pouvait souhaiter un dépeçage de l'Irak par ses voisins et la déstabilisation de la région qui s'en serait suivie.

Mais fallait-il sacrifier à la Realpolitik jusqu'à aider - fût-ce par passivité - M. Saddam Hussein à rétablir son pouvoir, en attendant, comme on l'affirme à la Maison Blanche, que le dictateur soit renversé par un hypothétique coup d'Etat militaire ou par une miraculeuse révolution de palais ? Ne fallait-il pas, plutôt, l'empêcher de s'affirmer une fois de plus comme le bourreau de son propre peuple ? La partie n'aurait pas été facile à jouer, mais les promesses d'un nouvel ordre régional, fondé sur la sécurité mais aussi la justice, en auraient été plus crédibles.

Lire page 3  
l'article de JAN KRAUZE  
et page 48 l'article  
d'YVES HELLER

M0147 - 0403 0 - 6.00 F



## Un attentat revendiqué par la Fraction armée rouge

# Le responsable de la privatisation dans l'ex-RDA a été assassiné

M. Detlev Rohwedder, président de la Treuhand, organisme chargé de la privatisation dans l'ancienne RDA, a été assassiné, lundi soir 1<sup>er</sup> avril, à son domicile à Düsseldorf. Des coups de feu ont été tirés de l'extérieur de son domicile par un ou plusieurs inconnus. L'attentat a été revendiqué par la Fraction armée rouge (RAF) dans une lettre trouvée par la police en face de la

maison où a eu lieu l'assassinat. La Treuhand, créée le 1<sup>er</sup> mars 1990 par le dernier gouvernement communiste de RDA, est chargée d'assurer l'économie de l'ancienne Allemagne de l'Est, et notamment de privatiser les entreprises et de procéder aux licenciements. Cet assassinat survient au moment où le mécontentement social s'accroît dans l'ex-RDA.

BERLIN

de notre correspondant

Detlev Rohwedder était devenu, en l'espace de quelques mois, l'un des hommes les plus en vue de la nouvelle Allemagne, partageant avec le chancelier Helmut Kohl le triste privilège d'être la cible des nouvelles manifestations de Leipzig contre le chômage. Chef de la Treuhand, le holding chargé de gérer et de privatiser le patrimoine industriel et financier de l'ancienne RDA, cet homme de cinquante-huit ans avait entre les mains le sort de milliers d'entreprises et celui de leurs salariés dans les nouveaux Länder de l'est de l'Allemagne. Il a été assassiné froidement à coups de revolver, le 1<sup>er</sup> avril, dans la soirée, à son

domicile de Düsseldorf. Sa femme a été blessée au cours de l'attentat. Celui-ci a été revendiqué dans la nuit par un appel téléphonique parvenu au bureau de l'agence France-Presse à Paris au nom de la fraction armée rouge (RAF).

C'est à cette organisation qu'avait été imputée la responsabilité de l'assassinat en décembre 1989, un mois après la chute du mur de Berlin, du plus grand banquier allemand, le patron de la Deutsche Bank, Alfred Herrhausen. Ce dernier passait alors pour un fervent partisan d'une réunification qui n'en était encore qu'à ses balbutiements.

Depuis, on s'interroge sur les liens entre le terrorisme ouest-allemand et l'ancienne police politique de l'ex-Allemagne de l'Est, la Stasi. L'arrestation, l'état

dernier, de plusieurs anciens membres de la RAF parmi les plus recherchés, dans ce qui était encore la RDA, a permis à la justice allemande de se faire une idée plus précise des liens qui pouvaient exister.

Lors de ces arrestations, la thèse prévalait que l'ancienne Stasi s'était occupée de fournir à ceux qui renouaient au terrorisme la possibilité de se refaire une vie. La semaine dernière cependant, l'arrestation de cinq responsables de haut niveau de la police politique, transférés ensuite à Karlsruhe - d'où le procureur général de l'Allemagne, M. Alexander von Stahl, coordonne toute la lutte antiterroriste - a jeté une lumière différente sur ces relations.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 5

## Pour mieux préparer les échéances électorales

# M. Pierre Mauroy souhaite un congrès anticipé du PS

Les dirigeants socialistes envisagent d'avancer à la fin de l'année le congrès de leur parti, normalement prévu pour le printemps de 1992. M. Mauroy estime que le débat sur le futur « projet » socialiste, objet d'une convention nationale convoquée en décembre, pourrait être l'occasion d'une recomposition politique dépassant les clivages des courants et débouchant sur la mise en place d'une direction renouvelée, afin que le PS soit en ordre de bataille pour les échéances électorales de 1992 et 1993.



Lire page 8 l'article de PATRICK JARREAU

## Le défi des Serbes de Croatie

Une rébellion qui menace de dégénérer en lutte fratricide

KNIN

de notre envoyé spécial

Milan Babic n'a rien d'un chef de guerre. Ce médecin de trente-cinq ans qui, dit-on, ne dort jamais deux soirs de suite dans le même lit, a plutôt l'air d'un jeune embourgeoisé, avec son visage bien rempli, son air doux et son veston cravate. Originaire de ce gros bourg de 12 000 habitants, à 300 kilomètres au sud-ouest de Zagreb, le président du Conseil national serbe est

pourtant le meneur d'une dissidence qui a Knin pour capitale. C'est de ce fief dominé par une vieille forteresse, au cœur de ces maquis de montagnes, que Milan Babic mène la lutte contre la « domination » croate. Malgré son allure tranquille, ses yeux s'allument, sa voix est assurée quand il évoque sa cause : celle des Serbes devenus, de par la nouvelle Constitution de la République de Croatie, « une minorité ». La veille de la promulgation de ce texte, le

21 décembre, la Krajina s'est proclamée autonome, et le 14 mars la sécession a été annoncée. Une rupture pour « ne pas être assimilés ou détruits par absorption », d'autant que ces farouches nationalistes, au nombre de 600 000, soit 12 % de la population, redoutent que la Croatie, qui s'est déjà proclamée souveraine, ne se sépare de la Yougoslavie. Ce serait pour eux l'arrêt de mort car, comme le dit Milan Babic, « nous avons mérité le droit de rester yougoslaves ».

Il sort alors de sa serviette une carte de la Yougoslavie avec en bleu tous les districts à dominante serbe dans les différentes Républiques, pour expliquer que la nation serbe est une réalité. Lazo Maccara, son brillant lieutenant, vice-président de l'assemblée locale, compare leur situation à celle de « des deux Pakistan », assurant que tout serait fait « pour les réunir ».

MICHEL BOLE-RICHARD

Lire la suite page 4

## Hausses de prix en URSS

Le « panier de la ménagère » trois fois plus cher

page 4

## Matignon et les médias

M. Rocard s'efforce de gouverner en silence

page 9

## Les élections albanaises

La conservatisme des paysans a assuré le succès du Parti du travail (communiste)

page 5

## Guerre et communication

Un article de M. Hervé Bourges sur la guerre du Golfe et les médias

page 2

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48

## Martha Graham a fait danser les dieux

La chorégraphe américaine est morte à son domicile new-yorkais dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril, à l'âge de quatre-vingt-seize ans

Vers minuit, dans un restaurant vénitien proche du Théâtre de la Fenice, elle fit une entrée inoubliable. Précédée et suivie de jeunes chevaliers servants, idole orientale, dans un vaste manteau de satin blanc semé de dragons rouges. Le visage ferme comme une olive, et la plus formidable rangée de faux cils qu'une star ait jamais portés : deux baies de cyprès. Quand le bruit des fourchettes reprit, les mieux informés chuchotèrent : « Elle a 81 ans ».

C'était Danza 1975, rassemblement international de troupes de ballet. A l'appel de Maurice Béjart, Martha Graham venait de prouver à l'Europe éberluée - elle n'y avait pas mis les pieds depuis treize ans, sauf un bref passage à Londres et à Lisbonne - qu'elle n'était pas un fantôme du passé, une page d'histoire glorieuse mais tournée : ses ballets gardaient une force et un modernisme stupéfiants.

En septembre dernier, à Lyon, pendant la IV<sup>e</sup> Biennale internationale de la danse, on n'a pas vu Martha Graham dans les restaurants : elle avait renoncé, en extrême, au voyage. Mais les jeunes générations de spectateurs, largement représentées dans le public qui fit un triomphe aux trois représentations de la Martha Graham Dance Company, ont ressenti,

quinze ans plus tard, la même surprise et le même choc que les Vénitiens : l'œuvre de la chorégraphe bientôt centenaire gardait intacts son impact, sa radio-activité et sa beauté. La Martha Graham Dance Company devait s'installer en janvier dernier, au Palais-Garnier et y avait renoncé pour cause de guerre du Golfe.

SYLVIE DE NUSSAC  
Lire la suite page 12

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

### Les cécités de la loi

Identifiés grâce à une étude épidémiologique, 30 000 Français descendent d'une même famille du quinzième siècle risquent d'être atteints de glaucome chronique, une affection guérissable, mais difficile à dépister, qui peut rendre aveugle. Bien que ces personnes à risques soient aujourd'hui connues, la loi interdit qu'on les préviene.

« Le jour où la Lune échappa à l'URSS. » Les limites des vitamines. « La recherche à l'aide de la culture. »

Pages 17 à 19

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FR ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FR ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F SWE ; Suisse, 1,50 FR ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

مكتبة المصل

سكنا من الامم

## DÉBATS

Les enseignements de la guerre du Golfe

# La France, les pays arabes et les médias

par Hervé Bourges

La guerre du Golfe est finie. Dans l'histoire des relations internationales, chacun le sait bien, un nouveau chapitre commence. La plupart des nations du monde s'efforcent déjà de prendre la mesure de cette nouvelle donne, d'y définir leur place et leurs ambitions. Ainsi en va-t-il de la France et des pays arabes. De quoi seront faits, pour les mois et les années qui viennent, leurs rapports réciproques ? A quelles conditions les médias de masse, de part et d'autre, peuvent-ils jouer leur rôle dans la recherche d'un vrai dialogue ?

La couverture par les médias français des huit mois de crise dans le Golfe est, en tout cas, fort révélatrice de l'importance de ce rôle, et de son impact sur les esprits, de part et d'autre de la Méditerranée. Témoins et acteurs du drame, les médias ont agi comme des traités d'union et sont apparus parfois comme des agents provocateurs. Il convient dès maintenant d'en tirer quelques enseignements.

Pour commencer, reconnaissons que l'entreprise était à haut risque. Comment, en effet, couvrir avec justesse un événement aux implications aussi conflictuelles que cette crise — la France intervenant dans une coalition où se trouvaient rassemblés, notamment, les Etats-Unis et certains Etats arabes, contre d'autres Etats arabes, — et ce en s'adressant à un public composé à la fois de Français, de Français beurs et musulmans, d'Arabes immigrés et de citoyens du Maghreb reliés à nous par ondes courtes ou par antennes paraboliques.

Replaçons les faits dans leur

contexte. D'abord la France ne dispose pas d'une agence d'images indépendante qui lui permettrait de présenter un compte rendu des événements sans être tributaire des sources externes : Visnews, WTN, les services militaires alliés, les ministères de l'information de certains Etats... et CNN — cette chaîne thématique américaine qui grâce au satellite est devenue une référence pour le monde entier, au point que nos journalistes ont cru nécessaire de la singer.

On était en temps de conflit armé. Il y avait des informations à traiter avec retenue, voire des images à ne pas montrer, comme celles des prisonniers de guerre. Et surtout beaucoup de désinformation, et il était plus nécessaire que jamais de distinguer l'énoncé des faits de l'explication et du commentaire.

Pour les journalistes chargés d'une telle mission, il y avait l'évidente exigence morale de respecter la complexité des situations et les sensibilités multiples du public. Mais surtout, une pente à éviter, une tentation à combattre, celle d'un patriotisme simpliste du type bien-mal, démocratie-dictature, Occident-Islam.

Ainsi, sur les écrans du soir, entre un général et un député, le chercheur arabe du CNRS était généralement présent. Mais de quel poids son témoignage pesait-il ? Comment pouvait-il contrecarrer le non-dit, la charge affective des sous-entendus des clins d'œil à un passé lourd de sens, dans les blessures non cicatrisées d'une longue histoire ?

L'information touchant aux rapports franco-arabes est saturée de

significations contradictoires qui débordent l'actualité immédiate, qui enveloppent les mots de références souterraines où se répercutent, sans fin, l'écho de chances gaspillées et de batailles perdues.

Cette histoire commune aux Français et aux Arabes, on en parle aujourd'hui comme si cela avait été une longue idylle, certes traversée d'orages, mais qui, somme toute, devrait nous valoir de la part des Arabes une amitié privilégiée, voire une éternelle gratitude !

### Un millénaire d'affrontements

C'est oublier que cette histoire, pendant longtemps, fut surtout celle d'une lutte à mort entre deux sociétés, des modes de civilisation radicalement hostiles l'un à l'autre. Si nous voulons comprendre quelque chose aux sentiments profonds de nos partenaires arabes, il nous faut faire l'effort de parcourir, à rebours, près d'un millénaire d'affrontements sans pitié.

Depuis le jour où le pape Urbain II lança, de sa bonne ville de Clermont, son appel à dévorer Jérusalem des mains des infidèles, le sang a coulé à flots. Six siècles plus tard, lorsque les armées de la République prennent pied en Egypte, en Syrie et en Palestine, elles trouvent partout le souvenir encore traumatisant des croisades, la mémoire sanglante d'une guerre qui avait été totale entre islam et chrétienté. Le général Bonaparte déploiera en vain toutes les séductions d'un projet qu'il veut inspiré

des Lumières, la rue ne verra finalement en lui que le descendant de Louis IX.

La relève des croisés fut ensuite assurée dans le Maghreb et au Levant, au nom cette fois de la civilisation, par les armées coloniales... Il y a trente à quarante ans seulement que les rapports franco-arabes empruntent le langage de la diplomatie entre Etats souverains. A peine un quart de siècle que le général de Gaulle engageait des relations ouvertes avec le monde arabe. Une décennie seulement que François Mitterrand, ami d'Israël, proclamait devant la Knesset le droit du peuple palestinien à une patrie et à un Etat. Ce ne sont là que des commencements d'un dialogue pacifié. Mais, sous la surface du politique, dans les profondeurs de l'inconscient, du religieux, du culturel, presque tout reste à faire.

Qu'on ne s'y méprenne pas. Notre responsabilité est certaine. Elle n'est pas cependant seule en cause. Les Arabes ont aussi la leur à assumer. A cet égard, les médias du Maghreb, si prompts à critiquer leurs confrères français, sont beaucoup moins enclins à l'autocritique. Leur propre couverture des événements est pourtant loin d'avoir été un modèle d'objectivité.

On sera tenté de me rétorquer qu'il faut savoir lire, entre les lignes des déclarations rendues par une certaine presse arabe à Sadat, à Husein, un besoin refoulé d'exorciser le passé, un désir de revanche sur tous les destins contraires, etc. Je crois, pour ma part, qu'il est grand temps de dire à

nos collègues arabes : non ! L'information a partout les mêmes exigences : le respect des faits et le respect du public.

Lorsqu'on transforme un agresseur en libérateur, lorsqu'on travestit une défaite en victoire, on ne sert aucun but élevé, aucune cause noble. On méprise l'opinion et on contribue à désarmer ses concitoyens face aux réalités du monde. Les médias du Maghreb ont bien raison de nous juger selon les critères de la vérification des faits, du pluralisme des opinions, de la mesure dans l'expression. Par respect pour leurs opinions, nous nous devons d'invoquer, à leur endroit, les mêmes exigences.

### Le champ historique

J'aimerais conclure sur la responsabilité propre des journalistes en France. Si l'on exclut certains traitements malhonnêtes, certains écarts de langage, certains trucs qui ne désolent que leurs auteurs — si dispendieux les médias qui les ont diffusés sans vérifier — la presse audiovisuelle française, et singulièrement le service public, ont plutôt fait preuve de maturité dans le traitement d'un conflit où notre pays était impliqué. Même si l'on est encore loin de l'exigence manifestée par nos confrères britanniques lors de l'expédition aux Malouines.

En revanche, à côté des heures et des heures d'explications à chaud, de conjectures stratégiques formulées en direct et en multiplex par les journalistes, les experts et les officiels, on peut ressentir un déficit d'informa-

tion géopolitique sur l'histoire des hommes et des idées des pays impliqués dans ce conflit. Qu'avons-nous appris à nos concitoyens de l'histoire de cette terre de l'Euphrate et du Tigre où se situait le Paradis terrestre, et savent-ils désormais qui était Saladin ?

Je sais que je m'expose de la part de mes confrères au reproche suivant : si nous devons passer au revue toutes les guerres qui ont précédé avant d'évoquer les problèmes du présent, nous ne pourrions pas faire de journalisme. N'est-ce pas une manière d'influencer notre perception immédiate de la réalité des faits ?

En dépit des apparences, c'est, au contraire, à la liberté de conscience des journalistes qu'il faut en appeler. C'est à eux de choisir, en traitant bien entendu l'actualité dans le respect des données, entre une approche uniquement préoccupée de « coups médiatiques », indifférente à l'écho de ces coups sur un terrain miné, et une approche plus soucieuse de mesurer l'effet des mots et des images.

Je crois, pour ma part, et d'expérience, qu'une presse qui dit ses vérités, sans concession aucune, en tenant compte de la profondeur du champ historique et en s'efforçant seulement d'éviter ce qui blesse et ce qui provoque, forcera le respect et l'habileté. Des Arabes comme des Français ! Elle contribuera, pour sa part, au développement de liens plus confiants, à l'épanouissement du pluralisme, et de la tolérance. C'est-à-dire de la démocratie.

► Hervé Bourges est président d'A 2 et de FR 3.

## Les rapports franco-maghrébins et la « pax americana »

par Abraham Serfaty

On se préoccupe beaucoup maintenant en France, parmi les hommes politiques et les chercheurs spécialistes du Maghreb et du monde arabe, de réexaminer les rapports avec le Maghreb, « endommagés », pense-t-on, par la guerre du Golfe.

Pense-t-on, a-t-on dit. Car, de fait, ils n'ont pas été endommagés mais brisés dans le cœur des peuples maghrébins au rythme des raids des *Jagurs* sur l'Irak. Certes, au niveau des « responsables » qu'a rencontrés M. Vauzelle, il pourrait suffire d'un geste de bonne volonté de coopération économique — entendez par là de l'argent — pour réparer les dégâts.

Mais il faut être sérieux, et j'enoncerais ici quelques vérités auxquelles pourraient réfléchir ces chercheurs et plus généralement tous les amis du Maghreb en France.

1) Le sort des peuples du Maghreb ne sera pas, en définitive, décidé par les dirigeants actuels de leurs Etats, mais par ces peuples. Ici, au Maroc, la marche du 3 février, à Rabat, a pu en donner un avant-goût, qui n'est que la pointe de l'iceberg pour qui a suivi les événements de ces derniers mois au Maroc.

2) Toujours pour s'en tenir aux faits concrets vécus ici, la solution

la plus probable qui se dessine, tout au moins pour le Maroc, n'est pas ce spectre idéologique qui hante la France, mais une option progressiste. Mais il doit être clair qu'elle ne se contentera pas d'une démocratie située dans un rapport « inégalitaire » (Gilles Kepel) avec l'Europe, mais construira une véritable démocratie, tout comme elle recherchera des rapports d'égal à égal avec l'Europe. Il est clair aussi qu'une telle alternative ne peut se construire que par rupture avec l'ordre existant, un ordre au demeurant quelque peu pris avec des pinçettes en Europe.

### L'unité arabo-berbère

Il est également permis de penser que les forces progressistes en Algérie et en Tunisie, bien qu'ayant un retard sensible à rattraper, pourront en définitive l'emporter tant sur les structures actuelles de dépendance que sur la démagogie intégriste. Les contradictions structurelles de l'islamisme par rapport aux fondements culturels et historiques de nos pays du Maghreb ont déjà été soulignées ailleurs, mais il faut comprendre que les forces progressistes ne peuvent l'emporter qu'en répondant aux aspirations profondes des

masses opprimées de nos pays, soit 80 % de nos populations.

3) J'ai dit « oppression ». Les structures de dépendance de nos pays, s'appuyant de surcroît sur les classes dominantes parasitaires, créent cette oppression analysée par bien des chercheurs du tiers-monde, et qui ne peut être résolue par une quelconque catharsis magique, mais par la libération — au sens même prôné par la théologie de la libération en Amérique latine. Et cette libération fait entrer en jeu tous les problèmes non seulement d'ordre économique et politique analysés par les théories sociales, mais les problèmes de l'identité, née, au sens fort, héglénien, par cette oppression.

C'est lorsque les forces progressistes du monde arabe n'ont pas compris cette question qu'elles ont été dépassées par les idéologies qui ont mythifié telle ou telle composante idéelle de l'identité, la religion et/ou une conception mystique de l'identité arabe.

4) Car, n'en déplaise à Gilles Kepel, les peuples maghrébins ne peuvent être séparés du monde arabe ni de l'arabisme. Leur identité profonde constitue une unité arabo-berbère ; elle est enracinée dans la symbiose plurimillénaire des tribus nord-africaines à leurs terres et cette symbiose a été ent-

chiée et égarée en l'absence par l'apport arabe dont l'islam, l'islam kharijite puis soufi principalement, a constitué le support idéologique. Cette unité permet aux forces progressistes du Maghreb de l'emporter sur le mythe islamiste à la condition qu'elles s'approprient elles-mêmes sur toute cette identité — et, ici, théorie de l'identité et théorie sociale se rejoignent ; de même, une telle démarche peut leur permettre d'échapper aux conceptions mythes de l'arabisme, dont a tellement su tirer parti le Baas en Orient. Mais ces précisions n'enlèvent rien à l'arabité du Maghreb.

Pendant cette guerre de destruction du peuple irakien, toutes les régions du Maroc, y compris, sinon davantage, en pays berbérophone, ont manifesté leur solidarité de tous les instants avec le peuple irakien. En tant qu'arabo-berbère, rien ne sépare ni ne peut séparer le Maroc et tout le Maghreb de l'ensemble du monde arabe, dont le cœur, notre cœur, est la Palestine.

5) D'où cette condition majeure pour la France si elle veut renouer avec le Maghreb des liens durables, profonds, des liens au niveau des peuples : la France doit retrouver la politique gaullienne d'indépendance nationale ; elle doit rompre les liens de dépendance qui l'enchaînent à la politique américaine. Les peuples arabes savent qu'ils n'ont rien à attendre de la *pax americana*, quelles que soient les enjolivures des discours actuels. Ils n'oublient pas : ils n'oublieront jamais les bombes sur Bagdad (et Jérusalem), ce nom cher au cœur de tous les Arabes, Qasbiq de la « coalition » exclus.

Nous n'oublierons pas ici au Maroc les noms de Jean-Pierre Chevènement, de Max Gallo, de Claude Cheysson, de Gisèle Halimi, de Gilles Perrault, de Harlem Désir, de Julien Dray, ceux des « 75 » et de tous ces organisations et mouvements qui ont sauvé l'honneur de la France. Nous ne les oublierons pas, car ils ont sauvé, gardé, aussi pour nous, la France des Lumières et de la liberté.

« La France, en Europe et dans le monde, peut et doit être le môle de la raison, du dialogue et de la coopération entre les peuples », a écrit récemment Jean-Pierre Chevènement.

Avec cette France, avec cette Europe, nous pourrions reconstruire une amitié. Pas avec une dépendance d'un « ordre mondial » dirigé par Washington et la City de Londres.

► Abraham Serfaty est un prisonnier d'opinion marocain. Il vient d'obtenir le prix 1991 du Pen Club International.

## BIBLIOGRAPHIE

### Rayonnement et intimité de l'Islam

L'ISLAM DANS LE MONDE,

dossier établi et présenté

par Paul Balta,

Le Monde Éditions

(coll. « Le monde du monde »),

390 p., 140 F.

LE VOILE DU NOM, ESSAI

SUR LE NOM PROPRE ARABE,

de Jacqueline Sublet,

PUF (coll. « Essais »),

208 p., 168 F.

VOICI deux livres absolument

différents et absolument

complémentaires. L'un

regarde les Arabes à l'intérieur

d'un ensemble immense, inter-

continental, celui de l'islam, l'autre

cherche à reconnaître une intimité

à la fois proclamée et jalouse, celle

du nom par lequel se désigne un

Arabe. L'un dans le monde fait

appel non seulement à la contribu-

tion propre, et considérable, de

Paul Balta, mais aussi à des textes,

extraits de livres, articles de

revues ou de presse. Rassemble-

ment modeste et ambitieux à la

fois : modeste parce qu'il ne se

propose que de faire le point,

aujourd'hui, sur un monde émi-

nellement évolutif ; ambitieux puis-

qu'il aborde une des questions

que l'on peut se poser, depuis le

nombre et la répartition des

musulmans dans le monde, jus-

qu'à la situation des chrétiens

arabes ou des Arabes américains,

en passant par la répartition des

grands groupes ethnolinguistiques

dans l'ensemble musulman ou la

distinction entre sunnites et

chiites.

Les grandes rubriques du livre

éclairent parfaitement son

propos : islamisme et arabisme,

l'islam en France, au Maghreb, au

Proche-Orient arabe, iranien et

turc, dans le reste du monde,

affrontement ou coexistence, enfin

l'islam dans les livres. Le lecteur

pressé ira tout de suite à la ques-

tion qu'il se pose, celui qui voudra

se faire une idée plus générale ira

d'un trait, cette documentation

claire, aérée et objective. Partout,

l'histoire est présente, avec les

obligatoires retours en arrière qui

éclaircissent plus d'un comportement

actuel. Donner ici quelques-unes

des multiples réponses aux ques-

tions posées serait faire injure au

livre. Au moins en tirera-t-on une

leçon, fort simple : celle de son

utilité en ces temps où la connais-

sance et la reconnaissance réci-

proques commandent tous les len-

dehors, ceux des Arabes et les

notres, qui vont ensemble.

Le Voile du nom, de Jacqueline Sublet, affirme clairement son programme : en quoi le nom de la personne, fait pour la désigner, clairement et de façon univoque, aux autres, le voile-t-il en même temps ?

Le Voile du nom, ESSAI SUR LE NOM PROPRE ARABE, de Jacqueline Sublet, PUF (coll. « Essais »), 208 p., 168 F.

VOICI deux livres absolument différents et absolument complémentaires. L'un regarde les Arabes à l'intérieur d'un ensemble immense, intercontinental, celui de l'islam, l'autre cherche à reconnaître une intimité à la fois proclamée et jalouse, celle du nom par lequel se désigne un Arabe. L'un dans le monde fait appel non seulement à la contribution propre, et considérable, de Paul Balta, mais aussi à des textes, extraits de livres, articles de revues ou de presse. Rassemblement modeste et ambitieux à la fois : modeste parce qu'il ne se propose que de faire le point, aujourd'hui, sur un monde éminemment évolutif ; ambitieux puisqu'il aborde une des questions que l'on peut se poser, depuis le nombre et la répartition des musulmans dans le monde, jusqu'à la situation des chrétiens arabes ou des Arabes américains, en passant par la répartition des grands groupes ethnolinguistiques dans l'ensemble musulman ou la distinction entre sunnites et chiites.

Les grandes rubriques du livre éclairent parfaitement son propos : islamisme et arabisme, l'islam en France, au Maghreb, au Proche-Orient arabe, iranien et turc, dans le reste du monde, affrontement ou coexistence, enfin l'islam dans les livres. Le lecteur pressé ira tout de suite à la question qu'il se pose, celui qui voudra se faire une idée plus générale ira d'un trait, cette documentation claire, aérée et objective. Partout, l'histoire est présente, avec les obligatoires retours en arrière qui éclaircissent plus d'un comportement actuel. Donner ici quelques-unes des multiples réponses aux questions posées serait faire injure au livre. Au moins en tirera-t-on une leçon, fort simple : celle de son utilité en ces temps où la connaissance et la reconnaissance réciproques commandent tous les lendes, ceux des Arabes et les autres, qui vont ensemble.

Le nom, en son ensemble, en résume ainsi à l'espace d'une vie et, par le permis et la filiation, à l'insertion de cette vie dans une histoire. A partir de là, toutes les variations sont possibles : intervention éventuelle de la mère ou de la fille dans un système qui reste fondamentalement patrilinéaire, ascendance ou descendance de prestige, propriétés ou autres, relation à une ville de naissance, de passage, voire de rêve, surnom référant à un poète officiel... Mais d'autres prolongements se dessinent : scientifiques, avec des disciplines comme les généalogies, les biographies ; politiques aussi, avec proclamation ou changement du nom officiel du souverain ; sociales, enfin.

Car, de tous les éléments qui composent le nom, le noyau, le noyau dur, c'est le nom véritable, unique, donné à la naissance : Muhammad, Ali, Ahmad, Ibrahim. Tout le reste n'est là que pour le voiler, et d'abord quand on adresse la parole, par « ô père de... » ou « fils de... ». C'est que le nom, à l'exemple de ce qui se passe pour Dieu, dit à la fois l'être et le voile, le protège. Tout le reste, tout cela dont on use pour désigner et se désigner, peut bien être l'objet des vicissitudes du temps, de l'oppression, de l'injure ; seul le nom, le nom connu mais dont, à la limite, on n'use pas, échappe au temps, aux hommes, derrière le voile qui ne sera déchiré qu'à la mort.

ANDRÉ MIOUET.



E. James Lieberman.

### La volonté en acte. La vie et l'œuvre d'Otto Rank.

Après avoir été le disciple favori et le « fils adoptif » de Freud, Otto Rank est demeuré pendant de nombreuses années un personnage mal connu et controversé. En se fondant sur des documents inédits, E. James Lieberman expose la vie et l'œuvre subversives de ce précurseur de la psychanalyse.

Collection « Histoire de la psychanalyse » dirigée par Alain de Mijolla 530 pages et 16 planches illustrées - 295 F



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



# LES SUITES DU CONFLIT DU GOLFE

La répression des nationalistes kurdes

## L'armée irakienne semble avoir mis en déroute la plupart des insurgés

Des milliers de réfugiés venant du Kurdistan irakien affluent à la frontière turque, alors que, après la reconquête de Kirkouk, Irbil et Dohouk, les forces de Bagdad semblent avoir marqué de nouveaux points dans leur lutte contre l'insurrection kurde. L'Irak a ainsi affirmé, lundi 1<sup>er</sup> avril dans la soirée, avoir repris le contrôle de la ville de Zakho, proche de la frontière. Selon des indications provenant de Turquie, l'armée irakienne a aussi réinvesti le poste frontalier de Habur. Les troupes de Bagdad s'apprêtaient, dans la nuit de lundi à mardi, à lancer un assaut pour reprendre aux insurgés la ville de Soutlymaniah, située au cœur du Kurdistan.

De retour d'une tournée dans le nord, M. Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance politique irakienne, a « transmis au président Saddam Hussein les vœux du peuple kurde et ses profondes remerciements pour l'intérêt qu'il lui a porté ».

La « victoire irakienne », reconnue par les rebelles kurdes, a semé un vent de panique dans le « Kurdistan libéré ». En proie à la terreur d'une éventuelle attaque aux armes chimiques, la population s'enfuit au hasard devant l'offensive des troupes de Bagdad, commencée jeudi, a rapporté lundi l'envoyée

spéciale de l'AFP au Kurdistan, Rouba Kabbara. Elle ajoute que, des hauteurs surplombant Irbil, devenue pour deux semaines la capitale des « régions libres », elle a pu voir jusqu'à dimanche, à des kilomètres de la rive, « d'innombrables caravanes de voitures, de camions et surtout de tracteurs, chargés de baluchons de toutes les couleurs et d'ustensiles de cuisine. Sur les remorqueurs s'entassaient femmes et enfants au milieu des peshmergas (combattants kurdes), redoublés soudain de civils affolés, privés de leur aura de guerriers redoutables, avaient pris place sur les véhicules des fuyards, cherchant eux aussi à mettre à l'abri leurs familles ».

### Une grande amertume

L'envoyée spéciale de l'AFP, qui a compté cent vingt localités entièrement rasées et dont la population avait été déportée, il y a un an, vers des centres d'hébergement spécialement construits à cet effet à Irbil, Dohouk et Zakho, écrit que ces populations, jetées à nouveau sur les routes, étaient obsédées par la peur des armes chimiques. « On nous bombarde aux gaz », criaient-ils aux journalistes, qui n'ont jamais pu confirmer ces affirmations. Dans deux hôpitaux de la région, Rouba Kabbara a dénombré quatre-vingt-neuf blessés dont aucune victime d'arme chimique. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a en outre dit que les armes chimiques n'avaient pas été utilisées depuis le début de

l'insurrection kurde de mars. L'euphorie a cédé la place à une grande amertume. Un jeune peshmerga, qui avait quitté les montagnes il y a trois semaines à l'annonce des victoires de la résistance et s'apprête à les regagner, a déclaré : « J'ai toujours pensé que j'étais condamné à vivre dans les montagnes. Je suis descendu à la ville et j'ai vécu dans l'euphorie. Mais je savais que c'était trop beau pour être vrai. Les Kurdes n'auront jamais une patrie où ils pourront vivre en paix et en liberté ».

M. Massoud Barzani, l'un des principaux dirigeants kurdes d'Irak, leader du PDK et président du Front du Kurdistan irakien, a demandé lundi aux dirigeants occidentaux et au secrétaire général des Nations unies de venir à l'aide des populations kurdes « massacrées » en Irak. Ce message adressé aux présidents américain et britannique, George Bush et François Mitterrand, ainsi qu'au premier ministre britannique John Major, et à M. Javier Perez de Cuellar, rejette sur le président Saddam Hussein l'entière responsabilité des combats. « Le régime irakien a affronté les manifestations et les protestations pacifiques du peuple irakien par le feu et le fer, transformant celles-ci en affrontement armé », dit-il notamment. « Les forces gouvernementales ont massacré des milliers de civils innocents, enfants, femmes et hommes qui s'ajoutent aux milliers de victimes des bombardements aériens, des tirs de missiles et d'artillerie lourde. A cause de cette sauvagerie, plus de trois millions de Kurdes ont quitté les villes et les agglomérations, se réfugiant dans les montagnes et les vallées alors que d'autres se dirigent vers les frontières de l'Irak et de la Turquie en pleine saison froide et pluvieuse », poursuit M. Barzani, qui réclame l'envoi de vivres, de médicaments et de tentes pour les civils réfugiés. Il demande aux Nations unies, à la Croix-Rouge internationale et à d'autres organisations humanitaires de venir aux secours des populations et exhorte le Conseil de sécurité de l'ONU à mettre en garde Saddam Hussein contre l'utilisation des armes pour un « massacre collectif ». « Le soulèvement populaire - qui est en fait un référendum - a montré que le régime actuel ne représente pas le peuple irakien », dit en conclusion le dirigeant kurde.

Les Kurdes sont également harcelés par les autorités turques. La presse d'Ankara de lundi, sur la foi de déclarations de villageois de la zone frontalière turco-irakienne, affirme, malgré les démentis officiels de l'état-major et du gouvernement turc, que l'armée serait entrée en territoire irakien pour poursuivre un groupe de rebelles kurdes d'une opération menée dans le sud-est anatolien. Selon le quotidien Milliyet, de larges opérations de commandos soutenus par des hélicoptères Sikorsky armés de missiles ont été effectuées aux alentours de la ville de Sirnak, proche de la frontière irakienne, d'où s'infiltrèrent depuis trois jours des centaines de réfugiés irakiens fuyant devant l'armée de Bagdad. (AFP, AP, Reuters)



A Genève

## M. Ayoub Barzani en appelle à l'opinion internationale

GENÈVE

de notre correspondante

Des représentants du Parti démocratique kurde (PDK), conduits par M. Ayoub Barzani, se sont rendus à Genève afin de sensibiliser l'opinion internationale à la situation dramatique qui sévit au Kurdistan, où les populations fuient vers les frontières turque et iranienne les massacres et les bombardements.

Leur but est également de demander l'assistance d'institutions telles que l'UNICEF et l'OMS. Ces dernières, dans l'intention de secourir les groupes les plus vulnérables de la population civile d'Irak, ont remis au ministère de la santé publique de Bagdad - comme le veulent les règles en vigueur à l'ONU qui ne les autorisent à traiter qu'avec les gouvernements - des médicaments et des vivres. Les représentants kurdes ont toutes les raisons de craindre que l'aide d'origine onusienne fournie jusqu'à présent n'ait pas été distribuée dans les régions insurgées.

Ces représentants ont en outre adressé l'appel suivant à M. Cornelio Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : « Au nom du peuple kurde, nous avons l'honneur de solliciter du CICR la protection de la population kurde menacée d'extermination par les gaz toxiques et d'autres armes prohibées. Nous sollicitons aussi la prise en charge des prisonniers de guerre au sens des conventions de Genève et de leurs protocoles additionnels auxquels le mouve-

ment national kurde a adhéré respectivement en 1974 et 1977 ».

M. Barzani nous a précisé qu'il y a environ deux semaines le Parti démocratique kurde avait notifié au CICR la capture d'environ trente mille soldats irakiens dont des officiers, mais n'ayant pas les moyens de les nourrir ni même de les garder, les insurgés kurdes auraient libéré un grand nombre de leurs prisonniers après les avoir désarmés. Ces derniers se seraient alors dirigés pour la plupart vers l'Irak tandis que d'autres auraient préféré rester auprès des combattants kurdes.

Une manifestation à laquelle devaient se joindre des Kurdes de Turquie était prévue le 2 avril devant le palais des Nations et éventuellement devant le CICR.

ISABELLE VICHNIAC

M. Stasi (CDS) se dit « écœuré de la passivité des grandes puissances ». - Invité de Radio Monte-Carlo, mardi 2 avril, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, s'est déclaré « écœuré de la passivité, de la lâcheté des grandes puissances devant le massacre des Kurdes » par l'armée irakienne. « Je trouve scandaleux », a-t-il dit, que l'on ose encore parler de la victoire des alliés au nom d'une certaine morale internationale, pour le respect du droit des peuples. Or tout cela est bafoyé cyniquement par Saddam Hussein et nous ne disons rien ».

Bien que prenant acte de l'échec de la révolte en Irak

## Les Etats-Unis se disent prêts à rencontrer les leaders de l'opposition kurde

Aux Etats-Unis, où l'attitude d'attente et la passivité des grandes puissances devant la répression exercée par les troupes de Saddam Hussein en Irak suscitent plus d'une critique, le département d'Etat vient de faire un premier « geste » : Washington recevra dès cette semaine les leaders de l'opposition kurde, tandis que pour affaiblir Bagdad, le département du Trésor vient d'entreprendre une véritable chasse aux avoirs irakiens.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis ont-ils attendu que la défaite de l'insurrection des Kurdes d'Irak soit pratiquement consommée pour annoncer une modification de leur politique à l'égard de l'opposition kurde ? Les responsables de l'administration, qui refusaient jusqu'à présent

tout contact politique avec des représentants de cette opposition, sont désormais prêts à envisager de telles rencontres, et certaines pourraient avoir lieu dès cette semaine.

Ce modeste « geste », annoncé lundi 1<sup>er</sup> avril par le département d'Etat, intervient sans doute trop tard pour peser sur le cours des événements dans le nord de l'Irak. Il apparaît plutôt comme un moyen d'apaiser les critiques suscitées par la passivité, avec laquelle les Etats-Unis assistent, depuis la portion de l'Irak qu'ils occupent, à la répression menée dans le reste du pays par le président Saddam Hussein. Les reproches viennent aussi

au sud du pays, dans les environs de Bassorah. Des renforts de l'armée irakienne continuent à être acheminés vers le Kurdistan, les villes d'Irbil et de Dohouk ont été reprises aux insurgés, et les opérations se font à l'aide d'armes lourdes (artillerie, tanks) et d'hélicoptères de combat : une centaine de sorties pour la journée de dimanche, a relevé le porte-parole.

Dans un premier temps, le président Bush avait mis en garde l'Irak contre l'utilisation de ces hélicoptères, qu'il considérait comme une violation des conditions imposées à l'Irak par Washington, mais le chef de l'exécutif

américain a par la suite abandonné cette exigence. Plusieurs responsables de l'administration ont explicitement indiqué, au début de la semaine écoulée, que l'intérêt ne portait plus que sur l'usage des avions, et cette précision était apparue comme une sorte de feu vert donné à Saddam Hussein, rendu libre ainsi de recourir à l'arme la plus redoutée par les insurgés : les hélicoptères.

### Que faire des réfugiés irakiens ?

Lundi, les trois principales chaînes de télévision américaines ont donc ouvert leur journal du soir en annonçant la « victoire de Saddam Hussein », des mots qui sonnaient de manière étrange dans un pays qui célébrait depuis un mois la défaite du dictateur irakien, incarnation du « mal » terrassé par l'Amérique. L'administration, pour sa part, veut croire que cette « victoire » sur le front intérieur n'est que provisoire, et s'en tient

ne veut de ces réfugiés ? Dans l'immédiat, les responsables américains concentrent leurs efforts sur un terrain qui leur convient mieux, en poussant le Conseil de sécurité des Nations unies à adopter une résolution fixant les conditions d'un véritable cessez-le-feu avec l'Irak. Ces conditions, sans précédent dans l'histoire de l'ONU, comportent une sorte de mise sous tutelle des exportations pétrolières de l'Irak, dont une partie serait prélevée pour financer les dommages de guerre. L'ambassadeur d'Irak aux Nations unies a protesté contre le projet, affirmant qu'il y avait « des limites à la coercition qu'un pays peut exercer sur un autre », et il a émis des réserves sur le tracé de la frontière koweït-irakienne tel qu'il a été défini en 1963. La résolution pourrait être soumise au vote dès mardi 2 avril.

### Démanteler le « réseau financier » de Bagdad

Par ailleurs, l'administration américaine a franchi un nouveau pas dans ses opérations destinées à isoler économiquement l'Irak et à l'empêcher de se réapprovisionner, en particulier en armes. Le département du Trésor a publié lundi une liste de 52 entreprises et de 37 individus qui, selon Washington, faisaient partie du « réseau financier » irakien dans le monde. Les liens de certaines des compagnies citées - par exemple, Iraqi Airways - et une société qui fabrique des machines à coudre en Italie figure sur la liste aux côtés d'une entreprise de conditionnement d'air britannique. Deux seulement de ces compagnies sont américaines, plus de trente sont basées en Grande-Bretagne, et des sociétés comme Hachette, dans laquelle l'Irak possède une participation minoritaire, ne sont pas mises en cause. Le document du Trésor ne précise pas les faits reprochés aux firmes et individus qu'il cite. Mais ils sont désormais considérés comme des « agents de l'Irak », et donc soumis aux règles de l'embargo qui s'applique à l'Irak depuis le mois d'août, leurs avoirs sont gelés, et toute transaction avec eux est prohibée. Le Trésor américain a également identifié 160 navires marchands appartenant à Bagdad ou sous son contrôle, dont les Etats-Unis vont s'efforcer d'obtenir la saisie.

JAN KRAUZE



tout contact politique avec des représentants de cette opposition, sont désormais prêts à envisager de telles rencontres, et certaines pourraient avoir lieu dès cette semaine.

Dans un premier temps, le président Bush avait mis en garde l'Irak contre l'utilisation de ces hélicoptères, qu'il considérait comme une violation des conditions imposées à l'Irak par Washington, mais le chef de l'exécutif

au schéma qui s'accorde le mieux avec ses intérêts : celui du renversement, à terme, de Saddam Hussein par un autre dirigeant du parti Baas ou de l'armée.

Mais, entre-temps, les Etats-Unis doivent résoudre un problème momentané : comment faire des dizaines de milliers d'Irakiens qui fuient les forces de Saddam Hussein, ou désertant son armée, ont trouvé refuge dans la partie du pays qu'occupent les troupes américaines, étant entendu que M. Bush souhaite rapatrier l'essentiel de ces troupes, dans un délai aussi bref que possible, et que personne, surtout pas le Koweït,



## DICTIONNAIRE DE L'ETHNOLOGIE ET DE L'ANTHROPOLOGIE

Par Pierre Bonte et Michel Izard

D'animaux domestiques à totémisme, des Andes au Sahara, des fondateurs au structuralisme, près de 400 articles rédigés par 230 auteurs français et étrangers : la première somme du savoir anthropologique.

Collection "Grands dictionnaires" 768 pages - 496 F.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

سكز ان الاصل



## EUROPE

YUGOSLAVIE : située dans le sud de la Croatie

## La région de Krajina a proclamé son rattachement à la République de Serbie



La zone en gris représente la région autonome à majorité serbe de Krajina, qui a demandé son rattachement à la République de Serbie.

## Le défi des Serbes de Croatie

Suite de la première page

La séparation remonte au quatorzième siècle, à l'époque de l'invasion turque. Ces Serbes, poussés par les conquérants, se sont finalement installés à la frontière entre les empires ottoman et austro-hongrois, dans cette région pauvre qui, pendant des siècles a été une zone tampon, un cordon sanitaire, dont les Serbes étaient les gardiens appointés par Vienne. Vivant sur les pentes sud de la Croatie, ils disent qu'ils ne sont pas une minorité, mais une nationalité à part entière, et refusent la tutelle croate, car « ils ne sont pas des citoyens de seconde zone ».

Il est vrai que l'Histoire leur donne quelques raisons d'avoir des craintes. Les massacres perpétrés par les Oustachis du régime croate à la solde de Hitler sont encore très vivaces dans les mémoires. Des centaines de milliers de Serbes ont péri dans les atrocités. La proclamation de la République de Croatie, son nouveau drapeau qui ressemble pratiquement à celui des Oustachis, certaines maladresses du pouvoir à Zagreb, qui n'a pas su ménager les susceptibilités nationalistes, ont eu tôt fait de raviver les vieilles haines.

## Menaces terroristes

L'intervention des forces de l'ordre croates, en août dernier, pour se saisir des armes dans les postes de police, a marqué le début d'une dangereuse escalade. Pendant près de deux mois des barricades ont été dressées sur les routes, perturbant gravement l'activité touristique. Début mars, de nouveaux heurts se sont produits à Pakrac en Slavonie, dans l'est de la Croatie, où les Serbes avaient décidé, le 22 février, de rejoindre « la province autonome de Krajina ».

A Plitvice enfin, dimanche 31 mars, le sang a coulé (le Monde du 2 avril). Le régime de Zagreb, est intervenu pour reprendre le contrôle de ce parc national situé en territoire serbe, que la municipalité de Titovo-Korenica s'était approprié il y a une semaine. Ce site touristique célèbre est une source de devises importantes pour la toute jeune République et donc un enjeu pour les deux communautés.

S'adressant, lundi 1<sup>er</sup> avril, aux habitants de la petite ville, Milan Babic a dénoncé « l'agression terroriste du pouvoir néofasciste et oustachiste de l'Etat croate contre le peuple serbe » et il a appelé à « l'autodéfense ». « N'oubliez pas, nous avons dit Lazo Macura, nous sommes des guerriers, des samourais. Si les Croates interviennent, ce sera la guerre civile. » Milan Babic avait ajouté en souriant qu'ils sauraient se procurer des armes, « qu'ils les prendraient sur l'ennemi même en s'en saisissant par le canon encore brûlant ».

Les douze districts de la Krajina, sur les cent quatre que compte la Croatie, sont donc entrés en rébel-

lion ouverte contre Zagreb, faisant à nouveau rebondir la crise yougoslave et les risques d'éclatement de la fédération. Le régime croate n'a pas encore osé intervenir directement à Koin, ville à 80 % serbe, sachant que ce serait là le signal d'une lutte fratricide.

Milan Babic s'est dit prêt à porter l'action à Zagreb, menaçant de perturber le fonctionnement de la ville. Le numéro un de la Krajina se défend d'être soutenu par le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic. « Nous n'avons pas besoin de l'aide du gouvernement serbe, lance-t-il. Nous avons le soutien de l'opinion publique. Nous ne voulons rien par la force. Nous voulons une procédure pacifique, un référendum dans toute la Yougoslavie, mais si nous sommes attaqués, nous combattons. »

## L'hégémonie serbe

Dans la capitale, les autorités sont prêtes à des compromis, à accorder des droits spécifiques. « Mais les Serbes devront se soumettre car ce n'est pas réaliste », constate M. Darko Bekic, conseiller à la présidence, qui fait remarquer que tous les citoyens de Croatie ont les mêmes droits.

Il accuse les Serbes d'avoir toujours été des profiteurs du régime communiste et « de se sentir démunis de leurs droits alors qu'ils ne le sont que de leurs privilèges ». Il rend M. Milosevic responsable de la « désintégration » du régime et dit que le « despotisme typiquement oriental ».

Il est aisé pour les autorités de faire remarquer que la Serbie a placé en coupe réglée le Kosovo, peuplé à 90 % d'Albanais, qui est pourtant une province autonome, et de l'accuser de fomenter la division en Croatie où la population est à 80 % croate. Partout on dénonce l'hégémonie du grand voisin et les tentatives de M. Milosevic de contrôler la Yougoslavie pour l'entier bénéfice des Serbes, qui sont majoritaires. Le professeur Eugen Pusic rappelle que les néo-communistes ont gardé le pouvoir à Belgrade en jouant à fond sur la fibre nationaliste et en exploitant le slogan selon lequel « tous les Serbes doivent vivre dans un seul Etat ».

Les deux communautés s'accusent mutuellement de dépourvoir l'autre, et de discrimination. Aujourd'hui, les Serbes de Croatie ont beau jeu de dire que c'est Zagreb qui a en premier violé la Constitution fédérale et promulgué ses propres lois. Alors pourquoi n'en feraient-ils pas autant ? Et pourtant, reconnaît M. Babic, Serbes et Croates « ne peuvent être plus proches au monde. Ils vivent ensemble sur le même territoire. On s'est toujours demandé quelle est la frontière entre ces deux peuples, sinon celle de la religion ». « C'est en raison de cette similitude, de cette absence de différences, conclut-il, qu'il faut en inventer ». MICHEL BOLE-RICHARD

La région autonome serbe de Krajina, dans le sud de la Croatie, a annoncé, lundi 1<sup>er</sup> avril, son rattachement à la République de Serbie à la suite des violents incidents qui se sont produits la veille dans le parc national de Plitvice au cours desquels deux personnes ont trouvé la mort. Ce rattachement fait suite à la sécession opérée le 14 mars pour protester contre le statut de minorité accordée à cette population serbe.

## BELGRADE

de notre correspondant

Bien que le calme soit revenu dans le parc national de Plitvice, la situation demeure tendue en Croatie, après les affrontements du dimanche 31 mars qui ont fait officiellement deux morts et vingt et un blessés. Ce nouveau conflit interethnique survient juste après l'entretien du président serbe, M. Slobodan Milosevic, avec son homologue croate, M. Franjo Tudjman, lundi 25 mars, et le sommet des présidents des six Républiques yougoslaves, jeudi 28 mars, à Split.

La décision, lundi 1<sup>er</sup> avril, des dirigeants de la province autonome de Krajina - zone peuplée par la minorité serbe en Croatie - de se rattacher à la République de Serbie

laisse présager le pire. M. Milan Babic, président de la province autonome, a déclaré que Krajina faisait « définitivement partie du territoire de l'Etat serbe » et que « la Constitution et les lois de la République de Serbie lui seraient désormais appliquées ». Il a ensuite ordonné la mobilisation de la population de Krajina et la formation de détachements de volontaires afin « de défendre la liberté et l'intégrité territoriale de la province ». Enfin, il a demandé au gouvernement de Serbie de mettre à la disposition des autorités de Krajina les équipements et les forces du ministère serbe de l'intérieur.

## « Accélération de la crise politique »

Pour le moment il n'y a eu aucune réaction officielle de la part des autorités serbes. Dans la soirée de lundi, la Croatie essayait de dédramatiser la situation en ignorant pour ainsi dire la résolution des Serbes de Krajina. Le président, M. Franjo Tudjman, a déclaré : « Les nouvelles tentatives des extrémistes de Krajina pour provoquer des conflits armés montrent que nous nous trouvons dans une phase d'accélération de la crise politique, que certains voudraient utiliser pour imposer par la force une solution avant le 15 mai prochain. » Cette date correspond à la

rotation au sein de la présidence collégiale et à l'arrivée du représentant croate, M. Stipe Mesic, à la tête de l'Etat yougoslave.

Les dirigeants croates ont également jugé « inacceptables » les décisions de la présidence collégiale d'envoyer l'armée à Plitvice qui, selon M. Mesic, n'ont pas été votées à l'unanimité. Ils reprochent à la direction yougoslave de traiter de la même façon les forces de l'ordre légitimes de Croatie et « les terroristes armés serbes » et d'exiger le retrait de la police croate. L'armée continue de contrôler le parc national et les villages voisins. Cependant les unités du ministère croate de l'intérieur sont toujours présentes dans la région de Plitvice et n'avaient pas l'intention de se retirer tant que l'ordre ne serait pas rétabli.

A la demande des députés socialistes (ex-communistes), une session extraordinaire du Parlement de Serbie devait avoir lieu mardi 2 avril pour analyser les problèmes des Serbes de Croatie. Cette Assemblée devait aussi examiner le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les manifestations du 9 mars dernier à Belgrade, qui avaient été violemment réprimées, et décider de la démission du ministre serbe de l'intérieur, M. Radomir Bogdanovic, qui avait été réélu par l'opposition et les étudiants.

FLORENCE HARTMANN

## URSS : la valse des étiquettes

## Le « panier de la ménagère » reviendrait trois fois plus cher...

La plupart des magasins étaient fermés lundi 1<sup>er</sup> avril à Moscou, car ici la « valse des étiquettes » n'est pas une image. Depuis mardi, en effet, les prix officiels ont été changés, et les employés du commerce ont passé les derniers jours à refaire les listes dans la plus grande confusion, car les directives centrales n'étaient pas d'une clarté absolue.

## MOSCOU

de notre envoyé spécial

Il y a désormais trois sortes de prix : les prix fixés par l'Etat, les prix contrôlés pour lesquels l'Etat fixe des plafonds et les prix libres. La viande de bœuf va par exemple augmenter de 250 %, le pain de 200 %, le sucre de 100 %, etc. Le coût des transports en commun va être multiplié par trois, comme celui des repas dans les cantines d'usine. Selon un des responsables de la municipalité de Moscou, le « panier de la ménagère » va revenir trois fois plus cher.

Le gouvernement a prévu des compensations : 60 roubles par mois pour tous les salariés, 65 roubles pour les retraités et des allocations pour les familles. Les militaires toucheront, eux, 80 roubles y compris le marché noir. Le ministre de la défense, remarque la *Komsomolskaïa Pravda*, qui ajoute que M. Gorbatchev, lui, n'aura droit qu'à 60 roubles...

Mais ces compensations sont largement insuffisantes pour équilibrer le rachat des produits de première nécessité - il était difficile de trouver même du pain à Moscou, Leningrad, Sverdlovsk, Irkoutsk, Tachkent... - était en partie liée à cette baisse des prix, attendue depuis plusieurs mois et annoncée au lendemain du référendum du 17 mars.

## Instructions du KGB

Selon certains experts, les rayons des magasins devraient être de nouveau mieux garnis au cours des prochains mois. Les *Izvestia* ont fait les comptes : jusqu'à maintenant, la demande non satisfaite s'élevait à 160 ou 200 millions de roubles ; les stocks disponibles représentaient environ 50 à 100 milliards et la baisse de la demande consécutive à la hausse des prix était estimée de 80 à 100 milliards, l'équilibre de l'offre et la demande pourrait être assuré, au

moins pour quelque temps. Le choc cependant sera dur pour le consommateur soviétique, habitué à des prix artificiellement bas.

Les nouveaux ne sont guère moins arbitraires, et les déclarations officielles destinées à apaiser la population, insistent sur le respect des plafonds fixés par l'administration. M. Mikhaïl Gorbatchev a adressé une lettre à tous les dirigeants des Républiques pour qu'ils fassent respecter les nouveaux prix. Si les exhortations à la discipline ne suffisent pas, le ministre de l'intérieur, le président du KGB et le procureur général ont signé des instructions autorisant les forces de l'ordre à surveiller les prix et à « calmer les furies de la production vers le marché noir ».

Pour certains, cette décision d'augmenter brutalement les prix, qui devrait être suivie par des mesures d'indexation des salaires, va entraîner l'URSS dans la spirale de l'hyperinflation, et les experts se penchent maintenant avec une délectation morose sur les exemples latino-américains. C'est, explique la *Komsomolskaïa Pravda*, « une grande tromperie ». Pour d'autres, c'est au contraire un premier pas vers une réforme globale du sys-

tème des prix et vers l'économie de marché.

Il s'agit, d'une part, de donner au consommateur la notion de la valeur des produits. Le premier ministre, M. Valentin Pavlov, a encore expliqué lundi que la consommation de pain s'élevait en URSS à 143 kilos par an et par personne. Ce pain, a-t-il dit, n'était évidemment pas compté, parce qu'il était bon marché, il était donné comme aliment au bétail, ou simplement jeté.

D'autre part, le gouvernement pourrait profiter de quelques semaines où les magasins devraient être mieux approvisionnés pour annoncer d'autres réformes du système économique, qui pourraient avoir d'autres conséquences douloureuses pour les Soviétiques.

## Nouveaux cours de rouble

Mais cette seconde interprétation n'est guère corroborée par les déclarations du gouvernement Pavlov. La quasi-confiscation des billets de 50 et 100 roubles, les restrictions temporaires mises au retrait des caisses d'épargne, les mesures prises contre les entreprises étrangères et les attaques

## Les Géorgiens mais aussi les minorités nationales se sont prononcés massivement pour l'indépendance

## MOSCOU

de notre envoyé spécial

Selon les premiers résultats du référendum du dimanche 31 mars en Géorgie, 90,5 % des 3,4 millions d'électeurs ont pris part au vote et 98,93 % se sont prononcés en faveur de l'indépendance. Les Géorgiens représentent environ 70 % d'une population estimée à 5,4 millions d'habitants. C'est dire que même les minorités nationales ont largement voté pour l'indépendance de la République caucasienne. Dans une région au sud-est de Tbilissi, peuplée essentiellement d'Arméniens, 80 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes et plus de 90 % ont voté « oui ». Le président de l'Arménie voisine, M. Levon Ter-Petrosian, avait, il est vrai, appelé ses compatriotes à se prononcer pour l'indépendance de la Géorgie.

Même en Abkhazie, République autonome de Géorgie où les Abkhazes, il est vrai minoritaires, réclamaient leur rattachement à la fédération de Russie, la participation a atteint 60 % et 97,65 % de votants ont dit « oui ».

C'est évidemment un succès pour le président géorgien, M. Zviad Gamsakhouria, mais le chemin vers l'indépendance réelle est encore long et

difficile. La situation continue, en effet, de se dégrader dans une des régions de la Géorgie, l'Ossétie du Sud, où les affrontements entre Ossètes - qui demandent leur unification avec l'Ossétie du Nord, République autonome de la Russie - et les Géorgiens ont encore fait quatre morts et plusieurs blessés pendant le week-end. Depuis le début des troubles en janvier, plus de cinquante personnes sont mortes et les réfugiés, des deux côtés, se comptent par dizaines de milliers.

## Le jeu délicat de M. Eltsine

La pression s'accroît sur M. Gamsakhouria qui, après avoir assuré qu'il respecterait la personnalité de l'Ossétie du Sud, a mis brutalement fin à son statut de région autonome. M. Gorbatchev lui a adressé samedi une lettre, l'enjoignant de « prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour faire cesser le bain de sang ». Comme pour appuyer cette mise en garde, le Soviet suprême de l'URSS a voté, lundi, une résolution demandant au président Gorbatchev d'élargir l'état d'urgence en Ossétie pour permettre aux troupes du ministère de l'intérieur de rétablir l'ordre.

Le président géorgien a répliqué en

## ITALIE

## La « Cicciolina » va se rhabiller

La célèbre parlementaire italienne Ileana Staller, plus connue sous le pseudonyme de « Cicciolina », a annoncé, lundi 1<sup>er</sup> avril, qu'elle renouait à son mandat de député, un an avant l'expiration de la législature, dans « l'espoir de pouvoir ainsi écarter le risque d'élections anticipées, étant consciente de la gêne » que représente sa présence. La blonde actrice de films pornographiques se réfère à la démission du président du conseil, M. Giulio Andreotti, vendredi 29 mars.

M<sup>me</sup> Staller a exprimé le souhait que les projets de loi qu'elle a présentés « ne soient pas oubliés », notamment la création « de parcs et d'hôtels d'amour », l'introduction dans les écoles de l'étude de la sexualité et la réouverture des maisons closes dont la gestion serait confiée à leurs pensionnaires.

Fille d'un fonctionnaire du ministère de l'intérieur hongrois, naturalisée italienne à la suite de son mariage, la « Cicciolina » était entrée en politique en 1980 en créant un mouvement écologiste, le Parti du soleil. Elle s'était alors fait remarquer en sillonnant les rues de Rome, nue dans une automobile et tenant un ardoise « radiocatif » dans une main. Membre du Parti radical de M. Marco Pannella depuis 1986, elle avait été élue députée à Viterbo, près de Rome, en juin 1987. - (AFP.)

DANIEL VERNET

La liberté

avec

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP

L'AFP





## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : nouveau chef d'état-major de l'armée

## Le « brillant » Ehud Barak

A l'âge de quarante-neuf ans, le général Ehud Barak achève un parcours sans faute qui l'a mené au sommet de la hiérarchie militaire israélienne. Il a succédé, lundi 1<sup>er</sup> avril, au général Dan Shomron, au poste de chef d'état-major de l'armée.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

En cette période de bouleversements mondiaux et régionaux, le général Barak était sans doute le militaire israélien le plus qualifié pour accéder au poste de chef d'état-major de l'armée. Dès octobre 1990, alors chef d'état-major adjoint, il avait déclaré, en exposant sa doctrine militaire, au cours d'une cérémonie à la mémoire de Moshe Dayan : « Nous sommes en plein système historique, et au Proche-Orient également, un nouvel ordre va s'instaurer ».

Considéré depuis des années comme le plus brillant – et le plus décoré – des officiers de sa génération, le général Barak s'inscrit d'ailleurs dans la lignée des militaires israéliens dont Moshe Dayan est le « père spirituel ». Comme le célèbre général borghois, il incarne l'archétype du « sabre » (terme qualifiant la rudesse et la générosité des premières générations sionistes nées en Israël) et sa biographie relève d'une sorte d'image d'Épinal.

## Féru de philosophie et d'histoire

Ehud Barak a passé toute son enfance et son adolescence dans un kibboutz. Il effectue ensuite son service militaire dans une unité de commando d'élite dont il deviendra plus tard le commandant. Sa petite taille, son visage rond et sa grande ambition lui valent immédiatement à l'armée le surnom de « Napoléon ». Avec cette unité, il participe, au début des années 70, à de nombreux raids au-delà des frontières d'Israël. La plupart ne sont toujours pas rendus officiellement

publics, mais font l'objet de récits légendaires.

On rapporte notamment qu'en avril 1973, il s'était déguisé en femme, portant une perruque blonde, lors d'une opération à Beyrouth au cours de laquelle plusieurs dirigeants de l'OLP furent abattus.

Après s'être reconverti dans les blindés, Ehud Barak poursuit une carrière militaire météorique (il est général à trente-neuf ans), ponctuée aussi de diplômes universitaires – en mathématiques et en physique – obtenus à Jérusalem et aux États-Unis. Car ce militaire est aussi un intellectuel passionné de lecture et féru de philosophie et d'histoire. Le personnage est déjà tellement prestigieux que, selon certains, lorsqu'il quittera l'armée, le Parti travailliste s'empressera d'en faire son chef de file. Mais comme le général Barak fait tout pour brouiller les pistes politiques, d'autres, au contraire, ont pu affirmer qu'il était proche du Likoud (droite nationaliste).

Ce prestige, le général Barak l'a renforcé en occupant successivement ces dernières années les très importantes fonctions de chef des services de renseignements militaires (de 1983 à 1986), de commandant de la région centre, qui englobe les territoires occupés de Cisjordanie (1986-1987), puis de chef d'état-major adjoint.

C'est lui, dit-on, qui, en 1988, a planifié dans les moindres détails et supervisé le raid à Tunis au cours duquel le numéro deux de l'OLP, Abou Jihad, a été assassiné.

Tout le monde a constaté en Israël que le nouveau chef d'état-major porte parfaitement son nom : Barak, en hébreu, signifie : « brillant ». Reste à savoir s'il réussira, comme on l'espère ici, à redonner tout son éclat à l'armée, une armée israélienne tenue à l'écart de la guerre du Golfe et empêtrée depuis plus de trois dans l'intifada. (Interim.)

## IRAN

## Libération d'un homme d'affaires britannique détenu depuis cinq ans

M. Roger Cooper, homme d'affaires britannique emprisonné depuis plus de cinq ans à Téhéran, a été libéré mardi 2 avril par les autorités iraniennes. At-on appris de source gouvernementale à Londres, M. Cooper, qui est âgé de cinquante-cinq ans, était attendu en milieu de matinée à l'aéroport de Londres-Heathrow, en provenance de Téhéran.

M. Cooper, qui parle persan couramment, avait été arrêté en décembre 1985 sur l'accusation

d'espionnage. Il était détenu sans jugement dans la prison d'Evin, à Téhéran. La presse britannique avait récemment évoqué sa possible libération, après l'abandon des charges contre un étudiant iranien accusé d'avoir organisé une campagne terroriste contre des librairies britanniques vendant les *Versets sataniques* de l'écrivain Salman Rushdie. Cet étudiant, M. Mehdiad Kokabi, a été libéré et expulsé vers l'Iran le mois dernier. (AFP.)

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**  
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities  
A.C.B.S.P.  
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

**MBA Master of Business Administration**  
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilitée à délivrer le :

**Master of Business Administration**  
with an emphasis in international management.

**Filière d'admission : 3<sup>e</sup> CYCLE**  
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America  
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) - 46.70.11.71

Communiqué par Europa (le journal de l'Association des étudiants européens) • 103 rue de la République • 75001 Paris • Tél. 01 46.70.11.71

Propagande envoyée en Europe et en Asie • Tél. 01 46.70.11.71 • Fax 01 46.70.11.71 • E-mail : europa@europa.fr

## AMÉRIQUES

## CHILI

## Jaime Guzman, ancien conseiller du général Pinochet, a été assassiné

L'un des principaux leaders de la droite chilienne, Jaime Guzman, a été assassiné lundi 1<sup>er</sup> avril dans la soirée. Sa voiture a été mitraillée par un commando non identifié sur le campus de l'université catholique de la capitale, où il devait donner un cours de droit. Le président Aylwin s'est aussitôt réuni avec plusieurs ministres en conseil restreint. Des conservateurs aux communistes, tous les partis condamnent ce crime.

SANTIAGO

de notre correspondant

Les terroristes ne pouvaient pas choisir un endroit plus symbolique pour rendre leur embuscade : il y a vingt ans, l'étudiant Jaime Guzman avait fait de l'université catholique un bastion de l'opposition conservatrice au gouvernement de l'Unité populaire présidé par Salvador Allende. Homme austère, à la pensée vigoureuse et au verbe électrique, il était devenu au lendemain du coup d'État de 1973 le jeune maître à penser de la nouvelle droite chilienne. Conseiller très écouté du général Pinochet, il sut le convaincre d'imposer un modèle économique ultralibéral dont le corollaire nécessaire – vu la situation du pays – était l'autoritarisme politique, qu'il aida à codifier, en 1980, dans une nouvelle Constitution.

Sa proximité du pouvoir lui valut de nombreux ennemis : à gauche bien sûr, mais aussi dans l'extrême-droite fascisante, qui dénonçait l'influence de ce « représentant de la ploutocratie capitaliste ». Tout aussi notoire ont été ses démêlés avec le général Contreras, l'ancien chef de la DINA, la police politique de triste mémoire, qu'il considérait comme le « mauvais génie » du général Pinochet.

Pendant les dernières années de la dictature, Jaime Guzman rassembla ses partisans dans l'Union démocratique indépendante (UDI), mais celle-ci dut subir la concurrence d'une autre formation conservatrice, Rénovation nationale, plus distante du régime militaire et mieux implantée en province. A la surprise générale, plusieurs candidats de l'UDI triomphèrent aux élections parlementaires de décembre 1989 : Jaime Guzman lui-même fut élu sénateur à Santiago, favorisé, il est vrai, par une loi électorale conçue main par le régime militaire.

## Conciliant avec ses anciens adversaires

Pendant la première année de la législature, il s'est montré très actif et volontiers conciliant à l'égard de ses anciens adversaires. Le jour où M. Aylwin accéda à la présidence, il n'hésita pas à conclure une alliance contre nature avec les partisans de la nouvelle majorité : par l'appoint de ses quelques voix, l'UDI fit élire le démocrate-chré-

tien Gabriel Valdés à la présidence du Sénat, et obtint en échange l'élection d'un des siens à la vice-présidence de la Chambre des députés.

Mais Jaime Guzman a été aussi un opposant farouche à la réforme constitutionnelle votée le 23 mars par le Congrès, qui permet au chef de l'État de gracier les prisonniers politiques incarcérés sous le régime militaire. « Ce sont des terroristes, et leur libération constituerait un danger pour la société », affirmait-il ce jour-là.

Ses assassins apportent incontestablement de l'eau au moulin de la droite. Inaugurent-ils cette « spirale de violence et de haine » que prophétisait dernièrement, pour les besoins de sa cause, le général Pinochet, lorsqu'il attaqua violemment, dans un discours, le rapport sur les crimes commis durant son règne ?

Réunis devant l'hôpital militaire où reposait le corps de leur leader, quelques centaines de militants de l'UDI ont illustré à leur façon les propos de l'ancien dictateur, en conspuant et molestant les personnalités politiques de tous bords venues présenter leurs condoléances. Le commandant en chef de l'aviation, le général Matthei, trop loyaliste à leurs yeux, fut accueilli aux cris de « traître » et de « vendu ». La foule, bien vite, a trouvé le slogan qui l'unit : « Pinochet, un autre coup d'État ! »

GILLES BAUDIN

## AFRIQUE

## Quand l'Afrique du Sud aide la Namibie à protéger ses eaux poissonneuses

Un an après l'indépendance et la fin de la présence sud-africaine dans leur pays, les autorités de Windhoek n'hésitent pas à solliciter l'aide de celles de Pretoria pour préserver l'intégrité des eaux territoriales namibiennes.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Dix-huit pêcheurs espagnols viennent d'être arrêtés et inculpés pour avoir pêché illégalement dans les eaux territoriales namibiennes, à bord de trois chalutiers. Après avoir été repérés par un avion de surveillance, les Espagnols ont eu la surprise de voir surgir un hélicoptère qui a déposé sur le pont de chacun des bateaux des inspecteurs des pêches et des militaires namibiens.

Les pêcheurs espagnols ont alors refusé d'obéir aux injonctions des autorités namibiennes et ont fui vers les eaux sud-africaines. Mais leur en pris car deux gardes-côtes de la marine sud-africaine les ont arraisonnés le 25 mars et reconduits vers la Namibie où ils ont accosté à Luderitz, un port au sud de Walvis Bay. Confronté perpétuellement au problème du pillage de

ses ressources halieutiques et au manque de moyens pour assurer une protection efficace, Windhoek a fait, cette fois, appel à son puissant voisin. Les autorités de Pretoria ont réagi immédiatement à la satisfaction du ministre namibien des affaires étrangères, M. Theo Ben Gurub, qui s'est déclaré « impressionné » par la rapidité avec laquelle l'Afrique du Sud est intervenue.

## Réduction des quotas

La mise sous séquestre des trois bâtiments porte à huit le nombre des bateaux espagnols actuellement immobilisés dans le port de Luderitz. Les cinq capitaines des chalutiers arraisonnés en novembre ont été jugés et reconnus coupables d'avoir pêché illégalement dans les eaux namibiennes. Le verdict sera rendu le 10 avril par la Haute Cour de justice de Windhoek. Les trois capitaines et huit autres officiers des bateaux qui viennent d'être interceptés resteront incarcérés jusqu'à leur jugement le 15 avril, leur libération sous caution ayant été rejetée jeudi 28 mars.

La Namibie, dont les eaux

comptent parmi les plus poissonneuses du monde, espère, d'ici à quatre ans, tirer un revenu annuel de 3 milliards de rands (environ 6 milliards de francs) de la pêche. En 1990, la Namibie a réduit de moitié les anciens quotas accordés à leurs yeux, fut accueilli aux cris de « traître » et de « vendu ». La foule, bien vite, a trouvé le slogan qui l'unit : « Pinochet, un autre coup d'État ! »

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Cinquante-huit morts au moins en cinq jours en Afrique du Sud. – Six personnes ont été tuées, dans la nuit du dimanche 31 mars au lundi 1<sup>er</sup> avril, au cours de violences entre factions noires rivales, dans le ghetto d'Alexandria (Johannesburg) et dans la province du Natal, a fait savoir la police. Cela porte à cinquante-huit, au moins, le bilan des morts dans les cités noires en l'espace de cinq jours. Alexandria est, depuis mercredi dernier, le théâtre des plus violentes affrontements entre les partisans du Congrès national africain (ANC) et ceux du parti Inkatha. – (Reuters.)

## A TRAVERS LE MONDE

## AFGHANISTAN

M. Najibullah reconnaît avoir perdu tout contact avec la ville de Khost

Sans officiellement reconnaître la chute de la ville de Khost – occupée par la résistance dimanche 31 mars (le Monde du 2 avril) – le chef du régime de Kaboul a annoncé lundi à la télévision que le contact avait été perdu dans la matinée avec les forces gouvernementales sur le terrain. L'air sombre, M. Najibullah a fait état de pertes humaines et annoncé que mardi serait célébrée dans tout le pays une journée de « deuil national ». Il a accusé « le Pakistan, en collaboration avec les mercenaires afghans, d'avoir lancé une agression contre Khost il y a dix jours ».

Tandis que les moudjahidins, rendus plus confiants par ce premier succès militaire depuis deux ans, affichaient lundi leur volonté de « poursuivre les activités militaires jusqu'au renversement du régime de marionnettes russes » de Kaboul, le secrétaire général des Nations unies a lancé un appel en faveur d'un règlement politique. M. Perez de Cuellar, préoccupé par la poursuite des combats, a demandé à tous les Afghans de « résoudre leurs divergences par un processus politique qui assurera l'exercice de leur droit à l'autodétermination et à établir un gouvernement de coalition qui jouira de la confiance d'une large majorité du peuple afghan ». – (AFP, UPI, Reuters.)

## MALI

L'ancien président Moussa Traoré

serait « en bonne santé »

Les dignitaires de l'ancien régime, arrêtés lors du coup d'État militaire du lundi 25 mars, « sont tous en bonne santé », a commencé par le président Moussa Traoré et son épouse, qui paragent le même lieu de détention, a affirmé, lundi 1<sup>er</sup> avril, le président de l'Association malienne des droits de l'homme (AMOH), M. Demba Diallo.

L'avocat, en même temps que des représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Genève, a pu rendre visite aux prisonniers, vendredi. « J'ai serré la main au couple mais ils ne m'ont pas adressé la parole », a précisé M. Diallo. « Quant aux anciens membres du gouvernement que j'ai rencontrés, ils sont bien traités et ils ont même le téléphone », a-t-il ajouté. – (AP.)

## EN BREF

ALGERIE : les députés ont adopté la loi électorale et celle sur les circonscriptions. – Après avoir adopté, lundi 1<sup>er</sup> avril, par 232 voix pour, 9 contre et 24 abstentions, la nouvelle loi électorale – instituant un scrutin majoritaire uninominal à deux tours – les députés ont voté, dans la nuit de lundi à mardi, à une large majorité là aussi, une loi sur le découpage des nouvelles circonscriptions électorales – dont le nombre passera de 295 à 543. L'opposition a sévèrement critiqué ces deux lois, les islamistes qualifiant la loi électorale de « haute trahison ». – (Reuters.)

INDE : deux ingénieurs suédois enlevés au Cachemire. – Deux ingénieurs suédois ont été enlevés par des hommes en armes, qui pourraient être des séparatistes musulmans, dans la partie indienne du Cachemire, a annoncé la police locale lundi 1<sup>er</sup> avril. Il s'agit du premier enlèvement d'étrangers dans cette région depuis le début du soulèvement séparatiste il y a quinze mois. – (UPI, Reuters.)

MAROC : arrestation de huit intégristes musulmans. – Huit jeunes militants du mouvement intégriste musulman Adl wal Ihsane ont été arrêtés par la police, a déclaré, lundi 1<sup>er</sup> avril, à Rabat, un porte-parole du mouvement. Aucun motif n'a été donné à ces arrestations, les premières depuis que ce mouvement intégriste a été interdit, il y a un peu plus d'un an. Six de ses dirigeants avaient alors été condamnés chacun à deux ans de prison. Le fondateur du mouvement est assigné à résidence à Salé depuis décembre 1989. – (Reuters.)

Le mois de la 309 chez NEUBAUER  
**Exceptionnel jusqu'au 30 avril : Votre 309 superéquipée "PLUS"**

- Alarme
- Toit ouvrant
- Poste de radio
- Tatouage des glaces

**NEUBAUER PEUGEOT**

4, rue de Châteaudun 75008 PARIS ☎ 42.85.54.34  
8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68  
23, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de cette annonce



# TRAVERS LE MONDE

## AFGHANISTAN

Najibullah reconnu  
perdu  
contact  
la ville de Khost

Le chef du régime  
Najibullah, qui a  
été officiellement  
reconnu par la ville  
de Khost, a déclaré  
qu'il n'avait plus de  
contact avec le  
gouvernement central.  
Il a également déclaré  
qu'il n'avait plus de  
contact avec le  
gouvernement central.  
Il a également déclaré  
qu'il n'avait plus de  
contact avec le  
gouvernement central.

## Président Moussa Tarzi

Le président  
Moussa Tarzi a  
déclaré qu'il n'avait  
plus de contact avec  
le gouvernement central.  
Il a également déclaré  
qu'il n'avait plus de  
contact avec le  
gouvernement central.

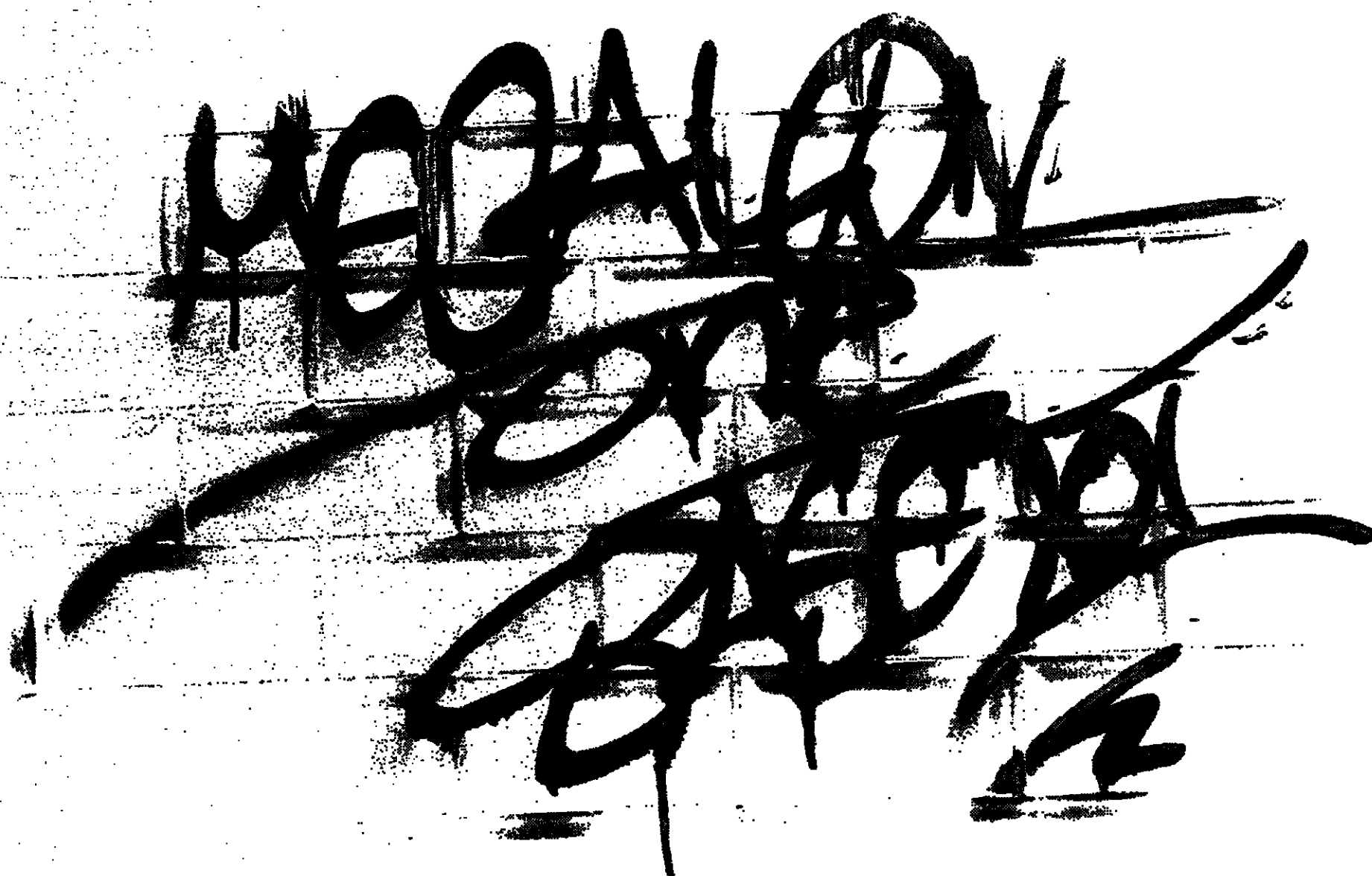
## ANEF

Le ANEF a  
déclaré qu'il n'avait  
plus de contact avec  
le gouvernement central.  
Il a également déclaré  
qu'il n'avait plus de  
contact avec le  
gouvernement central.

Le ANEF a  
déclaré qu'il n'avait  
plus de contact avec  
le gouvernement central.  
Il a également déclaré  
qu'il n'avait plus de  
contact avec le  
gouvernement central.

Le ANEF a  
déclaré qu'il n'avait  
plus de contact avec  
le gouvernement central.  
Il a également déclaré  
qu'il n'avait plus de  
contact avec le  
gouvernement central.

Bien que nos galeries soient les plus  
fréquentées, certains modes d'expression  
n'y auront plus leur place.



Venue des USA, la mode des graffitis déferle en France. C'est un  
mode d'expression, comme beaucoup d'autres, mais imposer à  
des millions de voyageurs un graffiti tous les mètres, c'est un mépris de leur liberté. C'est pourquoi

nos équipes de nettoyage effacent systématiquement toute  
trace de taggs dans le métro et sur les bus. Avec le temps, les  
mesures que nous prenons  
permettront à nos voya-  
geurs de circuler plus sereinement, l'esprit libre.

L'esprit libre  
**RATP**

سكنا من الامم

## POLITIQUE

## La rentrée parlementaire

## Le projet de solidarité financière entre les communes est jugé « foncièrement ambigu » au Sénat

La session ordinaire de printemps du Parlement s'est ouverte mardi 2 avril. Il s'agit d'une « vraie-fausse » rentrée, puisque le Parlement a siégé en session extraordinaire depuis le 19 mars. Les sénateurs vont commencer l'examen du projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), tandis que les députés devraient terminer la discussion du texte sur l'administration territoriale de la République avant de s'occuper, en nouvelle lecture, du statut de la Corse. Un hommage à la mémoire de Michel d'Ornano, député du Calvados décédé accidentellement le 8 mars, devait être prononcé par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius.

Le Sénat s'apprête à modifier assez sensiblement le projet de réforme de la DGF, qui avait été adopté, le 23 mars, à l'Assemblée nationale grâce à l'abstention des communistes et à celle de la majorité des groupes UDF et UDC. Selon le rapporteur de la commission des finances, M. Paul Girod (Rass. dém., Aisne), ce projet sur la solidarité financière entre les communes est « foncièrement ambigu », dans la mesure où, « fondé sur l'idée de la recherche d'une meilleure répartition entre collectivités locales, il est aussi l'instrument d'une stratégie d'ensemble qui vise à faire participer encore plus largement les collectivités aux actions d'aide sociale en faveur des quartiers en difficulté ».

Comme l'opposition l'avait relevé à l'Assemblée nationale, la majorité des sénateurs de cette commission estime que l'un des critères retenus pour affecter la

nouvelle dotation de solidarité urbaine – le rapport entre le nombre de logements sociaux et la population – n'est pas satisfaisant. Le gouvernement s'est d'ailleurs engagé à présenter un rapport au Parlement, avant le 15 octobre, sur les conséquences qu'aurait l'introduction du nombre des bénéficiaires de l'allocation-logement ou de l'aide personnalisée au logement dans le calcul de la nouvelle dotation.

La commission des finances du Sénat a estimé qu'il était nécessaire de préparer « une réforme en profondeur » de la DGF à partir d'une vaste simulation. De façon plus immédiate, elle a demandé au gouvernement de présenter au Parlement, d'ici au 30 avril, une simulation fondée sur la prise en compte d'un nouvel indice des charges à caractère social, moins réducteur que le seul critère du logement social, et incluant notamment le nombre de titulaires du revenu minimum d'insertion et celui des demandeurs d'emploi recensés dans les communes.

Quant au prélèvement direct opéré sur les ressources fiscales des communes les plus riches de la région Île-de-France, il témoigne, selon la commission des finances du Sénat, « d'une dérive particulièrement inquiétante ». La commission propose une autre solution associant non seulement les communes, mais aussi les départements et la région elle-même. Ce fonds, géré par un comité formé d'élus, serait utilisé pour des opérations de développement social, de prévention, d'animation et d'aide éducative à destination de la jeunesse, de création d'équipements collectifs.

J.-L. S.

## L'assemblée corporatiste des élus locaux

« Dans ma mairie... » : « Oui, mais dans la mienne... » Dix fois, cent fois ce dialogue a eu lieu à l'Assemblée nationale. Analysant le projet de loi sur l'organisation territoriale de la République et celui sur la solidarité financière entre les communes, les députés se sont plus que jamais en élus locaux qu'en représentants de la nation, ce qui est pourtant le rôle que leur assigne la Constitution. Ce comportement a des avantages.

Pour débattre de l'organisation des services de l'Etat en province, pour améliorer le fonctionnement des assemblées locales, pour mettre en place un mécanisme incitant à la nécessaire coopération intercommunale, les députés connaissent parfaitement leurs dossiers. Le débat est donc de qualité, fructueux, chacun pouvant faire état de son expérience. Souvent, les clichés partisanes cèdent le pas devant les intérêts locaux des uns et des autres. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'améliorer les droits des minorités dans les conseils municipaux, ceux qui sont des élus locaux minoritaires doivent faire face à la coalition des maires.

## La tradition du cumul

Mais les inconvénients sont aussi évidents. Face à un projet dont un des axes essentiels est d'améliorer les moyens de contrôle des élus locaux, de la gestion de leurs communes, de leurs départements, de leurs régions, les élus locaux font facilement bloc pour préserver leurs privilèges. Ainsi, ils n'ont pas eu grand mal à se mettre d'accord pour limiter les possibilités de recours aux « référendums » locaux, ces consultations qui permettraient aux habitants de donner leur opinion sur les projets des responsables de leur cité, alors même qu'ils ne seraient que consultatifs. Pour quelques députés qui, comme M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), n'oublient pas qu'ils légifèrent dans l'intérêt de tous,

beaucoup d'autres ne pensent, en votant la loi, qu'à leur intérêt personnel. L'Assemblée nationale est ainsi transformée en chambre corporatiste d'élus locaux.

Ce rôle est conféré, par la Constitution, au Sénat. En vertu de l'article 24, ce dernier est chargé de « la représentation des collectivités territoriales ». Mais l'Assemblée nationale doit faire prévaloir l'intérêt général, qui ne coïncide pas forcément avec celui des maires, des présidents de conseils généraux. Le décentrement a rendu encore plus indispensable un tel recul.

Dans les grandes démocraties européennes, là où les pouvoirs des collectivités locales sont plus importants qu'en France, mais où leurs rapports avec l'Etat central sont plus clairs, le gouvernement peut s'appuyer sur les députés pour faire prévaloir l'intérêt de la nation sur les besoins de chacune de ses composantes. Ni en Allemagne, ni en Italie, ni en Grande-Bretagne, ni aux Etats-Unis, il ne viendrait à l'idée d'un responsable local d'être aussi membre d'une chambre qui serait l'équivalent de l'Assemblée nationale française. L'interdiction du cumul par la loi n'est pas toujours indispensable.

La discussion du projet sur l'organisation territoriale de la République démontre, une fois encore, les inconvénients de cette tradition bien française du cumul des mandats. Ce cumul a été limité à deux mandats par une loi votée à l'automne 1985. Elle a pratiquement produit tous ses effets (le Monde du 27 mars). Le moment est peut-être venu de faire un pas supplémentaire, comme l'a envisagé M. Laurent Fabius, et comme l'a proposé M. Pierre Mazeaud, dans une proposition de loi. L'un et l'autre souhaitent que les députés ne puissent plus être aussi responsables de collectivités locales.

THIERRY BRÉHIER

## Le débat sur la recomposition du Parti socialiste

## M. Mauroy envisage un congrès anticipé à la fin de l'année

La convention nationale ordinaire du PS, qui se réunira les 6 et 7 avril pour tirer les enseignements de la guerre du Golfe, pourrait être l'occasion d'une accélération des échéances au sein de ce parti. M. Charzat, qui assure la préparation du « projet » du PS, objet d'une convention prévue à la fin de l'année, se prononce pour la transformation de celle-ci en congrès. M. Mauroy pourrait répondre favorablement à cette proposition.

La peur des échéances électorales peut-elle être le commencement de la sagesse pour les socialistes ? Un an après le congrès de Rennes, paroxysme de la lutte pour le pouvoir au sein du PS, certains dirigeants du parti se demandent si le moment n'est pas venu de rechercher un nouvel équilibre interne, qui permettrait de préparer dans de meilleures conditions les élections régionales et cantonales de 1992, puis les législatives de 1993. La discussion du nouveau « projet » socialiste, dont la conclusion est prévue pour une convention nationale convoquée à la fin de l'année, fournirait matière à une recomposition idéologique et politique. Dans cette hypothèse, la convention serait transformée en congrès ; celui-ci, prévu pour le printemps 1992, serait, ainsi, anticipé.

M. Pierre Mauroy a montré le bout de l'oreille, la semaine dernière, lorsqu'il a déclaré, devant le bureau exécutif, que « le Parti socialiste ne peut pas être l'addition de plusieurs parties » et qu'il « doit se mettre en situation de se reconstruire par lui-même ». Le premier secrétaire a expliqué que le débat sur le « projet » doit prendre la forme des rivalités de courants. Il s'est réitéré, notamment, pour appuyer son propos, aux déclarations de M. Jean-Marc Ayrault, le maire de

Nantes, qui s'était prononcé pour la dissolution des courants (le Monde du 23 mars).

M. Michel Charzat, qui est chargé, au secrétariat national du PS, de la préparation du « projet », va dans le sens souhaité par M. Mauroy lorsqu'il invite « les chefs de file du socialisme » à saisir cette occasion de « faire valoir leur part de vérité » (lire ci-dessous). D'autres appels de ce type devraient être lancés dans les jours qui viennent, le premier secrétaire se réservant d'y répondre lors de la convention ordinaire de la fin de cette semaine.

## La logique des minoritaires

Il est logique que l'impulsion vienne, en partie, des courants minoritaires du PS, qui avaient le plus souffert de la polarisation du congrès de Rennes entre les trois « poids lourds » que sont MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin et Michel Rocard. M. Ayrault, bien qu'il ait pris quelque distance, n'a pas formellement rompu avec le courant de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre des relations avec le Parlement. La guerre du Golfe a eu des répercussions au sein de ce courant, notamment parmi les jeunes militants qui n'ont pas été recrutés avant Rennes et qui ne se sont pas retrouvés dans les positions pro-américaines de M. Rocard. Ce dernier a souhaité à plusieurs reprises que la convention des 6 et 7 avril, consacrée aux enseignements de la guerre, fût préparée par un débat de fond, susceptible de déboucher sur un début – au moins – de reconquête interne, fondée sur l'opposition entre ceux qui avaient soutenu le président de la République et ceux qui avaient critiqué sa politique.

M. Charzat appartient, lui, au courant Socialisme et République, dont il anime, avec M. Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, la tendance opposée à la démarche de M. Jean-Pierre Chevènement. La

rupture provoquée, au sein de son courant, par l'attitude de l'ancien ministre de la défense joue un peu comme un détonateur dans la « synthèse » artificiellement imposée après le congrès de Rennes.

Tandis que M. Charzat prépare, avec l'appui d'une partie des responsables de Socialisme et République, ce qui doit devenir le document de référence du PS dans les années à venir, M. Chevènement et ses fidèles sont décidés à élaborer un contre-projet, qui ne pourra donc se situer que dans une logique de rupture avec la direction du PS, sinon avec le parti lui-même. Dans ces conditions, le vœu d'un « rassemblement » du courant, affiché de part et d'autre, ne trompe personne. La question posée est celle du reclassement de ceux qui rejettent la stratégie de l'ancien ministre, et dont la plupart veulent rester unis, pour le moment, les « grands » courants se gardant officiellement de toute tentative de débauchage.

Les minoritaires pourraient recevoir le renfort de tout ou partie des « quadragénaires transcourants » qui, en décembre dernier, avaient publié un manifeste appelant, lui aussi, à la rénovation du PS. Ces initiatives convergentes amèneraient M. Mauroy, lors de la convention ordinaire, à envisager que la convention de la fin de l'année devienne un congrès.

## L'hypothèse Fabius

Les modalités pratiques restent incertaines, puisqu'un congrès est préparé, normalement, par la discussion et le vote, dans le parti, sur une ou plusieurs motions. Cette procédure devrait être combinée avec celle de la discussion du projet.

L'idée d'un congrès anticipé n'est pas nouvelle chez M. Mauroy, qui l'avait proposée, il y a trois semaines, aux principaux chefs de courant du PS (M. Fabius, cependant, ne se souvient pas d'avoir été

« sondé » par le premier secrétaire sur cette question). Elle n'aurait pas suscité leur enthousiasme, et le premier secrétaire en avait conclu, que faute de majorité possible – soit par les retrouvailles des ex-mitterrandistes, soit par la formation d'une coalition rocardio-jospiniste, – le congrès aurait lieu à son échéance normale, après les élections régionales et cantonales de mars prochain. Dans ce cas, à un an des élections législatives, la « synthèse » serait de rigueur, et le maire de Lille pouvait penser qu'il serait reconduit au poste de premier secrétaire.

Cependant, M. Mauroy n'avait pas exclu, fin février, un autre scénario, qui aurait conduit à son remplacement par M. Fabius, à la faveur d'une redistribution des cartes dont M. François Mitterrand aurait pris l'initiative (le Monde du 9 mars). Avancé à la fin de l'année, le congrès pourrait aboutir à une telle issue, qui donnerait au maire de Lille la possibilité de se retirer avec la satisfaction du devoir accompli – le PS remis en ordre de marche – et au président de la République celle de voir enfin mis en œuvre son « plan » pour l'avenir du PS. Il n'est pas sûr, pour autant, que les principaux concernés adhèrent à cette solution.

S'il est vrai que certains points ont été établis ou rétablis entre jospinistes et fabusiens, s'il est vrai, aussi, que certains responsables rocardiens penchent pour un accord avec M. Fabius, ce dernier est des plus prudents. La réponse qui vient, de ce côté, à la proposition d'un congrès anticipé est : « Si c'est pour refaire Rennes, ce n'est pas la peine ». Autrement dit, le président de l'Assemblée nationale veut obtenir l'assurance que l'issue du processus serait conforme à son souhait. Quant à M. Jospin, il est des plus réservés sur une précipitation des échéances qu'il considère comme artificielle. D'autant plus que son sort et celui de ses amis, dans cette hypothèse, demeurent indéterminés.

PATRICK JARREAU

## POINT DE VUE

## Notre part de vérité

par Michel Charzat

L'AGGIORNAMENTO du socialisme français est, désormais, en marche. Ni programme électoral ni manifeste prophétique, le « projet » pour la France de l'an 2000 se présente comme « chose à construire ». Il s'inspire de la consultation, en cours, des représentants de la pensée contemporaine en France et dans le monde. Il s'enrichit des enseignements tirés au cours de milliers de rencontres avec les Français. L'ambition est d'ouvrir l'éventail des possibles, de jeter les bases d'une gauche moderne qui, comme le voulait Pierre Mendès France, devra proposer « une méthode et une morale » pour l'action politique.

A mi-parcours de la construction du futur projet, une indication majeure apparaît en toute lumière : pour gagner en 1993, pour inscrire le second septennat de François Mitterrand dans sa pleine dimension historique, la majorité présidentielle ne saurait se satisfaire des défaillances de l'opposition. Pour mobiliser et entraîner, les socialistes devront, d'abord, se rassembler sur des idées, être porteurs d'une stratégie de l'audace tranquille, en proposant, à la fois, de grandes ambitions collectives et des réformes pratiques.

Les matériaux de réflexion déjà rassemblés permettent également de mieux distinguer les nouveaux défis qui émergent à l'horizon de l'an 2000. Retenons, pour le moment, cinq lignes de fracture :

– L'Etat, garant des valeurs collectives et incarnation de l'intérêt général, a perdu une part de sa légitimité : son effacement moral crée un déficit civique ;

– La société française aspire à se reconnaître dans un avenir commun : ses acteurs ont soif de reconnaissance individuelle et collective ;

– La France des années 90 voit s'accroître la rupture entre ceux qui ont une place dans la société et les autres, exclus, marginalisés, privés des moyens de se faire entendre, sinon de façon sporadique, parfois violente ;

– L'union politique des Douze se réalisera à l'intérieur d'une architecture européenne élargie ; la destinée et les modalités de la construction européenne devraient en être profondément affectées ;

– Une nouvelle régulation inter-

nationale devient de plus en plus nécessaire devant les instabilités à venir.

Ces défis sont encore mal identifiés par la société française : le projet devra formuler clairement les choix à faire, les normes à imposer, en effet, à la recherche d'un nouveau pacte civique. Aujourd'hui, notre pays se complait trop volontiers dans le rôle du malade imaginaire de l'Europe, alors que beaucoup, à l'étranger, envient sa capacité à réagir.

## L'ère de la complexité

Investissements extérieurs, présence dans les industries du futur, puissance du secteur des services, des infrastructures : l'économie, encore fragile, a démontré une surprenante vigueur. Récemment, notre communauté nationale a su démentir, à l'occasion de la guerre du Golfe, les Cassandra qui annonçaient la fin du système républicain de l'intégration.

Dix ans après avoir réussi à conjurer la malédiction de l'exercice du pouvoir, les socialistes sont invités à redéfinir leurs normes d'analyses et leur système d'action. Peut-être saisiront-ils cette occasion pour tracer un nouvel horizon pour la France. Et le socialisme ?

La refondation du projet de la gauche pose, d'abord, une question de méthode. Depuis deux décennies, nous vivons une grande transformation du monde qui nous fait basculer dans l'ère de la complexité. Au lendemain du naufrage des utopies révolutionnaires, la pensée progressiste doit admettre que certaines questions ne peuvent pas être résolues de façon définitive. Dès lors, la démocratie, comme vecteur de l'espérance socialiste, ne peut s'instituer que par l'acceptation d'une interrogation active et sans fin sur les formes de l'égalité et les normes de la justice. Aussi le projet socialiste devrait-il faire de la délibération politique, de la citoyenneté, l'idée-force d'une méthode démocratique éclairée par l'éthique de la responsabilité et la recherche de la vérité.

L'aggiornamento du socialisme français permettra peut-être d'affirmer une conception audacieuse

et réaliste de la réforme : audacieuse, parce qu'elle dessinerait les quelques grandes lignes d'horizon sur lesquelles se reconstruirait nos concitoyens ; réaliste, parce qu'elle traduirait, par des mesures simples et efficaces, une capacité à mieux répondre aux problèmes de la vie quotidienne. Revenons aux sources d'un réformisme conséquent, pour lequel le chemin et le but ne font qu'un. Les premiers socialistes, au dix-neuvième siècle, se proposaient de réintégrer les prolétaires dans la société de leur temps. En cette fin de siècle, les socialistes doivent poser, en des termes fondamentaux, la nouvelle question sociale.

La démocratie est en grande partie à reconstruire par le bas. Il s'agit de créer, à nouveau, des liens sociaux, de fabriquer une trame humaine complexe et organisée pour structurer la vie collective. L'exclusion, c'est, aujourd'hui, le ghetto, la ségrégation spatiale, économique et culturelle. La réintégration des nouveaux prolétaires, par la logique de l'égalité citoyenne et la démocratie locale, représente le nouveau défi constitutif du socialisme contemporain.

## Une refondation politique

L'autorité de la loi républicaine et l'efficacité des grands services publics : police, justice, école, santé – sont au cœur de la lutte contre l'exclusion moderne. De même, le développement de nouvelles formes de participation politique sont à imaginer. L'essor d'un « syndicalisme » de la ville, combattant proximité et affinités, peut sembler utopique ; pas davantage, sans doute, que ne le furent, au dix-neuvième siècle, les aspirations du mouvement ouvrier à l'association et à l'entraide.

Entre les dogmes fracassés ou rouillés par le temps et les contraintes érigées en justification des prudences du moment, la voie du socialisme moderne peut sembler étroite. Un chemin existe, pourtant, si l'on se convainc que le « secret » de la politique ne réside pas dans une culture hégémonique ou dans un projet intangible, mais bien dans la communication que les citoyens entretiennent entre eux par le dialogue, le partage du

savoir et de l'information, la sanction démocratique. D'où l'importance de la culture, de l'école et des médias dans la réflexion du Projet socialiste. C'est dans un espace public de délibération, dans une société repolitisée, que les défis pourront être relevés, la démocratie, revivifiée, et la République, conquise.

La logique de la construction du Projet favorisera la constitution de majorités d'idées, n'épousant pas toujours la configuration baroque des courants officiels du PS. Serait-ce trop demander aux chefs de file du socialisme de participer, sans arrière-pensée, à cette refondation politique ? Pourquoi ne profiteraient-ils pas de l'espace de délibération qu'ouvre l'élaboration de ce projet pour faire valoir leur part de vérité ? Ainsi, le débat sur le texte et sur les options en présence pourrait faire apparaître l'unité fondamentale des socialistes et favoriser la clarification qu'exigent certaines questions.

Au Parti socialiste d'apporter la démonstration qu'il peut surmonter le choc des ambitions, le poids des routines, pour se rassembler sur une identité renouvelée. Pour saisir cette chance, il faudrait, sans doute, bousculer le délicat équilibre des espérances et accélérer le mouvement. Ce peut être le pari de la réussite.

► Michel Charzat, député de Paris, est chargé du « projet » au secrétariat national du PS.

► Le Comité national des juifs français (FN) dénonce l'OLP. – M. Robert Hemmerdinger, vice-président du Comité national des juifs français, organisation satellite du Front national, s'est déclaré, jeudi 28 mars, « scandalisé par la complaisance du gouvernement socialiste à l'égard de Yasser Arafat et de son OLP, qui se sont à jamais disqualifiés par leur alliance avec Saddam Hussein ». M. Hemmerdinger « approuve le gouvernement et les responsables israéliens en ce qu'ils refusent de négocier avec une organisation terroriste ». La position adoptée par M. Hemmerdinger est à l'opposé des thèses de M. Le Pen, qui avait proposé d'entériner l'annexion du Koweït par M. Saddam Hussein pour céder ce territoire, par exemple, aux Palestiniens.



# POLITIQUE

## Matignon et les médias

### I. - Silence, on gouverne

par Monique Dagnaud

Lundi 26 novembre 1990, réunion à Matignon. Gérard Grunberg, spécialiste des sondages, annonce que, pour la première fois depuis 1988, les opinions négatives vis-à-vis du premier ministre l'emportent sur les opinions positives. Le taux de satisfaction sur la façon dont le pays est gouverné est aussi dans le rouge et le climat de la fonction publique est particulièrement négatif. Puis viennent les considérations alarmistes de divers conseillers techniques. Rémy Pautrat, en charge du domaine de l'intérieur, fait part de l'inquiétude des préfets. « Est-ce un orage passager ? Est-ce une vague de fond ? », s'interroge Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet, qui détaille les effets du mouvement lycéen et les péripéties de la motion de censure sur la CSG. « On en a vu d'autres », philosophe Guy Carcas, somme, en charge, à Matignon, des relations avec le Parlement et de la communication.

28 novembre, réunion de cabinet, introduite par Jean-Paul Huchon : « La presse commence elle-même à perdre la boule. Après la crise de régime, elle va bientôt parler de la crise d'autorité de l'Etat. Dans ces conditions, une expression du premier ministre est sans doute nécessaire. Une grande émission télévisée est envisagée. Comme elle exigera beaucoup de préparation, je vous prie de ne pas charger le premier ministre de rendez-vous, jusqu'au 20 décembre. »

#### « L'antimédiocratie »

Puis de longs débats s'engagent dans l'état-major sur l'opportunité de cette intervention, au moment où s'accroît la tension dans le Golfe. Après beaucoup d'hésitations, les partisans du silence l'emportent. Du 5 octobre 1990 jusqu'au 18 mars 1991 (apparition dans le journal télévisé d'A 2), Michel Rocard n'a participé à aucune émission télévisée et s'est exprimé seulement deux fois à la radio.

Mars 1991 : sa cote de popularité dépasse celle de mars 1990.

La discrétion du premier ministre provoque beaucoup de commentaires, y compris dans son entourage. Une analyse des apparitions médiatiques programmées (1) des premiers ministres depuis 1981 oblige à un jugement nuancé (voir tableau).

La retenue de Michel Rocard concerne essentiellement la télévision : moins d'une apparition par mois, ce qui le place derrière Chirac, champion incontesté de l'activité médiatique. Mais Pierre Mauroy fit un usage encore plus sobre du petit écran. En revanche, Michel Rocard occupe plus fréquemment les ondes radiophoniques que ses prédécesseurs, de gauche, et alimente plus volontiers la presse en interviews ou articles.

L'impression de discrétion tient sans doute à la façon dont il orchestre ses apparitions à la télévision. « La communication doit être paradoxale », dit-il. Aucune régularité ne scande ses interventions : il peut occuper la scène plusieurs fois le même mois, puis disparaître pour une longue période. La plupart d'entre elles se déroulent dans les journaux télévisés et le choix de dériver vers l'analyse de bilans, sont ciblées sur un point précis de l'action gouvernementale.

Ces émissions ne sont pas, le plus souvent, précédées d'annonces, ce qui permet au premier ministre de se retirer si un événement survient qui accapare l'actualité. Enfin, depuis qu'il est à Matignon, Michel Rocard délaisse les grandes émissions politiques. Ainsi, premier ministre, il n'a participé à aucune « Heure de vérité ». Henri-François de Virieu, dans son livre *La Médiaocratie*, le désigne d'ailleurs comme « l'antimédiocrate ».

Cette sobriété existe aussi dans la forme. Alors que les journalistes-présentateurs, artificiers de la télévision effective, nouent un rapport de familiarité avec le public, le premier ministre établit plutôt de la distance. Quoique perçu comme simple et direct, il ne suscite pas un sentiment d'identification. Évitant délibérément lyrisme et messages symboliques, il campe sur la rationalité. Chiffres et raisonnements sur les causalités et les contraintes de l'action politique ponctuent ses interventions. Il s'élève à la pédagogie, sans trop d'illusions, en sachant qu'il n'obéit pas à la règle du média : « C'est

pratiquement impossible d'expliquer la gestion d'une société complexe à la télévision, car celle-ci est consensuelle, d'émotion, d'authenticité, de drames, et d'enthousiasme. »

Courtois (« La télévision est une affaire de politesse : on va chez les gens, on met son beau costume »), mais, peu souple face au journa-

lièrement lors de la campagne présidentielle de 1969 (*l'Effet Rocard*, Hervé Hamon et Patrick Rotman, Stock). Pourtant, de grâce en grâce politiques, inspirant de multiples rebondissements dans le roman médiatique, Michel Rocard s'est construit une philosophie. Son usage modéré des sortilèges de l'image traduit concrètement des

activité jalousement gardée : elle engage non seulement la perception de la politique menée, mais aussi l'avenir du personnage. Les élus et hommes d'appareil de la Rocardie y participent peu. Gérard Grunberg et Jean-Louis Missika, directeur du SID (service d'information et de diffusion du gouvernement), qui discutent de la communication gouvernementale tous les lundis matin avec Jean-Paul Huchon, émettent quelques suggestions édictées par leurs analyses des sondages. Les conseillers techniques affinent chiffres et arguments.

Des consultants extérieurs apportent leur concours : Claude Marti, Jacques Séguéla, Jacques Pilhan, Claude Posternak. Le premier ministre continue de voir régulièrement deux amis, Jean Lallier, producteur, et Gilbert Denoyan, journaliste. Comme pour tous les leaders politiques, ses grandes prestations télévisuelles sont soumises au crible de la « médiacritique ». Pourtant, les initiatives de communication relèvent plutôt de l'entourage politique proche, les spécialistes donnant leur sentiment sur les projets, et apportant soutien technique... et moral. Surtout, ils fournissent des arguments théoriques à cette option de silence.

#### Communiquer ou travailler

Cette chasse gardée contraste avec le reste de l'activité communicationnelle de Matignon, qui est quasiment autogérée. Le service de presse, animé par Denis Delbourg, assisté de Marie Bertin (presse politique et de province) et Denise Mairay (presse économique), fonctionne en lien étroit avec les ténors en lien étroit avec les conseillers techniques. Toute demande d'information spécialisée est répercutée auprès d'eux. Ceux-ci gèrent de façon relativement autonome la relation avec les journalistes de leur secteur. Il leur arrive de tenir des points de presse, parfois introduits par le premier ministre.

Ils aident les techniciens du SID à élaborer les dossiers d'information sur les mesures gouvernementales. Ils peuvent participer à des opérations de communication en collaboration avec leurs collègues ministères concernés. Une partie de l'activité de la maison est donc rendue publique par le staff, Michel Rocard ne donnant que rarement des conférences de presse, et recevant peu à ses petits déjeuners de presse (une fois par mois, environ, avec quatre ou cinq journalistes).

« Gouverner, c'est communiquer », écrivait Thierry Mauroy, ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon (*la Vie quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche*, Hachette). Cette affirmation est encore plus vraie si l'on examine l'évolution des cabinets ministériels, depuis 1981. La communication gouvernementale s'est professionnalisée (3). Les sommets des états-majors se sont emparés d'une activité autrefois dévolue aux attachés de presse. Les conseillers techniques ne se consacrent plus exclusivement aux dossiers et goûtent aux plaisirs médiatiques. L'équipe actuelle de Matignon s'inscrit dans cette évolution, avec toutefois une originalité : à l'union avec Michel Rocard, elle a choisi de communiquer sur le thème « Gouverner, c'est gouverner ». Ce qui peut insulter de la qualité médiatique au silence.

- (1) Il s'agit des déclarations officielles, grandes émissions politiques ou interviews dans les journaux télévisés, radio-phoniques et dans la presse écrite. Il ne s'agit pas des multiples reprises qu'effectuent les médias des discours et interventions du premier ministre.
- (2) Sur la fonction publique en octobre 1988, la CSG en octobre 1990, par exemple.
- (3) Voir Jo Daniel, *La communication gouvernementale*, à paraître aux PUF.

► Monique Dagnaud est sociologue au CNRS.

Prochain article : II. - Au vent des sondages ?

LE PREMIER MINISTRE N'A PU VENIR CE SOIR CAR IL A BEAUCOUP DE TRAVAIL.



liste, il n'hésite pas à fustiger « le commentateur sur le commentaire » : se raidit lorsque son interlocuteur l'incite à livrer son âme sur la famille socialiste ; le coupe net lorsqu'il juge un propos inexact ou injuste ; rectifie imperturbablement l'expression employée lorsqu'il en estime excessive la tonalité. Michel Rocard ne participe pas au jeu de séduction mutuelle entre journalistes et hommes politiques. De même, il se révèle extrêmement économe de confidences personnelles. Ainsi déclare-t-il, le 28 juin 1989 à *« Ex Libris »* : « Il y a longtemps que je vis avec une difficulté du paraître en politique... qui n'est pas si importante ; l'essentiel, c'est le faire. »

#### Domaine réservé

Ses principes en matière de communication peuvent être ainsi définis : préférer le verbe à l'image (la radio est son média de prédilection) ; refuser les shows médiatiques ; faire désirer sa parole et, quand on rompt le silence, organiser des séquences fortes qui combinent plusieurs médias (2) ; compter sur les reprises, par la presse, d'annonces liées à la fonction gouvernementale (visites, discours) plutôt que participer comme un homme de dossier, qui n'a pas le temps de se laisser happer par les feux de la rampe, ni de songer à sa carrière (le pari est réussi, puisque les premières qualités, de loin, dont l'opinion publique le crédite, sont celles de « travailleur » et de « compétent ») ; s'appuyer sur le capital de sympathie accumulé au cours d'un long itinéraire militant, et s'en tenir à une posture modeste. La démarche implique une vision optimiste de la capacité des Français à décoder l'activité du gouvernement, notamment ses effets sur la vie quotidienne. Elle suggère aussi un grand scepticisme sur la connexion entre effort médiatique et cote de popularité.

Ce plan-média repose sur une robuste charpente. Ses concepts de base étaient définis dès 1988. « Ne me faites pas grief de ne pas aimer la télévision », s'indigne Michel Rocard, alors que j'en suis le fils. Il rappelle à ce propos l'étrange alliage entre une démarche politique originale et une amplification médiatique qui créa, à la fin des années 70, l'« effet Rocard », singu-

La stratégie de communication du premier ministre demeure une

#### Interventions programmées des premiers ministres depuis 1981

PREMIER MINISTRE	P. MAUROY Mai 81-Juin 84	L. FABUS Juill. 84-Mars 86	J. CHIRAC Mars 86-Mai 88	M. ROCARD Mai 88-Fév. 91
DURÉE	38 mois	20 mois	26 mois	34 mois
Nombre d'émissions télévisées	23 (1)	25 (2)	48 (3)	27 (4)
Moyenne mensuelle	0,6	1,2	1,8	0,8
Emissions radio	24	7	38	30
Articles et interviews	82	41	121	82

Source : SID.

- (1) Dont treize journaux télévisés, une « Heure de vérité », un « 7/7 ».
- (2) Dont six journaux télévisés, deux « Parloirs France », trois « Heure de vérité ».
- (3) Dont vingt-trois journaux télévisés, trois « Heure de vérité », deux « Questions à domicile ».
- (4) Dont quatorze journaux télévisés, un « Questions à domicile », deux « 7/7 ».

300.000 EXEMPLAIRES



JAMAIS UNE CARTE POSTALE N'AVAIT EU LE SUCCES D'UN BEST-SELLER

P. Arnaud  
La dette du tiers monde

REPÈRES

J.-M. Martin  
L'économie mondiale de l'énergie

REPÈRES

J.-P. Patat  
L'Europe monétaire

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres  
LA DÉCOUVERTE

PARIS-BORDEAUX.

930 km/h.

Vitesse de croisière en Airbus A 300.



AIR INTER

13 vols par jour. Renseignements et réservations Air Inter Paris (+5 39 25 25) ou votre agent de voyages.

سكز انا الاميل

# SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

### Réunis en congrès à la Mutualité Les étudiants de l'UNEF-ID veulent renouer avec l'action syndicale

Principal syndicat étudiant, l'UNEF-ID indépendante et démocratique (ID) a profité de son congrès, réuni à Paris du 29 mars au 1<sup>er</sup> avril, pour tenter de sortir des querelles politiques qui l'affaiblissent et tenter de renouer avec l'action syndicale.

Une nouvelle forme de rassemblement syndical a vu le jour durant le week-end pascal : le congrès déguisé en interruption de séance. Les 700 délégués de l'UNEF-ID, réunis à la Mutualité de Paris pendant quatre jours, n'ont pas manqué de loisirs pour profiter du beau temps, visiter les bistros alentour et jouer au tarot. Car leur soixante-douzième congrès, qualifié de « moment charnière » dans l'histoire du syndicat, a surtout produit des bruits de chaises, des mouvements de menton et d'incompréhensibles réunions de courants et sous-courants. Les affrontements internes et les alliances baroques ont donné naissance à un singulier cocktail, qui n'était pas sans rappeler l'imbroglio du dernier congrès du Parti socialiste à Rennes.

Dès le départ, pourtant, les jeux étaient faits. M. Christophe Borgel, président de l'UNEF-ID, ne s'était pas privé d'annoncer, plusieurs jours avant le début des réjouissances, qu'il conservait, à l'issue des assemblées locales, la majorité des mandats. Allié aux jeunes rocardiens, il a pratiquement retrouvé, avec 68,9 % des voix sur son liste d'orientation, sa confortable position du congrès de 1989. En face de lui, les amis du député Julien Dray (Nouvelle école socialiste) ont attiré 9,9 % des mandats, tandis que la « minorité majoritaire » (une alliance de trotskystes du Parti communiste internationaliste et de la Ligue communiste révolutionnaire, et de jeunes socialistes chevronnés, pöperenistes et... fabiusiens, baptisée TUPPI) décrochait 21,2 % des suffrages.

Fort de ce succès, le président de l'UNEF-ID, proche de M. Jospin, bien qu'il s'en défende, et ses amis rocardiens proposent un « journal ». Dénonçant tout à la fois la subordination aux « chapelles politiques socialistes » et le radicalisme d'opposition systématique, il prône le retour à l'action sur le terrain et à un syndicalisme de négociation. Une

vraie révolution, en somme. Mais une véritable gageure.

Car l'opposition, même déguisée, n'est pas prête à laisser le beau rôle à la direction. Elle dénonce à la fois la « trahison » de Christophe Borgel sur le problème des futurs prêts étudiants, jugés inadmissibles, la neutralité de la majorité pendant la guerre du Golfe et, d'une manière générale, l'« allégeance » à l'égard du gouvernement. Surtout, les minoritaires reprochent à la direction son mode de fonctionnement « antidémocratique ». La question rituelle de la répartition des mandats a ainsi soulevé, quatre jours durant, protestations et vociférations.

#### Poisson d'avril

Pourtant, Christophe Borgel ne semble pas avoir beaucoup à redouter, dans l'immédiat, du cocktail composite de ses adversaires. Il est bien possible, en effet, que la TUPPI ne résiste pas très longtemps à sa composition contre nature. Déjà, au cours du week-end, la Ligue envisageait de claquer la porte. Et d'entraîner avec elle, s'ils le souhaitent, les chevronnés et les pöperenistes. Dans cette hypothèse, les fabiusiens se retrouveraient en tête à tête avec les trotskystes du PCI. Une situation un peu surréaliste, comme en témoigne un incident survenu à mi-congrès.

Entre deux interruptions de séances, une « provocation » rocardienne incite les délégués du PCI à se lever en masse pour scander, à plusieurs reprises : « Mitterrand, assassin du peuple kurde ! ». Les délégués proches de Laurent Fabius se lèvent, blêmes, et quittent la salle. Aussitôt, les amis de Michel Rocard en profitent, ironie suprême, pour s'élever publiquement contre cette agression verbale. Mais les mots n'ont pas toujours le sens qu'on leur prête. Ex un délégué du PCI se précipite à la tribune pour expliquer qu'on aura mal compris leurs cris, que les délégués ne voulaient pas, mais pas du tout, dire une chose pareille. Poisson d'avril ?

RAPHAËLE RÉROLLE

## PARIS

### Un projet du conseil régional d'Ile-de-France

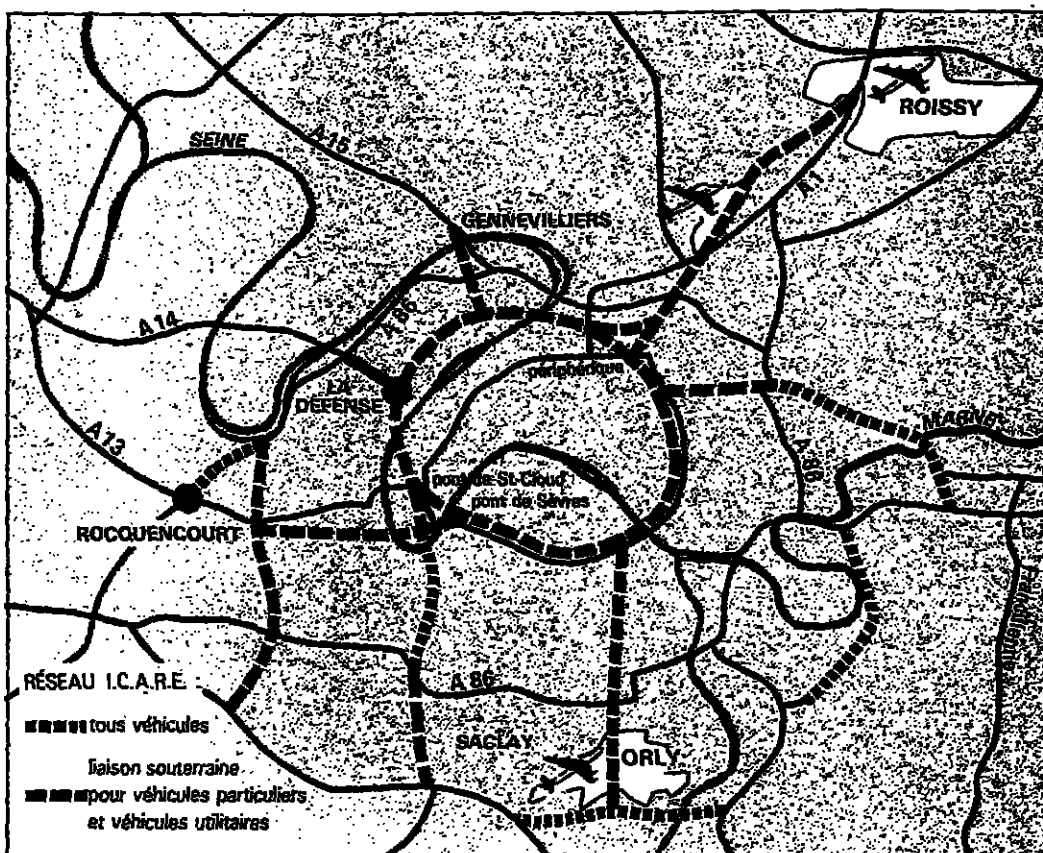
## Des autoroutes souterraines à péage seraient construites autour de la capitale

Un réseau de 150 kilomètres d'autoroutes souterraines à péage autour de Paris : le projet ICARE (Infrastructures concédées d'autoroutes régionales enterrées) a été présenté par le conseil régional d'Ile-de-France, jeudi 28 mars. Les voies creusées à une cinquantaine de mètres de profondeur complèteraient le réseau de voies ferrées en rocade dont le conseil régional a expliqué la nécessité et exposé le projet il y a quelques mois (*le Monde* du 8 décembre 1990).

Vingt et un millions de déplacements chaque jour actuellement en Ile-de-France, 28 millions en 2015. Les transports en commun ont beau se développer, dans le même temps la voiture particulière gagne du terrain (65 % des déplacements). Ce sont les trajets de banlieue à banlieue qui prennent une part croissante, ou un maillage des transports en commun aussi serré qu'au centre de l'agglomération et réclamerait des investissements colossaux.

#### Vingt-cinq ans de travaux

Après avoir élaboré le plan de rocade ferroviaire de transports collectifs autour de Paris (ORBITALE), le conseil régional d'Ile-de-France propose la construction d'un réseau d'autoroutes souterraines à péage. Long de 150 kilomètres avec des points d'échange tous les 2,5 km, le réseau ICARE, réservé aux véhicules légers, y compris les petits utilitaires, mettrait en relation les futurs grands pôles stratégiques : Roissy, l'Est de Paris, Orly, Sceaux, Boulogne-Billancourt, Vélizy, la Défense, Gennevilliers. Il se raccorderait à l'autoroute A 86 (le « périphérique de l'Ile-de-France »), à la Francilienne et au périphérique parisien, dont le doublement en souterrain est lui-même sur le point d'être définitivement décidé par la Ville de Paris, au sud et à l'est, de la Porte



d'Auteuil à celle de Bagnole. L'un des objectifs d'ICARE, a souligné M. Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional, est d'ailleurs « d'apporter une cohérence régionale avec le projet de la Ville de Paris et celui des Hauts-de-Seine dont il inspire le tracé ».

Avec 360 000 usagers à l'heure qui paieraient un péage voisin de 3 F le kilomètre et pourraient rouler à 80 kilomètres/heure, ICARE devrait faire gagner 145 000 heures par jour aux usagers et réduire, par exemple, de une heure dix à trente-cinq minutes la durée du trajet Roissy-la Défense.

Mis au point par l'Institut

d'aménagement et d'urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF) et le bureau d'études SCETAU-ROUTE de la Caisse des dépôts et consignations, le projet coûterait 60 milliards de francs. Sa construction s'étalerait sur vingt-cinq ans. Selon M. Jean-Pierre Fourcade, vice-président du conseil régional, la concession à des sociétés privées soulèverait les finances publiques qui pourraient mieux se consacrer aux transports en commun et au maillage du réseau avec les voies existantes ou, en projet. De son côté, M. Pierre Pommerehne, directeur général de l'IAURIF, estime que les entreprises françaises sont en avance sur leurs homologues

étrangers qui étudient ce type de réseau à Tokyo, Londres, New-York et Singapour, et que la réalisation d'ICARE aiderait à exporter le savoir-faire.

Après ORBITALE et le Plan vert, le conseil régional veut verser ICARE au dossier de la révision du schéma directeur de l'Ile-de-France. M. Christian Sauter, préfet de la région, doit présenter dans quelques jours les premiers éléments de ce futur schéma directeur dont l'application pourrait commencer avant les élections régionales, au printemps 1992.

CHARLES VIAL

## DIAGONALES

ENCORE un mot sur la réquisition du langage par les guerriers du Golfe, ou plutôt son engagement volontaire. Pendant que les militaires tirent les leçons de leurs essais d'engins en vraie grandeur, c'est justice que nous observions les dégâts subis par notre seul bien, quand les armes parlent : la liberté de causer sans trébucher.

D'abord, une évidence ancienne : l'impérialisme linguistique suit toujours celui des armées et des marchands. Nous avons bénéficié de cette loi, lors de nos conquêtes coloniales. De gré ou de force, belligérants et populations se mettent à parler la langue du plus musclé, du plus riche. Aussi vrai que le western et « Dallas » se sont substitués d'autorité à nos fables ancestrales, le vocabulaire de l'état-major Schwarzkopf a essaimé dans les « pools » de journalistes mondiaux et sur nos écrans. Koweït-Ville est devenu Koweït-City (prononcez : « si di »).

J'ai déjà signalé l'aller-retour de mots empruntés naguère au Golfe, et que l'armée US nous renvoie chargés de sens bien moins offensifs ou frivoles qu'ils n'en ont l'air. Ainsi « furtif », appliqué à des avions. Un lecteur, M. Bastenhot, a constaté que l'adjectif avait déjà servi, tel quel, lors de l'attaque américaine contre le Panama. La faute de pareils glissements est partagée. Il incomberait aux dictionnaires. Le harpage proposé de traduire furtive par « surnois, cachottier, dérobé ». Je suggère : « subreptice ». « Indécelable » serait plus approprié. En tout cas, « furtif » est le type même du faux ami bien connu des traducteurs, et à proscrire.

Le mot « déception » a suivi le même itinéraire. Un autre lecteur, M. Henri Amoux, rappelle qu'en anglais le vocabulaire, sans accent, veut dire : tromperie, duperie, fraude. L'association à « déception », comme le font les marchands d'armes, aboutit à une absurde redondance, tout en introduisant, pour le public non anglophone, une confusion non moins absurde avec la notion psychologique ou morale de déception.

À la langue a joué docilement le rôle que les autorités belligérantes attendaient d'elle, en substituant à la réalité des euphémismes identifiants, hypnagogues.

A cet égard, les noms de code donnés aux opérations sont toujours éloquentes, et d'une efficacité vaste, car ils sont appelés à être

## Treillis verbal

rabâchés. Le mot « bouclier », dans l'expression « bouclier du désert », a enfoncé dans les têtes, mieux que tous les discours officiels, le caractère prétendument défensif de l'intervention « coalisée ». Le mot « tempête » qui a été accolé au même « désert » agit plus subtilement. Par essence, les accidents météorologiques donnent une impression de puissance invincible et sans origine humaine. Etant assimilée à un phénomène naturel, la manœuvre militaire prend un caractère de vengeance céleste, juste par hypothèse, et sans responsabilité identifiable.

C'est bien là une des fonctions assignées au langage réquisitionné : gommer, diluer la responsabilité des coups portés, donner à ces derniers un air bénin. Tel était le rôle du verbe « traiter », mis pour « bombarder ». Confortée par des images nombreuses de visées au laser, et faute de reportages sur place, la notion de « traitement » ancreait les Occidentaux dans la conviction flatteuse de leur supériorité technique et de leur humanitarisme, le matériel nouveau étant réputé, sans preuve aucune, n'atteindre sélectivement que les objectifs militaires, à l'exclusion de tout civil, de la moindre sentinelle... A noter la cynique escroquerie de l'expression « dommages collatéraux » (sic) pour (ne pas) désigner les victimes autour des cibles !

Dans sa connotation agricole, bucolique, le verbe « traiter » avait déjà été utilisé lors des guerres coloniales. Un correspondant, M. Mouhot, l'a rencontré dans un livre, *La Guerre d'Algérie en photos* (EPA éditeur). La « pacification » — autre euphémisme actif — consistait à anéantir les hors-la-loi, comme on traitait les insectes nuisibles. Lors d'une conférence de presse en pleine bataille d'Alger, un ministre, je m'en souviens, crut faire diversion en vantant les succès de la lutte anti-acridienne. Il dut bientôt s'interrompre de lui-même, tant les vocabulaires des deux combats se recoupaient et — c'est le mérite souverain du langage — se travaillaient mutuellement. « Vous nous bourrez le mou ! », s'écria un journaliste américain, que son français

approximatif — c'était le tour de nos confrères étrangers de baragouiner la langue du corps de bataille — rendait plus effronté que nature...

J'oubliais cet autre à-peu-près agronomique : le « ratissage », qui, avant de s'appliquer aux techniques électorales, n'était pas loin de signifier alors l'extermination de l'adversaire en rase campagne.

SEUL un dépouillement exhaustif permettrait de dénicher d'autres perles kaï dans la logomachie liée au Golfe : l'accent mis sur le bon droit des guerriers ; le juridisme des commentaires, aussi pointilleux que soudain ; la diabolisation de l'ennemi (hier ami !), sur le modèle de l'invective homérique, et comme par compensation, par report, par carance d'ennemi, depuis la décomposition du démon soviétique.

Autre symptôme révélateur des plus vieux usages locaux et des nuances de patriotisme : l'emploi plus ou moins spontané ou réticent du « nous », en parlant de nos armées, « nos p'tits gars » ayant du mal à s'installer, alors que le « boy » allait de soi dans la presse anglo-américaine.

Attention : ces remarques ne visent pas tel ou tel acteur de la vie médiatique (encore que certains experts péremptoires se soient tus un peu vite, et sans s'expliquer, sur les mensonges gros comme ça qu'ils assénaient à longueur d'antenne). Les reporters « en direct » avaient l'excuse de la hâte et de leur dépendance forcée par rapport au dispositif allié, majoritairement anglophone. De plus, le volume de l'information orale l'emporte massivement, désormais, sur celui de l'écrit. Le contrôle des intermédiaires et du public s'est affaibli d'autant.

La langue est une création collective, anonyme et continue, comme la liberté, dont elle est un des instruments, une des garanties. De l'une et de l'autre, chacun de nous est complice : l'abondant courrier reçu sur ces questions prouve que la conscience de la responsabilité individuelle est répandue. Notre survie intellectuelle dépend de cette conscience-là.

Ce n'est pas d'hier que nous le savons : alors que la guerre fortifie les Etats, le sens des mots, donc notre autonomie d'esprit, pille au premier assaut.

BERTRAND POIROT-DELPECH  
de l'Académie française

## DÉFENSE

### Avec deux ans d'avance

## Le croiseur « Colbert » sera désarmé

Bâtiment amiral de l'escadre de la Méditerranée, le croiseur lance-missiles surface-air *Colbert* de la marine nationale sera désarmé le 24 mai prochain. Agé de trente-deux ans, il devrait faire un dernier déplacement à Venise, avant de gagner Bordeaux où il pourrait être transformé en musée à quel si, d'ici là, une solution est trouvée au moyen d'un essai nucléaire aérien en Polynésie.

Le *Colbert*, qui déplace 11 300 tonnes à pleine charge, est en service depuis mai 1959. Son équipage comprend 560 hommes. Il a notamment servi au général de Gaulle lorsque, président de la République, celui-ci a voulu assister à un essai nucléaire aérien en Polynésie.

Refondu en 1970 à l'issue d'une vive controverse entre le ministre de la défense de l'époque, M. Michel Debré, et l'état-major de la marine, puis encore moder-

nisé après 1981, le *Colbert* a été aménagé en croiseur lance-missiles surface-air Mazacla et surface-sous-marin Exocet MM 38, avant de recevoir le système de transmissions Syracuse par satellites pour en faire le navire-amiral affecté à l'escadre de la Méditerranée. Il a participé aux opérations « Salamandre » et « Artimon » de contrôle de l'embargo de l'Irak, comme à l'escorte du porte-avions *Clemenceau* dans le Golfe.

Selon les plans initiaux de l'état-major de la marine, le *Colbert* aurait dû être désarmé en 1993. Il sera arrêté avec deux ans d'avance, pour des raisons financières. Les coûts d'entretien et de personnel du navire excèdent, en effet, le budget de la marine qui ne souhaite pas maintenir en activité des bâtiments dont l'existence opérationnelle est douteuse.

## ENVIRONNEMENT

Polémique sur le tunnel du Somport. — Certains des écologistes critiquant le projet de percement d'un tunnel sous le col du Somport, dans le périmètre du parc naturel des Pyrénées (*le Monde* du 18 mars) avaient argué de la menace que les travaux et l'ouvrage feraient peser sur une douzaine d'espèces d'oiseaux. Le représentant de la Ligue pour la protection des oiseaux du Béarn s'inscrit en faux contre cette assertion. Selon lui, les milans noirs, aigles royaux, vautours fauves, aigles royaux, faucons pèlerins ou grands tétras ne devraient pas être gênés. « Il faut dire les choses comme elles sont, affirme-t-il, sinon on se discrédite ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
ARTS  
Le Monde et SPECTACLES

### Musée poubelle

Les Californiens détiennent, avec les New-Yorkais, le record mondial de production par tête d'ordures ménagères. Pour attirer l'attention sur ce record peu enviable, la société Browning-Ferris, numéro deux américain du traitement des déchets, va ouvrir le 6 avril à San-Jose (Californie) un musée d'un genre nouveau, entièrement consacré aux ordures ménagères. On pourra notamment y contempler, sur un mur de 30 mètres sur 8, l'équivalent de ce que jette chaque Américain en six ans. Parmi les « pièces » exposées, des cartons à œufs, de vieilles chaussures, des morceaux de pizza, des couches-culottes, des boîtes de bière, des sacs plastiques... (AFP)



# SOCIÉTÉ

## TAUROMACHIE

L'ouverture de la saison

### Les guerriers Miura en Arles

La feria d'Arles, qui ouvre traditionnellement la saison tauromachique en France, a eu lieu du samedi 30 mars au lundi 1<sup>er</sup> avril.

ARLES

de notre envoyé spécial

L'histoire des arènes d'Arles gardera le souvenir de Bartero, Azucaro, Gerbancero, Huesero, Immigrante et Hablador, six taureaux de Don Eduardo Miura, venus, à l'heure pascalle, mourir sur les bords du Rhône. Leur combat intense, dur, brutal, a envoûté les milliers d'aficionados qui se pressaient sur les pierres de l'antique amphithéâtre et distillé un parfum de sauvagerie à la traditionnelle feria de la cité des Alyscamps.

On dit que ces fauves viennent d'Andalousie, qu'ils paissent sur les terres du domaine de Zaherich, près de Camorra, non loin de Séville où, déjà, les bougainvillées et le jasmin sont en fleurs. Mais quand la porte du toril s'ouvre, le torero voit, lui, jaillir un monstre échappé du palais du roi Minos. Très haut sur pattes, cornes effrayantes, corps lourd et allongé, cou rigide, la Miura embarqué dans la muleta du matador sait stopper net sa charge, à hauteur d'homme, pour lancer un coup de tête meurtrier.

Le secret de cet élevage, qui est un monument national au-delà des Pyrénées, relève de l'alchimie. Les sorciers qui, depuis 1842, se sont succédés à Zaherich ont en effet développé, contrairement aux autres éleveurs, l'instinct défensif de la bête. Ces taureaux ne sont pas plus braves que les autres mais plus dangereux. D'El Cano en 1852 à Manolete en 1947 en passant par El Espartaco à la fin des dix-neuvième siècle et Faustino Posadas au début du vingtième, la longue liste lugubre des

toreros, connus ou oubliés, poignardés dans l'arène par la corne aiguë d'un Miura rôde à l'heure du paseo. C'est encore une de ces bêtes diaboliques qui provoquent, en septembre 1989, dans cette même plaza arlésienne, la chute dramatique du torero français Nimenno II, éloigné depuis du sable des arènes.

Les taureaux de Miura ne laissent jamais indifférents. Ils sont à la tauromachie ce que les cantillanes guerrières du haut Moyen Age sont à la littérature. Du brut non peaufiné par le temps, pas de vedettes, pas d'artistes mais des vaillants. Un Français, Richard Millan (violet et or), un Mexicain, El Quitos (bleu et or), et un Espagnol, El Funtí (tabac et or). Des coqueurs. On vit alors aux portes de la Camargue un corps à corps terrible et implacable.

#### Espagnolades bannies

A plusieurs reprises, Bartero (580 kilos), Immigrante et Hablador renversent l'attelage du picador, qui, pourtant, ferraillé dur, court d'une extrémité à l'autre du cirque romain apeuré, se jette, yagans en avant, sur tout ce qui bouge et qui se cache derrière une cape. Azucaro, Gerbancero et Huesero lancent dans la bataille leur demi-tonne de fureur et de muscles et meurent bouche fermée au pied des tours de guet romaines qui dominent les arènes. Et qui dira la fierté d'un Azucaro piqué, banderillé, saignant, s'arrêtant soudain dans sa course folle pour fixer, dans un ultime défi, le public des gradins?

Blème, Richard Millan livre un combat exemplaire. Le Catalan qui fête ici ses dix ans de carrière — dix ans de galère, — impressionne par son engagement et son efficacité. Son nom est déjà inscrit sur les murs des

arènes de Béziers. Il veut prouver aujourd'hui qu'il est autre chose qu'un tueur. Ce sera chose faite. Le voici torero. Il utilise, avec foi, la charge de son premier taureau pour démontrer, sur son flanc droit comme sur son côté gauche, qu'il a désormais sa place dans toutes les grandes ferias.

L'Azteque, aussi courageux, a été plus brouillon. Les cornes aux pointes noires de ses adversaires l'obligent souvent à creuser le ventre pour éviter la déchirure fatale. Mais, rageur, il s'arrime et rappelle avec audace que le Nouveau Monde possède aussi une culture taurine. Souvenir de l'époque oubliée où le pape Borgia séparait en deux les terres nouvellement reconnues : l'espagnole et la portugaise.

Profond et déterminé, varié et volontaire, El Funtí a donné la leçon. On connaissait son courage, on a découvert ses qualités. Ce maestro originaire de la région de Madrid s'impose, saison après saison, comme un grand matador de taureaux. Ce guerrier au regard descendant d'un cardinal d'Espagne s'embarquant pour les Amériques possède parfaitement son sujet. Pas de préciosité mais un torero allègre, une technique qui a perdu la rugosité de ses débuts.

Fidèle aux traditions de ce vieux pays taurin qui s'étale jusqu'à la mer, cette feria d'Arles, où heureusement les espagnolades qui fleurissent ailleurs sont bannies, a connu un grand succès populaire. Une telle affluente n'a pu que satisfaire MM. Jean-Pierre Camoin (RPR), maire de la cité, et Hubert Yrander, manadier et directeur des arènes, qui veulent redonner à Arles sa vraie place au royaume du taureau.

JEAN PERRIN

■ Dans le Loir-et-Cher, deux morts dans un lambeau soulevé par une explosion. — Deux morts, cinq blessés dont une personne gravement brûlée, c'est le bilan d'une explosion, due vraisemblablement à une fuite de gaz, qui a ravagé un immeuble HLM de quatre étages lundi matin 1<sup>er</sup> avril à Salbris (Loir-et-Cher).

Le corps d'une jeune femme, M<sup>me</sup> Solange Garçon, trente ans, a été découvert en milieu d'après-midi après que les sauveteurs

eurent sorti des décombres dix-huit personnes blessées ou seulement commotionnées. L'une d'elles, M. Xavier Garçon, trente-deux ans, gravement brûlée, a été transportée à Tours. Vers 1 h 30, mardi 2 avril, les sauveteurs ont dégagé le corps d'une autre jeune femme, M<sup>me</sup> Marie-Christine Perineau, vingt-neuf ans. — (Corresp.)

■ FOOTBALL : départ de Maradona pour l'Argentine. — Le joueur argentin de football Diego Mar-

adona a quitté Naples, lundi 1<sup>er</sup> avril, pour gagner Buenos-Aires. Le capitaine de l'équipe de Naples, qui a été convaincu de dopage à la cocaïne au terme de la rencontre du championnat d'Italie Naples-Bari (1-0) du 17 mars dernier (le Monde daté 31 mars-1<sup>er</sup> avril), a déclaré qu'il « souhaite ardemment revenir au football avec l'image intacte que l'on a tenté en vain de salir ». La commission de discipline de la Ligue de football italienne doit se réunir samedi 7 avril à Milan pour déterminer la peine infligée au joueur, qui risque de six mois à deux ans de suspension.

## MÉDECINE

En dépit du soutien de M. Claude Evin

### La clinique psychiatrique de La Borde fait face à de nouvelles difficultés

Ouverte il y a près de quarante ans par le docteur Jean Oury, la clinique du château de La Borde, située à Cour-Cheverny (Loir-et-Cher) est l'un des rares endroits au monde où l'on a pu effectivement mettre en œuvre avec succès une pratique psychiatrique différente, connue sous le nom de « psychiatrie institutionnelle ». Cet établissement doit aujourd'hui faire face à des difficultés nouvelles et quelque peu inattendues.

Animée par le docteur Oury et par M. Félix Guattari, psychanalyste, la clinique de La Borde, est le haut lieu de ce qui fut trop vite et trop schématiquement dénommé « antipsychiatrie ». En dépit — ou à cause — de cette aventure psychiatrique hors du commun, cette clinique n'avait jamais vraiment su convaincre ses autorités de tutelle. Depuis plusieurs années, du fait de l'incompréhension des responsables de la Sécurité sociale, c'est l'existence même de l'établissement (qui accueille une centaine de malades mentaux) qui était remise en question (le Monde du 1<sup>er</sup> avril 1987).

Il y a quelques mois, pourtant, on apprenait, par le Journal officiel daté du 11 décembre 1990, que M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, avait fait un geste important en faveur de cet établissement en autorisant au total vingt-sept places supplémentaires en accueil classique et en hospitalisation de jour (le Monde du 13 décembre 1990).

#### CORRESPONDANCE

#### Une mise au point de neuf candidats au concours d'entrée à l'ENA

Neuf des quarante candidats admis à préparer le troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration (1) nous écrivent pour se désolidariser des autres candidats qui s'étaient adressés au directeur de l'ENA pour s'inquiéter de leur statut actuel de stagiaires et de leur sort ultérieur dans l'administration ou hors de celle-ci (le Monde du 1<sup>er</sup> mars). Ces neuf candidats écrivent : « Nous avons accepté de prendre des risques personnels et professionnels en nous engageant dans cette voie. Cela signifie que nous ne nous sentons pas concernés par la revendication, en cas d'issue défavorable au concours, d'un quelconque diplôme qui ne serait que la sanction d'un échec, ce dont nous ne voyons pas l'intérêt de nous prévaloir. (...) que nous nous sommes engagés dans une voie qui permettrait à ceux d'entre nous qui seront reçus au concours d'entrée à l'ENA de prétendre exercer des fonctions et des responsabilités dans la haute fonction publique. Le concours est pour nous un grand défi et le service public une grande ambition qui en vaut bien une autre ».

(1) Quarante candidats ont été sélectionnés en septembre dernier, dix places seront pourvues au concours de l'automne 1991.

On expliquait alors que cette mesure, de nature à éloigner les menaces planant sur l'établissement, n'avait pu être prise qu'en interprétant la réglementation en vigueur à la lumière de la renommée et du recrutement national et international de la clinique de La Borde.

Or, aujourd'hui, tout est remis en question avec la décision de la Caisse nationale d'assurance-maladie qui, dans un courrier en date du 7 mars, indiquait en substance à la caisse de la région Centre (basée à Orléans et dont dépend la clinique de La Borde) que rien n'était véritablement acquis.

#### Bon émissaire

La Caisse nationale d'assurance-maladie rappelle que la majoration du prix de journée, accordée en 1988 à cette clinique, représentait compte tenu de la décision de M. Evin, « un surcoût qui ne correspondait pas à l'accord initiallement conclu ». « Les charges supplémentaires liées à la pratique de la psychiatrie institutionnelle doivent être clairement démontrées », écrit, citant la Caisse nationale d'assurance-maladie, M. Jeannot, directeur adjoint de la caisse de Sécurité sociale du Centre. Le tarif conventionnel des lits de l'hospitalisation de jour sera fondé sur une analyse fine des charges de l'établissement pris dans sa globalité ».

En dépit de la décision de M. Claude Evin, on demande aux psychiatres de La Borde d'apporter de manière détaillée et chiffrée la preuve du bien-fondé médical, et

surtout financier, de leurs pratiques. Cette forme d'acharnement administratif est d'autant plus curieuse que le prix de journée de la clinique de La Borde (499 francs) est notablement inférieur à ceux de quelques établissements psychiatriques voisins qui sont bien loin de disposer d'un tel renom. A la Caisse nationale d'assurance-maladie, M<sup>me</sup> Anny Goussier, responsable du département des établissements sanitaires et médico-sociaux, souligne que, en l'absence de comptabilité détaillée, il est difficile de chiffrer le surcoût induit par la pratique de la psychiatrie institutionnelle.

La clinique de La Borde, qui n'avait pas encore augmenté sa capacité officielle d'accueil, se retrouve pénalisée dans la mesure où, après avoir espéré pouvoir l'augmenter au tarif en vigueur, elle découvre qu'elle ne pourra le faire qu'au détriment de son équilibre budgétaire. « Il y a là quelque chose de proprement effarant, explique M. Guattari. On nous reprend d'une main administrative ce qu'une autre, politique, nous avait accordé. » On souligne enfin, dans les services ministériels compétents, qu'une solution pourrait être, malgré tout, prochainement trouvée. Dans l'attente, la clinique de La Borde semble obstinée à jouer, avec une certaine obstination, le rôle de bouc émissaire institutionnel.

JEAN-YVES NAU

■ Le choléra a fait 780 morts au Pérou. — Depuis la fin du mois de janvier, 780 personnes sont mortes des suites de l'épidémie de choléra qui sévit actuellement au Pérou. Le ministère de la santé précise par ailleurs que 107 512 malades ont été recensés depuis le début de l'épidémie et que 36 467 d'entre eux sont encore hospitalisés. En une semaine, la maladie a fait 171 nouvelles victimes, signe, selon les autorités sanitaires, que l'épidémie continue de se propager. — (Reuters.)

## ESPACE

### Titan-IV explose lors de son premier tir d'essai

Une nouvelle version de la fusée Titan-IV a explosé, lundi 1<sup>er</sup> avril, sur la base aérienne Edwards (Californie), où devait avoir lieu son premier tir d'essai. On ignorait lundi soir les causes de cet accident.

Dotée de propulseurs latéraux à poudre à enveloppe en composite et à tuyère mobile, cette nouvelle version des lanceurs Titan-IV, fabriqués par la firme Martin Marietta et utilisés pour des missions militaires, devait avoir une puissance de 25 % supérieure à celle des Titan-IV traditionnels. Lors de ce premier essai, elle devait faire l'objet d'une « mise à feu statique », autrement dit quitter son pas de tir non pas pour un lancement dans l'espace, mais pour permettre la prise d'une série de mesures.

« Je suis sûr que nous apprendrons beaucoup » de cet échec, a commenté Dennis Sheffer, porte-parole de l'US Air Force. Le moteur de la fusée a été construit par la firme de sous-traitance Hercules Aerospace, qui reconnaissait l'année dernière avoir rencontré des difficultés inattendues dans le développement de ces SRM (solid rocket motor upgrade). — (UPI, AFP.)

■ Lancement d'un satellite d'observation soviétique. — Une station spatiale automatique a été lancée, dimanche 31 mars, à l'aide d'une fusée soviétique Proton. Placée sur une orbite dont la périégée et l'apogée sont de 170 et 280 km, « Almaz » sera chargée de poursuivre le programme d'exploration de la surface de la Terre et des océans par son radar, commencée par le satellite Cosmos-1870. Elle effectuera des prises de vue du territoire de l'URSS et d'autres pays, ainsi que des régions arctiques. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES

300.000  
EXEMPLAIRES



“Je défends la santé en liberté car je veux pouvoir choisir”

Face aux contraintes nouvelles qui asphyxient les cliniques privées et les professions de santé, ils sont 300.000 hommes et femmes à avoir adressé une carte postale au Président de la République. Pour défendre leur droit de choisir, la qualité des soins, la santé en liberté.

Le public aime le privé  
l'hospitalisation privée et les professions de santé

### YEHUDI MENUHIN : CHEMIN DE LUMIÈRE

ÉDIFIANT. Yehudi Menuhin fête ses soixante-quinze printemps de musique et d'apprentissage de la Sagesse. De l'enfant prodige au philosophe de la paix, le chemin de lumière du grand violoniste.

RÉVÉLATEUR. Enfin édité, le journal de l'année 1927 de Serge Prokofiev lève le voile sur les rapports ambigus du musicien avec le régime stalinien. Des extraits de ce document détonant.

INCROYABLE. Longtemps tenu sous le boisseau par une famille ingrate, P.D.Q. Bach, le dernier et génial rejeton du Cantor de Leipzig, sort de l'oubli. L'histoire de la musique en est éclairée d'un jour nouveau.

ENCOURAGEMENT. Après Nixon en Chine, le compositeur John Adams retrouve Peter Sellers, l'enfant terrible de la mise en scène, pour *The Death of Klinghoffer*.

Et aussi : Jean-Bernard Pommier, pianiste et chef ; le fil d'Ariane de Paul Dukas ; adieu Gainsbourg ; tristes canapés ; l'âge d'or d'Erich Leinsdorf ; banc d'essai : les pianos droits, chapitre deux ; les disques et les livres du mois.



Le Monde de la Musique  
30 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

سكز ان الاجل

## CULTURE

Martha Graham  
a fait danser les dieux

Suite de la première page

On aurait pu alors découvrir la plus récente pièce de Graham, *Maple Leaf Rag*, sur des musiques de Scott Joplin, créée le 2 octobre 1990 à New-York : un commentaire humoristique sur les faiblesses humaines, selon la presse américaine, dans lequel Graham se moquait d'elle-même et dérangeait les habitués de son œuvre, ou les pièces comiques sont rares.

Car Miss Graham, à quatre-vingt-seize ans, continuait imperturbablement à créer. S'imposant malgré sa fragilité, deux heures de travail quotidien dans son école et ses studios de répétitions. Elle venait de terminer son autobiographie, qui doit paraître au printemps chez Doubleday. Les mauvaises langues assurent que Ron Protas, administrateur de la compagnie, « manipule » la vieille dame et pousse l'impudence jusqu'à se mêler du domaine artistique. Mais ce n'est pas lui qui allonge la liste de la production grahamienne, qui atteint aujourd'hui le chiffre énorme de cent quatre-vingt ballets.

« Magicienne » (ça l'agaçait), « grande prêtresse » (ça l'horripilait), « déesse » (elle voulait bien...), Martha Graham est avant tout la Mère. M majuscule, de la modern dance — encore qu'elle refusait ce titre, portant l'invention au crédit des pionniers Ted Shawn et Ruth Saint Denis, ses premiers professeurs. Mais c'est tout de même bien à son propos, lorsqu'elle donne en 1936 son premier récital, qu'un critique américain emploie pour la première fois l'expression *modern dance*. Qu'ils aient suivi directement son enseignement ou subi de loin son influence, il n'est pas de chorégraphie, aujourd'hui, qui ne doive à Graham tout ou

quelque chose. Même ceux qui ont pris, depuis, des voies résolument différentes, comme ses ex-élèves Paul Taylor et Merce Cunningham. « L'histoire de la danse d'Amérique, et bien sûr celle du monde, serait radicalement différente, et d'une pauvreté inconcevable, sans l'influence de Martha Graham », déclare Jerome Robbins. L'an dernier, le magazine *Life* avait élu Martha Graham parmi les cent personnalités américaines les plus importantes du vingtième siècle.

Née le 11 mai 1894 dans une famille puritaine de la Nouvelle-Angleterre — son père, aliéniste, petit-fils d'émigrants irlandais-écossais, avait épousé Jane Neers, descendante de Miles Standish, un des passagers les plus célèbres du *Mayflower*, le bateau qui amena les Pères pèlerins anglais dans le Massachusetts, en 1620. Elle a quatorze ans lorsqu'elle s'enthousiasme, à Santa-Barbara, pour la troupe Denishawn, que dirigeait Ruth Saint Denis et Ted Shawn. Mais son père ne souhaite pas lui voir entreprendre une carrière de danseuse. Aussi est-ce relativement tard, à vingt-deux ans, qu'elle entre à la Denishawn School, à Los Angeles.

À cette époque, en Europe, Diaghilev apporte au ballet une révolution esthétique; Graham, elle, accomplira une révolution psychologique, entraînant une révolution technique.

Adieu, le joli, le féerique, l'« évasion » du ballet traditionnel dans des mondes imaginaires. Pour Graham, le geste doit communiquer directement les pulsions, les sentiments fondamentaux de la psyché humaine : désir, terreur, joie, haine, amour. Généralement dépourvus de scénarios, ses ballets apparaissent comme des drames poétiques, réinterprétant — Freud

et surtout Jung, qu'elle préfère, sont passés par là — les grands mythes : antiques, comme Clytemnestre, Phèdre, Hérodiade, ou plus récents, comme la conquête de l'Ouest. Son père lui a montré que l'eau qui semblait pure apparaissait impure lorsqu'on la regardait au microscope : il lui a conseillé de « chercher la vérité derrière les apparences » et lui a donné une autre leçon qu'elle n'oubliera jamais : « Le mouvement ne ment pas. »

A nouveaux besoins expressifs, nouveau langage, Graham forge une technique, aujourd'hui enseignée dans le monde entier, fondée sur la respiration et ses deux temps : c'est le fameux *contraction/relaxation* (contraction/détente, correspondant à l'inspiration et à l'expiration, « le début et la fin de la vie », fait-elle remarquer). Elle prône aussi l'utilisation vigoureuse du sol, les courbes, les chutes, et découvre la spirale, qui inscrit le mouvement dans un espace volumétrique. Elle est ainsi la première à proposer une alternative solide et durable au langage classique, ce que n'avaient pas fait ses précurseurs Isadora Duncan, Saint Denis et Shawn, pionniers de la libération du corps mais n'ayant pas élaboré une technique appropriée. De plus, Duncan rêvait naïvement de ressusciter la Grèce antique. Saint Denis et Shawn étaient fiers de danses exotiques, alors que Graham veut « traiter des questions d'aujourd'hui », même à travers des transpositions scéniques dans la mythologie, et faire passer par le mouvement cette énergie primordiale qui soutient le monde : « On peut aussi l'appeler Dieu », dit-elle.

Dans une exceptionnelle, elle a dû se résigner à abandonner la scène à soixante-quinze ans, le 20 avril 1969. Elle en tombe malade de dépit : on doit l'hospitaliser deux fois, on parle même de dissolution de sa troupe... « C'est encore dur de ne pas danser », déclare-t-elle souvent par la suite. Parfois, quand l'entends certaines musiques, j'ai envie de m'élever. »

SYLVIE DE NUSSAC



Martha Graham dans « Letter to the World » 1940

## Soixante-dix ans de créations

Née à Pittsburg le 11 mai 1894, élevée en Californie, Martha Graham étudie la danse sous la direction de Ted Shawn, l'un des pères de la nouvelle danse américaine, au début du siècle. Elle fait ses débuts sur une scène new-yorkaise en 1920 au Greenwich Folies. Dès 1922, elle quitte Broadway et devient professeur à l'Eastman School of the Theater de Rochester. C'est là qu'elle commence son travail de chorégraphie qui aboutit à la création de la Martha Graham Dance Company. La troupe donne sa première représentation en 1926.

Immédiatement, les innovations de Martha Graham — l'abandon des pointes, bien sûr, mais aussi la charge érotique de son vocabulaire (le mouvement *contraction-relaxation*, la spirale), jusqu'alors inédit — suscitent les polémiques. La consacra-

tion arrive en 1930, lorsque Leopold Stokowski et Leonide Massine choisissent Martha Graham pour danser le *Sacre du printemps* de Stravinski lors de sa création new-yorkaise.

Dès lors, la Martha Graham Dance Company est au centre de la vie culturelle américaine, formant les chorégraphes (Merce Cunningham compte parmi les premiers danseurs masculins de la troupe ainsi qu'Eric Hawkins, qui fut un temps son mari), attirant les compositeurs (Barber, Copland) ou les acteurs, de Bette Davis à Woody Allen.

Parmi les grandes créations de Martha Graham : *Lamentation* (1930), *Appalachian Spring* (1944), *Cave of the Heart* (1946), *Phaedra* (1962), *A Time of Snow* (1968), *Lucifer* (1975), *The Rite of Spring* (1984). Artiste engagée, Martha Gra-

ham crée un ballet pour l'Espagne républicaine, rejette une invitation de Hitler en 1936, refuse des les années 40 de se produire dans les salles pratiquant la ségrégation. En 1967, pendant la guerre du Vietnam, elle crée *Cortege of Eagles*, un ballet pacifiste. Il lui fallait en plus assurer la survie financière de sa compagnie régulièrement menacée de disparition.

Martha Graham avait été forcée d'abandonner la scène en 1975 mais n'avait jamais cessé de superviser l'activité de sa troupe. Fin 1990, elle avait accompagné ses danseurs pour une tournée de deux mois en Extrême-Orient. A son retour, Martha Graham avait été hospitalisée pour une bronchite. Elle était rentrée à son domicile depuis quinze jours.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guin, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amélic, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Téléphone : 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 49-60-90-10

M.C. 93  
BIBLIOTHÈQUEDibouk !  
de Salomon An-Sky

DERNIERE LE 7 AVRIL

48 31 11 45

DEMAIN



Jubilatoire ! la morale - spectacle du crime impuni... (le Nouvel Obs)

## CINÉMA

## Isabelle Huppert

Isabelle Huppert est l'interprète idéale d'un grand film inspiré par Flaubert

MADAME BOVARY de Claude Chabrol

Le jour se lève sur la campagne normande. Un gamin guette la carotide de l'officier de santé qu'il doit conduire à la ferme du père Rouault, qui s'est cassé une jambe. Lorsque la carriole arrive dans la cour de la ferme cosquée où le personnel, déjà, s'active, on aperçoit, sur le pas de la porte, une forme blanche. La caméra s'en approche. Une jeune fille en robe claire attend et, tout de suite, on la reconnaît. Gustave Flaubert avait donné à Emma Rouault des cheveux noirs et des yeux bruns. Isabelle Huppert est rousse, avec des yeux couleur d'aigue-marine. Pourtant, et pour la première fois au cinéma, éclipant les actrices qui déjà ont tenu le rôle, c'est bien elle, Emma, la fille du riche fermier. Elle attend, avec un air d'ennui. Sous le front obstiné, le regard se perd dans le vague, esquissant la réalité prosaïque de la ferme, du remède-ménage, des soins à donner. Oui, c'est Emma, celle qui va attendre et rêver toute sa vie, sans jamais être satisfaite. Celle qui va se vivre en héroïne romantique, sachant très bien qu'elle ne l'est pas. Celle qui refuse d'accepter la médiocrité de son entourage, jusqu'au jour où, perdue, ruinée, elle sera obligée d'affronter une réalité insupportable.

Pendant plus de deux heures, de la ferme du père Rouault (Jean-Claude Bouillaud, plus vrai que nature) au lit d'agonie, Claude Chabrol montre Emma telle que Flaubert l'a « vue », ressentie au fond de lui-même et créée dans son roman. Sans lyrisme. Le lyrisme, tout autant que le romantisme, est l'erreur à ne pas commettre pour adapter ce livre. Pendant plus de deux heures, Chabrol nous récite par séquences parfois très courtes, parfois longues, avec des « respirations », sur un rythme qui correspond — le montage est d'une extrême rigueur — à la phrase, à la construction narrative flaubertienne. Pendant plus de deux heures, il provoque aussi bien chez le spectateur que chez les spectatrices une identification à la seule Emma devenue l'épouse viciée de Charles Bovary (on admire comment, ayant supprimé le premier chapitre du roman, Claude Chabrol a su glisser le nom brochant, « charbonnier » dans la rancoire à la ferme), Emma, la bourgeoise de petite province frustrée dans ses ambitions, figure même

de cette insatisfaction qui frappe tous les amateurs d'absolu, de passion amoureuse. Le film de Chabrol est à la fois le portrait fidèle de ce personnage « en creux » dans la société de son temps, et une étude du « bovarysme », tel qu'il fut revêtu par Flaubert.

## Une double mise en scène

La transposition au cinéma de *Madame Bovary* met forcément en état d'alerte les lecteurs farouches de l'orthodoxie littéraire et les cinéphiles qui craignent l'académisme d'une nouvelle « qualité française ». Chabrol connaît bien son monde. Il a magistralement démonté la bombe du faux débat dans le long entretien recueilli par Pierre-Marc de Biasi — spécialiste de Flaubert — pour *Autour d'Emma*, le livre du film (1). Cet entretien, *Un scénario sous influence*, témoigne non seulement d'une belle humilité chez le cinéaste, mais encore d'une parfaite adéquation de sa vision à la substance littéraire du roman.

D'où cette composition des plans où sont saisies, à travers le jeu distancié et la voix blanche d'Isabelle Huppert, les impressions d'Emma, enfermée dans ses rêves, alors que la mise en scène objective s'exerce sur les autres protagonistes, tels qu'ils sont et non comme elle les voit.

Isabelle Huppert est bien, pour cela, l'actrice idéale. Elle sait qu'Emma n'est pas très intelligente, mais possède une énergie farouche dans ses fantasmes, ses désirs, ses insatisfactions. Alors, elle se place en retrait, pour embellir la réalité prosaïque filmée autour d'elle. La noce campagnarde, le bal au château des Vauvessard nous arrivent filtrés par la sensibilité et le regard d'Emma. Il suffit que la caméra la quitte un peu pour que les choses apparaissent différentes. Prenons la séquence des comices agricoles. Rodolphe Boulanger, le hobereau, fait sa cour à Emma dans l'escalier de l'hôtel de ville, où leur arrivent des bribes du discours et de la cérémonie sur la place. Il est, à ce moment-là, telle qu'elle le voit : un dandy sorti d'un livre et prononçant les paroles qu'elle a besoin d'entendre. Si Emma rejoint alors son rêve, Rodolphe joue un rôle et Christophe Malavoy, qui a le physique et la voix du séducteur espéré, est démythifié par la vision de Chabrol.

Avec Rodolphe, puis avec Léon, Emma se déchaine, emportée par la passion, capable de toutes les imprudences. Mais ses partenaires sont incapables de la suivre. Superbes sont les moments du film où Emma semble se réveiller, où Isabelle Huppert manifeste son énergie contre M<sup>me</sup> Bovary mère, contre l'heureux l'usurier, contre l'opinion publique, où elle pratique l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s'exhibe, maquillée, dans les rues de Yerville. Superbe cette sortie du rêve devant la menace de saisie, les masques tombés de l'heureux, Rodolphe, Léon. Et cette course à l'adultère comme une guerre de conquête, plie Léon à ses caprices, porte des toilettes coûteuses à la dernière mode de Paris, s



# CULTURE

## THÉÂTRE

### Tous ces mots bons à rien

Écrire pour le théâtre et écouter parler, parler et tromper la mort

LES APPARENCES  
SONT TROMPEUSES  
à l'Athénée

Une heure de théâtre de Thomas Bernhard. Les apparences sont trompeuses. Deux frères, Robert et Karl. Quel âge ont-ils ? Dans les soixante-dix, soixante-quinze, ces deux-là. Sur la touche, Robert était comédien, il fit un Lear exécrable, c'est lui qui le dit, mais un Torquato Tasso magnifique. Karl était artiste de cirque : jongleur, acrobate, clown, artiste complet.

Karl était marié, son épouse Mathilde est morte il y a quelques jours. Robert vieux garçon, toute sa vie. Quelques allusions, des rires, vont nous donner à croire que Mathilde préférerait son beau-frère à son mari funambule. Bizarerie qui plume un peu sur la conversation. Car depuis la mort de Mathilde, les deux frères parlent, parlent, parlent. Pas continuellement l'un à l'autre. Soliloque l'un près de l'autre. Des mots... Des mots qui viennent à l'esprit, qui viennent aux lèvres. Bouillie de mots. Cuite de mots. C'est ici que nous pousse le piège, à peine caché sous l'herbe.

#### L'instinct de vivre une heure de plus

Écoutons Thomas Bernhard : « Écrire, parler, c'est plonger dans l'inconnu, dans l'exploration... Milliers et centaines de milliers de mots. Leur vérité qui est mensonge, cela dans toutes les situations. Et nous n'hésitons pas à parler, à écrire... Les mots qui ne sont faits de rien, qui ne sont bons à rien, qui ne sont faits pour rien, comme nous le savons et le disons. Les mots qui faussent, effacent, estompent, effacent... » Et Thomas Bernhard dit aussi : « Parler, écrire, c'est donner une représentation théâtrale, chacun de nous, prolongée à l'infini. »

Léger vertige : sur les planches du théâtre, les émissaires de Thomas Bernhard ne restent pas là, bouche cousue. Ils dévident des bobines de mots. Les voilà ipso facto compromis dans cette falsification et cet obscurcissement des mots, dans leur inutilité. De tout cela, ils sont partie prenante.

C'est même, tenez-vous bien, c'est même pour cela, pas pour autre chose, c'est pour s'éloigner et se substituer de cette ratatouille, de cet embrouillamini de mots, que Thomas Bernhard choisit si souvent le théâtre, quand il n'a pas le courage de se taire, ne serait-ce qu'une journée. Il fait coup double : il a dit des mots par écrit, sur le manuscrit de la pièce, et des acteurs disent ces mêmes mots, de vive voix, sur le théâtre. D'une pierre deux coups. Chapeau.

Rétération des mots, ininterrompue, implacable. Pas pour implacables que les deux bruits du battant du cœur, et que les deux souffles - aspirent, expirent - des poumons. Le palpitant et les

éponges n'arrêtent pas, sinon c'est la mort. Les mots n'arrêtent pas, sinon c'est la mort.

Vivre. Avoir la tête à ce que l'on fait. Cesser de penser à la mort, donc cesser de penser aux mots que l'on dit, que l'on écrit. Aux mots d'une pièce de Thomas Bernhard, aux mots du compte rendu de cette pièce, aux mots de cet article, aux mots de tous les articles de ce numéro du Monde de ce soir daté de demain, aux mots de tous les journaux, de tous les livres - on se calme !... Du calme !...

Bien, la différence entre le théâtre de Kleist, de Büchner, et d'autres, que Thomas Bernhard aimait beaucoup, et son théâtre, c'est que pour lui, les acteurs sont avant tout des mots-ventricules, des mots-poumons, qui fuient la mort : acteurs emportés, charriés, par l'instinct de vivre une petite heure de plus. Puis le rideau. Écographie phalogrammme et cardiogramme plats. Bonsoir.

C'est vivre « à fond la caisse », c'est respirer à fond avec un cœur qui bat à fond, que d'entendre parler les deux frères, Robert et Karl, joués par Pierre Debauche et Philippe Morier-Genoud, avec le fâcheux morose sang et la gaieté jaune citron qui s'imposent. Tout autre théâtre, en comparaison, est du babillage en l'air. De la gabegie pure.

MICHEL COURNOT  
► Athénée, salle Christian-Bérard, du mercredi au samedi à 20 h 30, mardi à 18 h 30. Tél. : 47-42-67-27. Jusqu'au 27 avril.

LE CRAYON  
ou Théâtre Renaud-Barrault

Le Crayon, première œuvre jouée sur une scène de Gilles Costaz, critique de théâtre, est à une pièce ce que la nouvelle est au roman. C'est donc une nouvelle dramatique fondée sur une seule et très simple idée : un homme de trente-cinq ans entre par hasard, sur le coup de huit heures du soir, dans une discothèque pour y acheter... un crayon. Il a dans l'idée d'écrire là, tout de suite, à la femme qu'il aime, les mots d'amour surgis de moments d'errance qu'il vient de vivre dans un quartier inconnu.

#### Tricotage détricotage

Dans la discothèque, il y a une femme, encore belle, une entraîneuse comme on disait, elle a peut-être dix ans de plus que lui. Cette femme s'ennuie et, après avoir redouté quelques instants la survenue de

l'inconnu, commence à s'amuser de sa présence et à égarer en l'asticotant les deux heures qui lui restent avant de recevoir ses premiers clients.

Très vite, deux incertitudes s'installent : cet homme dit-il la vérité sur sa vie, son amour, et la femme qu'il aime n'est-elle pas purement chimérique ? Cette femme est-elle une simple entraîneuse et sa condition ne cache-t-elle pas un passé autrement passionnant ?

Costaz s'amuse de ces deux questions et lâche ses mots sans trop y réfléchir, détruisant, aussitôt écrite, telle ou telle réplique, masochisme bien connu de l'écrivain dans l'incertitude. Deux acteurs, Jean-Michel Dupuis (épatant, comme toujours) et Hélène Arié (en retrait), donnent corps à cette historiette et à ce tricotage-détricotage d'un court récit distrayant.

O. S.

► Théâtre Renaud-Barrault. Jusqu'au 21 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70.

► Paris sur scène, deuxième édition. — Pour la seconde année consécutive, les théâtres parisiens ont passé un accord avec la Mairie de Paris. Ils vont offrir une place gratuite à tout acheteur d'un billet

pour les représentations des 14, 15 et 16 mai. L'an dernier quatre-vingt-treize salles avaient participé à l'expérience et enregistré une augmentation globale des recettes de 85 %.

## Odeurs de captivité

Jean-Louis Benoit rend un bel hommage à l'écrivain Georges Hyvernaud

LA PEAU ET LES OS  
ou Théâtre de l'Aquarium

Georges Hyvernaud méritait bien l'hommage du théâtre, après que l'édition de son œuvre de lui au milieu des années 80 en publiant ses œuvres complètes (1). Hyvernaud, provincial, élégant, humoriste, cueilli par la guerre à l'automne 1939 puis expédié dans l'un de ces camps de détention, un an de Poméranie, dont il est revenu quatre ans plus tard provincial, égaré, désorienté, écrit. Un écrivain qui avait pour seul compagnon de captivité les plus belles pages de Montaigne et un appétit de vivre, malgré tout, qu'il comparait à « l'obscur acharnement du crabe ».

Mais Hyvernaud n'est pas revenu des plaines orientales avec ces récits héroïques aux saveurs guerrières qui plurent tant à la Libération. Son récit publié en 1949, *La Peau et les Os* (2), bientôt suivi d'un roman, *Le Wagon à vaches*, refusé par son premier éditeur et publié, aussitôt lu, par le

second en 1954 (3), avait un goût républicain.

« Pour la plupart des historiens, l'histoire n'a pas d'odeur, notait Élie, en préface du tome 2 des œuvres complètes de l'auteur disparu dans l'obscurité en 1983. Celle d'Hyvernaud pue la sueur, la peur, l'avilissement débridé du prisonnier de guerre et donc l'homme qu'il est aussi, qu'il est d'abord. »

Dans le très habile découpage des deux ouvrages qu'a réalisés Jean-Louis Benoit pour le Théâtre de l'Aquarium à la Cartoucherie de Vincennes, il y a bien la mise en scène de ces odeurs, odeurs de corps jetés les uns contre les autres dans des wagons de marchandises pour une traversée de l'Europe à l'aveugle, odeurs de toutes les déjections dont les hommes sont capables, mais rapportées, toujours, sans abjection aucune, sans dégoût, sans provocation, jamais, odeurs des hommes à qui on a laissé un corps.

#### Echappée vers le fantastique

L'esthétique a un côté Uranus dans la simplicité de son décor : une table, trois chaises, un buffet, — des costumes, de ses lumières années 40. Le spectacle est un déjeuner de famille réunissant une femme (Karen Rencurel), un homme (Jean-Marc Roulot), homme jeune encore, de retour de l'offlag — comme au début de *La Peau et les Os* ou à la fin du *Wagon*, où l'on était à table aussi, chez des petits-bourgeois terriblement français, façon « on en a bavé dans la résistance, alors les histoires, tu sais... ».

Jean-Louis Benoit, fidèle, fidèle aux livres d'Hyvernaud, ponctue la relation bouleversante du neveu par des moments de comique pur qui permettent, tout de suite après, l'écoute la plus attentive des souvenirs les plus noirs. Il s'échappe même dans un fantastique très simple, très pur, qui transfigure un univers étriqué en terrain d'aventures lyriques et tristes. Interprétation remarquable, court hommage — une heure quinze minutes — pudique et réussi.

OLIVIER SCHMITT

- (1) Chez Ramsay, quatre tomes.
- (2) Chez Scorpion, 1949.
- (3) Chez Denoël, 1954.

► Théâtre de l'Aquarium. Jusqu'au 28 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-99-61.

## ORCHESTRE COLONNE

Dimanche 7 avril 1991 à 17h00

### SALLE PLEYEL

DE FALLA  
Nuits dans les jardins d'Espagne

DE FALLA/PONCE  
pièces pour guitare seule

RODRIGO  
Concerto d'Aranjuez

RAVEL  
Bolero

Florent BOFFARD piano

Roberto AUSSER guitare

Bertrand de BILLY direction

Rens. 42 33 72 89



JUSQU'AU 13 AVRIL 20H30

## LA DUCHESSE DE MALFI

WEBSTER / LANGHOFF

"Le spectacle le plus fou et le plus drôle de ce début d'année".

Libération

"Du théâtre qui secoue, c'est rare, c'est bon".

Le Monde

"Un spectacle excitant".

L'Événement du Jeudi

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

## AVRIL 91

## Concerts Radio France

- ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE  
Jeu 4 - 20 h 30  
Théâtre des Champs-Élysées  
Musique - R. Simon  
Maria João Pires, piano  
Direction : Erich Leinsdorf
- PERSPECTIVES  
Mardi 9 - 20 h 30  
Grand Auditorium de Radio France  
Xenakis - Górecki - Amy  
Louis Castelnuovo, soprano  
Patrice Boquel, flûte  
Orchestre Philharmonique de Radio France  
Direction : Arturo Tamayo
- ORCHESTRE DES ÉTUDIANTS DU CONSERVATOIRE DE PARIS  
Mercredi 10 - 20 h 30  
Jeu 11 - 20 h 30  
Chapelle St-Louis des Invalides  
Mendelssohn  
Solistes, Chœur et Orchestre des étudiants du Conservatoire  
Direction : Michel Piquemal
- ORGUE  
Mercredi 10 - 20 h 30  
Église Saint-Sauveur  
Florent - Mondon  
Michel Bourcier, orgue
- ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE  
Vendredi 12 - 20 h 30  
Théâtre des Champs-Élysées  
Haydn - Zelenka  
Elizabeth Connell, soprano  
Wolfgang Schone, baryton  
Direction : Jeffrey Tate
- ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE  
Jeu 18 - 20 h 30  
Théâtre des Champs-Élysées  
Schubert - Mendelssohn  
Sternik  
Cécile Ousset, piano  
Direction : Bernhard Klee
- LOCATION  
Radio France 42 30 23 08  
Théâtre des Champs-Élysées 47 20 36 37  
Église Saint-Sauveur sur place le soir du concert

## ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

### CONCERT CREATION

Gérard Zinsstag

Espressivo, création

Ichiro Nodaïra

Quatorze écarts vers le défi, création

Georges Aperghis

Pièce pour douze, création

Hugues Dufourt

Antiphys

Jeu 11, vendredi 12 avril - 20 h 30

Centre Georges Pompidou - 42 60 94 27

## IRCAM

Sophie Cherrier, flûte

Michel Cerutti, cymbalum

Pierre-Laurent Aimard, piano

Technique IRCAM

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

Direction PETER EÖTVÖS

Jeu 11, vendredi 12 avril - 20 h 30

Centre Georges Pompidou - 42 60 94 27

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

- CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS  
Jeu 8  
Mardi 10  
Vendredi 12  
Samedi 13  
Dim 14  
Jeu 15  
Mardi 16  
Vendredi 18  
Samedi 19  
Dim 20  
Jeu 21  
Mardi 23  
Vendredi 26  
Samedi 27  
Dim 28  
Jeu 29  
Mardi 31
- LES MUSIQUES MONDIALES  
Jeu 8 : Abdel Rahman  
Mardi 10 : Per  
Vendredi 12 : Per  
Samedi 13 : Per  
Dim 14 : Per  
Jeu 15 : Per  
Mardi 16 : Per  
Vendredi 18 : Per  
Samedi 19 : Per  
Dim 20 : Per  
Jeu 21 : Per  
Mardi 23 : Per  
Vendredi 26 : Per  
Samedi 27 : Per  
Dim 28 : Per  
Jeu 29 : Per  
Mardi 31 : Per
- GRANDS PRIX INTERNATIONAUX  
Jeu 10 : Boris  
Mardi 12 : Boris  
Vendredi 15 : Boris  
Samedi 16 : Boris  
Dim 17 : Boris  
Jeu 18 : Boris  
Mardi 20 : Boris  
Vendredi 23 : Boris  
Samedi 24 : Boris  
Dim 25 : Boris  
Jeu 26 : Boris  
Mardi 28 : Boris  
Vendredi 31 : Boris
- CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS  
Jeu 10  
Mardi 12  
Vendredi 15  
Samedi 16  
Dim 17  
Jeu 18  
Mardi 20  
Vendredi 23  
Samedi 24  
Dim 25  
Jeu 26  
Mardi 28  
Vendredi 31
- ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS  
Jeu 10 : Carlos  
Mardi 12 : Carlos  
Vendredi 15 : Carlos  
Samedi 16 : Carlos  
Dim 17 : Carlos  
Jeu 18 : Carlos  
Mardi 20 : Carlos  
Vendredi 23 : Carlos  
Samedi 24 : Carlos  
Dim 25 : Carlos  
Jeu 26 : Carlos  
Mardi 28 : Carlos  
Vendredi 31 : Carlos
- LES MUSICIENS DE L'OPÉRA DE PARIS  
Jeu 10 : Carlos  
Mardi 12 : Carlos  
Vendredi 15 : Carlos  
Samedi 16 : Carlos  
Dim 17 : Carlos  
Jeu 18 : Carlos  
Mardi 20 : Carlos  
Vendredi 23 : Carlos  
Samedi 24 : Carlos  
Dim 25 : Carlos  
Jeu 26 : Carlos  
Mardi 28 : Carlos  
Vendredi 31 : Carlos
- THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES  
Jeu 10  
Mardi 12  
Vendredi 15  
Samedi 16  
Dim 17  
Jeu 18  
Mardi 20  
Vendredi 23  
Samedi 24  
Dim 25  
Jeu 26  
Mardi 28  
Vendredi 31
- ORCHESTRE STAATSKAPPELLE DE DRESDEN  
Jeu 10 : Carlos  
Mardi 12 : Carlos  
Vendredi 15 : Carlos  
Samedi 16 : Carlos  
Dim 17 : Carlos  
Jeu 18 : Carlos  
Mardi 20 : Carlos  
Vendredi 23 : Carlos  
Samedi 24 : Carlos  
Dim 25 : Carlos  
Jeu 26 : Carlos  
Mardi 28 : Carlos  
Vendredi 31 : Carlos
- HAUTKAMP  
Jeu 10 : Carlos  
Mardi 12 : Carlos  
Vendredi 15 : Carlos  
Samedi 16 : Carlos  
Dim 17 : Carlos  
Jeu 18 : Carlos  
Mardi 20 : Carlos  
Vendredi 23 : Carlos  
Samedi 24 : Carlos  
Dim 25 : Carlos  
Jeu 26 : Carlos  
Mardi 28 : Carlos  
Vendredi 31 : Carlos
- COLLARD  
Jeu 10 : Carlos  
Mardi 12 : Carlos  
Vendredi 15 : Carlos  
Samedi 16 : Carlos  
Dim 17 : Carlos  
Jeu 18 : Carlos  
Mardi 20 : Carlos  
Vendredi 23 : Carlos  
Samedi 24 : Carlos  
Dim 25 : Carlos  
Jeu 26 : Carlos  
Mardi 28 : Carlos  
Vendredi 31 : Carlos
- BASHKIROVA  
Jeu 10 : Carlos  
Mardi 12 : Carlos  
Vendredi 15 : Carlos  
Samedi 16 : Carlos  
Dim 17 : Carlos  
Jeu 18 : Carlos  
Mardi 20 : Carlos  
Vendredi 23 : Carlos  
Samedi 24 : Carlos  
Dim 25 : Carlos  
Jeu 26 : Carlos  
Mardi 28 : Carlos  
Vendredi 31 : Carlos
- PHILHARMONIE DE BERLIN  
Jeu 10 : Carlos  
Mardi 12 : Carlos  
Vendredi 15 : Carlos  
Samedi 16 : Carlos  
Dim 17 : Carlos  
Jeu 18 : Carlos  
Mardi 20 : Carlos  
Vendredi 23 : Carlos  
Samedi 24 : Carlos  
Dim 25 : Carlos  
Jeu 26 : Carlos  
Mardi 28 : Carlos  
Vendredi 31 : Carlos

THEATRE EUROPE

ODEON

LOCATION OUVERTE

JEAN GENET

mise en scène

LUIS PASQUAL

LE BALCON

A PARTIR DU 12 AVRIL

43 25 70 32

## GAVEAU

GRANDS RENDEZ-VOUS

9 avril 1991 - 20 h 30

Jean-François HEISSER

Brahms - Beethoven

LES LUNDIS MUSICAUX

22 avril 1991 - 20 h 30

Marilyn HORNE

Händel - Brahms - Wolf

Tél. réservation : 49 53 03 07

Lundi 8 et Mardi 9 Avril

SALLE PLEYEL 20 h 30

JON MARIN

JUNE ANDERSON

MOZART

Symphonies N° 29 et 31

«Excelsa, pulchra»

Don Giovanni - Aïre de Donna Elvira

et Donna Anna

RENSEIGNEMENTS ET LOCATIONS

N° 10000 - 45 61 06 30

سكز ابن الاصل

# SPECTACLES

Programmes du mercredi 3 au mardi 9 avril

## CINÉMAS

### LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT  
(47-04-24-24)

### MERCREDI

Les Archives du film présentent : Une cité française du cinéma (1930), de Pierre Chenal ; Architecture d'aujourd'hui (1929), de Pierre Chenal ; Nativité (1949-1951), v.o. s.t.f., de Pierre Chenal, 16 h ; Théâtre Desquoyeux (1962), de Georges Franju, 21 h.

### PALAI DE TOKYO (47-04-24-24)

### MERCREDI

Le Festival nordique de Rouen : la Fiancée du diable (1974, v.o. s.t.f.), d'Arantxa Zabala-Luiza, 18 h ; l'Echange (1978, v.o. s.t.f.), de Raimondo Vablas, 20 h.

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

### MERCREDI

Les Cinéma d'Asie centrale soviétique : la Fin de l'asman (1970, v.o. traduction simultanée), de Chakou Alimov, 14 h 30 ; le Gardien (1988, v.o. traduction simultanée), de Bedjan Alt-koulouev, l'Hémier (1978, v.o. traduction simultanée), de Kakou Orazakhtov, 17 h 30 ; Triptique (1978, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamraev, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

### MERCREDI

Gamins de Paris : Jeune Public : Fantôme du dernier justicier (1971) de Jan Lenica, Judo (1983) de Georges Franju, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Carte blanche : Jean-Michel Carré : l'Enfant prisonnier (1978) de Jean-Michel Carré, Alerte les bébés (1978) de Jean-Michel Carré, 18 h 30 ; Apprentissages : Bande annonce : la Nuit porte-jarretelles (1984) de Virginie Thévenet, Clémentine Tango (1982) de Caroline Robich, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

### LES AFFRANCHIS (\*) (A., v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; Alice (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 6 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 6 (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

### LES ARNAQUEURS (A., v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; Studio 28, 18 (46-06-38-07).

### AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.)

Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

### LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.)

Latina, 4 (47-48-28-04).

### BONS BAISERS D'HOLLYWOOD

(A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Pathé Hautes-Seines, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

### LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.)

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Élysées, 9 (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; George V, 8 (45-82-41-46).

### LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50).

### COMING UP ROSES (Brit., v.o.)

Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

### COUPS POUR COUPS (\*) (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-83) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ;

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

### PARAMOUNT OPÉRA, 9 (47-42-56-31)

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-84).

### DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.)

Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

### DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.)

Faurey Verzon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-63-83) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

### LA MAISON RUSSIE (A., v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnos, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

### MERCRI LA VIE (Fr.)

Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (42-36-63-83) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maillo, 17 (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

### SODINI D'ORO, Film italien de Nanni Moretti, v.o. Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Balcas, 6 (45-61-10-80) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).

### WE THE LIVING, Film italien de Goffredo Alessandrini, v.o. : Panthéon, 5 (43-54-15-04).

### 22-71) : Pathé Wepler, 18 (46-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

### LA DISCRÈTE (Fr.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Pathé Hautes-Seines, 8 (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

### EATING (A., v.o.)

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; END OF THE NIGHT (A., v.o.) : George V, 8 (45-82-41-46) ; L'ÉVIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Pathé Montparnos, 14 (43-20-32-20) ;

### LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; GÉNIAL, MES PARENTS DIVORCENT (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-46).

### GHOST (A., v.o.)

UGC Montparnos, 6 (45-74-94-94) ; LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; GREEN CARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Bienvenue Montparnos, 15 (48-24-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ;

### HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.)

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) ; HAVANA (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; HENRY & JUNE (\*) (Fr., v.o.) : Cincoches, 6 (46-33-10-82) ; HENRY V (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ;

### HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*) (A., v.o.)

Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-63-83) ; Grand Pavois, 15 (45-84-46-35) ;

### 20-12-08) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (46-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-86).

### LE PETIT CRIMINEL (Fr.)

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

### LA PETITE SIRENE (A., v.f.)

Républic Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-84-46-35) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ;

### POUSSIERES DANS LE VENT

(Chin., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (42-36-84-85) ;

### PRETTY WOMAN (A., v.o.)

UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; v.f. : Bretagne, 6 (42-22-57-97) ;

### ROSENCRANTZ & GUILDENSTERN SONT MORTS (A., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ;

### RUE DU BAC (Fr.)

Les Trois Balcas, 6 (45-61-10-80) ;

### SAUL ET LULA (\*) (Brit., v.o.)

Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ;

### SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.)

Latina, 4 (42-78-47-88) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ;

### STAYING TOGETHER (A., v.o.)

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ;

### TELS PÈRES TELLE FILLE (A., v.o.)

George V, 8 (45-82-41-46) ;

### TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péruvien, v.o.)

Latina, 4 (42-78-47-88) ;

### TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-90-81) ;

### LA TRIBU (Fr.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8 (46-33-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Les Montparnos, 14 (43-27-84-50) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ;

### LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.)

Club Gaumont Publicis Marignan, 6 (43-59-92-82) ; George V, 8 (45-82-41-46) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14 (43-27-84-50) ;

### UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ;

### UN FILM À LA MATERNELLE (A., v.f.)

Rex, 2 (42-36-63-83) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ;

### UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.)

Lucerna, 6 (45-44-57-34) ;

### URANUS (Fr.)

George V, 8 (45-82-41-46) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14 (43-27-84-50) ;

### LES SÉANCES SPÉCIALES

ACCATONE (It., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86) mer. 18 h 30, sam. 13 h 30, dim. 11 h 30.

### L'ADORABLE VOISINE (A., v.o.)

Studio 28, 18 (46-06-38-07) mer. 19 h, ven. 17 h.

### ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.)

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 19 h, ven. 17 h.

### BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.)

Studio Galande, 5 (43-54-72-71) mer. 14 h.

### BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.)

Le Berry Zèbre, 11 (43-57-90-81) 13 h 30.

### CAMILLE CLAUDEL (Fr.)

Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18) mer. 14 h, ven. 12 h, sam. 17 h, 20 h, dim. 14 h.

### LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU

TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) mer. avec le DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) mer. 12 h 05.

### LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.)

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 17 h.

### EMMANUELLE (\*) (Fr., v.o.)

Studio Galande, 5 (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

### L'ÉPOUVANTAIL (\*) (A., v.o.)

Action Rive Gauche, 5 (43-28-44-40) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. à 11 h 50 T.U. : 20 F.

### EXCALIBUR (A., v.o.)

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., ven. 21 h.

### L'EXPÉRIENCE INTERDITE (\*) (A., v.o.)

Grand Pavois, 15 (45-84-46-35) mer. 18 h 45, ven. 20 h, sam. dim. 22 h 30, mer. 15 h 45.

### EXTRÊMES LIMITES (A.)

Le Géode, 19 (40-05-80-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 10 h à 22 h. La Géode est ouverte le lun., pendant les vacances scolaires.

### FANTASIA (A.)

Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 15 h 30, sam. dim. 17 h.

### LA FLUTE À SIX SCHTROUMPFS (Bel.)

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 13 h 30.

### GOTHIC (\*) (Brit., v.o.)

Accatone, 5 (46-33-86-86) mer. 21 h 50, ven. 18 h, sam. 15 h 30, dim. 19 h 30, mer. 18 h 30.

### LE GRAND BLEU (Fr., v.o.)

Grand Pavois, 15 (45-84-46-35) [son SR version longue] mer. 21 h, ven., lun., mar. 14 h.

### LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.)

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) mer., sam., dim. à 13 h 50, 15 h 40 (- de 14 ans : 15 F).

### HIGHLANDER, LE RETOUR (A., v.o.)

Grand Pavois, 15 (45-84-46-35) mer., lun. 17 h, jeu. 20 h, dim. 22 h 30, mar. 18 h 45.

### JULES ET JIM (Fr.)

Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) mer., ven., dim., mar. à 12 h.

### LE KID (A.)

Escorial, 13 (47-07-28-04) mer., sam., dim. à 10 h 15 (- de 15 ans : 15 F).

### LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.)

Républic Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 19 h.

### USZTOMANIA (Brit., v.o.)

Accatone, 5 (46-33-86-86) mer. 18 h 30, ven. 17 h 40, dim. 21 h 10.

### MÉTAL HURLANT (A., v.o.)

Grand Pavois, 15 (45-84-46-35) mer. 22 h 3



# American Airlines vous offre le Nouveau Monde à des prix exceptionnels.

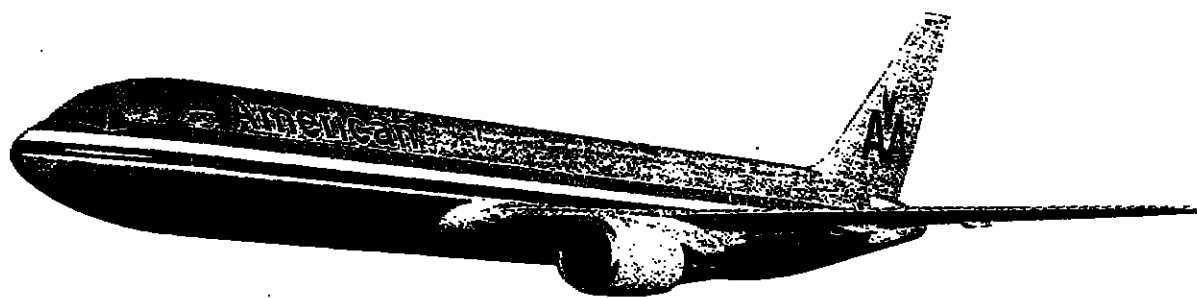
Peut-on rêver mieux que l'Amérique avec American Airlines. Les nouveaux tarifs sont tellement intéressants qu'ils vous permettront de découvrir de meilleurs hôtels, de plus grands restaurants et de faire davantage de shopping.

Outre ses tarifs exceptionnels, American Airlines a aussi l'avantage de proposer plus de destinations aux U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne et vous évite de changer de compagnie entre Paris et votre destination finale aux Etats-Unis.

Précisons que les tarifs exceptionnels cités ici ne sont que quelques exemples parmi les 230 destinations qu'American Airlines dessert aux Etats-Unis.

Appelez dès maintenant votre agent de voyage ou American Airlines à : Paris : (1) 42.89.05.22 - Bordeaux : 56.44.52.90 - Marseille : 91.91.66.34 - Nantes : 40.89.10.92 - Nice : 93.87.19.79 - Strasbourg : 88.32.90.22 - Lyon : 78.92.93.15 - Toulouse : 61.23.30.20.

Paris MIAMI	Paris ORLANDO	Paris NEW YORK	Paris WASHINGTON D.C.
Soleil, plage, bikinis, voile, grattes-ciel, vous allez adorer.	Quoi de plus magique que cette ville de "contes de fées".	Certaines villes veulent l'imiter mais Big Apple reste unique.	Plus de 18 millions de touristes par an, ce n'est pas un hasard.
3700 <sup>F</sup> semaine 4000 <sup>F</sup> week-end	3700 <sup>F</sup> semaine 4000 <sup>F</sup> week-end	2995 <sup>F</sup> semaine 3295 <sup>F</sup> week-end	2995 <sup>F</sup> semaine 3295 <sup>F</sup> week-end
Paris DALLAS FORT WORTH	Paris LA NOUVELLE ORLEANS	Paris CHICAGO	Paris LOS ANGELES
Cosmopolite et culturelle, chaleureuse et amicale, dans le plus pur style texan.	De super restaurants, du jazz toride et son quartier français en font un festival permanent.	Pour pouvoir dire comme Kipling "j'ai rencontré une ville, une vraie ville et c'était Chicago".	Hollywood, Beverly Hills, la plage de Venice... Los Angeles ni plus ni moins !
4040 <sup>F</sup> semaine 4340 <sup>F</sup> week-end	4040 <sup>F</sup> semaine 4340 <sup>F</sup> week-end	3645 <sup>F</sup> semaine 3945 <sup>F</sup> week-end	4500 <sup>F</sup> semaine 4800 <sup>F</sup> week-end
Paris SAN FRANCISCO	Paris SAN DIEGO	<p>Voyage valable uniquement sur American Airlines. Réservation, émission et règlement 14 jours minimum avant la date de départ et avant le 9 juin 1991. Le voyage doit commencer avant le 23 juin 1991 et doit être terminé avant le 30 juin 1991. Minimum/Maximum du séjour : 7/21 jours. Billets non remboursables sauf cas de force majeure. Tous les tarifs sont communiqués sous réserve d'approbation gouvernementale - Valables pour un voyage effectué en milieu de semaine du lundi au jeudi et le week-end du vendredi au dimanche. Ces tarifs ne comprennent pas les taxes (environ 150 FF, montants variables sujets aux fluctuations taux de change FF/dollars). *Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional.</p>	
Le charme incarné avec sa baie romantique, ses mélanges de cultures et tous ses tramways.	Le climat y est d'une douceur exceptionnelle, le soleil y brille toute l'année. San Diego n'attend que vous !		
4500 <sup>F</sup> semaine 4800 <sup>F</sup> week-end	4500 <sup>F</sup> semaine 4800 <sup>F</sup> week-end		



American Airlines

هكذا من الاجل

## Le

Radio-France, conseiller musical : Yves Clouas, conservateur en chef aux Archives nationales, historien ; Dieudonné Duriez, dit Duriez-Costen, directeur général des émissions de la radio ; Jean Mann, créateur d'émissions de Radio André-François Farfas, dit André Farnas, dessinateur, peintre, sculpteur ; Charles Gallet, conservateur du Musée Mistral, à Maitland ; Blaise Guichard, président de l'Association pour le développement culturel ; Philippe Genet, directeur d'une compagnie de théâtre de marionnettes ; Jean-Paul Goudé, publicitaire ; Jean-Louis Lemaire, directeur du département en scène de la Comédie Française ; Toni Grand, sculpteur ; Francis Hurstel, artiste dramatique ; Jacques Judicé, écrivain, poète ; Philippe Kessler, président-directeur général de société ; Claude Ott, donateur ; Jean-Louis Pélissier, journaliste ; Jean-Pierre Rieu, avocat, artiste-peintre ; Maurice Sevres, journaliste, producteur de radio et de télévision ;

## Communication

**Sont promus officiers :**  
MM. Georges Hutin, producteur  
d'émissions de télévision ; Armand  
Jammot, producteur de télévision.

**Sont nommés chevaliers :**  
M<sup>me</sup> Monique Augé, dite Augé-Lafon,  
membre du Conseil supérieur de l'au-  
dionciel : MM. Nicolas Leukov, rédac-

**équipement, logement,  
transports et mer**

Sont promus officiers :  
MM. Paul Bernard, ancien ingénieur  
général des ponts et chaussées ; Jean-  
Marie Moutier, président du syndicat

de entrepreneurs de bâtiments et travaux publics de la Savoie : Roland Pignol, délégué général de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM ; Jean Wingham, président-directeur général d'une société d'automatics.

nommés chevaliers :  
Michel Amilhat, directeur général  
de la société d'autoroutes ; Claude

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Michel Amilhar, directeur général d'une société d'autoroutes ; Claude Arnold, directeur chargé de l'inspection générale d'un réseau à la SNCF ; André Buinard, directeur départemental de

Bujard, directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle; Roger Chatelain, président du centre de protection, d'amélioration, de conservation et transformation de l'habitat des Deux-Sèvres; Jean Domange, président de la Fédération nationale du bâtiment; Jean-Pierre Giacomo, président de la

## Départements ritoirs d'outre-mer

Est promu *officier* :  
M. Gustave Paraclet, ancien directeur  
de l'action sanitaire et sociale à la Mar-

**Sont nommés chevaliers :**  
MM. Luc Chevalier, ancien conserva-  
teur en chef du Musée néo-calédonien ;  
P. P. Marie-Joseph Dubois, ancien mis-

**Postes,  
communications  
et espace**

**Sont promus officiers :**  
MM. François Schoeller, directeur de l'enseignement supérieur technique ; André Simoncini, directeur des ressources humaines de France-Télécom ; Jean Viard, directeur de l'équipement et de l'informatique de la Poste.

**Sont nommés chevaliers :**

MM. François Aron, président-directeur général d'une société; Jean Colombat, inspecteur général à la Poste.  
M<sup>me</sup> Madeleine Dournecq, contrôleur divisionnaire d'une direction départementale de la Poste; MM. Gérard Eymery, président-directeur général

d'une société : Olivier Jaffrezic, sous-directeur à l'administration centrale ; Jean Michon, administrateur hors classe à France-Télécom ; Charles Rozmaryn, directeur général de France Télécom ; Jean-Claude Sarazin, président du syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance ; André Tala-

## Relations avec le Parlement

Sont nommés chevaliers :  
MM. Jean Laporte, directeur de service au Sénat ; Jean Magnien, chef de division au service des études et de la documentation à l'Assemblée nationale.

(A suivre.)



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### Les cécités de la loi

Trente mille descendants d'une même famille du quinzième siècle risquent demain de devenir aveugles. On connaît leur identité, mais la loi interdit aujourd'hui de les prévenir

VOILA sans doute l'un des plus remarquables exemples des impasses auxquelles conduisent, en l'état actuel de la législation française, certaines recherches médicales et épidémiologiques. C'est aussi l'une des illustrations les plus typiques des inquiétantes perspectives de cette nouvelle entité baptisée médecine prédictive.

Tout a commencé il y a trois ans, avec une étude lancée par des chercheurs de l'Institut national d'études démographiques (INED) en collaboration avec le professeur Edouard Zariwian, spécialiste de psychiatrie au Centre hospitalo-universitaire de Caen. Il s'agissait d'une étude de démographie génétique sur la psychose maniaco-dépressive, cette pathologie mentale grave et fréquente, identifiée il y a près d'un siècle, se caractérisant par la succession, à des intervalles variables, d'accès d'excitation incoercible et de dépression mélancolique.

Initialement centrée sur la région parisienne, l'étude devait se déplacer vers le Nord-Pas-de-Calais, puis dépasser le champ de la psychiatrie pour englober aussi celui de l'ophtalmologie. Les chercheurs de l'INED furent en effet rapidement frappés par les liens très étroits pouvant exister, d'un point de vue statistique, entre la fréquence de la psychose maniaco-dépressive et une affection oculaire connue sous le nom de glaucome héréditaire.

Trop mal connu du grand public comme du corps médical, le glaucome est une affection caractérisée par le niveau anormalement élevé de la pression intra-oculaire (1). Ce phénomène a pour effet, à plus ou moins long terme, de provoquer une atrophie du nerf optique conduisant, à moyen terme, si rien n'est fait, vers la cécité. En réalité, il convient de faire la part entre deux types de glaucome : le glaucome aigu, qui se caractérise par une élévation brutale de la pression intra-oculaire, et le glaucome chronique, qui se caractérise par une élévation progressive de la pression intra-oculaire.

En situation normale, l'humeur aqueuse produite par le corps ciliaire en arrière de l'iris s'écoule par un canal naturel dit canal de Schlemm, situé dans l'angle irido-cornéen. Compte tenu de la constance de la sécrétion de l'humeur aqueuse par l'organisme humain, tout défaut de résorption au niveau du canal de Schlemm entraîne une hypertension de la pression intra-oculaire, celle-ci entraîne ensuite une « asphyxie » de la pupille, la région la plus précieuse de la fonction visuelle, émergeant du nerf optique.



«...dans le globe oculaire. Le glaucome aigu survient à partir de conditions anatomiques précises, entraînant un blocage brutal de l'évacuation de l'humeur aqueuse.

**Aucun symptôme**  
En revanche, le glaucome chronique, beaucoup plus fréquent, associe une hypertension oculaire, une réduction progressive sur plusieurs années de la vision, sans que l'atteinte du nerf optique. Il s'agit là d'une pathologie grave, le malade ne se rendant nullement compte de son état qui se caractérise par une réduction du champ visuel périphérique et au départ par un maintien de l'acuité visuelle, ce tableau évoluant progressivement vers la cécité.

Cette situation est d'autant plus inacceptable qu'un examen simple, chez un spécialiste d'ophtalmologie, permet, lorsqu'il en est encore temps, de mettre en place une thérapeutique de blocage de l'évolution de cette maladie. Or c'est précisément ce glaucome chronique « à angle ouvert » qu'ont identifié et recensé les chercheurs de l'INED. Se penchant sur

une forme particulière de cette pathologie caractérisée par une transmission héréditaire et par l'apparition très précoce des premières lésions, d'autant plus graves qu'elles ne sont accompagnées d'aucun symptôme, les chercheurs de l'INED, en liaison avec plusieurs équipes hospitalo-universitaires d'ophtalmologie, aboutissent aujourd'hui à des conclusions très spectaculaires autant que problématiques.

Retrouvant, après un premier travail effectué en 1979 par le docteur B. Motte, dans le cadre d'une thèse de médecine, une fréquence anormalement élevée du glaucome juvénile dans la région Nord-Pas-de-Calais, les chercheurs de l'INED, et plus particulièrement ceux de l'ophtalmologie du Centre de la vision de Lille et du Centre des Quinze-Vingts à Paris, devaient bâtir un protocole d'étude associant

**Quatorze générations plus tôt**  
Ces observations devaient, par ailleurs, permettre de retrouver l'ensemble, depuis longtemps établie, entre le glaucome chronique et le diabète. M. André Chaventré, directeur du département d'anthropologie et de démographie génétique de l'INED, en liaison avec des spécialistes d'ophtalmologie du CHU de Lille et du Centre des Quinze-Vingts à Paris, devaient bâtir un protocole d'étude associant

examens ophtalmologiques et enquêtes généalogiques à la recherche d'antécédents familiaux de glaucome, de diabète et de psychose maniaco-dépressive. Ces entretiens furent progressivement élargis à l'ensemble des membres des familles de glaucome chronique avec examens biologiques (glycémie à jeun et post-prandiale) et, lorsque la chose était possible, à des examens psychiatriques.

Ce patient travail d'investigation a permis de recenser sur l'ensemble du territoire national plus de cent mille personnes atteintes de glaucome chronique et de diabète ainsi que de recenser les familles de psychose maniaco-dépressive portées associées à l'anomalie ophtalmologique. Une enquête généalogique a permis d'aboutir à une conclusion tout à fait spectaculaire.

« Jusqu'à présent, la plupart des cas de glaucome chronique qui nous ont été signalés, appartenaient à la même famille issue d'un couple ayant vécu dans un petit hameau du canton de Marquette, dans le Pas-de-Calais, au début du quinzième siècle, explique

M. Chaventré. Nous avons remarqué que les psychoses maniaco-dépressives, répétées et authentifiées par un examen psychiatrique dans ces familles, menaient à la même conclusion : quatorze générations plus tôt.

On a ainsi pu établir que c'est un couple décédé en 1545 qui est à l'origine de la quasi-totalité de la pathologie recensée aujourd'hui. Une étude historique vient par ailleurs d'établir que dans le hameau de Wierre-Effroy, où vivait ce couple, une chapelle datant du onzième siècle, consacrée à sainte Godeleine, est toujours un site où l'on va début juillet en pèlerinage pour tenter de guérir les cécités.

Fallait-il en rester là ? Ayant établi que ce type de glaucome se transmettait de manière héréditaire sur un mode autosomal dominant (les femmes et les hommes peuvent être atteints dès lors que l'un des deux parents est porteur de l'anomalie génétique) et qu'il était associé à une forme de psychose maniaco-dépressive, les chercheurs de l'INED ont

été conduits à se demander si, dans ce cas, il n'y avait pas de lien entre la fréquence de la psychose maniaco-dépressive et la fréquence du glaucome chronique, ce qui n'est pas le cas.

Après celle des registres du cancer, l'affaire du glaucome héréditaire familial juvénile vient brutalement soulever un problème dont le pouvoir politique, par insouciance plus que par véritable calcul, a longtemps cru être en mesure de faire l'économie.

**Deux verrous législatifs**  
Il y a quelques années déjà, les cancérologues avaient en effet tenté, en vain, de monopoliser l'attention. Laissez-nous, disaient-ils en substance, établir des registres informatisés qui nous permettront, à partir d'une nouvelle cartographie épidémiologique, de mieux cerner les facteurs de risques et, partant, de développer une véritable politique de prévention. Depuis dix ans, tous les ministres en charge de la santé, confiant, quand ils ne le déclaraient pas publiquement, leur souci d'avancer au plus vite dans ce domaine qui se heurte à deux verrous législatifs.

Il s'agit d'abord de l'article 378 du code pénal sur le secret médical, qui interdit aujourd'hui aux médecins de communiquer des informations nominatives aux organismes de recherche. Il s'agit ensuite de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978

généalogique, représentée dans son ensemble et déployée sur un mur, couvrent plusieurs dizaines de mètres, raconte M. Chaventré. L'ensemble de ces données a été mis sur ordinateur. Il faut noter que, sur l'ensemble de cet arbre, figurent de nombreux sujets n'ayant pas subi de contrôle ophtalmologique, d'étude de la glycémie, ou d'examen psychiatrique, d'où une perte relative d'informations.

Par ailleurs, un travail de biologie moléculaire est en cours (docteur Claude Serre, laboratoire de génétique moléculaire du Centre régional de transfusion sanguine de Brét), à partir de nombreux prélèvements biologiques effectués dans les familles concernées.

**JEAN-VVES NAU**  
Lire la suite page 18

### Secret partagé

Peut-on, sans danger, autoriser des médecins à échanger des données biologiques, normales ou pathologiques, concernant des personnes qui ne sont pas stricto sensu leurs « patients », inscrits dans ce « colloque singulier », qui, pendant des siècles, a été la clé de voûte de la pratique médicale et de sa déontologie ? L'épidémiologie, avec le puissant soutien de la technique informatique, parviendra-t-elle à faire évoluer en cette fin de siècle le vieux concept de secret médical et, sans trahir la confiance du malade, à faire émerger celui de « secret partagé » ? La connaissance commune de l'individu venant servir l'intérêt de la santé publique ?

Après celle des registres du cancer, l'affaire du glaucome héréditaire familial juvénile vient brutalement soulever un problème dont le pouvoir politique, par insouciance plus que par véritable calcul, a longtemps cru être en mesure de faire l'économie.

Il y a quelques années déjà, les cancérologues avaient en effet tenté, en vain, de monopoliser l'attention. Laissez-nous, disaient-ils en substance, établir des registres informatisés qui nous permettront, à partir d'une nouvelle cartographie épidémiologique, de mieux cerner les facteurs de risques et, partant, de développer une véritable politique de prévention. Depuis dix ans, tous les ministres en charge de la santé, confiant, quand ils ne le déclaraient pas publiquement, leur souci d'avancer au plus vite dans ce domaine qui se heurte à deux verrous législatifs.

Il s'agit d'abord de l'article 378 du code pénal sur le secret médical, qui interdit aujourd'hui aux médecins de communiquer des informations nominatives aux organismes de recherche. Il s'agit ensuite de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978

**SOURDS ET MALENTENDANTS**  
LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE organise, les lundi 8 et mardi 9 avril 1991 (service acoustique), deux journées réservées aux sourds et malentendants. Vous pourrez, gratuitement :  
- faire contrôler votre audition ;  
- faire réviser vos appareils auditifs ;  
- essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.  
**PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75.**  
**M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE**  
29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

### Le jour où la Lune échappa à l'URSS

Conflits personnels et manque de moyens : un pionnier de l'espace soviétique révèle comment, en 1969, son pays a perdu la course à la Lune

LE 21 juillet 1969, un homme foula pour la première fois le sol de la Lune. Il s'appelait Neil Armstrong, c'était un Américain. Un coup dur pour les Soviétiques, pourtant partis en 1957 dans la compétition spatiale en Terre, puis en avril 1961, avec le vol de Youri Gagarine, premier homme à s'arracher à l'attraction terrestre. Prés d'un quart de siècle plus tard, perestroïka aidant, les Soviétiques révélaient peu à peu les carences étonnantes qui sont à l'origine de cet échec.

Quelqu'un ait été les erreurs et les hésitations de nos responsables, « nous n'étions pas en mesure de le faire », reconnaît aujourd'hui, avec une franchise étonnante, M. Vassily Michine, l'un des plus proches collaborateurs de Sergueï Korolev, le grand homme de l'espace soviétique, considéré comme l'équivalent pour l'URSS de Werner von Braun pour les Etats-Unis.

Certes, l'URSS « ne disposait ni du même potentiel scientifique-technique et industriel que les Américains », ni de moyens financiers aussi importants. Mais, de plus, « nous avons fait le plus grand effort de la part de la présidence estimée le défi lancé par le président Kennedy en 1961 de voir les Américains passer les premiers, le pied sur la Lune », souligne M. Michine dans un article intitulé « Pourquoi nous ne sommes pas allés sur la Lune », et publié dans le dernier numéro de la revue soviétique spécialisée Cosmonautique et Astronautique.

**Une perte de temps et d'argent**  
Et M. Michine de regretter l'abandon du programme lunaire N1-L3M (N1 pour le lanceur et L3M pour le vaisseau) lorsqu'il s'avéra que les Américains allaient ou avaient déjà gagné leur pari. Ce programme particulièrement ambitieux prévoyait le décollage de trois cosmonautes sur la Lune, pour un séjour allant de quatorze à trente jours. « Il aurait été possible de réaliser ce programme pour les années 80-90 » et ce fut « une grosse erreur » que de ne pas l'avoir fait, affirme-t-il. « Tout ce qui fut dépensé pour la mise au point du lanceur N1 l'a été pour rien. Et pourtant, encore aujourd'hui, il aurait gardé tout son intérêt en raison de ses caractéristiques très originales, ajoute M. Michine. Il aurait pu servir, notamment, au développement de la navette spatiale, ce qui aurait permis des économies de temps et d'argent. » Pour lui, en effet, l'URSS dépense « de façon irresponsable » des sommes

considérables « pour le système Energia-Bourane dont l'utilité est douteuse... »

Pour la première fois, les caractéristiques et la silhouette générale du lanceur N1 sont décrites dans une publication soviétique. Ce « rival » de la fusée géante Saturne-V, qui a propulsé les Américains sur la Lune, comprendrait trois étages, plus un quatrième permettant l'injection sur la trajectoire lunaire, qui faisait partie, dans le vocabulaire soviétique, du « complexe lunaire » L-3.

Le premier étage comportait vingt-quatre moteurs périphériques, répartis autour de six autres moteurs centraux, développant chacun une poussée nominale unitaire de 154 tonnes par seconde au niveau de la mer. L'ensemble fournissait donc une poussée au décollage de 4 620 tonnes par seconde, supérieure de quelques 1 500 tonnes à celle de Saturne-V. Le deuxième étage disposait de huit moteurs d'une poussée unitaire de 179 tonnes/seconde dans le vide, et le troisième étage, quatre moteurs de 41 tonnes de poussée chacun.

**Un monstre de 2 700 tonnes**  
Mais la réalité de ces étonnantes performances n'a jamais pu être vérifiée, faute d'essais suffisants pour les différents étages et pour le lanceur au complet, qui n'a jamais volé. De plus, tous les moteurs de la fusée N1 brûlaient un mélange de kérosène et d'oxygène, alors que le troisième étage du lanceur lunaire américain était équipé d'un moteur cryogénique à hydrogène et oxygène liquides de 115 tonnes de poussée. Une techni-

que qui, encore aujourd'hui, représente ce qui se fait de plus sophistiqué en matière de propulsion.

Le projet-papier du lanceur N1 fut entièrement défini par Sergueï Korolev à la fin de 1964, mais il ne sera approuvé officiellement que trois ans plus tard. Avec un certain nombre d'améliorations des performances. La masse au départ passait de 2 200 à 2 700 tonnes, avec une charge utile portée de 75 à 92, voire 95 tonnes. Quant au « complexe lunaire » L-3, outre le quatrième étage qui se détachait une fois l'insertion sur trajectoire lunaire réalisée, il était composé du vaisseau orbital lunaire LOK, module de descente sur la Lune LK, auxquels s'ajoutait le bloc moteur D.

Un rôle vital revenait à ce dernier. Il devait, en effet, servir à des corrections de trajectoire sur le parcours Terre-Lune, à l'insertion sur orbite lunaire et au décrochage du module lunaire vers sa trajectoire de descente sur la Lune. Il ne s'en séparait que lorsque ce module ne se trouvait plus qu'à 1 000 mètres du sol lunaire. Le freinage, l'atterrissage en douceur et le décollage de la partie supérieure du LK se faisaient comme pour Apollo, ainsi que le rendez-vous final en orbite lunaire avant le retour vers la Terre.

Seul ce programme N1-L-3, un seul cosmonaute soviétique aurait foulé le sol de la Lune en y restant quatre heures au maximum, pendant qu'un autre l'attendait en orbite lunaire. Particulièrement très curieuse, la navette lunaire allant sur la Lune devait effectuer des sorties dans l'espace pour passer du LOK dans le module lunaire et vice versa.

**SERGE BERG**  
Lire la suite page 19

سكراين الاصل



## SCIENCES • MÉDECINE

## Les limites des vitamines

Une enquête dans le Val-de-Marne révèle des apports faibles en vitamines et en minéraux sans que l'on mesure leur impact sur la santé

En trente ans, notre alimentation est devenue moins abondante en quantités, mais plus riche en sucres et en graisses, qui n'ont d'autre valeur qu'énergétique. Ce bouleversement de nos habitudes alimentaires a-t-il des conséquences sur notre santé et entraîne-t-il un risque de déficit en minéraux et en vitamines? C'est à ces questions qu'a tenté de répondre une étude réalisée par l'Institut scientifique et technique de l'alimentation (ISTA), avec le concours de l'INSERM, en analysant les habitudes nutritionnelles d'un échantillon de la population du Val-de-Marne.

L'enquête, financée par l'INSERM et des partenaires industriels (1), a porté sur 577 ménages tirés au sort, soit 1 018 personnes, réparties dans douze communes, sur quarante-sept, du département du Val-de-Marne. Les personnes ont fait l'objet d'entretiens pour mesurer leur consommation

alimentaire et subi des examens biologiques, destinés à évaluer leur «statut minéral et vitaminique».

Les apports alimentaires en minéraux et en vitamines, d'abord, révèlent qu'une part non négligeable de la population étudiée est en dessous des recommandations (2) pour certains nutriments : c'est le cas notamment des vitamines B1, B6, C, A et E, du fer, du zinc, du cuivre et du magnésium. Il ne s'agit pas de carences, mais de valeurs basses, dont on ignore si elles présentent un risque quelconque. On ne peut donc pas déduire que ces personnes manquent de ces éléments.

## A la frontière de la carence

«Toutefois, certains groupes présentent plus de risques de ne pas couvrir leurs besoins», remarquent les auteurs de l'étude. Et de citer les femmes en

âge de procréer (pour le fer, zinc, cuivre, vitamines B1, B6, C, A et E), les enfants (pour le fer, zinc, cuivre, vitamines A et E), les sujets âgés (zinc, cuivre, vitamines B1, B6, A et E), ainsi que les adultes jeunes de sexe masculin (vitamines B1, B6, A et E).

Les données biologiques, ensuite, confirment que, s'il n'existe pas de carences franches, des fractions non négligeables de population présentent des taux biologiques bas. Pour la vitamine B6, le risque de déficit est plus élevé chez les femmes que chez les hommes, surtout dans la tranche d'âge 18-30 ans. Les femmes présentent un risque de déficit en vitamine B2 jusqu'à 65 ans, tandis que les hommes ont plus de risques, notamment chez les plus de 65 ans, de manquer de vitamine C. Peu de sujets se retrouvent avec un taux de vitamine A correspondant à un risque de déficit.

En ce qui concerne les minéraux, on n'a pu mettre en évidence des déficits que pour le fer. Ainsi, entre 6 mois et 2 ans, 29,2 % des enfants présentent des déficiences; 14 % de 2 à 6 ans; 15 % des adolescents et 10 % des femmes en âge de procréer.

## Une dramatisation inutile ?

Que déduire de tous ces risques de déficiences? «Nous manquons d'éléments de certitude, concernant les conséquences des déficits modérés de vitamines et de minéraux sur la santé, pour recommander une supplémentation (ou apport supplémentaire) par voie médicamenteuse, ou même un enrichissement des aliments courants», note le docteur Serge Herberg, chercheur INSERM à l'ISTA et coordinateur de l'étude. Seul un faisceau d'arguments nous permet de recom-

mander systématiquement un apport supplémentaire en fer aux femmes enceintes.

Aujourd'hui, rien ne permet d'affirmer qu'il est néfaste d'avoir des taux de vitamines ou de minéraux en dessous des valeurs recommandées et il n'existe pas de critères cliniques et biologiques totalement satisfaisants pour définir la «subcarence» vitaminique. «Alors qu'une carence en vitamine provoque une maladie, comme le scorbut pour la vitamine C, une subcarence, qui se traduit par des indicateurs biologiques bas, ne donne pas lieu à l'apparition de signes cliniques particuliers», note le professeur Bernard Guy-Grand (spécialiste de nutrition à l'Hôtel-Dieu, Paris).

Toutefois, signalent les auteurs de l'étude, des arguments de présomption laissent à penser que des apports faibles en vitamines ou en minéraux pourraient avoir des conséquences sur la santé. «On dispose d'études épidémiologiques qui impliquent certains minéraux et vitamines comme facteurs de risque dans différentes pathologies, comme la consommation de bêta-carotène et les risques de cancer, la vitamine E et les maladies cardiovasculaires», remarque le docteur Herberg. On a établi l'existence d'un lien, ce qui ne permet pas d'affirmer la responsabilité de ces substances. Or, nous avons besoin d'établir cette causalité pour définir des mesures de prévention au niveau de la population comme la supplémentation éventuelle en vitamines.

En présentant, en parallèle, son étude et des données épidémiologiques qui se limitent à de simples présomptions, l'équipe du docteur Serge

Herberg ne risque-t-elle pas de provoquer une dramatisation inutile? «Si l'on compare des pays, pour lesquels la supplémentation est massive, comme les États-Unis, à la France, où elle est très faible, on ne note pas de différences de pathologies au détriment de la France», signale le professeur Marian Apfelbaum, nutritionniste à l'hôpital Bichat. Les accidents coronariens et les obésités compliquées sont plus fréquents aux États-Unis. Il n'existe pas d'écart majeur dans la prévalence des cancers entre les deux pays. Et, d'une manière générale, l'espérance de vie est légèrement supérieure en France.

Aujourd'hui, l'équipe de l'INSERM prévoit de lancer une autre étude destinée à évaluer l'effet d'un apport en minéraux et en vitamines sur la fréquence de certaines pathologies (maladies cardio-vasculaires, cancers, troubles de l'immunité...). Une enquête portant sur 15 000 personnes viserait à «supplémenter» en bêta-carotène, vitamine E, zinc et sélénium une partie de cette population, et à comparer l'effet éventuel de cet apport supplémentaire sur la santé par rapport à un groupe témoin. Seuls ces travaux, qui engageraient des fonds considérables, pourraient fournir des éléments de certitude.

MARTINE LARONCHE

## POINT DE VUE

## Plaidoyer pour l'évaluation médicale

par le professeur Dominique Jolly

La société souhaite-t-elle vraiment connaître avec plus de précision l'impact de la médecine sur l'état de santé des individus? Souhaitait-elle réellement avoir une connaissance exacte des incertitudes et des erreurs des médecins dont elle attend la sauvegarde de la vie et le recul de la mort? En médecine, l'enjeu essentiel de l'évaluation est de permettre à la collectivité une estimation de la qualité de son système de soins. C'est, à plus long terme, accepter que des comparaisons de performances soient connues en dehors du cercle des initiés. Mais il faut que cette évaluation soit faite par les médecins eux-mêmes.

On dit avec raison que l'évaluation des actes médicaux est une nécessité, qu'il est normal de savoir, dans la mesure où c'est techniquement possible, si tout est mis en œuvre pour améliorer la qualité des soins, au rythme de l'incessant progrès médical et qu'il est normal de rechercher, à un moment précis, les éventuels écarts entre les soins donnés à la population et ceux que la science permet de produire. Or il existe actuellement un abîme entre le discours sur la nécessité de l'évaluation en médecine et la réalité de cette évaluation qui reste peu développée, demeurant l'apanage de quelques services et de quelques spécialités généralement de pointe.

Le médecin dispose aujourd'hui d'un éventail considérable d'examen parmi lesquels il doit essayer de faire un tri pour diminuer le champ de l'incertitude et appréhender rapidement un meilleur diagnostic. Souvent, pour se rassurer, il va demander de nombreux examens, ce qui pèse également au malade et risque de ne pas déplaire au juge si un problème médico-légal survient. Examen et traitement coûtent de plus en plus cher, et le coût des dépenses de santé ne cesse d'augmenter, beaucoup plus rapidement que la production de l'économie nationale.

L'enjeu le plus souvent cité de l'évaluation médicale est donc de permettre une maîtrise des dépenses de santé en utilisant les ressources au mieux et en évitant les gaspillages. Dans ce cadre, l'évaluation devient alors le contrôle de l'activité médicale, non pas pour en connaître la qualité, mais pour éviter des débordements financiers qui finissent par mettre en péril l'économie du pays tant les augmentations permanentes des cotisations sociales basées sur les salaires affectent employeurs et employés, prix et compétitivité. La pratique médicale se trouve donc ainsi confrontée à une contrainte externe (la politique de maîtrise des dépenses de santé) et à une difficulté interne : l'infatigable des connaissances médicales. La mission essentielle des actions d'évaluation est d'aider les médecins praticiens à affronter ces deux obstacles dans l'intérêt de la collectivité et du patient.

La France a la réputation d'avoir une médecine de qualité, qu'elle soit publique ou privée, jugée sur des indicateurs globaux comme le taux de mortalité, de morbidité ou l'espérance de vie. Mais si l'on regarde de plus près cette organisation de la

médecine, on s'aperçoit qu'il existe des différences très grandes dans la manière de traiter une même maladie d'un hôpital à l'autre ou d'un service à l'autre ; le taux d'infections post-opératoires, le taux de césariennes, le nombre d'examen radiologiques demandés, par exemple, peuvent varier considérablement d'un point à l'autre du système de production de soins, sans que les simples divergences concernant les maladies puissent être actuellement une réponse suffisante pour expliquer ces écarts.

Les premières approches réelles de l'évaluation des soins en France datent des années 70, avec les travaux sur la rationalisation des choix budgétaires et les premiers séminaires organisés par ceux d'entre nous qui ont été aux États-Unis s'informer sur les mécanismes mis en place outre-Atlantique. Au début des années 80, la maîtrise des dépenses de santé devient un impératif et l'économie de la santé est reconnue comme une discipline majeure qui tient ses lettres de noblesse de méthodes issues de l'analyse économique. C'est dans ce contexte de limitation des dépenses que beaucoup d'entre nous ont essayé de développer le thème de la nécessaire évaluation des soins ; elle sera malheureusement présentée comme la nécessité d'éviter des gaspillages, de maîtriser les dépenses et non celle de s'assurer que la meilleure qualité des soins possible est donnée.

## L'enjeu des gestionnaires

Depuis 1982 fonctionne avec succès pour l'ensemble des hôpitaux de Paris une évaluation médicale et économique des technologies nouvelles avant tout achat ou diffusion de ces techniques.

Toute différente est l'évaluation de la qualité des soins en pratique quotidienne : il est difficile de rendre volontaire l'acte consistant à vérifier l'état de la science médicale ; cela suppose une remise en cause permanente et harassante.

Pour les médecins de ville, l'évaluation des soins est liée à une formation continue reconnue comme indispensable. Seul un petit nombre de médecins hospitaliers jugent que cette évaluation est nécessaire et fluctuante mais qu'elle doit être faite par eux-mêmes, souhaitant, en professionnalisme, prouver la qualité des prestations fournies par leur équipe. Les biologistes ont depuis longtemps mis au point des contrôles de qualité dans les laboratoires. Biologistes et spécialistes de l'imagerie souhaitent que la prescription d'examen complémentaires soit plus rationnelle de la part des cliniciens.

Les infirmières ont adhéré très vite à l'idée qu'il fallait évaluer la qualité des soins infirmiers. C'est un moyen de faire connaître enfin leur véritable statut social et professionnel, car évaluer la qualité des soins infirmiers c'est faire reconnaître par le corps social et les médecins l'existence spécifique de ces soins. Les financiers, et en particulier les systèmes d'assurance maladie en France, auraient dû souhaiter depuis longtemps la mise en place de programmes d'évaluation des soins, or

les TSAP (tableaux statistiques de l'activité des praticiens) ne sont qu'une évaluation quantitative des soins en médecine de ville et en tant qu'indicateurs, quant aux «coups traversés» dans les hôpitaux, elles ne peuvent guère que constater des inadéquations entre la structure de soins et celle qui serait souhaitable pour le malade.

Les gestionnaires hospitaliers, eux, ne font pas grand-chose pour développer l'évaluation des soins. Ils ont sur ce point bien des excuses puisqu'ils risquent en effet de voir leur budget amputé, l'année suivante, si on réalise le nombre de prescriptions abusives et d'hospitalisations inutiles ou trop longues. Ils risquent aussi d'avoir à lutter contre le corps médical qui s'oppose à toute démarche d'évaluation, de constater la carence en équipements performants, en hôpitaux de jour bien organisés et en personnel de tout secteur. Enfin, ils seront inévitablement confrontés à des demandes de personnel, de matériel informatique, qui sont effectivement souvent nécessaires pour mettre au point des programmes d'évaluation, en plus du travail habituel des soins.

Ce qui intéresse le gestionnaire hospitalier, dans l'évaluation de la qualité des soins c'est l'aspect «clientèle», la réputation de son établissement dans une situation de concurrence.

Pour les industriels, qu'il s'agisse de l'industrie des biotechnologies ou de l'industrie du médicament, l'enjeu est depuis longtemps celui du marché. Ils savent bien que le contrôle de qualité de leur production est indispensable, compte tenu de la concurrence internationale.

Pour les consommateurs, l'enjeu de l'évaluation est considérable. Le consommateur, le client, le patient sont concernés par la démarche d'évaluation des soins qui englobe, comme on l'a déjà dit, non seulement l'efficacité technique médicale, le risque de complications, la sécurité d'un examen diagnostique ou d'un traitement, mais aussi la qualité de l'information sur l'accessibilité des soins, son diagnostic, son pronostic, la qualité de sa vie ou de sa survie, bref, tout ce que les Américains appellent «patient satisfaction».

Le mécanisme de tiers payant, remboursant presque intégralement le consommateur de soins, n'a en rien incité celui-ci à s'interroger sur les prescriptions qui lui sont faites. À partir du moment où la part des ménages dans les dépenses de santé augmente, nous risquons de voir les consommateurs redevenir payeurs s'éveiller et demander, ainsi que les responsables des assurances complémentaires et des mutuelles, plus d'explications sur l'utilité des sommes par eux dépensées pour leur santé.

Pour les hommes politiques enfin, il y a loin du discours à l'acte. L'évaluation des soins, bien que souhaitée depuis longtemps dans les rapports des commissions pour la préparation du VII<sup>e</sup> Plan, du IX<sup>e</sup> Plan, du X<sup>e</sup> Plan, ne s'est guère développée pour autant. L'évaluation est à la mode, celle des universités a été créée par le président de la République lui-même, celle des politiques publiques

est un sujet de débat fréquent. M<sup>me</sup> Michèle Barzach décida de créer, en 1987, une Commission nationale d'évaluation en médecine, qui demanda la constitution auprès d'elle d'un groupe d'experts en méthodologie. Cette idée fut reprise en 1989 par M. Claude Evin sous la forme d'une Agence nationale pour le développement et de l'évaluation en médecine, l'ANDEM.

Différentes logiques, différentes pouvoirs se heurtent et s'entrecroisent, faisant de l'évaluation en médecine un sujet de débat et de controverse. En pratique, l'évaluation médicale est du ressort des médecins eux-mêmes. Différents de l'évaluation économique, elle ne saurait être issue du jugement de personnes étrangères à la maîtrise. L'enjeu, pour la médecine française, c'est de parvenir à une évaluation médicale qualitative mesurant la pertinence, l'efficacité et l'utilité des soins délivrés aux malades ainsi que leur conformité avec les critères d'excellence couramment admis par la profession.

► Le docteur Dominique Jolly est professeur des universités, praticien hospitalier et ancien membre de la Commission nationale pour l'évaluation en médecine.

## Le Distilbène en procès

Plus de vingt ans après la découverte de cas de cancers chez de très jeunes filles dont les mères avaient reçu une hormone de synthèse, le diéthylstilboestrol (DES), une victime entreprend, pour la première fois en France, une action en justice contre le laboratoire UCB qui commercialisait ce produit sous la marque Distilbène.

La jeune femme de vingt-trois ans, qui a dû subir une ablation de l'utérus à la suite d'un cancer, veut, par cette procédure civile engagée auprès du tribunal de Nanterre, sortir de l'ombre une affaire dont la liste des victimes est loin d'être close. Les épidémiologistes estiment à 80 000 le nombre de fœtus de sexe féminin qui avaient été exposés, en France, pendant la grossesse de leur mère, à cette molécule qu'on croyait efficace contre les fausses couches.

Synthétisé aux États-Unis en 1938, le diéthylstilboestrol (DES) a été commercialisé en France en 1948 et vendu sous différents noms, dont le Distilbène et le Stibocestrol-Borne. Il était censé consolider la grossesse, bien que, dès 1953, une étude américaine, effectuée sur plus de mille six cents femmes, avait démontré son inefficacité. Alors que les premiers cancers différents sont apparus, il a été décrit aux États-Unis en 1971, il fallut attendre 1976 pour que

l'indication contre les «avortements spontanés à répétition» disparaisse du dictionnaire Vidal, 1977 pour que la contre-indication chez la femme enceinte y soit mentionnée. Depuis, le Distilbène est réservé au traitement des cancers de la prostate.

Nées entre 1950 et 1977, les «filles du Distilbène» présenteraient un risque de cancer de l'ordre de un pour mille. Entre 1972 et 1988, une vingtaine de cas ont été décrits en France chez des patientes de sept à vingt-deux ans. Selon une enquête du collège national des gynécologues et obstétriciens français, qui a analysé en 1984 cent dix grossesses survenues chez cinquante-sept patientes exposées au DES, d'autres anomalies se révélèrent beaucoup plus fréquentes : grossesses extra-utérines (15 %), fausses couches du premier et du deuxième trimestre (42 %). Des anomalies de l'appareil génital et une stérilité plus fréquente que chez les femmes.

En rappelant les risques du Distilbène, le procès intenté par Véronique devrait permettre d'alerter les victimes, afin qu'elles puissent bénéficier d'un suivi médical indispensable. Et cette procédure civile, si elle aboutit, pourrait en susciter beaucoup d'autres.

M. L.

Suite de la page 17

Il s'agit de tenter de localiser le ou les gènes impliqués dans cette pathologie. L'analyse des mutations de ce fragment du patrimoine héréditaire pourrait en effet permettre la mise au point d'un test de dépistage anté ou post-natal, ainsi que la recherche d'agents pharmacologiques susceptibles de modifier le produit du gène anormal et donc de traiter véritablement cette affection. Une telle recherche pourrait enfin éclairer d'un jour nouveau les bases biologiques de la psychose maniaco-dépressive.

Dans l'attente de ces futurs résultats, il reste à savoir quelle utilisation pourra éventuellement être faite du fichier informatisé de l'INED. Les auteurs de cette recherche souhaitent en toute logique pouvoir avertir les trente mille personnes identifiées du risque qui est le leur. «C'est

d'autant plus nécessaire, souligne le docteur Françoise Valtot, du Centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts, que le glaucome est une affection qui survient sur un mode très insidieux. Le malade, souvent jeune, ne prend nullement conscience dans les premières années d'un assourdissement de sa vision. Or, c'est à cette période qu'un traitement efficace médicamenteux ou chirurgical peut lui être proposé. Et lorsque son acuité visuelle est atteinte, c'est qu'une proportion très élevée de fibres optiques sont irréversiblement détruites. Il est alors trop tard. On sous-estime de beaucoup la fréquence de cette affection très handicapante, responsable aujourd'hui en France de très nombreux cas de cécité acquise.»

## Situation abusive

Toute la difficulté tient au cadre législatif actuel, sur le secret médical et l'usage de l'informatique, qui, dans les faits, interdit d'avertir les personnes à risques (voir encadré page 17). «Nous sommes dans une situation totalement abusive», s'indigne M. Chaventré. Je connais le nom des personnes, souvent jeunes, qui risquent demain de devenir aveugles, et la Commission nationale informatique et libertés m'explique que je ne peux les alerter.

Mais peut-on et de quelle manière délivrer des informations génétiques et médicales à des personnes qui n'en ont jamais manifesté le souhait? Pour sa part, M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, souhaite que l'on puisse rapidement progresser sur cette difficile question. «Les progrès techniques qui influent sur la réflexion bioéthique ne se limitent pas aux progrès dans le domaine biologique. L'utilisation de l'informatique qui, à bien des égards, permet des avancées spectaculaires en matière de santé, peut être ressentie comme une menace», déclarait-il il y a quelques jours lors de l'ouverture du congrès international d'éthique, organisé par le Conseil national de l'ordre des médecins (le Monde daté 10-11 mars).

«Les techniques d'études des génomes en France permettent d'identifier des milliers de personnes à risques pour certaines maladies que l'on peut parfaitement prévenir, ajoutait-il en évoquant le remarquable travail sur le gène de l'amaurose, fait-il s'interdire de conduire à bien leur identification pour la seule raison qu'il faut pour cela utiliser des fichiers informatisés, nécessairement nominatifs? Il me semble que s'interdire cela sans examen approfondi, serait haut et main absurde si l'objectif que l'on poursuit est bien l'intérêt des individus.»

JEAN-YVES NAU



SCIENCES • MEDECINE

# La recherche à l'aide de la culture

Le développement de la recherche au ministère de la culture a entraîné de nombreuses innovations technologiques au service du grand public comme des spécialistes

TROIS salons aux lambris dorés du ministère de la culture étaient «meublés», le 26 mars, de toute une série de matériels bourrés d'électronique : le ministre, M. Jack Lang, présentait en effet quelques-unes des toutes nouvelles technologies — élaborées par des organismes publics aussi bien que par des entreprises privées — destinées à faciliter le travail des spécialistes et l'information des «amateurs» ou du grand public dans les domaines

extrêmement divers qui relèvent du ministère de la culture (archives et musique, musées et patrimoine peint, sculpté ou monumental, photographie et support-papier, découverte, conservation et présentation, etc.).

Dans une déclaration liminaire, M. Lang a souligné que son ministère a énormément développé la recherche depuis dix ans : 191 millions de francs en 1991, contre 47,75 millions de francs en 1980; 309 emplois d'ingénieurs et de techniciens en 1991 (dont le plus grand nombre travaille

en province, d'ailleurs), contre 177 en 1980. En outre, un conseil ministériel de la recherche vient d'être institué pour mieux programmer, coordonner, évaluer et valoriser l'ensemble de la politique de recherche du ministère de la culture. Sont aussi créés plusieurs conseils scientifiques pour chaque grand domaine et chaque laboratoire important relevant du ministère de la culture.

Un certain nombre des innovations technologiques exposées le 26 mars au ministère de la culture sont des

banques de données. Ainsi, depuis six mois, il est possible de demander et de réserver des documents au Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN). Il suffit de taper 3616 CARAN sur son Minitel.

Lorsqu'on sait que, l'année dernière, le CARAN a reçu 8 222 personnes et communiqué 139 384 documents, on imagine le temps que font gagner de telles réservations. De même, le catalogue électronique des œuvres d'art des musées qui comprend les fiches documentaires de près de

110 000 dessins, peintures, sculptures et estampes réalisés du troisième siècle à nos jours et conservés dans les soixante-deux musées français — la plus importante documentation automatisée concernant l'histoire de l'art au monde — fera économiser un temps considérable.

Ce catalogue électronique s'ajoute aux bases de données informatisées de l'inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France qui existent depuis 1979 pour l'architecture, et depuis 1990 pour les objets mobiliers. Il sera complété à terme par une banque d'images, Vidéomuséum, qui permettra de visualiser en temps réel 50 000 documents iconographiques des collections d'art moderne et contemporain de divers musées français.

## Un patrimoine immatériel

Il y a, en effet, des banques de données pour lesquelles les répertoires classiques — sont complétés par des images reconstituées par données numériques ou sur vidéodisques. Sont ainsi résolus les problèmes liés à la fragilité, au nombre et à la dispersion des objets (faisant partie des collections nationales), toutes caractéristiques qui ne facilitent pas le travail des spécialistes.

Quel aurait été le programme spatial soviétique, si Sergueï Korolev n'était pas mort en pleine action ? Probablement guère différent, estime son ancien collaborateur. «Même lui n'aurait sans doute pas pu s'opposer à ce cours des choses.» Il lui aurait été difficile de travailler sans avoir le soutien des responsabilités politiques du secteur des fusées et des techniques spatiales, qui menaient «une politique incompréhensible», dans ce domaine. «Nous aurions peut-être, tout au plus, pu effectuer une mission sur la Lune. Mais, conclut M. Michine, malheureusement pas dans les délais qui nous auraient permis de garder notre prestige face aux Etats-Unis.»

SERGE BERG

## Le jour où la Lune échappa à l'URSS

Suite de la page 17

Korolev et ses collaborateurs étaient conscients que le programme lunaire américain était meilleur, écrit M. Michine. Mais la situation était telle qu'ils étaient limités par le temps, l'argent et les capacités industrielles. «De plus, malheureusement, deux programmes différents étaient menés en même temps, indépendamment l'un de l'autre. Le premier ne prévoyait qu'un simple survol de la Lune par deux cosmonautes, le second, un débarquement.

stations orbitales de longue durée, dérivées du module de base Almaz,



On a marché sur la Lune et le premier piéton a planté le drapeau américain.

## Quatre échecs cuisants

Le programme-survol reposait sur le lanceur YR500K qui sera connu par la suite sous le nom de Proton, une fusée toujours utilisée aujourd'hui par les Soviétiques pour lancer des charges lourdes. Un étage d'appoint était prévu dans ce projet, développé par le bureau d'études de V. Tchoumoukine. Quant au vaisseau de transport des deux cosmonautes, il était dérivé d'une variante non pilotée du vaisseau Soyuz, qui fut utilisé sous le nom de Zond pour des vols autour de la Lune. Quatre de ces Zond, sondes, assurées de 5 à 8, contourneront la Lune, entre septembre 1968 et octobre 1970, avant de revenir sur la Terre.

Dans la mesure où les Américains en étaient déjà à leurs missions sur la Lune, ce programme fut arrêté à l'initiative des autorités supérieures soviétiques. Par la même occasion, indique M. Michine, il fut décidé de porter les efforts sur le développement de

La vie de l'entreprise, c'est comme la vie de tous les jours, elle gagne beaucoup à être simplifiée.

Il y a assez de choses compliquées dans la vie sans vouloir en inventer. Comment préparer l'avenir de l'entreprise, très simplement, sans se tromper ? Patrons, salariés, tous reconnaissent le rôle de la formation professionnelle dans l'épanouissement de l'entreprise. AGEFOS PME

Malheureusement, tous ne savent pas combien cet investissement indispensable peut être facilement mis en œuvre. Le métier d'Agefos PME, faciliter la formation des PME, il suffit à une entreprise de nous en faire la demande et nous sommes là.

**NOTRE METIER : FACILITER LA FORMATION**  
Date limite de versement : 05/04/1991

**Le Monde**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 40-66-25-25. Télécopieur : (1) 40-66-25-99. Tél. : 206.808 F.

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-66-25-25. Télécopieur : (1) 40-60-30-10. Tél. : 281.311 F.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395-2037.

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-29-33.

**ABONNEMENTS**

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90.

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (voix normale y compris CEE avion)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde PUBLICITE**

Jacques Lesourne, président. Françoise Hugot, directeur général. Philippe Dupuis, directeur commercial.

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS. Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71. Tél. MONDIPUB 206 136 F. Tél. : 45-55-04-70. Société Biale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM.

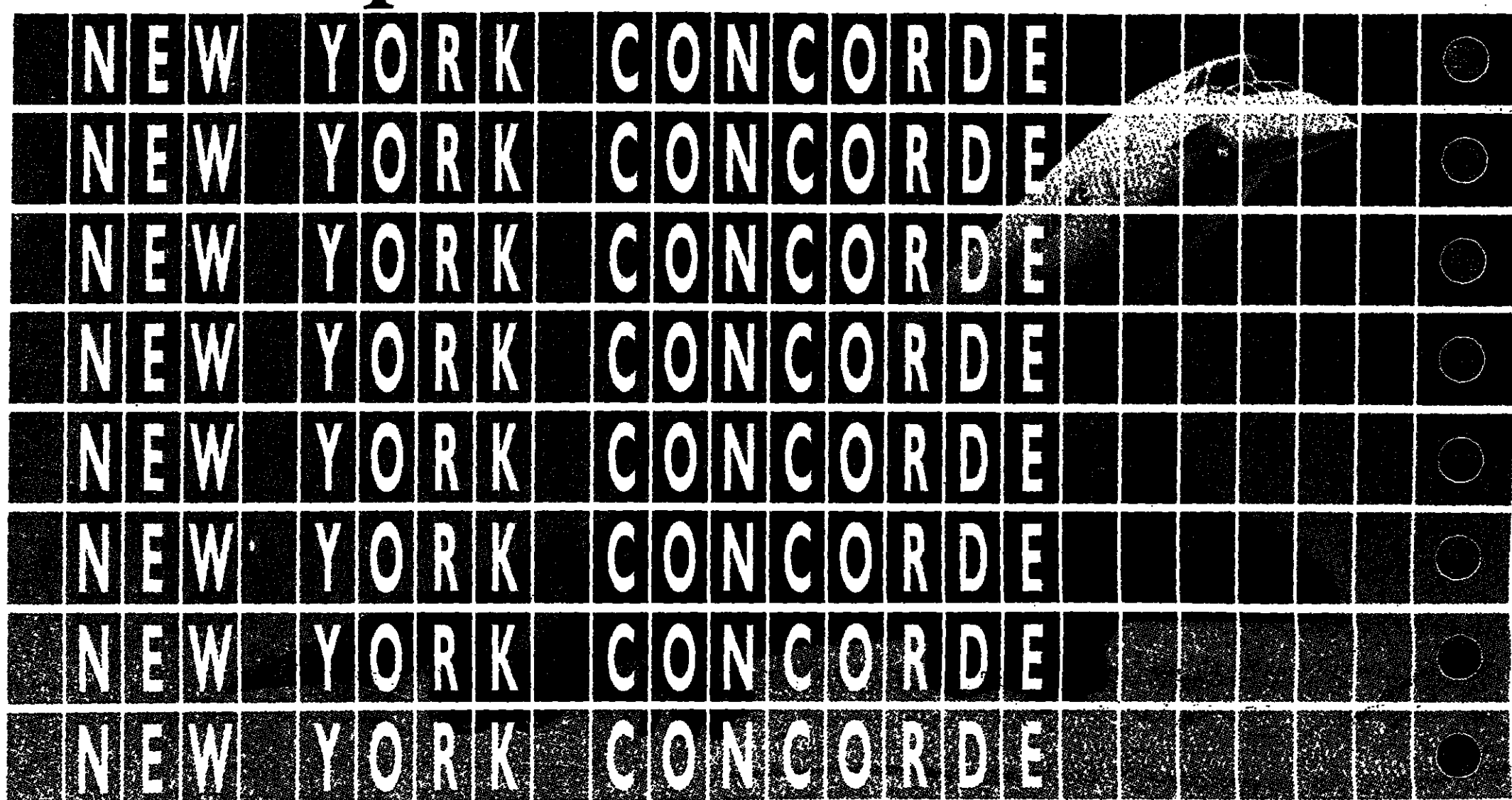
Informatique du Monde : 12, rue M. Guenbourg, 94852 IVRY CEDEX.

سكزاين الاصل

هكذا من الامل

20 Le Monde • Mercredi 3 avril 1991 •

# Pour gagner 100 Paris-New York en Concorde: Embarquement immédiat.



Air France a choisi le Concorde comme  
symbole de son efficacité.

Du 2 au 19 avril, Air France vous donne la  
possibilité de gagner des voyages à bord du plus  
bel avion du monde. Tous les passagers voyageant  
en Europe sur vol Air France participent

automatiquement à un tirage au sort. Celui-ci est  
également ouvert à tous ceux qui en feront la  
demande par un simple coup de fil au Numéro  
Vert : 05.124.124. L'appel est gratuit. Les gagnants  
pourront choisir leurs dates de voyage à l'aller  
comme au retour\*.



**AIR FRANCE**

*C'est le moment !*

HDM

Plages horaires d'appel du Numéro Vert : 09 h 00 - 12 h 00 et 14 h 00 - 18 h 00 du lundi au vendredi. Extrait du règlement : - Air France Délégation Générale France organise un tirage au sort. - Les 100 personnes tirées au sort gagneront un voyage aller-retour Paris-New York en Concorde. \* Ces personnes pourront bénéficier de cette offre du 01.05.91 au 31.08.91 et du 15.11.91 au 31.12.91 et ce, dans la limite des places disponibles au moment de la réservation. - La participation au grand tirage est gratuite et n'est liée à aucune obligation d'achat. - Les gagnants seront avertis personnellement par téléphone dans la mesure où ils sont joignables. La liste des gagnants sera ensuite disponible dans les agences Air France jusqu'à la fin du mois de mai. Si passé ce délai, les personnes ne se sont pas manifestées, les suppléants seront déclarés gagnants. - La compagnie Air France ne pourra être rendue responsable si l'opération devait être prolongée, écourtée, modifiée ou annulée et ce, si des circonstances imprévues ou exceptionnelles l'exigeaient. - Le règlement complet est déposé chez Maître CABOUR, Huissier de Justice, et sera envoyé gratuitement, ainsi que la liste des gagnants sur simple demande adressée à : AIR FRANCE "Opération Concorde" FCEJS, 119, avenue des Champs-Élysées, 75384 Paris Cedex 08, France.

RETOUR

Voie les retiers de  
a tous les les  
du Gase Framaton



Rubrique Economie : pages 41 à 45

Le Monde

SECTION B

# INITIATIVES

EMPLOI

## RECRUTEMENT DES CADRES : RETOUR AU RYTHME DE CROISIÈRE

La baisse de 1991  
n'a rien d'une catastrophe.  
L'offre se maintient  
à un niveau élevé.



(Publicité)

**Vivre les métiers de hautes technologies  
à travers toutes les activités  
du Groupe Framatome...**

**Découvrez dans Le Monde :**

- aujourd'hui, les métiers de conception
- le 09/4/91, les métiers de l'informatique
- le 16/4/91, les métiers d'intervention et de production



**GROUPE FRAMATOME**

Les technologies de l'essor.

مركز الأبحاث

## ECHOS

Un séminaire international  
de l'AIIESEC sur l'éthique

□ L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIIESEC) organise, du 9 au 12 avril, sur le site de l'ESSEC, à Cergy-Pontoise, un séminaire international sur le thème « A qui profite l'éthique ? » auquel participeront des étudiants, des praticiens d'entreprise et des experts. Le 9 avril auront notamment lieu des débats sur « L'entreprise et ses hommes », « Éthique et recrutement », « L'utilité sociale de l'entreprise ». Après deux journées de réflexion, en douze groupes de travail, un débat est organisé le vendredi 12 avril sur le thème « Les pirates de l'éthique : de l'utilisation de l'éthique à des fins de communication ». A l'issue du séminaire, un rapport final synthétisera les travaux sous forme de « Mode d'emploi de l'éthique » et sera notamment remis à l'ONU.

► Renseignements : Emmanuel Fagouo ou Hervé Renaudie, au (1) 47-58-12-15, ou Véronique Riquet, au 30-32-56-22.

Le Guide  
Université-Entreprise

□ Huit cent cinquante diplômes de troisième cycle passés au crible : c'est ce que l'on trouve dans le Guide Université-Entreprise, réalisé par la Lettre recrutement et formations, avec le Monde et Media-System, et visant à donner aux entreprises un panorama complet des formations universitaires à caractère professionnel (DEA, DESS, magistères, MIAGE, MISTC). Ces filières, qui se sont multipliées depuis quelques années, sont appréciées des entreprises, mais celles-ci ont du mal à se reconnaître dans cette profusion.

Les diplômes présentés sont répartis en secteurs (agroalimentaire, aménagement, banque-finances, chimie-énergie, matériaux, mécanique, santé, tourisme-transport) ou en fonctions (communication, gestion, informatique, ingénierie, international, juridique, production, ressources humaines). Pour chacun d'eux, sont précisés le nom et les coordonnées du responsable, la date de création de la formation, les effectifs d'étudiants et le nombre de diplômés, leur origine universitaire, la durée des formations et des stages, les entreprises partenaires, l'existence ou non de forums, d'associations ou d'annuaires, le nom et les thèmes de recherche des laboratoires, le budget et la part des contrats.

Dans une table ronde, des responsables des trois entreprises qui ont aidé à la réalisation de ce travail (EDFF-GDF, le Crédit lyonnais et Thomson) expliquent l'intérêt qu'ils portent à ces nouvelles filières et ce qu'ils en attendent. « Ce sont des formations de très bon niveau, dit notamment Serge Vandaele, directeur de recrutement du Crédit lyonnais, comparables à celles délivrées par les grandes écoles. De plus, je pense que les diplômés des universités sont plus mûrs, plus autonomes, plus ouverts ; ils sont souvent plus aptes à remplir des postes d'exploitation commerciale, en relation avec la clientèle, que les diplômés des grandes écoles, qui ont peut-être plus l'habitude d'être guidés. »

► Le Guide Université-Entreprise, 2889 Publications, 20, boulevard Poissonnière, 75009 Paris. Tél. : 45-23-38-38, 323 p., 900 F.

36 15  
IMLe service téléphonique  
expert de l'emploi des cadres

## TRIBUNE

Gestion des compétences  
et systèmes de classification

par Dominique Thierry

**L**E mot « compétence » est devenu le nouveau mot magique de la gestion des ressources humaines. Même mal défini ou utilisé sous des sens divers, la plupart des entreprises ont fait plus ou moins la relation entre « compétence » et « compétences » (il s'agit d'ailleurs de la même racine), la prise de conscience de cette relation a été amorcée dès le début des années 80, avec en particulier le développement des démarches sur « la qualité ».

En quoi l'émergence de cette notion percutante-t-elle celle plus ancienne de qualification, donc par ricochet les fondements des systèmes de classification des grilles salariales et des conventions collectives ? Sujet tabou mais qui mérite suffisamment de réflexion pour qu'on l'aborde avec beaucoup de recul et hors des jeux convenus de négociations formelles entre partenaires sociaux.

Sans reprendre en quelques phrases des travaux d'analyses, tels que ceux de J. Saglio, force est de constater que contrairement à des idées acquises les systèmes français entre les différentes conventions collectives et au sein même des statuts de la fonction publique ou d'entreprises publiques, ne sont pas aussi homogènes qu'on le croit habituellement.

Entre le système Parodi pur – tel qu'initialisé en 1936, au sein duquel le fait de nommer un poste suffisait à le décrire et à le positionner dans une échelle hiérarchique – et la grille de l'UIMM de 1975 qui a introduit la notion de critères classants, il existe, de fait, des systèmes plus complexes et plus hétérogènes qu'il n'y paraît.

Au sein même de la fonction publique ou d'entreprises publiques, au-delà des grilles salariales, le spectre des définitions est plus large que celui révélé par une analyse rapide puisqu'on peut se référer soit à un « métier » très identifié (exemple : les infirmières), soit à un niveau de formation, soit à un statut social.

Au cours des derniers mois, de nouvelles conventions collectives ont été conclues, introduisant le concept de compétences, l'exemple le plus spectaculaire étant celui de la sidérurgie avec l'accord dit « CAP 2000 » qui introduit la notion de « savoir-faire opérationnel validé et exercé ». Parallèlement, on assiste à des ruptures de négociations – que l'on peut espérer provisoires – dans d'autres secteurs, comme dans le secteur bancaire.

Le terme de « qualification » utilisé par tout le monde recouvre au moins quatre

significations profondément différentes, à ce point que sa seule utilisation relève parfois de la tour de Babel. On parle :

– Soit de la qualification acquise et validée par un diplôme, à laquelle certaines organisations syndicales sont très attachées (avec le présupposé que le diplôme accorde la compétence et que cette compétence est acquise définitivement) ;

– Soit de la qualification rémunérée, où l'on passe progressivement de la classification du poste à une classification de la personne ;

– Soit encore de la qualification requise, quand une entreprise précise le contenu cible de l'activité souhaitée et des exigences nécessaires ;

– Soit enfin de la qualification exercée, qui permet d'identifier la réalité de l'activité d'un salarié et des savoir-faire réellement mis en œuvre.

Si on fait le constat que ces différentes significations ne préjugent pas complètement les méthodes d'évaluation des postes – et leur pertinence – et leur articulation avec les politiques et modes de rémunération, on voit combien les problèmes posés sont complexes !

Une transformation  
culturelle profonde

Sans développer une analyse exhaustive en quelques lignes, partons de quelques exemples :

– Dans les secteurs industriels où la place de la main-d'œuvre est et restera importante (automobile, électroménager, etc.), le développement conjoint de la compétence et de l'évolution de carrière passe à la fois par des transformations profondes de l'organisation du travail (polyvalence, logique de responsabilité collective par opposition à une logique de poste individuel, intégration de fonctions de contrôle et de maintenance dans les emplois d'opérateurs...) ;

– La situation du personnel de la Sécurité sociale, arrivé globalement au sommet de son « avancement » à trente ans est surréaliste : ce n'est bien sûr pas à travers des glissements à l'ancienneté que l'on traitera le problème ; le développement d'organisations qualifiantes, au sein desquelles pourront évoluer des salariés plus qualifiés et mieux payés, implique une transformation culturelle profonde et la remise en cause du

positionnement de l'encadrement intermédiaire ;

– Mais cette évolution vers « des organisations qualifiantes » ne remet pas seulement en cause les fondements mêmes de l'organisation du travail – et la tâche n'est pas simple – elle remet aussi en cause les fondements des évolutions de carrière et donc de l'évolution salariale ;

– Sur un plan plus méthodologique, « les critères classants » issus peu ou prou des méthodes dites de « job evaluation » nord-américaines, reposent de plus en plus sur des concepts flous et hétéroclites : parfois centrés sur la formation de la personne, parfois sur la « complexité », parfois sur la contribution économique, etc. En outre, ces critères ne sont pas homogènes d'une catégorie socio-professionnelle à l'autre ;

– Enfin, les différences entre les notions de « garantie de carrière », de « parcours de carrière », d'« espérance de carrière » ne relèvent pas seulement de débats sémantiques, d'autant que les salaires individuels réels sont totalement perturbés par le marché et les pénuries relatives des compétences (l'exemple maintenant le plus connu étant l'augmentation des salaires d'embauche des jeunes diplômés).

Si tout le monde est d'accord pour vilipender les modèles taylorien et bureaucratique, les conditions de leur disparition ne sont pas totalement identifiées.

Reste en particulier :

– A prouver que des organisations non tayloriennes sont plus compétitives ;

– A prendre conscience que l'évolution de l'organisation du travail implique la reconversion ou la requalification d'une partie importante de l'encadrement ;

– A passer d'un schéma de « garantie de carrière » quasi automatique à celui d'« espérance de carrière », basé sur l'évolution continue de l'organisation du travail ;

– par voie de conséquence, à ré-identifier les fondements de critères classants et des politiques salariales.

Ces questions sont complexes et difficiles. Personne ne peut prétendre y apporter des réponses tranchées. Raison de plus pour développer des structures d'échange, de concertation, voire d'expérimentation, au niveau national, au niveau des branches et au niveau des entreprises, préalables aux négociations formelles. C'est ce que la sidérurgie a bien su faire ; que cette transformation se soit produite dans ce secteur est, à tous égards, hautement symbolique !

► Dominique Thierry est délégué général de l'association Développement et emploi.

LA LIBRAIRIE  
DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les ouvrages  
plus spécialement destinés aux étudiants  
et aux enseignants.

L'Annuaire  
Jeune Afrique 1991

Ce rapport pour 1991 est une mine d'informations économiques et sociales sur les cinquante-deux pays d'Afrique. Il s'ouvre par une série d'analyses transversales, signées par de grands spécialistes, qui traitent de questions aussi fondamentales que la dette, la stratégie de la Banque mondiale, ou les perspectives de l'emploi. Chaque pays fait ensuite l'objet d'une chronologie et d'un bilan chiffré secteur par secteur : démographie, économie, PIB, commerce extérieur, budget de l'Etat, santé et nutrition, défense nationale. Cinq études sectorielles relatives à la santé, aux transports, aux télécommunications, au tourisme et aux banques complètent ce rapport.

Éditeur Japress, 385 p., 110 F.

## Les Afriques politiques

sous la direction  
de Christian Coulon  
et Denis-Constant Morin

Réalisé par une équipe pluridisciplinaire dont les membres ont participé à l'élaboration de la revue *Politique africaine*, ce recueil d'études présente l'état des connaissances sur les questions politiques africaines, de manière transversale, et non pays par pays. « Toutes les façons possibles de faire de la politique en Afrique » sont envisagées à travers différents thèmes : les dynamiques historiques, la mémoire, le rôle de la littérature, les religions, les usages du droit, les compétitions et la violence politique. Chaque chapitre est accompagné d'une bibliographie commentée.

A noter la parution chez Hachette, dans la collection « Pluriel », d'un ouvrage d'Albert Bourgi et Christian Coulon, *Le Printemps de l'Afrique*, essai sur « l'engagement démocratique » des pays africains.

La Découverte, collection « Textes à l'appui », 254 p., 150 F.

L'Epreuve de cartographie  
Géographie économique  
de la terminale au concours

Pascal Gauthier  
Cet ouvrage veut être un outil pour tous ceux qui préparent des examens ou concours comprenant une épreuve de cartographie (École de commerce, Institut d'études politiques...). Un premier volet expose longuement la démarche appropriée pour concevoir, dessiner et rédiger une carte de géographie économique, et les méthodes d'entraînement. La seconde partie propose une trentaine de cartes, choisies et commentées en fonction des sujets proposés aux concours.

Ellipses, 128 p., 95 F.

Marianne Rougé

## COURRIER

## La recherche en gestion est en progrès

Le Monde Initiatives du 5 décembre ouvrait un débat sur la recherche en gestion, en indiquant la triple crise dans laquelle se trouvait celle-ci en France : de légitimité, de recrutement et de financement. La recherche en gestion mérite aujourd'hui d'être défendue. En effet, le bilan très pessimiste dressé par les uns et les autres débouche sur deux choses : une dévalorisation de fait de la recherche en gestion française et une extraordinaire ambiguïté quant à son avenir.

Je ne partage pas ce pessimisme parce qu'il existe en France des expériences encourageantes en la matière et parce que le statut d'une discipline ne peut être jugé à partir d'une analyse locale et ponctuelle. Cette recherche est internationale et des pays comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne sont dans une situation différente de la nôtre, y compris en ce qui concerne la reconnaissance du statut de la discipline. Les sciences de gestion sont dans leur « adolescence », et c'est dans une perspective globale et historique qu'il faut juger ce qui se fait et ce qui s'écrit. Je ne connais pas de science qui ait établi son statut en moins de vingt ans. Pour quelle raison exigerait-on cet exploit des sciences de gestion ?

Mon optimisme est aujourd'hui fondé sur une simple constatation : la recherche en gestion progresse avec régularité dans ses intentions et dans ses pratiques scientifiques. Même en France (1), un courant de réflexion épistémologique se développe depuis plusieurs années : le dernier ouvrage d'Alain-Charles Martinet (2) en est l'une des illustrations récentes. Une réflexion théorique avancée est également en marche, depuis le début des années 80, dans plusieurs branches de la recherche, plus particulièrement en finance, en marketing et dans le champ du management stratégique. Dans ces domaines, les travaux des meilleurs chercheurs français, non seulement n'ont pas à

rougir d'une comparaison avec l'étranger, mais sont reconnus comme des contributions significatives à leur discipline.

La diversité actuelle des formes de recherche en vigueur, loin d'être une tare – comme semblerait le penser certains –, est une richesse qu'il faut à tout prix conserver. La discipline est dans une étape de développement qui appelle au foisonnement, et dans le même temps les sciences « établies » remettent de plus en plus fortement en cause avec raison – leurs propres épistémologies. Ce qui peut être constaté sur le plan scientifique, ce n'est pas l'absence de pratiques, c'est l'absence de débats et d'occasions de débats.

Quant aux expériences encourageantes auxquelles je fais allusion, elles sont nombreuses (2) et parmi celles-ci il en est une dont nous pouvons parler avec enthousiasme car c'est la nôtre : celle de l'IRE, le centre de recherche du groupe ESC Lyon. Créé en 1977, l'IRE mène des recherches cumulatives dans plusieurs domaines, aujourd'hui avec un groupe de vingt-six chercheurs permanents, auquel il faut ajouter des chercheurs associés et des étudiants de doctorat. Deux éléments sont positifs dans cette expérience : sa longévité et sa réussite dans l'obtention de financements reconductibles depuis 1983, grâce à huit clubs de recherche auxquels participent des entreprises ou des collectivités intéressées par nos travaux.

Les difficultés actuelles de la recherche en gestion sont réelles, mais naturelles pour une discipline scientifique en devenir. Les trois principales, qui sont à l'origine de toutes les autres, peuvent être exprimées par trois impératifs :

– Un impératif d'échange entre les chercheurs en gestion pour la formulation d'un projet scientifique clarifiant l'objet et le champ, les méthodologies et les processus de mise en œuvre des recherches ;

– Un impératif de recherche d'une taille critique d'investissement au niveau national, impliquant nécessairement un accroissement significatif des financements de l'Etat ;

– Un impératif de partage des expériences de partenariat recherche-industrie, pour en examiner les avantages et les inconvénients, et formuler un code de fonctionnement largement diffusé pour favoriser le développement de ces partenariats.

Je suis pour ma part l'avocat déterminé d'investissements importants concentrés sur des pôles d'excellence, afin d'accélérer la progression de la recherche. Je suis tout aussi convaincu de la nécessité de favoriser le développement de plusieurs pôles hors de Paris.

Pour contribuer comme d'autres l'ont déjà fait (3) aux progrès de notre discipline, nous prendrons deux initiatives nouvelles. Au plan régional, nous avons l'intention de créer à la rentrée prochaine un réseau d'échanges pour diffuser plus largement les résultats des recherches des nombreux chercheurs de la région Rhône-Alpes. Ce REM (Réseau pour l'évolution du management) sera ouvert aux chercheurs qui le souhaiteront et à

(1) *Epistémologie et sciences de gestion*, ouvrage coordonné par Alain-Charles Martinet et publié avec le concours de la FNEGE et du CEFAG, Economica-Geoth, 1990.

(2) Plusieurs centres de recherche en gestion existent aujourd'hui en France et nous plaçons en assez bonne position européenne : on peut citer en particulier à Paris le CRG de l'École polytechnique, le CGS

## La fin d'un magistère

Pour la cinquième année consécutive, un enseignement original et de qualité est dispensé au sein de l'université Paris-X (Nanterre). Le magistère de droit social, la formation de haut niveau permet chaque année à plusieurs dizaines d'étudiants, qui préparent parallèlement la licence, la maîtrise puis un DEA en cette matière, de bénéficier de séminaires associant universitaires et praticiens, ainsi que de stages dans des entreprises, des institutions sociales ou des cabinets d'avocats, en France et à l'étranger. Elle ouvre par là l'accès direct aux secteurs où la connaissance approfondie et pratique du droit social est nécessaire, dans les entreprises, les organisations syndicales, les professions juridiques, l'administration du travail, les organismes de sécurité sociale.

Afin de soutenir cette expérience, où se manifestent la volonté et la capacité d'innovation de l'Université, le ministère de l'Éducation nationale a participé jusqu'à présent à son financement, complété par la taxe d'apprentissage versée par des entreprises. Or des informations officielles laissent entendre que ce même ministère aurait décidé, sans consultation préalable des intéressés, de faire désormais supporter à l'université Paris-X le coût complet de cette formation. Quand on sait à quels arbitrages douloureux est condamnée cette université, étant donnée l'étroitesse de son budget par rapport à l'étendue de ses besoins, il est clair que ce retournement de politique signifierait l'arrêt de mort du magistère.

Il n'est peut-être pas de la responsabilité de l'Etat d'assumer de

des partenaires des professions du conseil d'entreprises, utilisateurs et diffuseurs naturels des résultats des recherches. Au plan national, nous préparons l'organisation, en février 1992, d'un colloque sur la recherche en gestion, consacré particulièrement aux expériences de partenariat recherche-industrie.

JEAN-PAUL VALLA  
(Directeur de l'Institut de recherche de l'entreprise du groupe ESC Lyon).

de l'École des mines, et, en province, entre l'IRE à Lyon, le CREA à Nantes, le CERAG à Grenoble, l'ISSOR à Lyon.

(3) Il faut mentionner notamment les initiatives de l'ISEOR, qui, avec l'aide de la FNEGE, avait organisé en 1984, 1985 et 1986 trois colloques d'échanges et de réflexion épistémologiques, sur les sciences de gestion.

façon permanente la charge principale de cet enseignement, et il est sûrement souhaitable que les responsables du magistère trouvent à terme des sources de financement complémentaires. Mais si l'on ne veut pas décourager l'esprit d'initiative et d'innovation chez les universitaires, et si l'on veut donner à l'Université ses chances à côté des grandes écoles, il faut laisser à cette expérience positive, bien qu'encore fragile, le temps, et donc les moyens matériels, de se développer, par des mesures transitoires mises au point en concertation avec les personnes concernées.

GABRIEL BERGOUIGNOUX  
(Directeur des relations sociales du groupe ESCN, président du Conseil de perfectionnement du magistère de droit social de Paris-X-Nanterre).



INITIATIVES  
EMPLOI

# Le parcours d'obstacles des jeunes ruraux

Les grandes difficultés d'insertion n'empêchent pas un fort désir de promotion sociale

**V**INGT-QUATRE contrats successifs, d'une semaine chacun, dans la même entreprise, un petit jeu qui dure depuis six mois. La semaine prochaine, Sébastien, dix-neuf ans, travaillera-t-il encore chez ce sous-traitant ? « Voilà le principe du contrat : le lundi et le mardi, on est à l'essai ; le jeudi et le vendredi, on peut nous virer ; il n'y a que le mercredi où on est tranquille. »

Un exemple de précarité peut-être extrême, mais qui illustre bien le sort réservé aux jeunes en milieu rural. C'est en tout cas ce que démontre l'enquête menée en 1987 auprès de 2 500 d'entre eux par Olivier Galland, du CNRS, et Yves Lambert, de l'INRA, et dont les conclusions ont été récemment publiées. L'échantillon se compose de deux cohortes. Dans l'une, se retrouvent les jeunes de dix-neuf ans, la plupart du temps encore scolarisés et, dans l'autre, ceux âgés de vingt-cinq ans. Ils résident dans six régions, choisies en raison de leurs contrastes, tant sur le plan économique qu'idéologique et religieux : Bretagne, Alsace, Haute-Normandie, Limousin, Centre et Languedoc-Roussillon.

Cette étude, cofinancée par les ministères de la recherche et des affaires sociales, donne enfin une photographie précise de ces jeunes, auxquels on s'est jusqu'à présent fort peu intéressés, bien qu'ils

représentent un quart de l'ensemble des quinze-vingt-quatre ans. L'idée de départ était de savoir si les jeunes ruraux constituent encore un groupe spécifique, ou bien si leurs comportements et modes de vie se rapprochent désormais de ceux des jeunes urbains.

**ENTRÉE PRÉCOCE.** La réponse est double. Si on constate une relative homogénéisation pour les mœurs ou les croyances, les ruraux gardent toute leur spécificité pour ce qui concerne les conditions d'insertion dans la vie active. Globalement moins bien formés, ils connaissent une entrée dans la vie professionnelle plus précoce, occupent des emplois plus précaires et moins qualifiés.

Un constat confirmé par l'enquête « Emploi 1987 » de l'INSEE. Ainsi, à dix-neuf ans, ils sont en retrait sur tous les plans. Seuls 24 % des actifs ruraux bénéficient d'un contrat à durée indéterminée (CDI), 31 % pour l'ensemble des jeunes. Il s'agit, pour 41 % d'entre eux, d'un poste d'ouvrier non qualifié, alors que ce n'est le cas que de 34 % de l'ensemble des jeunes. Enfin, le chômage touche plus fortement les jeunes ruraux (14 %), contre 12 % pour l'ensemble.

A vingt-cinq ans, fort heureusement, leur situation s'est quelque peu améliorée. La proportion de CDI, par exemple, grimpe à 67 %, dépassant même celle de l'ensemble des jeunes (66 %). Celle des



techniciens et cadres s'accroît également, au détriment de celle des employés et ouvriers non qualifiés. Mais le chômage continue à sévir plus fortement qu'en milieu urbain, tout particulièrement chez les jeunes filles, deux fois plus touchées que les hommes. Du coup,

beaucoup d'entre elles quittent le marché du travail en se mariant. De plus, une importante proportion des jeunes les mieux formés de vingt-cinq ans partent s'installer en milieu urbain.

Toutes ces données doivent cependant être modulées en fonc-

tion de l'origine sociale des jeunes. Sans surprise, on constate, par exemple, que les enfants d'ouvriers quittent l'école plus tôt et connaissent plus fréquemment le chômage. Les auteurs définissent finalement quatre pôles. D'une part, ceux des ouvriers qualifiés, titulaires d'un CAP ou d'un BEP de type industriel ; c'est celui de la stabilité et d'une relative satisfaction à l'égard de l'emploi occupé. Un cas de figure que l'on retrouve plus spécialement en Alsace, par exemple.

**L'INFLUENCE MATERNELLE.** Le second pôle rassemble les ouvriers non qualifiés de type industriel et les personnels des services directs aux particuliers. Leur lot : la grande précarité et l'insatisfaction. « L'écart entre ces deux groupes s'accroît », souligne Olivier Galland. La Haute-Normandie illustre bien ce second pôle, où les jeunes sortent de l'école sans formation et occupent peu à peu une position de marginalisation et de déshérence sociale et politique.

Face à ces deux tendances, deux pôles d'« insérés » : les jeunes employés, tout d'abord, qui envisagent une mobilité limitée et valorisent les relations avec la hiérarchie ; les jeunes cadres, moyens ou supérieurs, ensuite, avant tout hyper-mobiles.

L'enquête montre aussi que les aspirations des jeunes ruraux ré-

tent non seulement des diplômes obtenus, mais aussi de l'histoire familiale. Ceux qui aspirent à une promotion sociale, surtout en milieu ouvrier, appartiennent à des familles de taille réduite, propriétaires de leur logement et où le père est plus jeune.

Autre découverte : la mère joue un rôle très important. Ainsi, quelle que soit la profession du père, même s'il est agriculteur, c'est le fait que la mère n'appartienne pas au monde agricole, notamment si elle figure dans les professions intermédiaires ou cadres, qui influe sur le désir de promotion sociale des enfants, et particulièrement des filles.

En revanche, lorsque la mère est ouvrière et même si le père est cadre ou salarié des professions libérales, on ne retrouve pas chez les enfants de tentatives très marquées pour rejoindre la position du père. Une sorte d'« effet de rappel » qui, selon les cas, jouerait dans le sens de la promotion ou dans celui du déclassement. Le cas d'une mère ouvrière, mariée à un cadre, par exemple, prouverait une faible ancienneté de la famille dans les classes moyennes. Les aspirations des enfants s'inscriraient alors dans une lignée plutôt ouvrière, dessinée par les générations précédentes.

Frédéric Abalovici

## Trente passeports pour le tertiaire

L'IFOCOP accueille pour une formation commerciale spécialisée des stagiaires diplômés ou des jeunes n'ayant pas fait d'études, et en quête de débouchés

**E**LLIES ont une licence de philosophie, un DEUG de sociologie, une maîtrise d'archéologie médiévale ou de droit des affaires... Elles en avaient assez de chercher en vain un emploi ou de devoir se contenter d'un travail sans intérêt. Et, parce qu'elles ont décidé de prendre le taureau par les cornes, les voilà ensemble sur les bancs de l'Institut de formation commerciale permanente (IFOCOP), au cœur des halles de Rungis, en train de préparer un diplôme d'attaché de direction administrative et commerciale (ADAC) : une formation spécialement conçue pour les diplômés d'université.

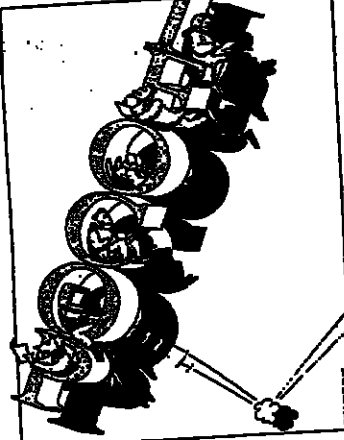
L'IFOCOP s'adresse aussi à ceux qui n'ont guère fait d'études. Comme Franck, arrivé ici à vingt et un ans avec un CAP de cuisine et cinq ans de restauration, ou Cyril, vingt-sept ans, avec son bac G raté, et neuf ans de petits boulots ; ou bien encore comme Chantal, qui ne sait comment retravailler après avoir élevé ses enfants.

D'ici quelques mois, Franck sera animateur de ventes, Cyril comme Chantal, techniciennes administratives et commerciales. En juin prochain, 80 % ou 85 % de l'ensemble des « stagiaires » de l'IFOCOP auront en poche l'un des quelque trente diplômes

homologués du secteur tertiaire auxquels prépare l'Institut. La moitié d'entre eux, au moins, auront des débouchés trouvés, et, trois à six mois plus tard selon les sections, ce sera le cas de presque tous avec ou sans diplôme.

Comme le souligne un « ancien », devenu responsable du personnel à l'hôtel Hilton de Paris, Philippe Orville, il s'agit d'une « formation très spécialisée ». « Nous n'arrivons plus à décaler le moindre temps pour de la formation générale depuis que les dispositions officielles ont réduit le temps de formation de mille six cents à mille deux cents heures », regrette Georges Metzger, le directeur général de l'IFOCOP.

**TESTS ET ENTRETIENS.** Heureusement, toujours selon Philippe Orville, cette formation très spécialisée est aussi « une formation bien spécialisée », c'est-à-dire adaptée aux besoins, et de qualité. Les stagiaires préparent un diplôme d'ADAC affirmant n'avoir en aucune manière le sentiment de « faire l'impassé » sur leur culture générale et leurs aspirations. Ce qu'ils acquièrent à l'IFOCOP va au contraire, estiment-ils, leur permettre de les intégrer à leur travail, du moins lorsque leur niveau professionnel leur permettra de sélectionner une activité selon leur goût. Leur



optimisme ne sera-t-il pas déçu ? Il est certain que la plupart seront très appréciés dans leur travail et y progresseront rapidement.

Il est vrai que l'admission des candidats est soumise à des tests et à des entretiens approfondis et sélectifs. L'IFOCOP accueille certes un public très large puisqu'on peut y accéder à partir d'un niveau 5 (CAP, BEP, BEPC) et à peu près à tout âge. Cette « association loi 1901, sans but lucratif, créée en 1970 à l'initiative des pouvoirs publics et placée sous tutelle du ministre chargé du commerce », s'est vue, à l'origine, un lieu très ouvert de promotion sociale. Mais il s'est avéré que la formule choisie exigeait un effort considérable des stagiaires ; on n'y engage donc plus que des personnes ayant les meilleures chances de réussir.

Les huit mois de formation s'effectuent pour moitié à l'IFOCOP, où l'enseignement est donné par des professionnels, et pour moitié en entreprise, selon une alternance le plus souvent journalière. Au début, la recherche par chacun de l'entreprise qui l'accueillera fait l'objet d'un entraînement intensif car il

s'agit d'une opération difficile. En effet, il faut « décrocher » un véritable travail : on parle ici de « mission » particulière (comme la réalisation d'une étude) ou polyvalente (le remplacement d'un salarié absent)...

L'entreprise n'assure pas de rémunération, car tous les stagiaires reçoivent une allocation au titre de la formation permanente, mais elle doit prendre en charge une large part du coût de la formation (1) et s'accommoder d'une présence à mi-temps. « C'est dur de se faire accepter », disent les stagiaires, mais cela prépare à la recherche d'un emploi. Sur la base de sa mission en entreprise, chacun doit rédiger un mémoire, jugé très important pour l'obtention du diplôme.

Avec ses huit centres et ses 1 500 stagiaires par an, l'IFOCOP s'est taillé une réputation de qualité auprès de l'ensemble des organismes qui s'occupent de reclassement : ANPE, ASSEDIC, CDD, CIO... Cette qualité tient à une pratique exigeante de l'alternance, formule si souvent galvaudée ailleurs. Un effort constant est fait pour que le travail en entreprise constitue vraiment une formation : « Si ce n'est pas le cas, disent les stagiaires, nous apprenons à nous faire respecter et cela aussi nous forme. » Un suivi individuel et un soutien permanent, y compris psychologique, sont assurés aux stagiaires par des « animateurs de formation ». Et ces derniers entretiennent un dialogue constant avec les groupes : « Le contenu des cours est révisé au jour le jour en fonction de leurs demandes ; et le programme est repensé chaque année à partir de bilans que nous faisons avec eux. »

A la demande de son ministre de tutelle, l'IFOCOP a commencé à appliquer ses méthodes à l'accueil de stagiaires d'Europe de l'Est. Certains d'entre eux ont failli ne pas repartir car leur employeur voulait les garder. Le prochain stage destiné spécialement à ces populations aura lieu prochainement, d'avril à juin.

Marie-Claude Berthod

(1) Pour un coût global évalué en moyenne à 30 000 francs, l'entreprise prend en charge environ 20 000 francs hors taxes. Le complément est fourni par des subventions de l'Etat et de la région, et par un apport limité des stagiaires.

IFOCOP, 3, rue du Caducée, 94154 Rungis Cedex.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**MS ESCP**

**MASTRE SPECIALISE MANAGEMENT DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS**

Spécialisation de haut niveau pour former, en un an, des journalistes et des gestionnaires de médias. Sélection ouverte aux DEA, DESS, diplômés de grandes écoles ou équivalent. Dossier de candidature et renseignements auprès de Brigitte GAUVAIN.

GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
MASTRES SPECIALISES  
73, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11 - Tél. : (1) 49.23.21.45

**Le Monde**  
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

**Ecole Supérieure des Affaires**  
Université Pierre Mendès France  
BP 47X - 38040 GRENOBLE Cedex  
Tél. 76 82 59 27 Fax 76 82 59 99

### Les 3<sup>e</sup> CYCLES DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE des AFFAIRES de GRENOBLE

**Sept DESS\* de Spécialisation**  
Management de la Fonction Achat  
Audit Financier et Opérationnel  
Commerce International  
Finance d'Entreprise et des Marchés  
Marketing "Le Quanti"  
Gestion du Personnel  
Management des Systèmes d'Information et d'Organisation

**Un DESS\* Généraliste**  
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)

**Un programme Doctoral en Sciences de Gestion**  
DEA, Thèse

\* Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées

**Dépôt des dossiers de candidature**  
date limite : jeudi 30 mai 1991

**UNIVERSITÉ DE PARIS**  
PANTHEON SORBONNE

**FORMATIONS JURIDIQUES**  
spécifiquement adaptées aux congés-formation

**CAPACITÉ EN DROIT**  
pour non-bacheliers  
480 H SUR 2 ANS - 1 journée par semaine  
**DEUG et LICENCE en DROIT**  
1 journée et demie par semaine  
**CONTACT : 43-29-75-23 ou 40-46-28-56**

سكز ابن الاميل

هكذا من الامل

## Le recrutement des cadres en 1991

**D** EPUIS des mois, le comportement du marché du recrutement des cadres ressemble à un « grand huit » de la Foire du Trône. Il y avait eu les ascensions irrésistibles de 1988 et de 1989, puis les montagnes russes de 1990, qui annonçaient un ralentissement. Ensuite, ce fut la chute vertigineuse, à couper le souffle, qui survint brutalement en novembre dernier et s'accéléra jusqu'en mars, la guerre du Golfe tétanisant les employeurs, déjà préoccupés par la situation économique.

A en croire l'APEC, qui vient de publier son habituel panel présentant les perspectives d'embauches de cadres pour 1991, cette période serait bien finie. Certes, orientée à la baisse, de -6 à -10 %, la tendance redeviendrait « normale ». Elle n'aurait plus les caractéristiques d'une catastrophe et signifierait

qu'un tassement est en train de se produire à un niveau qui reste toutefois élevé. De 112 000 à 115 000 cadres seront recrutés au cours de l'année, contre 122 600 en 1990 et 127 000, au plus haut historique, en 1989, quand se cumulaient les effets de la reprise et du mouvement de reconstitution des effectifs, amputés précédemment par la crise.

Mais cet assagissement, somme toute prévisible, ne se fait pas sans rectifications, dues au climat des affaires. Les entreprises annoncent qu'elles ont moins de besoins dans la plupart des fonctions (direction, finances, administration, recherche et production), à l'exception de deux d'entre elles, pour des raisons différentes. Elles envisagent de faire un effort sur les postes commerciaux, comme toujours quand il faut relancer la machine. Elles rechercheront encore plus d'informaticiens, cette profession souffrant d'une pénurie endémique.

Déjà, en 1990, la baisse des embauches chez les constructeurs, enfoncés dans la récession, et chez les utilisateurs (-11 %), avait été plus que compensée par la frénésie des sociétés de services informatiques (SSI) où la croissance avait été de 76 %.

De même, et cela confirme des choix opérés pendant l'année écoulée, les recruteurs font désormais un arbitrage en faveur des jeunes cadres dont les embauches vont augmenter. « Décrassés par un premier emploi », selon la formule de Jean Prével, directeur des études à l'APEC, ils seront prêtés aux cadres confirmés, en baisse, et, plus surprenant, aux jeunes diplômés, peut-être victimes de l'engourdissement passé. Relation de cause à effet ? Toujours est-il que les grosses entreprises (plus de 500 salariés) ont l'intention de renforcer leurs effectifs de cadres dans des proportions élevées, alors que les petites sociétés, déstabilisées, prévoient parfois des

réductions. En revanche, plus la taille de l'entreprise est importante, plus les compressions de personnel salarié, en général, risquent d'être massives ; à tel point que l'évolution de l'emploi global, toutes catégories confondues, pourrait être négative. Ce qui tendrait à prouver que le retour à une conjoncture incertaine, particulièrement sensible dans l'industrie, pénalise d'abord les salariés lambda. De la même manière, les primes du ralentissement, en 1990, s'étaient aussitôt traduites par une baisse (-9,5 %) des promotions internes dans le statut de cadre.

Si toutes les régions affichent pour 1991 un solde positif dans l'embauche de cadres, il n'en va pas pareillement pour tous les secteurs d'activité. Quelquefois contraintes de réagir à cause du

## Le binôme récession-Golfe

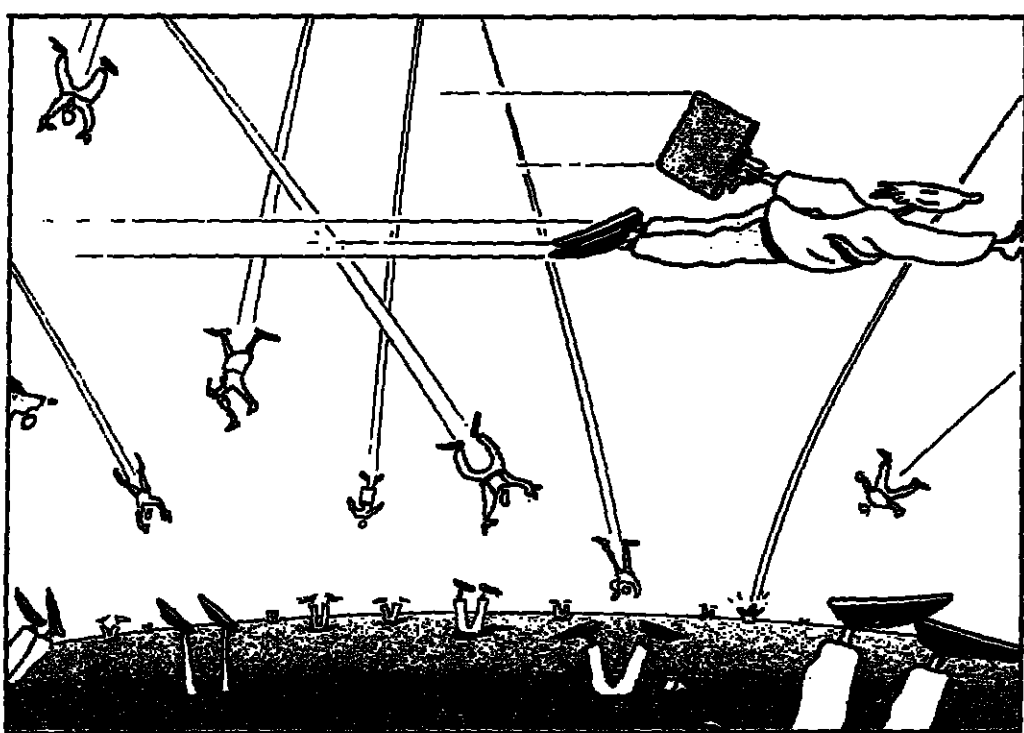
Malgré un tassement, de l'industrie aux services, l'encadrement paraît avoir mieux tiré son épingle du jeu

**D** U « ralentissement sélectif du rythme des embauches » à la SNCF au départ proposé par Air France à quelques cadres âgés de plus de cinquante-trois ans et de moins de cinquante-huit ans, sur la base du volontariat ; de la demande courtoise mais ferme de tel tour-opérateur à son encadrement de « bien vouloir anticiper ses congés 1991 », à tel grand groupe de l'industrie qui se réjouit de n'avoir pris aucune mesure « parce que le conflit fut bref », l'effet de la guerre du Golfe sur l'emploi a été on ne peut plus diversifié.

Hormis les indicateurs classiques, difficile, en effet, de mesurer l'impact exact du conflit sur l'encadrement, le distingué ne pouvant généralement être fait entre populations cadres et employés, d'une part, les situations ayant été, d'autre part, très différentes selon les secteurs, ou au contraire se recoupant à qui mieux mieux.

Dans les sociétés de services et d'ingénierie informatique, le rythme de recrutement n'a pas été ralenti pendant cette période. « Il est resté prioritaire », juge Jean-Luc Figeat, directeur du personnel de la Compagnie générale d'informatique (CGI). Une attitude qui a prévalu, par ailleurs, aux heures chaudes. Plus globalement, les directions des entreprises touchées par l'« effet Golfe » sont apparues embarrassées dans leurs réponses et leurs arguments. Ainsi, pour les syndicats, nombre de mesures de licenciement et de gel des embauches ont été anticipées du fait de la récession économique antérieure. « Le Golfe ayant servi d'alibi », comme l'ont affirmé notamment les organisations syndicales à la SNCF.

**EMBAUCHES DE « VITALITÉ ».** Certaines entreprises affirment qu'elles ont eu, ou qu'elles maintiennent, une attitude « attentive » en matière de recrutement. D'autres, qu'elles demeurent « vigilantes », sans doute pour justifier ce même attentisme. Ailleurs, et y compris jusqu'aux fonctions de production, on confie que l'« effet psychologique » a joué. « Il y a eu report, préviennent-ils à l'APEC. Les entre-



prises réembaucheront vraisemblablement dans deux ou trois mois.

Ainsi, chez IBM-France, par exemple, on dit avoir pris des mesures « conservatoires » pour justifier ce que l'on appelle pudiquement un « dérapage » et un « retard » par rapport au « plan d'embauche traditionnel » qui est de 200 à 400 cadres par an. « Nous privilégions cependant les embauches très sensibles, dites de vitalité ». Il reste, toujours selon IBM, que l'informatique demeure un secteur porteur malgré la récession. « En période de crise, certains s'efforcent d'augmenter la productivité par le biais de cet outil. » Si l'on opère un tour d'horizon plus de deux mois après le déclenchement des hostilités, les observateurs sociaux constatent que, grosso modo, tous les secteurs et fonctions ont été touchés, de la production aux services. Le tourisme est l'un des secteurs les plus exemplaires de la situation créée directement par le conflit.

Dans l'ensemble de la filière touristique, transports inclus, l'emploi a été indiscutablement

affecté : 1 milliard de francs de manque à gagner, de 60 à 80 % de réduction d'activités, par rapport à 1990, durant les hostilités, selon le Syndicat national des agents de voyages (SNAV), ont placé la profession, encore très atomisée, en situation difficile.

**ACCORDS SPÉCIAUX.** « C'est la première fois que nous avons eu à réfléchir sur le chômage partiel », dit à ce sujet Xavier de Boishébert, directeur des études du SNAV, qui évoque le tout récent « vent de panique » de ses adhérents, tout en se réjouissant d'une reprise « frileuse » ce mois de mars. « Il était, par ailleurs, très difficile de prendre des mesures de licenciement, tant il y a pénurie de personnel qualifié dans la profession. »

« Bien que nous assistions aujourd'hui à une relance très légère au niveau des offres des agents de voyages, la baisse a été considérable durant les événements », constate, de son côté, Jean-Pierre Picart, directeur de l'ANPE spécialisée dans le tou-

risme, détentrice des offres de la profession. En janvier 1991, le nombre d'offres fut de 105 postes contre 327 en janvier 1990. Chez les tour-opérateurs, toutes les offres ont été annulées.

« Nous avons supprimé des embauches à tous les niveaux », reconnaît Jean-Paul Veslot, directeur général de Knuon (322 salariés), dès lors que nous avons constaté une chute de 19 % de notre chiffre d'affaires au cours des deux derniers mois, et nous avons pris des mesures conservatoires hypertraditionnelles : mutations internes, solde des congés, suspension des primes de bilan, etc. — sauf accords spéciaux. »

Par « accords spéciaux », ce tour-opérateur désigne naturellement quelques cadres de haut niveau qui n'ont subi aucune mesure restrictive, indispensables qu'ils sont en période de crise. Ce qui permet d'ailleurs de considérer que, d'une manière générale, les cadres ont plutôt tiré leur épingle du jeu du binôme récession-Golfe.

Jean Menanteau

## L'histoire d'une chute brutale

Les indices sont formels. C'est à partir de novembre que les embauches s'effondrent. Mais le volume reste fort

**A** la manière des communiqués en provenance du front, les bulletins de l'APEC, publiés au cours de ces derniers mois, ont cloué une débâcle. A partir de novembre 1990, la chute brutale du volume des petites annonces de recrutement diffusées par la presse s'amorce. Elle s'amplifie en décembre avec une dégringolade de 36 % par rapport au même mois de l'année précédente et affecte toutes les fonctions de cadres.

Au total, et sur douze mois, 1990 s'achève sur un mouvement de baisse de 7 % qui, tous moyens d'embauches additionnés, correspondra à un fléchissement de l'ordre de 3,3 %, le nombre de cadres effectivement recrutés passant de 127 000 en 1989 à 122 600.

Mais le mouvement s'accroît. En janvier 1991, le nombre des postes offerts par voie de presse tombe de 34 %, en comparaison de janvier 1990, la baisse annuelle cumulée étant alors de 10 %. En février, la sanction est tout aussi sévère : la diminution de 30 %, cette fois, correspond à un recul annuel de 12 %, c'est-à-dire à un millier de propositions en moins par mois.

Ce qui prend les allures d'une courbe enregistrant un « krach boursier » doit cependant être relativisé. La coïncidence n'est

pas simplement affaire de date : l'effondrement du marché de l'emploi des cadres s'explique largement par la crise puis la guerre du Golfe. Momentanément, les entreprises ont arrêté leurs embauches et ne peuvent poursuivre sur une tendance pareille qui, si elle était prolongée, descendrait plus bas et plus vite qu'au plus sombre des années 80.

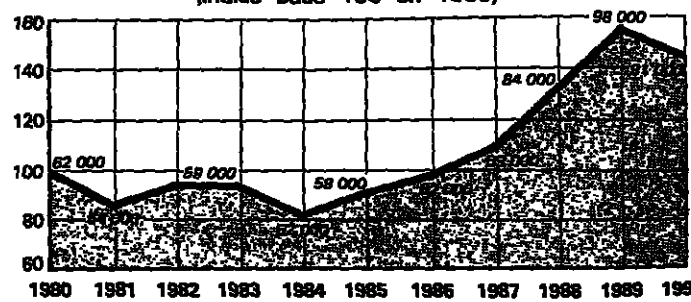
Ensuite, le phénomène vient casser un rythme qui se situait à des niveaux exceptionnels, en croissance et en volume. Les entreprises françaises ont recherché 98 000 cadres en 1989, et 91 000 en 1990, quand leurs demandes oscillaient entre 52 000 et 60 000 par an de 1980 à 1985.

La dépression actuelle, même vive, ne signifie donc pas un retournement. Là aussi, il faut raison garder. Les progressions ayant été de 20 % et 30 % en 1988 et 1989, un palier s'imposait de toute évidence, que le Golfe et les menaces de ralentissement ont simplement rendu soudain.

L'historique confirme d'ailleurs cette hypothèse. En février 1990, une première baisse s'était déjà produite (-5 %) puis des fluctuations avaient eu lieu entre avril et septembre. C'est-à-dire qu'une lente dérive se préparait.

A. La.

Flux annuels d'offres (indice base 100 en 1980)



## Les malades d'avant guerre poursuivent leur cure

Le conflit avec l'Irak n'a pas modifié les perspectives des entreprises qui avaient annoncé des réductions d'effectifs en 1990

**A** PRÈS la guerre, les licenciements continuent. Les entreprises qui avaient annoncé de vigoureuses réductions d'effectifs durant le premier semestre de l'année dernière poursuivent, imperturbables, leurs restructurations. Le retournement de tendance constaté fin 1989 et symbolisé, quelques mois plus tard, par des milliers de suppressions d'emplois chez Philips, Bull, Casino et ailleurs se poursuit en 1991.

Mais si, en apparence la guerre du Golfe n'a pas modifié les perspectives économiques de ces grandes entreprises malades, une arrière constatation transparait à travers leur discours : les difficultés que l'on aurait parfois pu espérer passeront se sont en fait révélées durables. Et les licenciements que certains avaient qualifié de « précaution » se sont assez souvent

trouvés justifiés a posteriori par la grisaille persistante de la conjoncture. Parmi les plus touchées figure incontestablement l'industrie automobile. Renault, qui avait annoncé l'année dernière plus de 2 300 suppressions d'emplois, ne voit toujours pas le bout du tunnel. Après l'embauche de 443 ingénieurs et cadres en 1988, 643 en 1989 et 320 durant le premier semestre 1990, la situation s'est brutalement renversée.

Durant le second semestre, les embauches se sont faites au compte-gouttes, et en 1991 « la politique de recrutement sera très limitée », commente-t-on au siège, en se refusant à fournir le moindre chiffre. Ne murmure-t-on pas depuis plusieurs semaines que Renault s'apprête à diminuer de 20 % ses effectifs cadres durant les trois prochaines années ? Le grand malade de l'année 1990 restera

pourtant Philips avec la suppression de plusieurs dizaines de milliers d'emplois à travers le monde. En France, les effectifs, passés de 23 000 en 1990 à 20 000 début 1991, devraient descendre à 18 000 à la fin de l'année. Dans la principale filiale, l'électronique grand public, qui perdra 1 000 emplois sur 6 500 cette année, on reconnaît que « l'embauche n'est pas une priorité ».

Certes, l'entreprise procédera à quelques recrutements « extrêmement sélectifs sur des postes très pointus », mais ces emplois ne représentent qu'une minuscule fraction de ceux qui seront supprimés. Comme chez Renault, la guerre du Golfe n'a pas arrangé les choses : puisqu'il y a moins de voitures vendues, il y a forcément moins d'autoradios Philips à installer. Le même raisonnement vaut sans doute pour Miche-

lin. Pourtant, le constructeur de pneumatiques n'a rien perdu de sa superbe. Durant les premiers chocs pétroliers, « Bibendum » a continué à recruter des ingénieurs pour la recherche et le développement, et tout porte à croire que la politique suivie cette année sera la même.

Tel est le message que cherche à faire passer la direction. C'est pourquoi, malgré la crise de l'automobile et la suppression de plusieurs milliers d'emplois, le leader du pneumatique affirme vouloir embaucher une centaine de cadres cette année, soit le même chiffre que l'an passé.

« RIEN N'A CHANGÉ ». L'entreprise auvergnate n'est pas la seule à penser « malgré tout ». Bull, qui avait annoncé 1 160 suppressions d'emplois l'an dernier et 1 417 début 1991 (dont 45 % de cadres), s'apprête dans le même

temps à intégrer 250 ingénieurs commerciaux ou technico-commerciaux dont une moitié de débutants, après en avoir recruté 315 autres en 1990. Les difficultés que connaît cette entreprise étant éminemment structurelles, on estime au siège parisien de Bull que « la crise du Golfe n'a rien changé ».

A un moindre niveau, SAGEM a connu le même phénomène : malgré la suppression de 1 000 emplois en 1990, l'entreprise a embauché, l'an dernier, 100 ingénieurs et 100 techniciens et s'apprête à faire de même cette année, puisque « le Golfe n'a eu aucune conséquence ».

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le licenciement de salariés devenus cadres sur le tard et l'embauche simultanée de jeunes loups bardés de diplômes n'est pas l'appareillage des entreprises de haute technologie : le même phénomène se retrouve chez Casino. Alors que l'entreprise stéphanoise a annoncé

1 440 suppressions d'emplois à l'horizon 1992, et que la réalité devrait être encore plus sombre, Casino continue d'embaucher « quelques cadres au coup par coup ». Si l'absorption de La Ruche méridionale explique une grande partie des difficultés de l'entreprise et le licenciement de cadres devenus excédentaires, la guerre du Golfe n'a fait qu'envenimer la situation : durant près de deux mois, la population a clairement bouclé les sorties au restaurant, et ce manque à gagner ne se rattrapera pas.

Dans toutes ces entreprises, il semble en fait que les responsables ont déjà tiré un trait sur 1991, puisqu'une amélioration de la situation économique ne ferait que compenser un très mauvais début d'année. Une éventuelle bonne surprise ne pourrait donc venir qu'en 1992.

Frédéric Lemaître



# va retrouver un rythme de croisière

turn over, les entreprises de l'ingénierie, des services informatiques, de l'hôtellerie-restauration, de la grande distribution ainsi que celles du bâtiment second œuvre et les assurances continueront d'être en croissance. Les autres branches se préparent au mieux à la stabilité par rapport à leurs programmes de l'an passé, tels l'industrie de l'équipement ménager ou le bâtiment gros œuvre, révisent leurs plans à la baisse, telles la construction mécanique ou l'automobile, ou prennent des dispositions drastiques, comme dans les travaux publics ou l'industrie textile. Très vulnérables, les transports ne s'efforcent plus.

Compte tenu des volumes envisagés, cette pause n'est pas que relative et annoncerait plutôt un nouveau rythme. « Les stocks étant reconstitués », pour parler comme les spécialistes, le marché évolue

maintenant en fonction du renouvellement naturel des effectifs et des seules créations supplémentaires, essentiellement provoquées par le développement économique, pour le moins incertain. Mais cela ne veut pas dire qu'un palier serait atteint. « Le redressement amorcé il y a quelques années est loin d'être terminé », écrit l'APEC, qui table sur les nécessités d'une modernisation. Sachant que le nombre de cadres progresse de 1,5 à 2 % par an, pour une population de 1,6 million, et que ce mouvement se poursuit, même au creux des années 80, s'est jamais démenti, même au creux des années 80, les perspectives demeurent optimistes. En aucun cas la pente, que l'on imagine douce, ne saurait s'effondrer comme au cours de ces derniers mois.

« L'effondrement des embauches a été, pour les employeurs, l'équivalent des achats irraisonnés de sucre et d'huile par les ménages », peut bien ironiser Jean Prével. Mais on a en peur chez tous les responsables du recrutement des cadres, dans les entreprises, agences de publicité et cabinets spécialisés. Un moment, la panique et l'angoisse dominaient, quand la guerre du Golfe obscurcissait l'avenir immédiat. En témoigne ce que les uns et les autres consentent à raconter aujourd'hui, l'espoir revenant. « Contrats rompus ou missions nouvelles reportées, des équipes appartenant à des SSII ont été jetées des entreprises du jour au lendemain », avoue la dirigeante d'un cabinet de recrutement en informatique avant d'ajouter, fataliste : « C'est le sort normal des prestataires de services quand tout va mal ; ça sert à ça. » Pendant quinze jours ou trois semaines, en février, on a touché le fond », reconnaît un autre spécialiste, qui a relevé « un nombre record de positions d'attente ou des décisions, arrêtées, dont

l'application était différée ». Mais le même se vent aussi rassurant qui rappelle que « pour les recrutements de bon niveau, les affaires se sont stabilisées à un bon niveau ». Un point de vue qui confirme une « chasseuse de tête » réputée qui parle de « quatre mois de latence », « d'une situation plus délicate pour les embauches en middle management », mais note quand même que l'on recrute moins maintenant pour faire de la stratégie et que l'on cherche du partenariat.

Tous attendent désormais que les affaires reprennent, la « parenthèse » refermée, et croient pouvoir profiter bientôt d'une « reprise technique » qui les raviverait. Ensuite ? Tout dépendra de l'activité économique et des signes en provenance des États-Unis ou de la Grande-Bretagne.

Alain Lebarbe

## Une parenthèse d'au moins six mois

Selon un sondage, les entreprises vont maintenir les attitudes restrictives décidées pendant la guerre du Golfe

JUSTE après la guerre du Golfe, comment réagissent les entreprises françaises et comment envisagent-elles de se comporter en matière de recrutement de cadres ? Cette question, qui vient à l'esprit de tous, le monde et Média System ont pu la poser grâce à DEL Conseil et à Panel Etudes, qui ont réalisé une enquête par sondage auprès de 251 responsables de ressources humaines (1). Au-delà du « non-dit » manifeste, ou de la volonté de minimiser les effets, les réponses sont éclairantes.

D'abord, à peu près les trois quarts des entreprises interrogées ont été amenées à reconsidérer leurs programmes initiaux de recrutement pour 1991 pendant la crise du Golfe, alors que 26 % avaient l'intention d'intensifier leurs embauches et que 46 % souhaitent réaliser des plans identiques à ceux de l'année précédente.

Ce faisant, elles paraissent avoir surtout cédé à l'influence de facteurs psychologiques, la situation de conflit étant associée à un risque de récession, on ont voulu faire preuve d'attentisme, d'avantage à cause de la durée jugée imprévisible du conflit qu'en fonction des conséquences économiques réelles directement dues à celui-ci.

RÉVÉLATEUR. Indirectement, la situation dans le Golfe est, selon ces entreprises, responsable de la chute observée, en janvier et février, du volume des petites annonces d'offres d'emploi publiées par les journaux. 57 % lui attribuent une part importante, voire très importante (14 %), dans le phénomène, mais 64 % estiment maintenant que cette baisse va se stabiliser, 13 % seulement la voyant s'aggraver et 23 % escomptant une amélioration.

Ce qui apparaît donc comme une parenthèse conjoncturelle risque pourtant de se prolonger dans le temps : 62 % estiment que ces modifications de comportement continueront d'agir après la fin du conflit, pendant un à six mois pour 49 % des personnes interrogées, et même jusqu'à un an, pour les autres. La raison ? Il semble bien que les événements n'aient fait que révéler des difficultés

antérieures, ou qu'ils aient accentué des décisions que la situation économique aurait tôt ou tard justifiées. Ainsi, 64 % des entreprises estiment que la brutale révision à la baisse des recrutements constitue « une accélération par rapport à la tendance antérieure », et non un radical renversement de tendance.

D'ailleurs, 61 % ont l'intention de maintenir les restrictions définies à l'occasion et pas plus de 30 % veulent revenir à leur programme initial. Les perspectives étant devenues peu claires, l'année 1991 paraît compromise. Dans neuf cas sur dix, les responsables n'envisagent pas pour les mois à venir de réviser leurs méthodes en fonction du contexte. Ils évaluent à 23 % la baisse du volume de recrutement attribuable au Golfe et à ses suites directes. Ce recul, disent-ils encore à 75 %, sera uniforme et touchera toutes les catégories de personnel.

A. L.

(1) Sondage réalisé par Panel Etudes du 4 au 6 mars auprès de 251 responsables des ressources humaines d'entreprises de tous secteurs d'activité et de toute taille dans la France entière, contacts par téléphone.

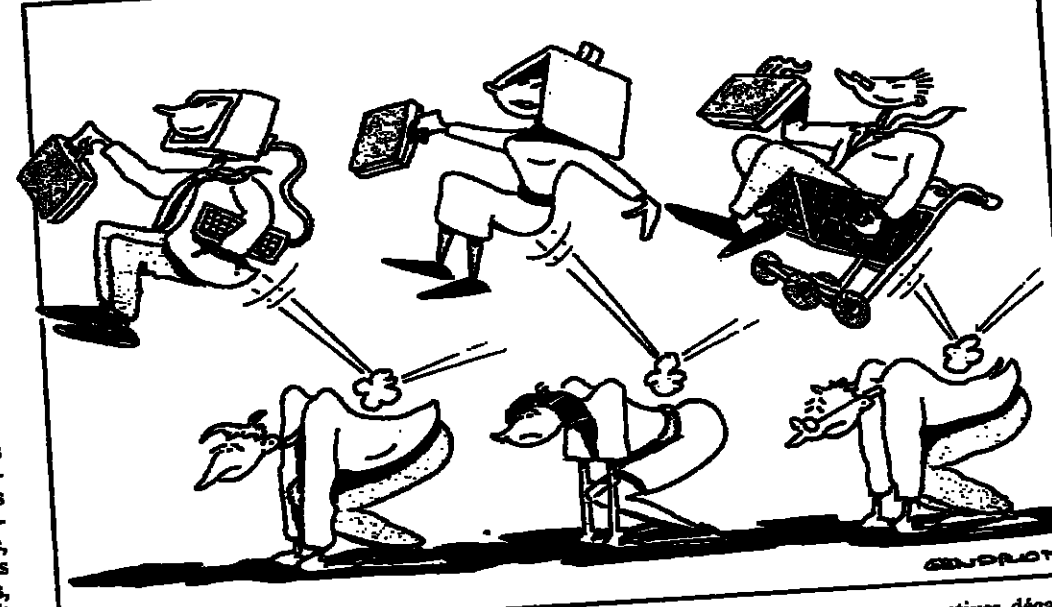
## Les épargnées de la déprime

L'essoufflement de la croissance n'a guère d'effets sur certaines professions, qui continuent d'embaucher

GUÈRE sensibles au ralentissement économique, peu impressionnés par l'attentisme un moment engendré par la crise du Golfe, plusieurs secteurs poursuivent leurs embauches de cadres comme si rien n'était changé. Ou presque. Ils ne sont pas les plus nombreux puisque, selon l'APEC, un employeur sur cinq seulement prévoit d'accroître ses effectifs de cadres cette année, contre un sur quatre l'an passé. Mais ces professions devraient contribuer à amortir les conséquences sur l'emploi du ralentissement déjà perceptible de l'activité.

Contrairement aux constructeurs de matériel informatique, les services informatiques ont traversé les six derniers mois avec une évidente sérénité. De toute évidence, l'année qui débute sera moins favorable que la précédente mais, pour autant, la tendance ne devrait pas s'inverser. Les sociétés de services informatiques, qui ont recruté 10 000 cadres en 1990, s'attendent à un volume d'embauche de l'ordre de 6 000 à 7 000 en 1991, soit une croissance des effectifs de 63 % de l'ensemble des 100 000 salariés de la profession mais (80 % des embauches) un peu inférieure à 10 %.

« Les besoins des entreprises sont très larges car les services informatiques constituent des investissements de capacité aussi bien que de



productivité », estime Pierre Delis, délégué général de Syntec-Informatique. Le fléchissement des commandes, observé en décembre et février par les entreprises, n'a guère eu de conséquences sur l'emploi, le cycle d'activité des services informatiques étant relativement long. En outre, ce secteur connaît traditionnellement des difficultés d'embauche et le recrutement, concentré sur des ingénieurs et cadres (au-dessus du niveau bac

+ 4), reste confronté aux mêmes contraintes.

MIEUX ADÉQUATION. Essoufflement de la croissance ou non, la recherche d'une meilleure adéquation entre le système éducatif et les besoins de personnel qu'éprouvent les entreprises dans les métiers de l'informatique figure plus que jamais à l'ordre du jour. La profession, assure Pierre Delis, « doit être sur tous les fronts ».

Selon les perspectives dégagées par l'APEC, l'hôtellerie-restauration doit également poursuivre ses efforts de recrutement de cadres. La désaffection passagère des consommateurs, au plus fort du conflit du Golfe, ne remet pas en cause la parole des grandes chaînes de restauration ou du tourisme d'affaires. Cette petite algèbre le dynamisme d'un secteur dont la particularité est de pouvoir environner un tiers de ses besoins en cadres par le biais de la promotion interne. Les embauches devraient progresser de quelque 15 %, comme en 1990.

La croissance des cadres employés dans l'immobilier devrait aussi se confirmer cette année, malgré le probable ralentissement du chiffre d'affaires du bâtiment (hors le bâtiment second œuvre, davantage à l'abri, semble-t-il, du retournement de la conjoncture).

Enfin, les perspectives de la grande distribution paraissent largement plus favorables pour les cadres (où l'APEC s'attend à une progression de 14 % cette année) que pour les autres catégories de salariés. Dans cette profession, les jeunes diplômés sont particulièrement recherchés, principalement dans les services commerciaux (75 % des recrutements l'an passé). Néanmoins, les disparités semblent assez marquées parmi les entreprises.

Jean-Michel Normand

## Des managers plus prudents

Ce sont surtout les dirigeants un peu moins diplômés et un peu plus âgés qui ont pâti d'une conjoncture défavorable

LES Sherlock Holmes du recrutement travaillent tous sur le même indice : la longueur des procédures d'embauche. « Certains cadres, à qui nous avons servi d'intermédiaire, ont une réponse positive d'un nouvel employeur depuis novembre dernier », confirme Genevieve Le Callennec, PDG et fondatrice de BOS

Conseil, un cabinet d'outplacement. Nous sommes fin mars, et ils attendent toujours de signer leurs contrats.

« Il y a quelques mois, poursuit Jean-Louis Biot, responsable du personnel à la Compagnie européenne de sièges pour automobiles, être chassé et définitivement embauché demandait trois mois environ, aujourd'hui cela peut prendre jusqu'au double. »

Ce timing n'a pas échappé aux principaux intéressés. La crise du Golfe a rendu les entreprises attentistes et les cadres un peu plus prudents qu'à l'ordinaire. Ce diagnostic doit être modifié. Premier paramètre déterminant : la qualité des candidats. « Les très bons n'ont pas modifié leur comportement, retient ce chasseur de tête parisien. S'ils étaient en passe de changer d'entreprise, ils l'ont fait sans retard. » Ce n'est apparemment pas le cas des « moyens ». C'est-à-dire ceux qui, un peu moins diplômés et un peu plus âgés, s'appuient généralement sur une conjoncture favorable pour trouver un autre emploi plus intéressant.

« J'avais actualisé mon curriculum vitae, pris toutes les bonnes adresses, mais j'ai décidé d'attendre la fin du conflit », explique ce cadre bancaire de quarante ans. Je ne suis pas une valeur rare sur le marché. La crise du Golfe rend l'opération trop aléatoire.

D'autres ont également opté pour cette même stratégie mais pas de leur plein gré. Ils ont été en quelque sorte condamnés à la prudence. En première ligne, les cadres des secteurs déjà touchés par la récession américaine, dont

les effets ont été largement amplifiés par la guerre. « Quand vous êtes cadres, constate Robert Bosquet, président de l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel, et que vous voyez votre entreprise ne pas renouveler les contrats à durée déterminée ou mettre en chômage technique certains salariés, vous réalisez concrètement ce que signifie une conjoncture morose. Vous pouvez décider, soit de partir vite, soit, au contraire, si votre poste n'est pas menacé, d'attendre que la tempête se calme. »

PREMIERS VISÉS. « Une situation plus grave encore, insiste Genevieve Le Callennec, est celle des éternels premiers visés en cas de crise, c'est-à-dire tous les cadres qui ont des postes brillants, mais qui ne sont pas directement opérationnels, comme les responsables de communication, voire les cadres du marketing. Eux ont dû passer des moments difficiles. »

Mais les plus marqués par la crise restent, de l'avis de tous, les informaticiens. « La guerre a rendu notre situation encore plus délicate, explique-t-on à l'Association française des informaticiens. Les grands groupes qui licencient avaient pris cette décision avant janvier dernier, mais l'ont par la suite justifiée en raison du conflit. » Le résultat ne s'est pas fait attendre. « Nous constatons un énorme ralentisse-

ment du turn-over des analystes-programmeurs. Certains préfèrent se terrer plutôt que d'aller se mettre sur un marché vraiment défavorable. » Une stratégie que tous n'adoptent pas, préférant alors affronter la réalité. Parmi eux, encore une fois, les meilleurs, les seuls finalement épargnés par la conjoncture.

Marie-Béatrice Baudet

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

# MS

## ESCP

### MASTÈRE SPÉCIALISÉ MANAGEMENT DE L'ÉDITION

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour maîtriser tous les aspects d'un projet éditorial : conception, mise en œuvre, contrôle et élaboration d'une politique éditoriale, sur le plan national et international.

Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, DEA, DESS, grandes écoles de gestion ou équivalent.

Dossier de candidature et renseignements auprès de Brigitte GAILLARD.

GRUPPE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
MASTÈRES SPÉCIALISÉS  
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11 - Tél. : (1) 49.23.21.45

BAC + 5 ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE ROUEN

## MASTÈRE SPÉCIALISÉ

### LOGISTIQUE ET TRANSPORTS INTERNATIONAUX

- Sélection ouverte aux titulaires d'un D.E.A., D.E.S.S., et aux diplômés de Grandes Écoles d'Ingénieurs et de Gestion, Pharmaciens, Médecins...
- Dates limites d'inscription : - 15 mai (1<sup>re</sup> session) - 3 septembre (2<sup>e</sup> session)

Renseignements : SUP DE CO ROUEN  
Direction des Programmes Spécialisés  
B.P. 188 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX  
Tél. : 35.74.03.00 - Fax : 35.76.06.62

Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen

NSI SuRiCo

سكز ابن الاميل

## Des cadres polonais à l'école du management

L'institut français de gestion, qui a ouvert une filiale à Varsovie, a déjà appris la gestion à 200 stagiaires

**P**HYSICIEN d'origine, ingénieur de formation, Michel Muszynski a la passion communicative quand il parle de la Pologne. « Donner de l'argent ne sert à rien, expose-t-il, mieux vaut aider les gens à apprendre. » Directeur des programmes polonais de l'Institut français de gestion (IFG) après avoir dirigé une petite société d'informatique, Michel Muszynski s'est mis résolument au travail. Le 1<sup>er</sup> octobre 1990, l'IFG a ouvert à Varsovie sa filiale polonaise, IFG-Pologne, qui, pendant une durée de une à quatre semaines, forme des cadres polonais au management.

Au départ, la Fondation France-Pologne, créée et subventionnée par le gouvernement français dans le cadre de l'aide à ce pays, a lancé un appel d'offres, s'engageant à financer à 100 % des stages pour 750 cadres dans les deux ans (1). L'IFG, qui s'est engagé à rester présent après 1992, a confié sur le poteau de nombreux autres candidats. Et un concours financier supplémentaire a été apporté par le conseil régional d'Île-de-France. Une aide française qui venait à point dans un pays où les besoins sont énormes puisqu'il compte 750 000 cadres.

Une démarche qui permet aussi à la France de retrouver une présence perdue, puisqu'elle n'est que la dixième partenaire commercial de la Pologne. « Au lendemain de la guerre, raconte Michel Muszynski, 65 % de l'intelligentsia polonaise parlait français, aujourd'hui on n'en compte que 5 % ». Dans un pays secouru par une réforme radicale de l'économie, l'IFG tente d'apprendre l'économie de marché à des cadres âgés de trente à quarante ans, éduqués à l'école du commu-

nisme. Confiant, Michel Muszynski note pourtant que « l'économie de marché est un concept qu'on a connu ou dont on a entendu parler ». Les managers polonais qui s'inscrivent pour des stages de gestion de douze jours – par groupes de 16 personnes – le font individuellement, et non télégués par leurs entreprises. Ils versent une participation modeste, correspondant au prix des repas, et pour 30 % d'entre eux se forment pendant leurs vacances. Au préalable, la première épreuve consiste à remplir un questionnaire en trente points concernant leur formation, leur carrière et leur connaissance des langues. Ils sont ainsi invités à décrire ce qui va bien et ce qui va mal dans leur entreprise, à citer leurs « trois réussites professionnelles les plus significatives » et à indiquer le poste qu'ils pensent être en mesure d'occuper dans deux ans.

**SUR MESURE.** Deux jurys opèrent une première sélection sur dossier avant qu'un autre, composé de deux fonctionnaires polonais, d'un responsable de l'IFG et d'un représentant de l'ambassade de France, choisissent les candidats. « Nous avons reçu 3 000 demandes d'inscription, explique Michel Muszynski, soit 25 personnes pour une place disponible. » Les heureux stagiaires viennent de tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture, ont un niveau d'études supérieures et au moins trois ans d'expérience professionnelle. Les femmes ne représentent que 20 % des candidats.

Installé dans les 2 000 mètres carrés du Centre français de formation et d'information des cadres (CEFC), rattaché à l'ambassade de France, l'IFG-Pologne offre une formation « sur

mesure », une équipe de dix animateurs d'origine polonaise, bien informée des réalités économiques nationales, assurant les cours dans la langue du pays. Le premier objectif est de « familiariser les cadres polonais avec les outils du marché, condition préalable à une formation plus poussée au management et au marketing ». Ainsi, le stage d'« initiation au business » porte sur les objectifs et les définitions de l'entreprise, la loi de l'offre et de la demande, le couple produit/marché, le marketing, la gestion de trésorerie, l'analyse du bilan et de ses ratios, la Bourse, la composition du capital, l'organisation du travail. Douze jours d'enseignement de base.

L'IFG fait aussi largement appel dans son enseignement à l'informatique, les stagiaires comprennent plusieurs salles d'ordinateurs. « Nous utilisons, indique Michel Muszynski, des logiciels d'analyse financière de la rentabilité, des simulateurs de Bourse, des logiciels d'organisation de la politique commerciale de l'entreprise, et aussi des systèmes d'évaluation et de perfectionnement des aptitudes au management. » Les jeux d'entreprise sont très prisés, et les premiers résultats encourageants : depuis octobre dernier, 200 stagiaires ont été formés – dont 50 % possèdent déjà leur propre société, tandis que 10 % ont changé d'entreprise – et 750 devraient l'être d'ici à la fin 1992, certains avançant même le chiffre de mille. Près d'une centaine, pourment à leur tour des formateurs.

Michel Muszynski reconnaît cependant qu'une formation de douze jours est « insuffisante ». Il est donc nécessaire de trouver des relais pour la prolonger.

En février, une association a été créée pour ceux qui veulent continuer à travailler et à apprendre avec des entreprises françaises. Elle regroupe les trois quarts des anciens élèves.

Ainsi, l'IFG, qui assure aussi une formation au management à Moscou, prépare déjà l'après-1992 en ayant des contacts avec des sociétés qui seraient prêtes à payer des stages à leurs cadres polonais. Dès le début avril, des managers polonais participeront à des stages de deux jours et demi en ressources humaines qu'ils paieront sur leurs propres deniers. Le directeur général, Jean-François de Zitter, envisage d'élargir la clientèle de l'IFG « à de nouveaux types de clients publics et privés, notamment aux entreprises françaises présentes en Pologne ». L'institut a déjà réalisé des missions de consultation et d'audit de recrutement notamment pour des filiales de sociétés françaises. Et les deux stages subventionnés par la région Île-de-France seront suivis par des séjours de trois semaines dans des entreprises françaises. Un démarrage prometteur.

Michel Noblecourt

(1) La Fondation France-Pologne a prévu une enveloppe de 7 millions de francs correspondant à la prise en charge de 750 stages effectivement réalisés d'ici la fin 1992.

### STAGES

**Le service JOBSTAGE du CDTÉ est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.**

« Le Monde Initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTÉ, association responsable de ce service, lancé en collaboration avec le MNER et la Chambre commerciale européenne pour les stages à l'étranger, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 LEMONDE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F. (129 F pour les adhérents de la MNER).

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 45-46-16-20.

#### Gestion

Lieu : Paris. Date : mai 1991. Durée : 2-3 mois, embauche possible. Ind. : 3 000 F par mois. Profil : bac + 3, comptabilité. Mission : Travaux d'analyse gestion et préparation du cahier des charges pour développement informatique, travaux courants d'exploitation et développement. 11695.

#### Comptabilité

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 ou 3. Mission : comptabilité générale (clients français et étrangers, fournisseurs français et étrangers, pointages, banques, etc.). 12649.

Lieu : Levallois-Perret. Date : mai à septembre 1991. Durée : 3-4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, formation en comptabilité supérieure. Mission : collaborateur apportant son concours aux responsables financiers, suivre la comptabilité de plusieurs sociétés PME. 12646.

Lieu : Ivry-sur-Seine. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1 à 2. Mission : comptabilité, saisie et pointage factures. 12645.

Lieu : Paris. Date : avril 1991. Durée : 3 à 6 mois, embauche possible. Ind. : 1 500 F + chèques déjeuner. Profil : bac + 2, BTS, DUT, formation de comptable, connaissances juridiques et fiscales. Mission : tenue de dossiers comptables, paies, déclarations, saisie informatique. 12642.

#### Personnel

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, niveau DES, DEA, gestion, finances, droit, TTX. Mission : audit d'activité, de départements, de procédures internes. 13614.

#### Marketing

Lieu : Saint-Ouen-l'Aumône.

## Les Palois à la conquête de la France

Plus de la moitié des diplômés de l'ESC Pau trouvent un emploi en dehors de la région

**C**RÉÉE en 1969-1970, l'Ecole supérieure de commerce de Pau a profité de ses vingt ans pour aller à la recherche de ses anciens diplômés : 1 008 en tout, dont 730 ont été retrouvés et interrogés par un questionnaire établi avec le concours du « Monde Initiatives ».

Comme la plupart des petites écoles de commerce consulaires, l'ESC Pau est passée, en vingt ans, de la dimension régionale à une position nationale. Alors que 71 % des diplômés des premières promotions trouvaient un emploi dans le Sud-Ouest, cette proportion n'est plus que de 43 % pour les plus récentes. En revanche, le pourcentage des anciens travaillant en Île-de-France a doublé (passant de 10 % à 22 %), de même que ceux qui sont installés dans d'autres régions (de 9 à 18 %) ou à l'étranger (de 10 à 17 %). Ce phénomène s'explique par la « délocalisation » des concours, les élèves des classes préparatoires ayant maintenant la possibilité de se présenter à un grand nombre d'écoles. 5 045 candidats (dont un quart sont originaires de la région parisienne) vont ainsi se présenter au concours cette année (pour une centaine de places...), ce qui, selon M. Lager, directeur de l'ESC Pau, place celle-ci en sixième position des écoles non parisiennes, derrière Grenoble, Nantes, Toulouse, Montpellier et Tours.

Les anciens diplômés travaillent surtout dans les sociétés d'études et de conseil (23 %), la comptabilité et la finance (13 %), le commerce et le marketing (11 %), la bureautique et l'informatique (7 %), les autres se répartissant dans les activités les plus diverses. Si la part des commerciaux est plus importante en début de carrière, elle diminue rapidement ensuite au profit des fonctions de direction. Près de la moitié des diplômés des premières promotions occupent des fonctions de direction générale.

Les principales voies d'accès à l'emploi sont les annonces de la presse et les candidatures spontanées, l'importance prise par les premiers augmentant régulièrement. De plus en plus nombreux sont les diplômés qui ont suivi une formation complémentaire : alors qu'ils n'étaient qu'un quart dans les premières promotions, ils sont maintenant 60 %, notamment en raison du développement des formations suivies à l'étranger (MBA dans des universités américaines ou diplômes allemands ou espagnols).

Très satisfaits de leur formation, les diplômés considèrent que la discipline la plus utile, en début de carrière, est la comptabilité générale et analytique et, pour la suite, la politique d'entreprise et la stratégie. 40 % des diplômés utilisent une langue étrangère « couramment » dans leur travail, et un peu moins « occasionnellement ».

Frédéric Goussier

## Une Maison de la production à Grenoble

Les industries métallurgiques et le rectorat s'associent pour créer un centre de formation par alternance, du CAP au diplôme d'ingénieur

**L'**UNION patronale de la métallurgie de l'Isère et le rectorat de Grenoble se sont associés pour ouvrir une Maison de la production, dont ils assurent l'ensemble l'animation pédagogique, mais dont la gestion demeurera privée. Leur ambition est d'offrir une filière continue de formation professionnelle par alternance, du CAP au diplôme d'ingénieur.

Il aura fallu deux ans à l'Union des industries métallurgiques, électriques et connexes de l'Isère (UDIMEC), forte de 600 entreprises employant 45 000 personnes, pour voir son dessein aboutir. Elle ne cache pas aujourd'hui sa satisfaction : la Maison de la production accueillera, à la rentrée prochaine, sa première promotion. Voilà déjà plusieurs semaines qu'ont commencé de sortir de terre les 5 000 mètres carrés de salles de cours et d'ateliers, au cœur d'un vaste espace de 1,7 hectare offert par les communes de Voreppe et de Moirans, à une vingtaine de kilomètres de Grenoble.

Dans un premier temps, une cinquantaine d'élèves y prépareront quatre bacs professionnels (1). Simultanément, deux sections de « mentions complémentaires » (2) permettront à 50 autres jeunes, titulaires d'un CAP ou d'un BEP, d'accéder au niveau requis pour être admis en première année de bac professionnel. Dans une seconde étape, en 1992, le cursus devrait être prolongé par une classe de BTS (3). Enfin, le dispositif serait parachevé par l'ouverture de deux formations d'ingénieurs (4), dans un Institut des techniques mis en place avec l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) et l'université Joseph-Fourier. Bref, un cheminement continu, de l'apprentissage aux études supérieures.

L'établissement, dont les industriels assureront la gestion, bân-

ficiera du concours pédagogique de l'éducation nationale, par le biais de conventions avec les lycées professionnels du département. Sa construction fait appel à un financement public, puisque, sur un investissement de 30 millions de francs, l'Etat et la région Rhône-Alpes versent chacun une quote-part de 2,2 millions, le conseil général de l'Isère intervenant à hauteur de 15 millions et l'UDIMEC prenant à sa charge la différence.

**UN CENTRE DE RESSOURCES.** « La métallurgie, c'est Ariane et le TGV », aime à dire Gérard Faya, le président de l'UDIMEC. Une façon de revaloriser des métiers qui ont perdu de leur attrait auprès des jeunes, mais aussi de souligner l'enjeu de la formation, pour une profession qui déplore hautement qualifiée, alors même qu'elle a délaissé ces dernières années, en Isère, un soldat net de 500 créations d'emploi. Constituer un centre de formation pilote est ainsi la mission de cette Maison de la production. Celle-ci sera pourvue d'une plate-forme technologique, où les constructeurs mettront leurs machines à commande numérique de la dernière génération à la disposition des élèves de l'établissement et des enseignants de l'ensemble de l'académie.

Un tel « centre de ressources », doté d'un équipement très performant, donc très onéreux, ne pouvait que séduire l'éducation nationale, à laquelle l'UDIMEC n'avait du reste pas dissimulé que le projet serait mené à son terme, avec ou sans elle. Pour Michel Treuil, recteur de l'académie de Grenoble, la création de la Maison de la production ne constitue pas un acte d'allégeance aux volontés patronales, mais relève de « la nécessaire complémentarité de l'école de la République et du monde professionnel, pour

accompagner l'élève dans sa réussite ». La coopération souhaitée par les industriels, estime-t-il, est « une reconnaissance des compétences du service public ». Il souligne que les tâches seront réparties équitablement, puisque le directeur administratif sera nommé par l'union patronale, alors que le directeur des études sera détaché de l'éducation nationale.

Des reticences – lorsque ce n'est pas une franche hostilité – se manifestent pourtant dans les rangs de plusieurs syndicats enseignants et ouvriers. Si le SGEN-CFDT, qui regrette l'absence de représentants des salariés au conseil d'administration, réserve son jugement, le SNES fait état de « l'inquiétude » de certains enseignants devant ce qu'il considère comme « un abandon du service public ». Forcé ouvrière, qui parle d'un « aveu d'échec du système éducatif », ne rejette pas l'idée d'un partenariat, mais sous réserve d'un « partenariat clair », incluant les organisations syndicales. Une exigence que reprend la CGT, favorable à « une structure tripartite dans le cadre du service public ».

La pierre de touche pourrait être la taxe d'apprentissage : l'UDIMEC va devoir porter sa collecte de 11 à 20 millions de francs pour subvenir à un budget annuel de fonctionnement de 5 à 6 millions de francs. Au risque de tarir les ressources d'autres établissements.

Pierre Le Nir

(1) Maintenance des systèmes mécaniques automatisés, production mécanique, outillage de mise en œuvre, équipements et installations électriques.

(2) Opérateur-régulateur sur machine-outil à commande numérique et mécanique en circuits électrohydrauliques et pneumatiques.

(3) Le premier serait un BTS de conception de produits industriels.

(4) Ingénieur mécanicien et ingénieur électromécanicien.

déplacements. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 500 F. Profil : bac + 3 ou 4, école de commerce, marketing. Mission : évaluer l'acceptabilité et la faisabilité d'un système de carte de fidélité (carte de client) dans le domaine de la fourniture industrielle. 14972.

Lieu : Courbevoie, déplacements province. Date : immédiat. Durée : 6 mois, embauche possible. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 et 3, permis de conduire. Mission : technico-commercial, promotion de matériel de commerce de proximité à l'action, suivi et valorisation de la clientèle, contacts avec ingénieurs et encadrements du personnel. 14971.

Lieu : Fresnes. Date : immédiat. Durée : 3 mois, plein temps ou trois-quarts de temps. Ind. : 38 700 F. Profil : bac. Mission : Prospection et enquêtes par téléphone. 14970.

Lieu : Rosny-sous-Bois. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : très intéressante. Profil : bac + 1 ou 2. Mission : recherche de prospects, études de marché en Europe (pour commercialisation de nos logiciels), participation à des salons professionnels. 14967.

#### Commerce

Lieu : Paris. Date : avril 1991. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F par mois. Profil : bac + 2, école supérieure de commerce. Mission : prospection auprès des directions des ressources humaines de grandes entreprises et auprès d'organismes de formation. 15716.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, formation assurée. Mission : vente d'espaces publicitaires pour un nouvel annuaire national. 15714.

#### Vente

Lieu : Esset Romand. Date : mai 1991. Durée : 1 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 3. Mission : commercialisation formations. 16818.

#### Informatique

Lieu : Gennevilliers. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F par mois. Profil : bac + 1 ou 2, système d'exploitation DOS. Mission : Informatique de gestion. 17925.

Lieu : Gennevilliers. Date : avril-mai 1991. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, gestion, statistiques, bases de données. Mission : tenue de dossiers comptables, paies, déclarations, saisie informatique. 12642.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2, IUT ou BTS. Mission : développement d'une application sur logiciel sous Windows. 17914.

Lieu : Clamart. Date : immédiat. Durée : 2 mois, embauche possible. Ind. : 2 500 F, anglais, espagnol. Profil : bac + 1 ou 2, BTS, CNAM ou autres. Mission : Analytise programmeur sur systèmes MS DOS ou

UNIX et langage BASIC C ou Pascal. 17922.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée, embauche possible. Ind. : très intéressante. Profil : Bac + 2 mini (DUT/BTS), expérience exigée. Mission : analyse-programmeur sur CLIPPER ou DBASE, SQL, WINDOWS, C, DOS. 17920.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 5 000 F par mois. Profil : bac + 3 ou 4, micro-informatique, méthodes d'analyse, tableau. Mission : participation à l'analyse et à la réalisation d'un tableau de bord en Lotus 1-2-3, consolidation de données économiques et techniques en provenance de banques régionales ou filiales. 17902.

#### Communication

Lieu : Paris. Date : avril 1991. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F par mois. Profil : bac + 2, physique et communication (animation). Mission : participation à l'animation de notre exposition sur les différentes sources d'énergie, exposition destinée aux scolaires (accueil des classes, visites commentées). 18845.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 4, PAO, connaissances en imprimerie, édition. Mission : fabrication d'éditions, relations avec imprimeur. 18844.

Lieu : Paris. Date : mars 1991. Durée : 2 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Profil : Bac + 2 ou 3, TTX ou PAO. Mission : assistance à la direction du service communication. 18838.

#### Droit

Lieu : Paris, déplacements au tribunal de commerce. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 3, droit des sociétés. Mission : aide à la création de sociétés et vie sociale. 23584.

#### Secrétariat

Lieu : Suresnes. Date : avril 1991. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F à 6 000 F par mois. Profil : bac + 2. Mission : assistance de direction et assistance commerciale, suivi de contrats de location, suivi administratif. 24806.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois, embauche possible. Ind. : 6 000 F. Profil : Bac + 2, bilingue anglais, TTX Word 3. Mission : secrétariat, prise de rendez-vous. 24809.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : Bac + 1 ou 2, TTX, Windows préférable. Mission : secrétariat et tenue comptable (compta générale) de dossiers : achats, ventes, banques, clients et fournisseurs. 24804.

Et de nombreux autres stages sur le 36 15 LEMONDE. Pour tous renseignements, contactez le CDTÉ au 47-35-43-43.





Le Monde

de la  
Gestion**RESPONSABLE  
DE LA COMPTABILITE GENERALE**  
Assurances

**Paris 16<sup>e</sup>** - Cette société d'assurances (140 personnes, 550 millions de francs de chiffre d'affaires) connaît une forte croissance depuis plusieurs années. C'est dans ce contexte dynamique qu'elle recherche le responsable de son service comptable. Directement rattaché au directeur financier, et à la tête d'une petite équipe (7 personnes), il aura la responsabilité complète des opérations comptables (bilans, déclarations fiscales, ...). Il mettra en œuvre un système de comptabilité analytique et bud-

gétaire dans un environnement informatisé autonome. Ce poste s'adresse à un comptable confirmé, âgé d'au moins 32 ans et de formation supérieure (bac + 4, DECS). Une expérience acquise dans le monde de l'assurance est fortement souhaitée. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en indiquant votre rémunération actuelle ainsi que la référence A/F9783M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.22.

**PA Consulting**  
Group  
Creating Business Advantage
**RESPONSABLE MARCHE  
DES ENTREPRISES**  
Banque sud-est

Le Crédit Agricole de l'Ardèche est, avec 450 personnes, 6,4 milliards de francs de total bilan et 25 millions de francs de bénéfice net, le premier établissement financier de sa région, tant sur le plan du marché des particuliers que sur celui des entreprises dont il recherche le responsable. Dans le cadre d'une large autonomie, sa mission sera complète : développer le portefeuille clients et augmenter les parts de marché, promouvoir l'activité internationale dont il a également la responsabilité, animer et motiver une équipe de 15 collaborateurs, optimiser le back office, mettre en place et faire vivre des outils performants de suivi de l'activité et du

risque. Cette opportunité s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (école de commerce, université) et/ou bancaire (ITB). Il dispose d'une expérience reconnue du marché des entreprises comme responsable de marché, sous-directeur entreprise d'une agence importante ou d'un groupe d'agences. Il a exercé des responsabilités d'animation d'équipe. La rémunération proposée sera de l'ordre de 275.000 francs. Poste basé à Privas. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/X5212M - PA Consulting Group - 11 cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72.

**CA CRÉDIT AGRICOLE**
**PA Consulting**  
Group  
Creating Business Advantage

Le dynamisme de BAYARD PRESSE s'exporte bien !

Nous recherchons notre :

**CONTROLEUR DE GESTION  
INTERNATIONAL**

Réel interlocuteur des Directeurs de Filiales et de la Direction Financière du Groupe, vous prendrez en charge une double mission :

- l'une liée au Contrôle de Gestion interne classique de la Société BAYARD PRESSE INTERNATIONAL.
- l'autre tournée vers les filiales. Cette mission consistera à assurer des fonctions d'analyse, de suivi et de préparation de dossiers juridiques et fiscaux et à jouer un véritable rôle d'administrateur pour chacune de ces Sociétés.

A 30 ans environ, vous avez une formation Grande Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, SCIENCES PO), une première expérience réussie de 5 ans minimum, une excellente maîtrise de l'anglais et une véritable attirance pour le secteur de la Communication seront vos meilleurs atouts pour remplir cette mission passionnante.

De nombreux déplacements à l'étranger sont prévus.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence MCM/78 à BAYARD PRESSE, Direction des Affaires Sociales, 3 rue Bayard 75008 Paris.



BAYARD PRESSE

62 Publications - 26 à l'étranger - 36 en France -  
1,5 Milliards de CA - 1700 personnes

Filiale d'un grand groupe français à vocation industrielle et commerciale, spécialisée dans la distribution automobile recherche un cadre (H/F) au sein de la Direction Administrative et Financière du siège.

**PRENEZ EN CHARGE  
LE CONTROLE DE GESTION**

30 ans environ, vous avez une formation supérieure en gestion et une première expérience acquise au sein d'un cabinet d'audit de renom qui vous a permis d'acquérir des méthodes de travail et de développer votre sens de l'analyse. Vous maîtrisez l'outil micro informatique (Lotus).

En liaison étroite avec les concessions, vous participerez activement à l'élaboration des budgets annuels ; vous analyserez les résultats à l'aide d'un reporting mensuel. Vous rechercherez les raisons des écarts et dérivez potentielles et proposerez des actions correctrices à la Direction Générale.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci de nous envoyer CV et lettre manuscrite, sous la référence 4455, à SERIFO, groupe Eurosearch, 47bis, avenue Bosquet, 75007 Paris.

**SERIFO**  
GROUPE EUROSEARCH

Membre de Syntec

Nous sommes leader mondial du Conseil en Management par téléphone

Pour aider les Chefs d'entreprise à prendre une décision rapide et sûre, nous recherchons un

**CONSULTANT  
EN FISCALITE**

- Votre formation (DESS)
- Votre expérience professionnelle (le Droit notarial serait apprécié)
- Votre sens de la communication et des relations humaines

vous permettent de travailler au sein d'une équipe au service de ses clients.

Adresser votre C.V. détaillé avec photo à :  
Luigi MADEO  
Société SVP  
Direction des RESSOURCES HUMAINES  
70, rue des Rosiers  
93585 SAINT-OUEN CEDEX



Le TGV a récemment battu le record du monde de vitesse : 315,3 km/h.  
A bord, 38 équipements conçus par Faiveley, du pontomètre au groupe de climatisation en passant par les portes automatiques...  
Faiveley, avec ses 900 personnes, est une entreprise spécialisée dans l'équipement embarqué de pointe. Elle équipe aujourd'hui le TGV, le VAL mais aussi le métro de la ville de Montréal, de Caracas, du Caire...

**Contrôleur de gestion**

Rattaché au Responsable du contrôle de gestion Groupe, il contribuera au reporting mensuel et à l'analyse des résultats en relation avec les opérations des différentes filiales. Il participera à la mise en place des nouvelles approches analytiques (analyse par marchés, affaires, produits...) et veillera au respect et à la mise en place de procédures.

Des déplacements - courts mais fréquents - sont à prévoir.  
De formation supérieure de type ESC (option juridique appréciée) ou DESS de gestion, le candidat devra justifier d'une première expérience du contrôle de gestion dans une entreprise à caractère industriel. Anglais souhaité.

Nous sommes un groupe en forte expansion offrant au titulaire en place des évolutions de carrière. La rémunération sera en fonction des compétences et de l'expérience présentée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence CG/03, à Mme Chaffreuil, Chef du personnel, Faiveley, 143 bd Anatole France, Courcouronnes, 91200 Saint-Denis.

**Faiveley**

les systèmes du futur



Participez activement à la promotion  
de NANTES et de sa région...  
en qualité de

**SECRETAIRE GENERAL  
du PALAIS DES CONGRES**

Chargé de la direction administrative et financière (gestion, finance, contrôle et reporting, ressources humaines - Droit social et commercial).

Au-delà de votre rôle de gestionnaire que vous assumerez avec une extrême vigilance, vous vous souciez de la communication interne et de l'épanouissement de votre équipe. Vous savez saisir les opportunités de promotion du Palais des Congrès.

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'école de Commerce ou Sciences Po. ou Universitaire, vous avez une solide expérience administrative et financière en entreprise, le goût de l'innovation, un fort charisme. Anglais impératif.

Envoyez votre dossier complet sous la réf. SG/LM à Arlette NIVOLLE et François Xavier CHEVILLARD - RPC - 6, rue Montel - 44000 NANTES

**Raymond Poulain Consultants**
**SAINT-GOBAIN**  
CERAMIQUES INDUSTRIELLES
**RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION**  
auprès du Directeur d'une Division

Il ou elle assurera la coordination du Contrôle de Gestion, l'animation de la démarche de planification, la réalisation des études stratégiques pour préparer les décisions d'investissement, d'un ensemble de 22 sociétés réparties dans 8 pays.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grande Ecole, débutant ou ayant 2 à 3 années d'expérience en entreprise industrielle. Une formation complémentaire économique et financière serait appréciée.

Possibilité d'évolution vers un poste opérationnel dans une Filiale de la Division ou dans le Groupe Saint-Gobain.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à J. LANGLOIS - Directeur des Affaires Sociales, Branche Céramiques Industrielles, Les Miroirs, Cedex 30, 92096 Paris-La Défense.

**SAINT-GOBAIN**

مركزنا للأعمال

Responsables  
partement juri

Justice d'Affa

RP

Fiscaliste

SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN



REPRODUCTION INTERDITE

Important groupe industriel mondial du secteur de l'énergie recherche

## Responsables de département juridique

de très haut niveau, possédant une solide expérience dans la négociation et la rédaction de contrats internationaux. Pour l'un de ces postes, une excellente pratique de l'ingénierie juridique (acquisitions, restructurations, etc.) est requise. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. La connaissance du droit anglo-saxon et d'une autre langue européenne serait un atout. Veuillez adresser votre candidature avec photo et prétentions, sous la référence LM 910303, à Intuitu Personae, 19 avenue de Messine, 75008 Paris, qui l'étudiera en toute confidentialité.

**IP**  
**INTUITU PERSONAE**  
GRUPE INTERNATIONAL BUSINESS LAWYERS

Grand Groupe anglo-saxon recherche un

## Juriste d'Affaires

**Paris**  
Au sein d'une Direction Juridique de haut niveau, vous intervenerez sur des dossiers et pour des consultations intéressantes le Groupe et ses filiales, en matière de droit des contrats, réseaux de distribution, droit social (contrats de travail, accords collectifs), droit des sociétés et droit des affaires en général. Agé d'une trentaine d'années, de formation juridique supérieure (CAPA, DJCE, DEA, DESS...) doté idéalement d'une formation complémentaire, vous justifiez impérativement d'un minimum 4/5 ans d'expérience au sein d'un cabinet.

d'affaires, d'avocats ou d'une grande entreprise, éventuellement internationale. Autonome, excellent technicien, ayant le goût et le sens des contacts à tous niveaux, vous parlez anglais et souhaitez évoluer dans un Groupe international de haute technologie qui offre différentes possibilités d'évolution. Contactez Antoine Goldschmidt au (1) 42.89.30.03 ou adressez lettre manuscrite + CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. AG4592MO.

**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Notre Division Clientèle Privée, dans le cadre de son développement crée la fonction de

## Fiscaliste

classe VI - VII

- Vous êtes le support juridique et fiscal des chargés de clientèle du réseau qui sont vos interlocuteurs quotidiens,
  - Vous les informez et les conseillez,
  - Vous les assistez dans leurs relations avec la clientèle.
- Votre formation juridique supérieure complétée par une spécialisation fiscale, votre expérience de 5 à 8 ans dans une banque, un cabinet conseil ou une administration, alliée à de très bonnes qualités relationnelles font de vous le fiscaliste opérationnel et communicant que nous recherchons.

Ce poste est basé à Neuilly sur Seine.

**QUIEL**

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence CF 1101 à notre conseil qui le traitera en toute confidentialité : QUIEL Ressources et Perspectives - 10, rue de Presles 75015 Paris.

**BANQUE HERVET**

## RESPONSABLE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

LE CREDIT AGRICOLE  
DE MEURTHE ET  
MOSELLE CONFIRME  
SA DYNAMIQUE  
DE SUCCES :  
BANQUE LEADER EN  
MEURTHE ET MOSELLE

**CA**

Cadre confirmé, doté d'une formation juridique supérieure (maîtrise de droit privé) et d'une expérience probante à un poste similaire (5 ans), vous aurez à :  
• animer une équipe de 12 collaborateurs  
• assurer le recouvrement de nos créances  
• constituer les provisions  
• améliorer les procédures de prévention et traitement du risque  
• réaliser des études juridiques pour les services et agences et défendre en justice les intérêts de la C.R.  
• informer vos partenaires des évolutions législatives et jurisprudentielles.  
Votre aptitude au management, votre sens de l'organisation et de la négociation, votre dynamisme alliés à vos compétences techniques et à une forte implication personnelle seront vos atouts pour nous convaincre et réussir.  
Adressez lettre manuscrite et C.V. à CRICAM Est - Nancy - Service des Relations Sociales - 10X - 54017 NANCY CEDEX.

Etablissement public à vocation financière intervenant dans les pays en voie de développement recherche pour son siège à Paris

## un JURISTE GÉNÉRALISTE

de niveau 3<sup>e</sup> cycle âgé de 30 ans environ

Le candidat retenu participera à l'appui juridique et fiscal à l'établissement ainsi bien en ce qui concerne ses opérations de financement (montage, suivi) que son fonctionnement interne (études, contentieux).

Le poste à pourvoir requiert une formation juridique de niveau 3<sup>e</sup> cycle en droit privé, orienté en priorité vers le droit des affaires et la fiscalité, ainsi qu'une expérience professionnelle, minimum de trois ans dans ces domaines.

Écrire sous réf. n° 8266  
au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris



## elf aquitaine

RECHERCHE POUR  
SA DIRECTION  
RAFFINAGE - DISTRIBUTION

## JURISTE SPECIALISE EN DROIT PUBLIC ET DES AFFAIRES

Au sein de la Direction Juridique, vous aurez un rôle de conseil et d'assistance pour l'ensemble des questions de droit public (droit administratif, droit de l'environnement, droit pétrolier...) et vous intervenerez dans la mise au point des conventions relatives au secteur industriel du raffinage et de la distribution.

Homme ou femme de contact et de méthode, vous travaillerez en étroite relation avec les différentes entités opérationnelles de la société et leurs responsables et assurerez l'interface avec les conseils extérieurs.

A 30 ans environ, de formation supérieure en droit public (doctorat, DESS, DEA, Sciences Po) complétée par de solides connaissances en droit des obligations, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet d'affaires, et souhaitez rejoindre un Groupe qui valorise pleinement la fonction juridique et qui offre à ses cadres à fort potentiel de réelles possibilités d'évolution. Vous possédez un bon niveau d'anglais.

Contactez Florence Mouret ou Frédéric d'Antin au (1) 42 89 30 03 ou adressez lettre manuscrite + CV + photo + tél. + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal - 10, rue Jean Goujon 75008 PARIS, sous réf. FM6754MO.

**MP**

**Michael Page Tax & Legal**

## Adjoint du Responsable du Service Juridique

Présent en Europe, en Amérique et en Asie, MATRA TRANSPORT est leader mondial sur le marché des métros automatiques.

Le Service Juridique a pour mission d'aider à finaliser la prise d'engagements contractuels nécessaires à l'exécution des marchés de MATRA TRANSPORT, tant vis-à-vis des clients que de nos partenaires.

Au sein d'une petite équipe, vous intervenez de façon active dans l'étude et la négociation des marchés et de leur montage, ainsi que dans l'élaboration des contrats de partenariat et d'exécution de ces marchés.

Votre responsabilité porte sur des contrats complexes et variés, multiprofessionnels, à tous les stades de la vie du projet (des marchés d'étude jusqu'à l'exploitation), en France ou à l'export. Vous aurez également un rôle de conseil juridique auprès de tous les services de notre société.

De formation supérieure en droit des affaires, vous possédez une première expérience significative dans le secteur des biens d'équipement ou des grands marchés.

Déjà familiarisé avec les contrats internationaux, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. La connaissance de l'espagnol serait appréciée. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. ARSJ à notre Direction des Ressources Humaines

**MATRA**  
TRANSPORT

MATRA TRANSPORT - 48/56 rue Barbès  
BP 531 - 92542 Montrouge Cedex

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

## JURISTE IMMOBILIER

LE CREDIT AGRICOLE  
D'ILE DE FRANCE  
CONFIRME  
SA DYNAMIQUE  
DE SUCCES :  
PREMIERE BANQUE  
REGIONALE,  
252 AGENCES,  
3 000  
COLLABORATEURS.

**CA**

De formation 3<sup>e</sup> cycle Droit Privé, vous êtes débutant, fort d'une première connaissance de ce milieu ou bien expérimenté (2 à 5 ans).

Vous serez chargé de la gestion du patrimoine immobilier et contentieux construction. Si vous vous révélez être un homme d'affaires, vous participerez à la négociation des transactions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence JI/LM04 au Service du Recrutement - Crédit Agricole - 26 quai de la Rapée - 75012 PARIS.

50221010101

هكذا من الاجل

# de la Fonction Commerciale



## Tetra Pak a tous les atouts pour développer votre personnalité

Les atouts du leader mondial de systèmes de conditionnement pour liquides alimentaires : 58 milliards d'emballages par an dans 110 pays environ. Les atouts d'un innovateur qui, à partir d'une idée fondamentale liée à l'emballage aseptique, sait apporter à chacun de ses clients le conseil le mieux adapté.

Tetra Pak vous propose d'intégrer la Direction Commerciale à Paris.

## INGENIEUR D'AFFAIRES

Après 1 an de formation et passages dans différents services, vous développez et rentabilisez les affaires de la société chez les Clients et Prospects qui vous sont confiés dans le cadre de la politique commerciale et du plan marketing de la société. Vous coordonnez et gérez les projets de développement chez vos clients en liaison avec le marketing et les services concernés de la Direction du Service Technique. Agé de 26 - 28 ans environ, diplômé d'une grande Ecole de Commerce et/ou Ingénieur, vous avez une première expérience de la vente de produits techniques dans un contexte industriel ou agro-alimentaire. Vous êtes un bon négociateur. Vous maîtrisez la langue anglaise.



Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle s/réf. 31/3397D à :  
EGOR, 8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR  
RESSOURCES  
HUMAINES

"Ecoute, Service et Qualité"

## GRANDS COMPTES ET HAUTES TECHNOLOGIES

Nous sommes un important groupe international leader sur son marché. Nous recherchons pour notre unité de Rungis, spécialisée dans les équipements de contrôle non destructif Rayon X à destination de l'Aéronautique, l'Armement et le Spatial, un

## INGENIEUR COMMERCIAL (FRANCE)

Ingénieur de formation, vous possédez une solide culture en électrotechnique et en physique. Après une expérience commerciale de 3 à 5 ans, vous souhaitez exprimer votre dynamisme dans un poste évolutif qui mobilisera votre passion de la technique et votre goût de la relation client. A partir d'équipements de très haute performance technologique, votre mission sera d'analyser les besoins de nos clients et d'en assurer le suivi technique et commercial. Des déplacements fréquents sont à prévoir sur l'ensemble du territoire national.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V. et photo) en précisant la Réf. 5412 à,  
AD/COM 32, rue Pierrel - 92200 Neuilly/Seine

## FORMATION PROFESSIONNELLE

Si vous êtes vraiment décidé à parler anglais, commencez par traverser la Manche.



Brittany Ferries vous emmène apprendre l'anglais chez les Anglais. A l'Anglo Continental de Bourneville. Notre école vous propose, pour 15 jours ou plus, des stages de formation intensive, à l'anglais commercial, technique, courant. Ecrit et parlé. Et sur mesure. Au total, 30 formules de cours. Au départ de St-Malo, Caen/Ouistreham et Cherbourg, Brittany Ferries vous

Anglo Continental  
Ecole anglaise par la Ferrière Quai

Brittany Ferries  
LA GRANDE DIRECTION POUR VOTRE VOYAGE

Pour recevoir très rapidement une documentation gratuite sur l'Anglo Continental et le fortin Brittany Ferries, remettez ce bon à : Anglo Continental, Brittany Ferries - 28098 Ruffec Cedex.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_  
Desire de formation professionnelle continue ☐ OUI ☐ NON ☐ Soigné

## Les Technologies de Demain,

## Aujourd'hui



Aujourd'hui pour Demain

## Division Télécommunications

## CHEF D'AGENCE REGIONALE TOULOUSE

Grand Constructeur Européen de Télécommunications ICA 3.2 Mds de F + 4 900 personnes nous mettons en place notre régionalisation commerciale.

Directement en relation avec le Directeur ou Développement Commercial, et après l'analyse des besoins de la clientèle pour orienter la politique commerciale, des sa création vous assurerez le développement de l'agence.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole d'ingénieur ou Ecole de Commerce Sup de Co), vous possédez une expérience Technico-Commerciale en milieu industriel de préférence dans le secteur de l'Electronique ou des Télécommunications.

Autorité naturelle, sans relationnel développé, rigueur intellectuelle et esprit de méthode prouveront votre maturité.

Votre connaissance du tissu industriel régional et des collectivités locales sera très appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. CAR MO - a Marie-Christine Ladeure, SAT, DTEL 41 rue Carnagiet, 75331 Paris Cedex 13.

## DIAPEX

Filiale IBM France et PRISME  
Jeune société (janvier 1991) en plein développement, dotée de parrains prestigieux.

Notre univers : IBM AS 400.

Notre cible - à travers un réseau d'agents - : les PME-PMI de commerce de gros.

Notre offre : une famille de logiciels packagés et paramétrables de gestion intégrée, développés et maintenus à l'aide de l'atelier de Génie Logiciel AGI-X.

Notre ambition : être le leader du secteur de la distribution de gros, assurer et garantir la permanence du savoir-faire.

Notre éthique : la satisfaction du client, le goût de la qualité et de l'excellence.

## ASSUREZ LA REUSSITE COMMERCIALE DE VOS AGENTS

Sous la responsabilité du Directeur Marketing-Vente, et en étroite relation avec le responsable marketing, vous assurerez l'animation et le développement des ventes réalisées par les agents de votre région commerciale.

Vous serez le garant de la réussite des opérations sur votre secteur en animant, comprenant et conseillant les agents à travers leurs Ingénieurs Commerciaux. Vous mènerez sur le terrain les actions de marketing opérationnel et de communication servant à dynamiser et accompagner les actions des Ingénieurs Commerciaux des agents.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez cinq ans d'expérience réussie comme Ingénieur Commercial avec une bonne connaissance des PME-PMI et du marché informatique (mini-ordinateurs). Vous avez le goût du management et vous êtes apte à faciliter la réussite des autres dans ce contexte d'animation fonctionnelle, avant d'évoluer à terme vers un poste plus hiérarchique.

SERIFO  
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer votre dossier complet, sous réf. 5457, à SERIFO, groupe EUROSEARCH, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

Membre de Syntec

## Ingénieur Technico-Commercial



Leader mondial de la garniture d'embrayages, nous sommes implantés en Europe, aux Amériques et en Asie. Aujourd'hui, nous recherchons pour notre Division en FRANCE (500 personnes) implantée à LIMOGES (87) un Ingénieur Technico-Commercial. Diplômé d'études supérieures (Grandes Ecoles), vous possédez une expérience de 3 à 5 ans de la vente en première monte, acquise dans l'industrie automobile.

Nous vous proposons de prendre en charge les relations commerciales et techniques avec les constructeurs d'automobiles, de poids-lourds et les fabricants d'embrayages du Nord de l'Europe. Pour ce poste clé, la préférence sera donnée à un candidat parfaitement bilingue allemand. L'anglais serait un plus.

Vous voulez mettre votre enthousiasme, votre potentiel technique et commercial au service d'un groupe international en constant développement, nous vous assurons par notre dynamisme technologique une évolution rapide vers d'importantes responsabilités.

Si cette perspective de carrière vous attire, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) s/réf. 13842 à EUROMESSAGES - BP 80 92106 BOULOGNE Cedex. Réponse et discrétion assurées.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 30.000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 60 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

Valeo  
L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

La Direction IARD des ENTREPRISES des AGF recherche :

## 2 chargés d'affaires grandes entreprises

Leader sur le marché des risques d'entreprise, dans un marché européen en plein essor, les AGF étoffent leurs équipes d'ingénieurs d'affaires.

Diplômés d'une Ecole d'ingénieurs ou d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous maîtrisez l'anglais et vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en négociations commerciales dans un secteur de pointe.

Nous vous proposons de rejoindre l'un de nos départements chargés de clientèle. Vous aurez, en relation avec nos intermédiaires et nos clients importants (grandes entreprises françaises et internationales) à proposer des couvertures d'assurance, à en évaluer le coût et à assurer le suivi commercial.

Si ce poste évolutif vous intéresse, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous réf. MYZIE à Isabelle DONADEU - AGF - Département des Ressources Humaines - 33, rue La Fayette 75009 Paris.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE





# Le Monde de l'Informatique

REPRODUCTION INTERDITE

## La Matière Bleue

l'audace d'aller  
jusqu'au bout  
de l'informatique  
technique

La Matière Bleue est

force et élan.

Elle est la force que

Sema Group confère

à tout projet.

Elle est l'élan

qui porte le projet.

Forces d'un projet par l'ampleur

de la vision initiale, et par

l'audace de le réaliser jusqu'au

bout, elle permet de mettre la

haute technicité de nos inter-

ventions au disposition de notre

connaissance des secteurs les

plus en pointe. Multipliant les

opportunités de carrière, la

Matière Bleue permet à

chacun de réaliser

son ambition.

et d'optimiser

ses propres

ressources.

## AÉRONAUTIQUE, ESPACE, DÉFENSE

Les AIRBUS A320/A340, le RAFALE, la fusée ARIANE IV, la navette HERMES, les sous-marins nucléaires INFLEXIBLE et TRIOMPHANT, le bâtiment d'essais et de mesures MONCE... autant de missions de confiance au crédit de notre Département Systèmes Techniques.

Ingenieurs Grandes Ecoles (SUPAERO, SUPELEC, CENTRALE, TELECOM, ENSTA, N7, ENSIMAG,...) nous vous offrons les opportunités suivantes :

Ingenieurs généralistes : nous vous confierons des missions de haut niveau dans des domaines variés : modélisation et simulation, conception de systèmes, assistance aux Directeurs de projets...

Ingenieurs informaticiens : vous participerez à la conception et à la réalisation de logiciels de grande envergure ; vous mettez en œuvre les techniques les plus avancées : TEMPS-REEL, GRAPHIQUE, SGBDR, UNIX, VMS, C, ADA, 680XX...

Postes à pourvoir en Région parisienne (Fontenay-Sous-Bois, banlieues ouest et sud) et en province (Toulouse, Toulon, Brest).

SEMA GROUP

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous réf. V04/LM à Alain Pittavy, SEMAGROUP, 56 rue Roger Salengro, 94216 Fontenay-sous-Bois.

## DIAPLEX

Filiale IBM France et PRISME  
Jeune société (janvier 1991) en plein développement, dotée de parrains prestigieux.

Notre univers : IBM AS 400.

Notre cible : à travers un réseau d'agents : les PME-PMI de commerce de gros.

Notre offre : une famille de logiciels packagés et paramétrables de gestion intégrée, développés et maintenus à l'aide de l'atelier de Génie Logiciel AGI-X.

Notre ambition : être la leader du secteur de la distribution de gros, assurer et garantir la permanence du savoir-faire.

Notre éthique : la satisfaction du client, le goût de la qualité et de l'excellence.

## GARANTISSEZ LA REUSSITE TECHNIQUE DE VOS AGENTS

Sous la responsabilité du Directeur Technique, et en étroite liaison avec le responsable commercial du secteur dont vous aurez la charge, vous assurerez, en tant que Consultant, la réussite des opérations sur le plan technique en animant et conseillant les techniciens des agents ; en veillant en permanence à l'adoption du produit au marché, vous contribuerez à son enrichissement.

Vous serez le garant de l'exploitation maximale des fonctionnalités du produit, ce qui implique une parfaite connaissance (à acquérir) de celui-ci et la capacité à assurer vous-même les paramétrages des premiers démarrages. Vous rapporterez avec finesse les difficultés techniques et vous bénéficierez de l'assistance d'ingénieurs spécialisés pour résoudre les bogues rencontrés.

Vous avez au moins un DUT Informatique et une formation complémentaire (par exemple chez un constructeur). Vous venez du monde IBM (IBM 38 et si possible AS 400) et vous avez cinq ans - mais pourquoi pas plus - d'expérience comme technicien applicatif ou chef de projet. Au-delà de votre technicité, vous êtes un homme de dialogue, pédagogue, aimant le service et la qualité, et vous avez envie d'être acteur dans une démarche informatique nouvelle sur un vrai projet.

SERIFO  
GROUPE EUROSEARCH

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer votre dossier complet, sous réf. 5459, à SERIFO, groupe EUROSEARCH, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

Membre de Syntec

## A LYON, DU NOUVEAU

Entreprises : à la recherche d'un Directeur Informatique, d'un Chef de Projet, d'un Ingénieur Commercial ?

Informaticiens : à la recherche d'un emploi en Rhône-Alpes ?

Contactez notre Département des Métiers de l'Informatique au (06) 78 53 39 97.

JCM CONSEIL 21, Boulevard Vivier Merle 69427 Lyon cedex 03.

Important groupe international très présent dans les secteurs de pointe - recherche pour Paris

## RESPONSABLE ETUDES INFORMATIQUES

A 35 ans environ, de formation supérieure (Ingénieur, MIAGE, MATRISE) vous possédez une expérience en tant que responsable études informatiques de gestion au cours de laquelle vous avez exercé et mis en pratique vos connaissances en Méthode MERISE dans l'environnement IBM et vous maîtrisez l'anglais.

Entouré d'une équipe d'environ 20 personnes que vous animez, vous prendrez en charge, conformément au schéma directeur, les activités d'études, la mise en œuvre et l'élaboration des systèmes d'informations, garant de la cohérence des prestations et validez vous-même les différentes étapes de développement.

Véritable coordinateur, vos compétences techniques alliées à vos qualités de rigueur et d'animation vous permettront de mener à bien cette mission complète.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite CV et photo), sous la référence 241/LM, à MEDIA PA 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT, qui transmettra en toute confidentialité

2006 SESSON 91

CISI

TRANSTEC

## Jeunes diplômés Bac + 5 après votre diplôme... notre formation...

CISI TRANSTEC, filiale du Groupe CISI, est l'une des toutes premières SSII dans le domaine de l'évolution des systèmes en informatique de gestion.

Nous recrutons de jeunes Ingénieurs et Universitaires débutants de moins de 26 ans, dans le cadre de contrats de qualification de 16 mois.

• Nous vous assurons au sein de l'Institut CISI une formation initiale, rémunérée, pour compléter vos connaissances.

• Vous intégrerez ensuite des équipes sur des projets, dans des environnements grands et moyens systèmes (IBM, BULL, DEC), en alternance avec des formations complémentaires.

• Vous deviendrez Ingénieur d'Etudes pour évoluer vers des fonctions d'encadrement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence TRM 0204 à notre Conseil Any BOLLADE PARTNERS - 35 37, av. Joffre - 94169 SAINT-MANDE.

Any BOLLADE PARTNERS

Société industrielle multinationale recherche pour sa Direction Informatique de Gestion - Paris et région parisienne - des

INGENIEURS SUPPORT METHODES

INGENIEURS SUPPORT OUTILS DE CONCEPTION

INGENIEURS SUPPORT OUTILS DE CONDUITE DE PROJETS

CHEFS DE PROJETS CONFIRMES  
- GESTION FINANCIERE  
- GESTION INDUSTRIELLE

Responsables à part entière de vos projets et susceptibles, à terme, d'encadrer des équipes, vous êtes de formation ingénieurs et vous avez exercé vos compétences dans l'ensemble ou dans l'un des domaines suivants :

• Support et formation méthodologique : Méthode MERISE.

• Support et mise en place d'outils de conception : Espace Micro.

• Support et mise en place d'outils de suivi de projets : PMW.

• Support et mise en place d'outils de développement et de réalisation high tech (NATURAL, ADABAS...).

Vous mènerez votre mission dans un environnement de développement et de réalisation high tech (NATURAL, ADABAS...).

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 242/LM, à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT cedex, qui transmettra en toute confidentialité.

Le Monde

des Cadres

GROUPE CIC

SOCIETE BORDELAISE DE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

## DJOINT AU RESPONSABLE DES AFFAIRES LITIGIEUSES ET CONTENTIEUSES

FORMATION : Maîtrise en droit privé et commercial

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : contentieux bancaire 7 ans minimum, expérience de gestion assurée par micro des recouvrements.

Expérience : gestion des recouvrements, travail d'analyse juridique pour la préparation et le contrôle des conclusions des hommes de loi.

MISSION : à la fois tenir un poste opérationnel et, en tant qu'adjoint, animer l'équipe des rédacteurs.

POSTE SITUÉ A BORDEAUX.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et préférences à l'attention de Monsieur Bernard CAMARTY, Société Bordelaise de CIC, Direction des Ressources Humaines, 42, cours du Chapeau Rouge - 33000 BORDEAUX.

Société de Tourisme recherche

pour ses villages clubs mer et montagne

## DIRECTEURS ADJOINTS

Expérience réussie en Animation indispensable. Sens de la relation humaine et de la direction d'équipe requis.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo au : MONDE PUBLICITE, sous N° 8275, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

سكزا بن الاميل

حکومتی ادارہ

# Le Monde des Cadres

## Larousse

*"Un nouveau souffle dans l'édition"*

### DEUX RESPONSABLES D'EDITION (H/F)

Larousse, leader sur son marché, renforce son équipe éditoriale Bilingue et recrute DEUX RESPONSABLES D'EDITION pour la réalisation de ses dictionnaires.

- UN RESPONSABLE D'EDITION PROJETS BILINGUES - Vous assurerez le suivi et la réalisation de dictionnaires bilingues, de l'établissement du planning au bon à tirer. Vous aurez à gérer une équipe extérieure de collaborateurs. Linguiste/lexicographe orienté vers des activités de traduction ou d'enseignement d'une langue étrangère, vous avez le sens de l'organisation et une aptitude à prendre des décisions de manière indépendante.
- UN RESPONSABLE D'EDITION FRANÇAIS LANGUE SOURCE - Vous serez responsable de la constitution et de la maintenance des ressources de langue française au sein des Bilingues. Vous animerez, par ailleurs, des équipes rédactionnelles.

De langue maternelle française, vous avez de solides connaissances en matière de linguistique, une grande sensibilité à la langue et une excellente maîtrise d'une langue étrangère (ANGLAIS ou ESPAGNOL de préférence). Une expérience en qualité d'enseignant du français langue étrangère serait appréciée.

Les personnes intéressées par ces postes peuvent adresser leur dossier de candidature sous référence R/B à : Christophe L'HUILLIER, Responsable de la Gestion du Personnel, 17, rue du Montparnasse, 75298 PARIS CEDEX 06.

## CHEZ UN LEADER EUROPEEN

### RESPONSABLE FORMATION

Un groupe industriel français de premier plan, leader européen dans son domaine recherche son responsable de la formation.

Il agira au sein d'une entreprise dynamique, développant des méthodes modernes de management, et réalisant des produits évolutifs de haute fiabilité, impliquant la mise en oeuvre de technologies variées (mécanique - électrique - électronique).

A partir des stratégies de développement de la société, il définira les axes de formation, évaluera les besoins et élaborera le plan de formation. Il en assurera la mise en oeuvre, le suivi, l'évaluation et la gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (DESS gestion du personnel, ingénieur...) ayant une solide expérience professionnelle, dont au moins 3 ans dans le domaine de la formation témoignant de qualités d'initiative, de réalisme et de dialogue, capable d'être reconnu comme un interlocuteur créatif et avisé, tant comme membre de la DRH que dans ses rapports avec les directions opérationnelles.

Poste banlieue immédiate sud ouest Paris.

Ecrire sous réf. 14 B 2050-IM - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

## sacem

La SACEM est un Organisme professionnel créé par les auteurs Compositeurs Editeurs de Musique pour défendre leurs intérêts et assurer la gestion des droits d'auteur. 9 Directions Régionales et 96 Délégations Régionales réparties en métropole et en DOM TOM assurent la perception des droits, la collecte des programmes, l'information des diffuseurs et des médias.

### 4 assistants pour nos Directeurs régionaux

**Postes basés en Province**

Une formation universitaire (Bac + 3 / Bac + 4) ou similaire et une première expérience professionnelle significative vous permettront d'apporter au Directeur Régional un soutien pluraliste dans tous les domaines de son intervention, y compris le contentieux et les relations extérieures. Votre compétence et vos capacités intellectuelles seront sollicitées dans de nombreux domaines : préparation de dossiers techniques, études de dossiers de perception, contentieux, communication (avec les diffuseurs et les sociétaires, animation de réunions), action culturelle, ...

Votre personnalité, votre esprit d'analyse et votre goût des contacts liés à une grande disponibilité seront des éléments déterminants.

Rémunération 140 KF pendant la période de formation (environ 1 an) puis 190 KF.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence A/DR à Fabienne TOURNES, Département du Personnel, SACEM, 225, avenue Charles de Gaulle, 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

## Une responsabilité marketing complète pour un ingénieur créatif et communicant.

Ingénieur AM ou équivalent, vous souhaitez valoriser environ cinq années d'expérience marketing et/ou commerciale dans un environnement de produits techniques, idéalement du type climatisation, ventilation, isolation, chauffage... Vous connaissez en tout cas les spécificités de la démarche "prescription" auprès des architectes et des bureaux d'études.

Filière d'un groupe industriel en croissance - 1 700 personnes - nous concevons, fabriquons et distribuons des produits destinés à l'équipement des habitations individuelles, collectives et des ensembles tertiaires. Un CA de 200 millions de francs, une position de leader en France sur notre créneau.

Assisté d'une petite équipe, vous prendrez en charge la fonction marketing France et export, tant avant qu'après : analyse du marché, définition des produits nouveaux en liaison avec le bureau d'études, campagnes de lancement, assistance à la force de vente, conception et mise en oeuvre des opérations de promotion et de communication. Clair, tonique, concret, vous apprécierez dans ce poste le subtil dosage réflexion/action/contacts qui vous convient. Pour un premier contact, écrivez sous référence 273 531 LM à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 Bd Haussmann - 75008 Paris en précisant votre rémunération actuelle. Le poste est basé à Paris et nécessite de courts et fréquents déplacements.

### Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

## Importante collectivité (800 salariés) recherche

### SON DIRECTEUR DU PERSONNEL

Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission d'élaborer et de mettre en place la politique du personnel la mieux adaptée à sa politique d'entreprise. Il sera autonome et devra faire preuve de capacités relationnelles.

Une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction et d'un diplôme de niveau licence ou maîtrise seront demandés.

Les candidatures doivent être adressées à l'attention de Philippe de la CELLE, ALPHA CONSEIL, 4, place Félix-Eboué, 75012 Paris

## Le Centre de Développement du Management recherche

### Professeur Consultant

H/F

Votre rôle sera d'analyser les besoins en formation des entreprises dans le domaine du marketing et des actions commerciales ou dans celui du management des Hommes. Vous mettrez en place le dossier pédagogique adapté, coordonnerez et participerez à la formation des cadres stagiaires. Cette mission nécessite une bonne connaissance de l'entreprise et une expérience variée de 5 à 10 ans, en termes de conseil, d'enseignement et de terrain. Agé de 35/45 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (universités, grandes écoles de gestion, ...).

Ce poste basé à Lyon nécessite des déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Maryse Vesco - Groupe ESC Lyon BP 174 - 69132 ECULLY CEDEX

## RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL

**Devenez le n° 2 de notre direction des Ressources Humaines**

**Votre mission :** Assisté(e) par une équipe de 6 personnes, vous assurez la gestion de notre personnel dans la France entière. Vos responsabilités s'articulent autour de 3 axes :

- droit du travail
- rémunérations, bilan social...
- relations sociales

**Votre profil :** Maîtrise en droit social vous avez acquis une expérience de 3 ans minimum si possible au sein d'une entreprise aux implantations multiples. Votre sens du dialogue votre goût pour la conciliation que vous avez, auprès d'une multitude d'interlocuteurs, des atouts indispensables pour réussir et intégrer l'équipe dynamique.

Ce poste basé en banlieue sud de Paris, et à pourvoir rapidement, vous intéresse-t-il ? Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. LMO 0304, à notre Conseil - Groupe PANISSOD 109, rue de Turenne - 75003 PARIS.

## LE DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE RECRUTE

### UN CONSEILLER TECHNIQUE CONTRACTUEL pour son service d'environnement (aménagement et agriculture)

**FORMATION :** Bac + 4 minimum. Biologie (formation de base). Expérience en gestion de milieux naturels. Rattaché directement au responsable du service.

**ATTRIBUTIONS :**

- Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique d'environnement du conseil général, notamment :
- gestion des réserves biologiques départementales ;
- assistance pour les actions d'aménagement ayant un impact sur l'environnement ;
- actions ponctuelles de protection de la faune et de la flore ;
- actions de sensibilisation sur l'environnement.

Envoyer candidature manuscrite avec curriculum vitae à Monsieur le Président du Conseil général Direction du Personnel - BP 823 85021 LA ROCHE-SUR-YON Cedex avant le 15 AVRIL 1991

## Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche

### INGENIEUR EXPERIMENTE

Lieu de travail : PARIS

Au sein de la Division Politique du Personnel, vous serez chargé de l'analyse qualitative et prospective des emplois : anticiper les mutations technologiques pour gérer l'évolution des compétences, analyser les filières de métiers.

Ce poste requiert une bonne connaissance des emplois exercés dans le domaine des hautes technologies et si possible dans le secteur spatial, des qualités d'analyse et de synthèse ainsi qu'un sens réel des relations humaines.

Ingénieur expérimenté, vous voulez évoluer dans une fonction centrale de ressources humaines, venez nous rejoindre en adressant votre CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 90/SG/14 au

CNES - Division Personnel du Siège, 2 place Maurice Quentin 75039 CEDEX 01

MINITEL 3615 CODE CNESPACE

## Organisme professionnel départemental recrute un

### Secrétaire génér.

Dépendant directement du Président, il aura trois missions principales :

- la mise en oeuvre de la politique professionnelle définie par le
- l'animation d'une équipe de 12 personnes au service des entrées dans les domaines économiques, juridiques et sociaux, - la valorisation de l'image de la profession par la dynamisation des activités syndicales (réunions, commissions, communication).

Agé de 28/35 ans environ, il possède une formation supérieure juridique, économique ou commerciale et une excellente culture de l'entreprise acquise in situ. Il a de la rigueur intellectuelle, une personnalité de communicateur, des aptitudes à l'innovation et à la concertation.

Pour ce poste à pourvoir à la rentrée 1991, merci d'adresser lettre + CV sous réf. B 73 à J.P. QUIBLIER, ARC CONSULTANT, 74, rue de Paris, Centre d'Affaires Oberthur 35069 RENNES cedex.



# Le Monde des Cadres

## DIAPIEX

Filière IBM France et PRISME  
Jeune société (janvier 1991) en plein développement, dotée de parois prestigieuses.  
Notre univers : IBM AS 400.  
Notre cible : à travers un réseau d'agents - les PME-PMI de commerce de gros.  
Notre offre : une famille de logiciels packagés et paramétrables de gestion intégrée, développés et maintenus à l'aide de l'atelier de Génie logiciel AGI-X.  
Notre ambition : être le leader du secteur de la distribution de gros, assurer et garantir la permanence du savoir-faire.  
Notre éthique : la satisfaction du client, le goût de la qualité et de l'excellence.

### UN HYPER-LEADER EST NE : ASSUREZ SON MARKETING ET SA COMMUNICATION

Sous la responsabilité du Directeur Marketing-Vente, et en collaboration avec les responsables régionaux, vous élaborerez et assurerez la mise en œuvre des études de marché, des plans marketing et de communication. Vous serez en relation avec nos agents, avec le marketing distribution d'IBM et vous aurez l'appui du service communication de PRISME.  
Vous devrez vous montrer rapidement autonome et apporter à nos structures commerciales et à nos agents l'information de leurs Ingénieurs Commerciaux les outils d'aide à la vente.  
Vous avez une formation Ecole Supérieure de Commerce et cinq ans d'expérience réussie dans des fonctions équivalentes. Vous possédez de solides connaissances de la gestion d'entreprise et vous adhérez à la finalité du produit.

## SERIFO

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer votre dossier complet, sous réf. 5456, à SERIFO, groupe EUROSEARCH, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

Membre de Syntec

## UNE VILLE, UN PROJET STRASBOURG, VILLE PROPRE

La Communauté Urbaine de Strasbourg recherche un cadre de haut niveau pour Bâtir le PROJET DE PROPRETÉ et diriger le service (800 personnes)

### Profil

Cadre de haut niveau (Ingénieur, Administrateur, Cadre de la fonction Publique...).

Vous êtes dynamique, volontaire, passionné par les Ressources Humaines, innovant, bâtir et conduire un projet unique vous intéresse, vous aimez travailler en équipe.

Plus que l'aspect technique, c'est une personnalité que nous recherchons.

Votre ambition, c'est gagner le pari de l'excellence de la PROPRETÉ pour STRASBOURG.

### Mission

Rattaché à la Direction de l'Environnement, vous êtes chargé de concevoir une stratégie pour le traitement du déchet de demain (depuis le ramassage jusqu'à l'élimination des déchets) et restructurer le service en conséquence.

Parmi les missions du service : créer une déchèterie de secours, des déchetteries, diriger les travaux de l'installation de lavage des fumées.

Date limite de dépôt des candidatures : 20 avril 1991 les candidatures sont à adresser à :

Mme la Présidente de la Communauté Urbaine de Strasbourg  
Direction des Ressources Humaines  
1, Place de l'Étoile - BP 1049 1050 F  
67070 STRASBOURG Cedex

## LA VILLE DE VICHY

RECRUTE

### UN CHARGÉ DE MISSION

aux achats et à la révision des contrats et abonnements

Vous avez une expérience similaire dans une collectivité ou une entreprise privée, la capacité de négocier avec les fournisseurs et partenaires divers de la ville.

Issu du secteur privé ou public, vous serez chargé de :

- la mise en place d'une politique de réduction des coûts (achat de fournitures, matériels et matériaux, contrats de prestations de service, contrats d'entretien, abonnements) ;
- la mise en place des procédures de commande ;
- la gestion du budget dans ces domaines.

Votre rémunération pourra, en fonction de votre expérience, atteindre 240 KF brut.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo) à  
M. le Maire de Vichy - BP 304 - 03201 VICHY Cedex

Afin d'étoffer son Département d'études qualitatives  
**B.V.A.**  
recrute

### UN CHARGÉ D'ÉTUDES

- Deux ans d'expérience minimum en institut ou free-lance.
- Anglais souhaité.

Veillez adresser votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite, et vos prétentions à :

AGNÈS SEMANN - Société B.V.A.  
191, av. du Général-Leclerc 78220 Viroflay

Société agro-alimentaire, leader mondial dans le domaine de la déshydratation et de la production d'herbes aromatiques (CA 200 Millions de Francs dont 45 % à l'export avec 250 personnes) recherche son

## Directeur du site de production

Sous l'autorité du Directeur Industriel, vous assurez la responsabilité globale de notre unité de production de Millé la Poêle (91) (12 000 m² pour 2 unités de surgélation, 2 unités de déshydratation, 2 unités de conditionnement).

Nos missions et responsabilités concernent la définition des moyens techniques et humains (budget, programmes et investissements), la gestion des stocks (logistique, contrôle et coordination des équipes de production), la gestion du personnel (40 collaborateurs dans les différents services).

Après cinq années, votre formation d'ingénieur (A.S. mention de premier degré d'expérience dans des unités de production similaires) vous fait rechercher une responsabilité globale, évoluer et vous permettre d'être en contact et d'appréhender les diverses possibilités techniques, logiques et de la gestion, qualité d'organisation et sens de la communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo - prétentions) sous référence 5456/1447 à :

Calder

Recherche Humaines

47 bis

41 rue des Belles Feuilles

75116 PARIS

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## Vivez la mer en version High Tech

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2.500 personnes, CA 1.900 MF dont la moitié à l'export). Nous concevons et développons des systèmes électroniques de détection sous-marine à la pointe de la technologie. Premier exportateur mondial en sonars, nous participons à tous les grands projets internationaux. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre centre de Sophia Antipolis (06) :

### INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

Vous assurez le développement et l'industrialisation de produits électroniques ; vous coordonnez et contrôlez les actions à caractère industriel permettant de garantir la maîtrise des coûts, la qualité et les délais d'obtention du matériel. Ingénieurs INSA, ENSAM..., vous justifiez d'une expérience industrielle de 3 ans environ. Anglais indispensable. Réf. ID4/LM

### INGENIEUR DEPOUILLEMENT ESSAIS

Vous prenez en charge la conception, la réalisation et la validation d'un logiciel de dépouillement d'essais ; vous assurez l'exploitation de ce logiciel.

Ingénieur Grandes Ecoles (ESE, TELECOM...) ou école d'informatique, vous justifiez d'une première expérience en traitement du signal et en développement de logiciel d'analyse de signaux, ou avez effectué des stages pratiques dans ce domaine. Anglais souhaité. Réf. DE1/LM

### INGENIEUR QUALIFICATION TETE ACOUSTIQUE

Vous assurez la qualification de l'équipement : vous analysez les performances réelles dans les conditions d'essai à la mer et vérifiez leur conformité aux spécifications. Dans un premier temps, vous concevez et développez un logiciel de simulation de performances.

Ingénieur Grandes Ecoles, vous justifiez d'une expérience de 3 ans environ dans les essais de matériel (radar, sonar, imagerie). Anglais indispensable. Réf. TA1/LM

### INGENIEUR GESTION DE CONFIGURATION LOGICIEL

Vous assurez l'expertise dans l'organisation de la gestion de configuration : vous réalisez les études, recherchez, évaluez et assurez la diffusion et le support des techniques et outils de développement logiciel.

Ingénieur Informaticien, vous justifiez d'une expérience de 3 ans environ en génie logiciel dans un grand projet. Vous connaissez le langage Ada et si possible la méthodologie DOD 2167 A. Anglais souhaité. Réf. IGC/LM

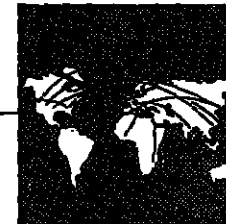
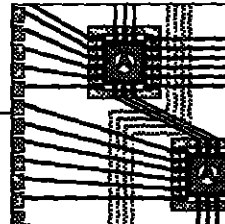
### INGENIEUR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT LOGICIEL

Vous participez aux discussions techniques avec les clients et/ou les cotraitants, aussi bien avant la notification du contrat que pendant la période de développement. Vous encadrez une équipe et assurez la mise en place du développement du logiciel (organisation, logistique, planification, devis industriel).

Ingénieur informaticien, vous connaissez le langage Ada et justifiez d'une expérience de plus de 7 ans en développement de logiciel. Vous maîtrisez l'Anglais. Réf. IDL/LM

La dimension et la vocation internationale de notre Groupe vous offrent les moyens de réaliser vos ambitions.

Merci d'adresser, sous la référence concernée, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :  
SM CONSEIL - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

5456/1447

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## Jeune Ingénieur Projet Code à Barres

Grandes Ecoles d'Ingénieurs

Paris

Cette importante société (4 200 personnes) fait partie d'un Groupe français de 8 500 personnes, très réputé. Le Directeur de l'Exploitation recherche un jeune Ingénieur grande Ecole âgé d'au moins 27 ans, bénéficiant d'une première expérience industrielle de 2 à 3 ans, à qui il confiera l'entière responsabilité de la mise en œuvre et du suivi du système d'identification adopté (code à barres), ainsi que l'assistance technique pour toutes les applications relevant de ce domaine. Cette fonction, très autonome, implique que son titulaire se tienne constamment au courant des évolutions techniques et innovations en matière de procédés d'identification modernes. Il représentera l'entreprise auprès des Groupements professionnels de normalisation. Les déplacements à l'étranger (de courte durée) nécessitent la pratique de l'anglais. Importantes possibilités d'évolution au sein du Groupe.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 104 799 M.

ADAM  
VINVIN  
Humaine et l'entreprise

35, rue du Rocher 75008 Paris

## FAISONS ROUTE ENSEMBLE

TEUCHOS, Société d'Ingénierie créée début 90, est en expansion rapide. Pour ses activités dans le secteur de l'automobile, en collaboration avec un grand constructeur, elle recherche des

### INGENIEURS SPECIALISTES 2 A 5 ANS D'EXPERIENCE (Bac + 5 minimum)

impérativement dans l'un des domaines suivants:

- modélisation 3D des écoulements internes au moteur (injection, combustion, refroidissement),
- analyse du comportement en fatigue des éléments du moteur,
- optimisation des structures déformables en cas de crash,
- analyse de l'ambiance vibroacoustique de l'habitacle.

Ces quatre postes sont basés en Région Parisienne.

- Vous justifiez d'une bonne connaissance de l'anglais.
- Vous savez faire preuve d'autonomie tout en vous intégrant à des équipes pluridisciplinaires au sein de structures à dimension humaine.



Merci de nous adresser votre candidature (lettre de motivation manuscrite, CV détaillé), en précisant la référence R401, à TEUCHOS EXPLOITATION 6, Av. du Général de Gaulle, 78000 VERSAILLES. Elle fera l'objet de la plus grande discrétion.

CONSULTEUR - CDD

Société de Conseil du secteur énergie/environnement recherche un

## Consultant International

pour prospection commerciale et supervision de contrats d'études ; le poste est basé à PARIS Ouest avec de nombreuses missions à l'étranger.

A 35 ans, vous possédez :

- une formation Ingénieur grande école (X, Mines, Ponts,...) complétée en économie/gestion
- l'expérience confirmée du métier de consultant international, si possible dans le secteur concerné (la maîtrise de deux langues étrangères dont l'anglais est obligatoire)
- l'expérience de l'encadrement d'experts de haut niveau.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3910 à :

PUBLIPANEL

13 rue Rosenwald - 75015 PARIS

FILIALE ATOCHEM  
GROUPE ELF AQUITAINE

La chimie de spécialités

Recherche, pour son Centre de Recherche de RIBECOURT (environ de Compiègne - Oise) :

### INGENIEUR + DOCTEUR EN CHIMIE ORGANIQUE

Il sera chargé de la recherche, de la mise au point et de l'aide à la fabrication de colles industrielles plus particulièrement utilisées dans l'industrie automobile. Il travaillera en liaison avec le Client, dans le respect du cahier des charges élaboré par celui-ci. Ayant de préférence quelques années d'expérience dans un secteur comparable, il devra être Ingénieur Chimiste diplômé et, si possible, avoir un doctorat de chimie organique. Connaissances appréciées des polymères, élastomères, colles réactives...

Adresser C.V. + Photo + lettre manuscrite et salaire actuel sous référence 41.28/CE/093 à notre conseil :

Adequation

62/64, av. Emile Zola  
75015 PARIS.FILIALE ATOCHEM  
GROUPE ELF AQUITAINE

La chimie de spécialités

Recherche, pour son Centre de Recherche de RIBECOURT (environ de Compiègne - Oise) :

### INGENIEUR + DOCTEUR EN CHIMIE ORGANIQUE

Débutant ou possédant quelques années d'expérience dans le domaine des résines thermodurcissables, il devra effectuer les recherches dans les domaines concernant les résines, les polymères, les élastomères, en assurant le développement et apporter un soutien technique au niveau fabrication.

Il commandera une petite équipe de 3 à 4 techniciens et aides chimistes.

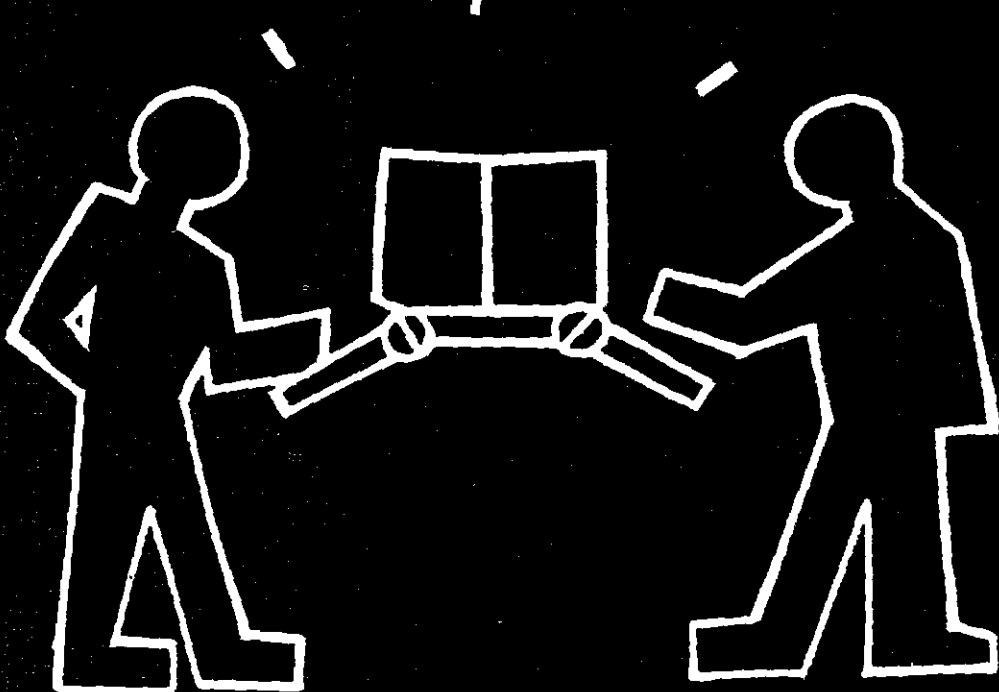
Le profil exigé est celui d'un Ingénieur Chimiste diplômé, avec si possible un doctorat (chimie organique, chimie des polymères). Connaissances appréciées d'un des secteurs suivants : polymères et résines, caoutchouc et élastomères, colles à bois.

Adresser C.V. + Photo + lettre manuscrite et salaire actuel sous référence 41.27/CR/092 à notre conseil :

Adequation

62/64, av. Emile Zola  
75015 PARIS.

Maintenant, vous pouvez répondre  
immédiatement aux entreprises  
qui recherchent votre profil



Maintenant : 36.15 LM vous permet de répondre immédiatement à l'offre d'emploi de votre vie. 36.15 LM conserve également dans une « Boîte aux lettres » confidentielle la réponse de votre futur employeur. 36.15 LM c'est aussi un mois

36 15  
LM

d'annonces parues dans le Monde considérées en quelques minutes et la sélection de toutes les offres d'emploi correspondant à votre C.V. Avec 36.15 LM vous êtes assuré d'être informé de tous les postes importants pour votre carrière.

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

CONSTRUISEZ L'EUROPE DU BOIS.

Le Centre Technique du Bois et de l'Ameublement crée le poste d'

## INGENIEUR

De formation ingénieur, vous avez une bonne connaissance des matériaux et de leurs emplois, et justifiez d'une première expérience professionnelle industrielle.

Doté d'un bon sens relationnel, vous êtes également un homme de Marketing produit.

En contact avec les entreprises du secteur, vous contribuerez à développer les produits panneaux à base de bois et leurs applications dans les domaines de la construction et de l'ameublement.

Vous assurerez un suivi relationnel et commercial des actions menées auprès de vos clients. Enfin, vous participerez à l'action d'harmonisation des normes européennes et à la certification de qualité.

Nous vous offrons des perspectives d'évolution vers l'animation d'une équipe.

Poste basé à Bordeaux.

Merci d'adresser vos CV, lettre, photo et prétentions sous Réf MPX0791

à CTBA- Ressources Humaines - 10, av. de St-Mandé - 75012 PARIS.



### Importante Société d'INGÉNIERIE (130 personnes)

située en Alsace, qui développe et met en œuvre ses propres procédés dans les domaines de la carbochimie et chimie fine, fortement tournée vers l'exportation, recherche :

### CHEFS DE PROJET

Jeune ingénieur généraliste, option Génie Chimique, avec une expérience (5 ans) dans la gestion de projets, vous aurez, au sein du département réalisation, la responsabilité de projets industriels.

### INGÉNIEURS PROCÉDÉS

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs de formation ENSIC, IGC ou équivalent justifiant d'une expérience d'au moins 3 ans dans ce domaine.

Ces postes nécessitent de fréquents déplacements à l'étranger et une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi à :

BEPS TECHNOLOGIES - M. CORDONNIER  
7, rue Gay-Lussac - 68100 MULHOUSE



# Le Monde des Secteurs de Pointe

## Vivre les métiers de conception à travers toutes les activités du Groupe Framatome.

Framatome, jeune groupe industriel multidisciplinaire d'envergure internationale, est le premier constructeur et exportateur mondial de chaudières nucléaires avec 56 unités en service dans le monde, le deuxième groupe européen de connectique, la première entreprise française de mécanique et le premier pôle européen d'intelligence artificielle.

Framatome : une stratégie internationale, une participation active dans de nombreux projets dont European Fast Reactor (réacteurs à neutrons rapides), Calles (aide à la locomotion par électro-simulation implantée) ou encore Teles (téléscopes géants)... de solides alliances avec de grands partenaires industriels (Siemens/KWU, Babcock & Wilcox...).

Vivre les métiers de conception chez Framatome, c'est exercer ses talents au sein de grands projets ; la conception est à l'origine de chacune des activités du Groupe Framatome, elle contribue à l'avance technologique de l'entreprise, détermine ses futurs développements, ses futurs succès. Evolution des marchés, apparition de nouvelles technologies... des ingénieurs passionnés inventent, conçoivent, calculent aussi bien en nucléaire qu'en mécanique, informatique ou connectique.

Dans le nucléaire par exemple, la conception d'architecture d'ensemble de centrales nucléaires, l'élaboration d'automates, de systèmes de contrôle et de sécurité, les projets des futurs modèles de centrales et de nouveaux combustibles sont quelques-uns des domaines d'intervention.

En mécanique, les ingénieurs étudient la base de nombreuses applications : tunneliers, turbines et compresseurs, télescopes géants, équipements spéciaux industriels et scientifiques. En connectique, les domaines de recherche et d'application sont aussi variés que les cartes à puces, les systèmes experts de diagnostic automobile, les alliages à mémoire de formes, et les connecteurs pour le bio-médical ou le spatial.

### INGENIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES

Voici quelques exemples d'opportunités pour découvrir les multiples activités de Conception du Groupe Framatome :

- Traitement du signal / Diagnostic industriel (réf. DIA/24)
- Calculs thermodynamiques (réf. TH/24)
- Mécanique des fluides (réf. FLU/24)
- Analyse de structures / Résistance des matériaux (réf. ST/24)
- Circuits et commandes hydrauliques (réf. HYD/24)
- Recherche appliquée aux matériaux (réf. REC/24)
- Affaires (réf. AF/24)

Ces différentes fonctions ouvertes sur l'entreprise, riches en contacts, sont également des vecteurs d'avenir. Notre groupe se développe à l'international et en France (Paris, Lyon, Grenoble, Bourgogne, Pays de Loire...) multipliant ainsi les opportunités d'évolution.

Adressez votre dossier, avec la référence choisie, à : Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME, c'est :  
• 14.500 personnes sur les cinq continents  
• un CA de 20 Mds de F dont 25 % à l'export  
• Nucléaire, Mécanique, Connectique, Informatique

**GROUPE FRAMATOME**  
Les technologies de l'essor.

Quand les projets sont partout, les compétences n'ont pas de frontières

INGENIEUR D'AFFAIRES  
CHEF DE SERVICE

Division électricité et nucléaire

6000 personnes,

5 milliards de CA,

une activité

d'entreprise

réellement tournée

vers l'exportation.

Pour les secteurs

de l'énergie,

de Transport,

de l'industrie,

de Bâtiment tertiaire

et de Nucléaire,

elle étudie et réalise

des projets nationaux

et internationaux.

Ingénieur d'affaires export

Rattaché à un chef de département, vous êtes le chef de file d'un contrat de grande envergure (50-200 MF), et en assurez la gestion complète depuis l'élaboration de l'offre et sa négociation jusqu'à sa réalisation complète (technique, coût, délai, qualité et contractuel).

Chef de service

Rattaché à un chef de département, vous êtes le responsable d'une ligne d'activités et assurez la pérennité de votre centre de profit : élaboration d'offres et négociation, gestion des contrats obtenus, animation de votre équipe.

Ingénieur de formation, vous connaissez les domaines électriques ou électromécaniques. Votre expérience de 5 ans minimum, tout particulièrement dans l'entreprise générale, témoigne de votre savoir-faire. Votre parfaite maîtrise de l'anglais et vos réelles capacités à manager sont vos atouts pour nous rejoindre et vous permettre d'évoluer au sein de notre groupe.

Postes basés à Cergy-Pontoise (accès direct par le RER, ligne A).  
Merci de nous adresser CV et prétentions à Spie Batignolles, Frédéric Guinier, Pôle Edison, Parc St-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles  
GROUPE SCHNEIDER

un esprit d'entreprises

## LES MEILLEURS INGENIEURS... pour les meilleurs Systèmes

aérospatiale recherche pour son Etablissement de Châtillon (92) des

INGENIEURS GRANDES ECOLES pour ses GROUPES DE PROJETS

Pour un système d'arme, vous êtes l'interlocuteur et le coordinateur technique auprès des Directions Etudes, Essais, Achats, Production, Qualité.

Vous participez à la préparation de développement, au choix des coopérants et sous-traitants.

Vous validez, sous l'aspect technique, les négociations de spécifications ; vous assurez les tâches système (matériel et logiciel), la planification et l'ordonnement des travaux.

Confirmé dans la gestion de projets par quelques années d'expérience, vous êtes inventif et ouvert aux techniques de pointe nouvelles et variées. Vous possédez des capacités de synthèse et votre volonté de contact sera tournée vers tous les secteurs de l'Entreprise.

Pour nous rejoindre, adressez rapidement votre dossier à AEROSPATIALE - Etablissement de Châtillon - 2 rue Béranger - 92320 CHATILLON sous référence IC/VM.

aérospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

سكزا بن الاصل

# Le Monde des Secteurs de Pointe

**IN** 515.3 KM/H.  
LE TGV  
PULVÉRISE  
LE RECORD  
DU MONDE  
DE VITESSE  
SUR RAIL.

**EUR D'AFFAIRE**

**LA ROCHELLE**

**GECALSTHOM**

**DIVISION TRANSPORT**

Ingénieur généraliste, vous êtes responsable d'une affaire, de sa mise en place au niveau financier à sa réalisation (délais...). Vous êtes pour cela en relation permanente avec les participants des "contrats" : avec la Production, l'Industrialisation, les Achats au niveau Etablissement, avec la "Gestion des Projets" au niveau de notre Division (Paris).

Vous connaissez la gestion des projets, la gestion financière et vous avez de réelles capacités de négociateur. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Vos compétences rejoignent les nôtres : Parlez-en ensemble.

Adressez votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) à Catherine MONTOTOY GEC ALSTHOM - Boîte Postale 359 17001 LA ROCHELLE Cedex.

CONTEXTE

Groupe industriel de dimension internationale, SNPE (6 900 personnes, 4 milliards de F de CA) recherche pour sa filiale PYROMECA, spécialisée dans les pyromécanismes pour l'espace, l'armement et la sécurité un

**Ingénieur de programme**

Votre objectif principal sera de gérer de façon optimale sur les plans technique et financier des programmes de développement et d'industrialisation de produits. Pour cela, vous participerez à l'élaboration des propositions clients en analysant les besoins, préparant l'offre technique et en assurant la mise en place des financements. Puis, vous coordonnerez le déroulement des programmes dans le respect des impératifs de coûts, de délais et d'exigence de qualité.

Cette mission s'adresse à un ingénieur de formation généraliste ou spécialiste en mécanique, physique ou thermodynamique, possédant de 2 à 5 ans d'expérience en pyrotechnie, développement de produits ou bureau d'études.

Des qualités d'initiative, de pragmatisme, un sens du travail en équipe et un excellent relationnel vous permettront de faire reconnaître votre professionnalisme, tant en interne qu'auprès des clients. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Poste basé à Toulouse.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et prétentions), sous la référence choisie, à SNPE, DRH, 12 quai Henri IV, 75181 Paris Cedex 04.

**SNPE**

**ADI APPLIED DYNAMICS INTERNATIONAL**  
FRANCE S.A.R.L.

Leader sur son marché, filiale d'un groupe américain, notre Société recherche

**INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE**  
**AUTOMATIQUE MODÉLISATION**  
**SIMULATION TEMPS RÉEL**

Application haute technologie secteurs aéronautique, nucléaire, automobile, militaire, espace...

**Formation :**

- École d'ingénieurs.
- Anglais courant impératif.
- Pratique de la programmation scientifique sur calculateurs VAX.
- Pratique des systèmes d'exploitation VMS et UNIX.

**Missions :**

- Analyse configuration client.
- Développement d'applications.
- Voyages à l'étranger.
- Véhicule fourni.

CV et lettre manuscrite à : **ADI FRANCE**  
6, avenue de Norvège - Z.A. de Courtabeuf - 91953 Les Ulis Cedex

**BSL Industries**

Spécialiste dans la conception et la réalisation de biens d'équipement de haute technologie destinés aux industries nucléaires, chimiques, cryogéniques, biotechnologiques, aéronautiques...

Notre entreprise, chaudronnerie de renommée mondiale disposant d'un haut savoir-faire, réalisant 300 millions de chiffre d'affaires, dont 50 % à l'export, réalise 360 personnes dont 55 ingénieurs et cadres.

Recrute pour des postes évolutifs destinés à renforcer l'effectif de notre fonction technique :

**INGÉNIEURS**  
**DE FORMATION MÉCANIQUE**

intéressés par la conception, les calculs, la conduite d'études et l'encadrement.

Première expérience industrielle et maîtrise de l'anglais appréciées. Postes à pourvoir à SOISSONS.

**TECHNICIENS SUPÉRIEURS**

attirés par des fonctions en bureau d'études.

Première expérience et connaissances en anglais appréciées. Postes à pourvoir à SOISSONS.

Merci de bien vouloir adresser lettre de candidature et CV à l'attention de Pierre COLLIOT BSL INDUSTRIES, 25, quai Marcel-Boyer 94851 IVRY-sur-SEINE

**INGÉNIEUR - AM - ENSI - INSA...**

PME performante - 100 p. - Le Mans, travaillant pour l'équipement automobile (Transformation de matières plastiques) crée, dans le cadre de son développement un nouveau poste de

**Chef de Projet**

Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable de la gestion des projets "nouveaux produits", qu'il pilotera depuis la définition du besoin-client jusqu'à l'optimisation en production, et ce, en liaison tant avec le Commercial qu'avec les Méthodes, la Production et la Qualité.

Ingénieur généraliste, de dominante mécanique ou matériaux, de 0 à 3 ans d'expérience industrielle, vous avez, si possible, déjà mené à bien un certain nombre d'actions globales et souhaitez pouvoir mettre en pratique votre créativité dans une structure en développement et à taille humaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 748 à J.M. LEGRAND - CPT - 3 Bd René Levasseur 72000 Le Mans.

**CEPT**

**Vos compétences pour orchestrer les nôtres**

THOMSON VIDEO EQUIPEMENT (550 personnes, 550 MF de CA) assure l'étude, la réalisation de produits et de systèmes audiovisuels professionnels clés en main et recherche dans le cadre de son développement :

**RESPONSABLE RE ET REALISATIONS**

Au sein de notre Département Produits, vous êtes responsable d'une équipe de 30 personnes (dessinateurs, cableurs et mécaniciens) chargée de la conception mécanique et de l'implantation des circuits imprimés. En collaboration avec les ingénieurs des laboratoires et du marketing, vous intervenez de l'établissement du cahier des charges produits jusqu'à la réalisation des prototypes. Vous définissez les choix technologiques mécaniques (fonderie, plastique, matériaux, composants...) ainsi que les circuits imprimés et les composants électroniques adaptés. Vous assurez le suivi des dossiers et participez également au choix des sous-traitants. Pour appréhender toute la dimension de ce poste, vous utilisez votre expérience significative en RE.

**ADJOINT AU RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES ET REALISATIONS**

Au sein de notre Département Systèmes, et en collaboration avec les ingénieurs d'affaires, vous êtes responsable de la conception et de l'aménagement du mobilier technique (studio, cars de reportages). Progressivement, vous assurez l'encadrement des équipes de dessinateurs et de cableurs, ainsi que de l'ensemble des moyens mis à votre disposition. Votre expérience terrain de 3 ans environ vous a familiarisé à l'encadrement et vous destine, à moyen terme, à la fonction de Chef du Service.

Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent, votre polyvalence et votre disponibilité vous permettront de réussir dans l'un de ces deux postes.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions en précisant la réf. choisie à : **THOMSON/VE** - Direction des Ressources Humaines 17 Rue du Petit Albi - 95800 Cergy-Saint-Christophe

**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

**Ingénieur CHEF DE SERVICE**

Au sein du département "Travaux Neufs", vous serez Responsable du Service Equipements d'Orly (115 personnes). Vous serez chargé de la dévolution puis de la supervision des travaux neufs d'équipement (électricité, électromécanique, informatique industrielle, installations thermiques et frigorifiques) confiés à des entreprises ou des industriels.

Vous justifierez d'une bonne pratique des marchés publics et de la supervision des chantiers.

De formation **INGÉNIEUR GRANDES ECOLES** spécialité électricité, électromécanique, âgé de 35/40 ans, vous possédez une expérience d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence LM 90/545 à Mme CHOQUET - AEROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - ORLY SUD 103 - 94396 ORLY AEROGARE CEDEX.

**ADP**

**PRENEZ L'AEROPORT**

Société Industrielle (500 MF de CA dont 50 % à l'export) recherche pour sa direction Ingénierie, basée à Versailles un

**Ingénieur**

Dans le cadre de concessions de licences et de transferts de technologies, il devra :

- piloter le suivi client, de l'étude de la consultation jusqu'à l'installation des équipements et le service après-vente.
- superviser l'ensemble des opérations sous les angles technique, organisationnel et financier.

Vous êtes Ingénieur mécanicien (ENSAM...), et fort d'une expérience significative, vous recherchez un poste à forte composante relationnelle où vous pourrez exercer votre sens de l'autonomie et votre esprit d'initiative. La maîtrise de l'anglais sera idéalement complétée d'une autre langue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 0491 à notre Conseil Christine Monnier - 10 rue de la Paix 75002 PARIS. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

**CHEF DE PROJET INGENIEUR ELECTRONICIEN**

JAY ELECTRONIQUE poursuit son fort développement sur le marché européen de l'optoélectronique et recherche un **CHEF DE PROJET SECURITE** Electronique.

Connaissances requises : Analogique, Optique et Micro Informatique.

Le candidat retenu devra s'impliquer dans la connaissance des normes européennes. Il aura fait preuve de sa capacité à gérer le projet et le petit groupe de collaborateurs.

et un **INGENIEUR ELECTRONICIEN**

Connaissances requises : Analogique, Optique et Micro Informatique.

Il sera rattaché à une petite équipe au sein de la Recherche. Expérience vivement souhaitée.

Postes basés en banlieue Gersnoise.

Si vous souhaitez vous investir dans une entreprise dynamique en pleine expansion, contactez-nous.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + plus prétentions) en précisant le poste choisi à : Service du Personnel BP 57 38701 LA TRONCHE CEDEX

**JAY électronique**

**CECA** FILIALE ATOCHEM GROUPE ELF AQUITAINE

La chimie de spécialités

**2 INGENIEURS PROCÉDES ENSAM - ENSCP - ENSIC...**

Pour optimiser le process en vue d'une démarche qualité en contact avec la Production.

Dans nos sites de production très automatisés et à taille humaine (150 à 200 personnes), nous fabriquons des produits de spécialités tensio-actifs, résines polymériques.

Vous prendrez en charge la définition et l'optimisation des modes opératoires et veillerez à leur application auprès des opérateurs. Vous participerez à l'élaboration des procédures nécessaires pour faire agréer le site aux normes européennes ISO 9002.

Poste(s) basé(s) en région d'Arras et de Compiègne.

Une évolution vers la production est possible si vous possédez de réelles facilités de communication et si vous pouvez vous révéler, à terme, comme un manager.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + rémunération actuelle sous la réf. M/515/1 à notre conseil :

Coopers & Lybrand CONSEILS RECRUTEMENT

8, avenue Delcassé 75008 PARIS



# Le Monde des Secteurs de Pointe

**BAN  
DAI**

FRANCE

**DISTRIBUTEUR DES PRODUITS BANDAI ET NINTENDO**  
Société multinationale de jeux et jouets, étoffe son département technique et crée le poste basé à Paris de

## INGENIEUR NORMES ET QUALITE

Rattaché au Directeur Général et en liaison permanente avec les fonctions approvisionnement et fabrication (principalement en sous-traitance) il sera chargé d'établir et de suivre tout au long du processus de production les dossiers de conformité aux normes et de superviser le contrôle de qualité. Il interviendra en amont comme en aval, fera évoluer les produits et participera à l'élaboration de nouveaux concepts.

Ce poste passionnant et évolutif exige une formation supérieure technique de type ingénieur (électricien, mécanicien, chimiste...). A et M, UTC, INSA, ENI etc. Agé de 30 ans environ, il aura l'expérience du contrôle et du suivi de qualité, en laboratoire d'essais ou en entreprise. Une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable. De nombreux déplacements sont à prévoir dans le monde entier.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9357 à notre Conseil.

**SC sélection conseil**  
18 RUE MEDICIS, 75017 PARIS

Pour importante société Aéronautique, nous recherchons :

## INGENIEURS

GRANDS ECOLES, DESS, DEA, DOCTORATS,  
Options : AERODYNAMIQUE, MECANIQUE DES  
STRUCTURES ET DES FLUIDES, VIBRATIONS

Activité : Recherches, développement et suivi des essais  
**DUT Génie Mécanique ou Thermique  
ou Mesures Physiques**

Tous ces postes s'adressent à des débutants. Disponibles  
immédiatement. Anglaise souhaitée.  
Lieu de travail : Issy-les-Moulineaux

Adresses C.V. et présentations à T21 92, rue Saint Lazare  
75009 Paris ou téléphonez pour RV à François LAULAN  
au 42.55.38.41.

## Ingénieur commercial grands comptes

### JS TELECOM Groupe BOSCH

Filiale du groupe BOSCH, troisième constructeur européen de télécommunications, nous sommes leader français de la communication d'entreprise. Pour renforcer aujourd'hui cette position et conquérir de nouveaux marchés, nous recherchons un ingénieur commercial grands comptes. Au sein du département ventes grands comptes, ce collaborateur développe les ventes de nos produits haut de gamme (PABX, terminaux...) auprès d'une clientèle essentiellement composée d'industries. Il gère un portefeuille de clients et doit aussi prospecter et conseiller les entreprises de ce secteur afin de leur apporter une réponse globale adaptée. Il doit savoir parler "technique" et "stratégie". Ce poste convient à un candidat d'environ 28 ans, ingénieur de formation et justifiant d'une première expérience de la vente de produits "high tech" (informatique, télécommunications...) auprès d'une clientèle de grands comptes. Sa culture générale et son autonomie lui permettront d'évoluer au sein du groupe. Ce poste est basé en proche banlieue ouest de Paris.

Si cette proposition vous intéresse, adressez votre candidature, sous la référence 1261.91 M, à notre conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



**Chantal Baudron. s.a.**

Membre de Syntec

## A la pointe des télécommunications, choisissez un monde d'innovation.

Vivez l'aventure passionnante d'un nouveau monde à bâtir. Un monde où chacun contribue par la recherche de technologies avancées au bien-être de milliards de femmes et d'hommes. Un monde où sont véhiculés chaque jour de plus en plus de messages, de données et d'images. Un monde où chaque idée est une idée de progrès.

Dans le Groupe Alcatel, nous privilégions l'innovation. A la pointe des télécommunications, nous avons conçu le Réseau Numérique à Intégration de Services (NUMERIS) ; les réseaux de commutation de données par paquets (TRANSPAC), de transmission par fibre optique, de distribution de vidéo-communication. Nos centraux téléphoniques numériques sont les plus répandus dans le monde.

Vous êtes diplômés d'une école d'ingénieur ou d'une université, débutants ou confirmés (électronique, informatique, système, généraliste) et vous pratiquez l'anglais.

Avec Alcatel CIT, donnez au monde des télécommunications ses nouveaux contours. En relation directe avec nos équipes européennes, vous interviendrez sur l'une des missions suivantes :

### RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT LOGICIEL

Vos missions : concevoir et développer des logiciels temps réel, des logiciels réseaux, des systèmes et des logiciels de base appliqués aux grands et moyens systèmes de télécommunications.

### RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT MATERIEL

Vos missions : concevoir et développer des cartes électroniques, des circuits intégrés, des interfaces optiques.

### QUALIFICATION ET INTEGRATION DE SYSTEMES

Vos missions : en relation avec nos clients, nos équipes techniques et industrielles, valider et qualifier nos produits. Garantir leur intégration dans nos systèmes de télécommunications.

### ARCHITECTURE SYSTEMES

Vos missions : en relation avec les équipes marketing et nos clients, définir, spécifier et bâtir l'architecture de nouveaux produits et systèmes de télécommunications.

**ALCATEL CIT : LE MONDE DES TELECOMMUNICATIONS**

**ALCATEL**  
CIT

Adressez votre candidature, en précisant la mission qui vous intéresse, à Michelle Lorgeoux, Alcatel CIT - 10, rue Latécoère - 78141 Vélizy Cedex France

## Pour vous, la Direction Ile-de-France de notre filiale automation.

Division d'un très grand groupe industriel, nous avons pris, en très peu de temps, des positions dominantes dans le domaine des automatismes industriels. La synergie avec les autres sociétés du groupe nous autorise des objectifs ambitieux.

Directeur régional Ile-de-France, vous aurez un triple rôle. Le premier est un rôle régional et concerne l'animation d'un centre de profit de plus de 100 MF employant une soixantaine de personnes de haut niveau. Le second tient compte de la proximité des grands donneurs d'ordre parisiens et mettra en valeur votre sens commercial. Le troisième est un rôle export car 20% de votre temps sera occupé à nos interventions sur l'international. Il vous permettra quelques déplacements de courte durée dans le monde entier.

Ingénieur, la bonne trentaine et professionnel reconnu de l'automation ou de l'informatique industrielle, vous ne tarderez pas, grâce à vos qualités d'animation et votre aisance relationnelle, à asseoir votre crédibilité tant vis-à-vis de votre personnel que de l'extérieur. Vite un CV sous référence 271 750 LM à Claude dos Reis, associé de Sirca, au 140 Bd Haussmann - 75008 Paris.

**Sirca**

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

## Analyser et... ...convaincre

### CHEF DE PRODUIT MAINTENANCE 350 KF +

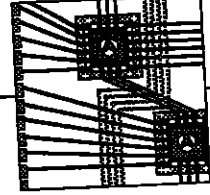
A 30-35 ans, vous avez opté déjà depuis longtemps pour le MARKETING (Etudes de marchés, lancement de produits, plans stratégiques...). De formation ESC ou Ingénieur, vos 5 années d'expérience dans un secteur tel que l'électronique professionnelle ou le service en milieu industriel, vous permettront d'appréhender rapidement notre métier.

En rejoignant l'équipe très motivée du Département Maintenance et Instrumentation, vous créez une nouvelle fonction. Vous découvrirez le large éventail de nos compétences et décelez rapidement les nombreuses applications que réclame le marché international.

Vous parlez anglais.  
En interne, vous vendez vos idées et persuadez Dirigeants, Commerciaux et Ingénieurs.

### Cela fait beaucoup ?... C'est un challenge !

Envoyez CV + lettre + photo + rémunération actuelle  
à notre Conseil : MERCURI URVAL - 14 bis rue Daru - 75378 PARIS  
Cedex 08, sous la réf. 67.4778/LM (sur lettre et enveloppe).



**THOMSON**

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

سكزاين الاميل

سكزا من الاجل

# Le Monde des Secteurs de Pointe

## Trois points d'entrée pour devenir les garants de la production et de la sûreté nucléaire

Aujourd'hui, 75 % de l'électricité produite est d'origine nucléaire, notre pays a réussi à réduire de moitié sa dépendance énergétique et l'électricité française est la plus compétitive d'Europe : c'est en grande partie l'œuvre des 20 000 personnes hautement qualifiées de la production nucléaire d'EDF. Tout en assurant les meilleures conditions de sûreté et de protection de l'environnement, vous participerez à la vie de l'un de nos 20 sites nucléaires et exercerez un métier dans un secteur dynamique et d'avant-garde.

Sur l'ensemble de la France, des opportunités variées sont à saisir dans les nombreux sites nucléaires, ouverts dans des contextes géographiques et socio-économiques très différents.

### INGÉNIEUR DE MAINTENANCE

Vous êtes responsable du programme d'entretien des matériels et de l'analyse technico-économique des interventions ; ou bien, vous êtes chargé de la coordination. Vous entretenez des relations avec les services de conduite de la centrale, les prestataires de l'équipement d'EDF, les constructeurs et les entreprises intervenantes.

Votre adaptabilité et votre sens de l'organisation conjugués à un fort esprit d'équipe sont des qualités essentielles pour réussir votre intégration.

### INGÉNIEUR SÛRETÉ RADIOPROTECTION

Vous êtes chargé de garantir les conditions de sûreté de votre centrale nucléaire. Ainsi, vos missions déterminantes sont d'évaluer l'état de sûreté des installations, d'analyser les interventions au regard de la sûreté et de maîtriser tout événement grâce à une connaissance approfondie du fonctionnement des systèmes. Vous êtes en relation avec les exploitants et les spécialistes de la maintenance des matériels. Vos capacités d'analyse et de communication et votre souci de l'environnement font de vous l'homme de la situation.

### FORMATEUR

Vous êtes responsable de la formation théorique et pratique du personnel de conduite des centrales nucléaires. Ou bien, vous mettez en œuvre toutes les fonctions du simulateur reproduisant la salle de commandes d'une tranche nucléaire, afin d'initier les

nouveaux exploitants, d'enrichir leur expérience et de développer la qualité de leur geste professionnel. L'objectif recherché : les rendre aptes à réagir à tout moment aux situations les plus imprévisibles. Vos qualités relationnelles et votre sens certain de la pédagogie sont indispensables à votre réussite.

Changer de métier, connaître des activités et expériences très variées sont des avantages qu'offre EDF du fait de son envergure, à des candidats mobiles. Ainsi, vous pourrez à votre choix : exercer des responsabilités croissantes sur les plans humain, technique et économique dans un site nucléaire ; assurer votre évolution dans l'une des Directions d'EDF, ou encore valoriser votre savoir-faire en exportant notre technologie au cours de missions à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation), sous référence M/204, à Guy Lambert, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES INGÉNIEURS  
GRANDES ÉCOLES  
OU UNIVERSITÉS  
DÉBUTANTS OU  
PREMIÈRE EXPÉRIENCE

MÉCANIQUE  
ELECTROTECHNIQUE  
AUTOMATIQUE  
ELECTRONIQUE  
THERMIQUE



## J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

Centre technique de la DGA, situé en Haute Normandie nous recherchons des ingénieurs débutants ou ayant une première expérience, intéressés par les techniques de pointe du secteur aérospatial.

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 5 000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

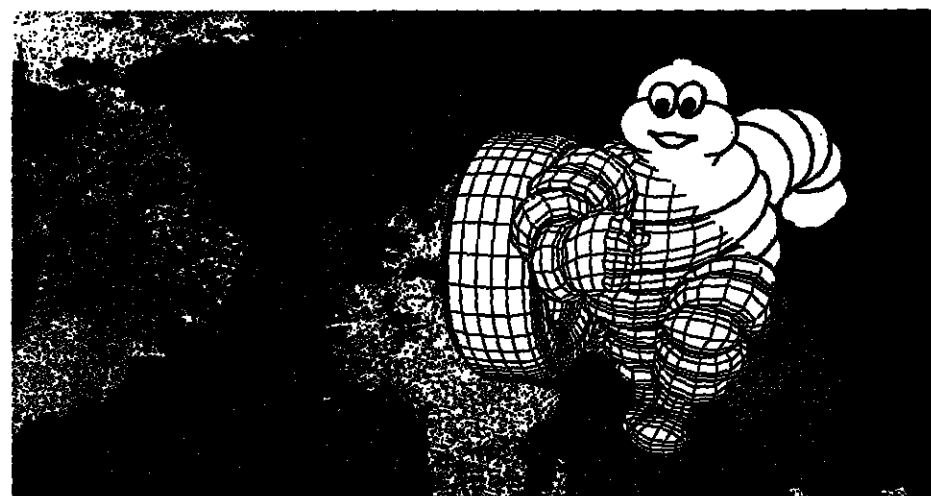


- Electronique**  
Développement d'équipements électroniques pour le secteur Aérospatial.
- Automatique**  
Etude des automatismes permettant le guidage et le pilotage des vecteurs.
- Logiciel Système**  
Définition et réalisation de logiciels complexes des systèmes opérationnels.
- Fiabilité**  
Etude de la fiabilité et de la sûreté de fonctionnement d'équipements embarqués.
- Electromécanique**  
Mise en œuvre et développement d'un tunnel de tir hyperballistique.
- Environnement**  
Etudes et essais de comportement d'équipements soumis à des contraintes mécaniques et climatiques.



MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE MANUSCRITE AVEC CV DÉTAILLÉ ET PHOTO A :  
LRBAPE  
BP 914  
27207 VERNON

## INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT



Pour développer des équipements industriels de pointe, nous recherchons des ingénieurs prêts à se passionner pour les nouvelles technologies.

Après une 1<sup>re</sup> expérience qui leur permettra d'acquérir une compétence de très haut niveau dans les domaines de la mécanique et des matériaux, nous leur confierons la responsabilité globale de projets importants.

Basés en France, au sein de nos équipes.

d'ingénierie pluridisciplinaires, ils développeront ces nouveaux procédés pour l'ensemble de notre groupe depuis leur conception jusqu'à leur mise au point dans nos unités de production réparties sur 4 continents.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. LM/48 à MICHELIN, Hervé GOYCO - Service du Personnel 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX

**MICHELIN**  
Les moyens de se passionner

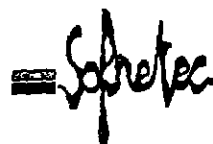
## RESPONSABLE TECHNIQUE

SOFRETEC, c'est l'optronique, les systèmes de sécurité, le traitement de l'image et la visualisation graphique.

Responsable d'un système allant des techniques numériques, logicielles, vidéo, etc., vous prenez en charge une petite équipe pour assurer le bon déroulement du projet, depuis la définition des spécifications techniques jusqu'à la réalisation, l'intégration et la mise en service sur site.

Ingénieur électronicien, votre expérience de cinq à dix ans en tant qu'ingénieur d'études vous a permis d'acquérir de bonnes compétences logicielles.

Adressez lettre man, CV et prêt sous réf 203/M à Annick HELLEGOUARCH SOFRETEC - 53, rue Casimir Périer 95870 BEZONS



## HOBART

LA PUISSANCE ET L'IMAGINATION

### INGÉNIEUR HARD SOFT MICRO

Jeune Ingénieur électronicien vous allez développer et adapter une nouvelle génération de systèmes de pesage - emballage - étiquetage automatique destinée au secteur de la grande distribution.

C'est une équipe à constituer autour d'un projet européen dirigé par la France et vous permettant d'exploiter toutes vos compétences en 8088, langages C et Fort, bases de données et soft de communication.

Un bon départ dans un groupe mondial n°1 en Europe.

Merci d'envoyer votre dossier à  
Cte HOBART - DRH - BP 68  
77312 MARNE LA VALLÉE Cedex 2.

## CETIM

reconnu, notre... de la méca... avec elles, nous... la veille technolo... et le développement, le... Notre laboratoire

### INGÉNIEUR MESURES PHYSIQUES

Vous avez : • 25/30 ans • Des connaissances en mesures physiques, mécanique et informatique • Le goût des contacts et de l'animation.

Votre mission : • Conduire un projet de niveau international pour la réalisation de logiciels didactiques • Animer des stages de formation et participer à des conférences (anglais indispensable).

Poste basé à Senlis (35 mn au nord de Paris).

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à CETIM - Personnel et Relations Sociales - BP 67 - 60304 SENLIS Cedex •





RESULTATS 1990			
«UN BON EXERCICE POUR SIMCO»			
en francs	1989	1990	Progression 1990/1989 %
Produits courants	434.175.500	479.952.500	+10,55
Résultat courant	292.249.300	332.165.400	+13,66
Résultat courant par action	28,03	30,49	+8,80
Résultat exceptionnel	36.509.600	79.176.800	NS
Résultat de l'exercice	328.758.900	411.342.200	+25,12
Capitaux propres (après affectation proposée)	2.219.973.900	2.523.884.400	+13,69

Le Conseil d'Administration, réuni le 26 mars 1991, sous la présidence de Monsieur Georges MAZAUD, a pris connaissance des traits dominants de l'activité de la Société et a arrêté le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 1990.

Au cours de cet exercice, principalement marqué par les importantes cessions d'immeubles et le lancement de six opérations nouvelles, SIMCO a enregistré un résultat courant par action, en progression de 8,8 %. Le bénéfice total qui s'établit à F 411.342.200 tient compte de plus-values nettes de cessions à concurrence de F 87.989.200 contre F 36.135.400 au titre de l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 12 juin 1991 à 10 h 30, de distribuer un dividende de F 29,20 contre F 27,80 par action au titre de l'exercice 1989 et un dividende de F 14,60 aux actions nouvelles créées jouissance du 1er juillet 1990.

Comme l'an dernier, ces dividendes pourront, au choix de l'actionnaire, être payés en actions de la Société ou en numéraire.

34 rue de la Fédération  
75737 PARIS CEDEX 15  
Tél : 40.61.66.20

# locafinancière

## Chiffres caractéristiques de l'exercice

en millions de francs						
	1989			1990		
	CB	LS	Total	CB	LS	Total
Décaissements de l'exercice	17,5	62,4	79,9	0,1	21,8	21,9
Engagements nouveaux	15	65,5	80,5	-	-	-
Engagements bruts cumulés	406,4	498	904,4	389,3	491,6	880,9
Produits locatifs	71,3	53,7	125	67	58,4	125,4
Produits exceptionnels dont :						
• plus-values sur levées d'option	8	10,3	18,3	0,1	4,96	5,06
• plus-values à CT sur cessions d'immobilisations	-	-	-	0,8	-	0,8
• plus-values à LT sur cessions d'immobilisations	-	-	-	3,2(*)	-	3,2(*)
Résultat	55,7			52,6		
	en francs					
Dividende par action	28,4			28,7		

(\*) entraînant le paiement d'un impôt sur les sociétés de 0,6 million de francs.

Le conseil d'administration s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Pierre Lacoste, le 21 mars 1991, pour examiner l'activité de la société et arrêter les comptes de l'exercice 1990.

L'actualisation de l'expertise du patrimoine locatif au 31 décembre 1990 fait ressortir, par rapport à une valeur nette comptable de 407,6 millions de francs, une plus-value latente (théorique, avant impositions) de 386,8 millions de francs.


Le résultat s'élève à 52,6 millions de francs contre 55,7 millions de francs en 1989, malgré une diminution de 6 millions de francs des produits exceptionnels nets d'imposition.

L'assiette distributable s'élève à 53 millions de francs, n'incluant pas les plus-values à long terme nettes d'impôt réalisées hors exploitation courante mais intégrant la reprise de plus-values de levées d'option réalisées en 1988 et 1989 et le report d'une partie des plus-values de même nature réalisées en 1990.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 28,70 francs par action contre 28,40 francs pour l'exercice précédent, correspondant à un taux de distribution de 83,35 % de l'assiette distributable.

Pour l'année 1991, en l'absence de nouvelles levées d'options anticipées et sauf imprévu, le résultat devrait diminuer légèrement compte tenu, notamment, de la soumission partielle à l'impôt sur les sociétés des bénéfices provenant de la location simple.

sep					
Reuni sous la présidence de Jean Sollier le 26 mars 1991, le conseil d'administration de la Société européenne de propulsion a arrêté les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, laquelle aura lieu au siège social le 25 juin 1991.					
Les comptes sociaux font ressortir un chiffre d'affaires de 4 477 MF en progression de 4 % par rapport à l'exercice 1989. Le bénéfice net dégagé s'élève à 145,5 MF contre 98,9 MF l'année précédente (+ 47,1 %). Il comprend, à raison de 42,3 MF, l'effet de deux plus-values exceptionnelles résultant de la cession par la SEP de sa filiale Industria et de l'apport des titres Arianeespace S.A. à la société Arianeespace Participation.					
Au niveau consolidé le chiffre d'affaires atteint 4 600 MF en progression de 3,5 % par rapport à 1989. Le résultat pour la part du groupe ressort à 150,8 MF (114,8 MF hors effet des deux plus-values), soit 45,03 F par action (34,29 F pour action hors effet des deux plus-values) et marque une croissance de 45 % par rapport à l'année précédente.					
Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 1991 le paiement d'un dividende de 10 F par action, soit, avec l'avoir fiscal de 5 F, un revenu global par action de 15 F, à comparer à 12 F au titre de l'exercice 1989.					



## Chiffre d'affaires 32,5 milliards, résultat net 2,8 milliards

Le conseil d'administration de Lafarge Coppée réuni le 21 mars 1991, sous la présidence de Bertrand Collomb, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Le bénéfice net consolidé part du Groupe atteint 2.192 milliards de francs (+ 1 %). Le résultat net de l'ensemble consolidé représente 2.787 milliards de francs. Le résultat net par action s'élève à 43,7 francs contre 43,6 francs en 1989. Il sera proposé à l'assemblée générale de verser un dividende de 9 francs hors avoir fiscal (+ 3 %).

Comme le montre la légère progression du résultat par rapport au niveau déjà élevé atteint en 1989, le Groupe a su assez bien résister à des conjonctures plus difficiles et tirer rapidement profit des importants développements réalisés au cours des deux derniers exercices (17,5 milliards d'investissements).

En 1990 le Groupe a eu en effet à affronter des situations plus difficiles dans certaines zones ou secteurs d'activité : chute prononcée des marchés de la construction en Ontario où Lafarge Corporation a des positions importantes, nouvelles baisses du prix de la plaque de plâtre et impact négatif de la baisse du dollar sur les marchés bioclimatiques.

En 1990 comme en 1989, les importants développements récents du Groupe ont contribué positivement à son résultat. Ils ont aussi amélioré de manière significative l'équilibre géographique de ses activités, notamment en Europe. De ce fait, le net recul en Amérique du Nord a été compensé pour une large part par les progressions enregistrées ailleurs, en particulier en Espagne.

Enfin, les résultats 1990 intègrent comme les exercices précédents des éléments hors exploitation. En particulier, le Groupe a dégagé une plus-value lors de la cession de son activité "Equipements de salles de bains" (Allia-Keramag) et complété sa provision sur les titres Aancor Holdings, société mère de National Gypsum.

Le chiffre d'affaires s'établit à 32,543 milliards de francs, en progression de 7 % par rapport à l'an dernier (soit 12 % hors effets de change et 2 % hors effets de change et de structure). Il n'intègre pas tout l'impact en année pleine des développements de l'exercice : prise de contrôle de Karsdorf, premier cimentier allemand, rapprochement avec Redland Plasterboard faisant de Lafarge Coppée le numéro 2 européen de la plaque de plâtre et acquisition de Tollens qui le place aux premiers rangs de la peinture pour la construction en France. Ces développements ont conforté la position de Lafarge Coppée comme leader mondial des matériaux de construction.

A fin 1990, les fonds propres atteignent 23 milliards de francs pour un endettement de 7,6 milliards de francs : la marge brute d'autofinancement a été de 4,6 milliards et les investissements de 7 milliards au cours de l'exercice. Le Groupe a donc les moyens de poursuivre ses développements tout en maintenant une structure financière solide.

Lafarge Coppée sur Mintel :  
3616 LAFARGE

leader mondial des matériaux de construction



Le 28 mars 1991, sous la présidence de M. Jacques Mercieron-Vicat, le Conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990. Au cours de cette séance, le Conseil a établi l'ordre du jour et les documents qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 14 juin 1991 à 11 heures au siège social.

Le chiffre d'affaires consolidé, en progression de 14,2 % sur celui de l'exercice précédent, s'élève à 4 873 862 000 F. Le résultat net passe de 370 061 000 F à 400 530 000 F. La marge brute d'autofinancement de l'exercice atteint 604 905 000 F contre 614 683 000 F en 1989.

Avec un effectif de 3 500 personnes, le Groupe représente :

- 6 millions de tonnes par an de ciment ;
- 4 millions de m³ par an de béton prêt à l'emploi ;
- 12 millions de tonnes par an de granulats ;
- 400 000 km/jour en transport routier ;
- C'est aussi la production de :

Produits industriels destinés au bâtiment et aux travaux publics (mortiers spéciaux, enduits, chimie du bâtiment...)

La fabrication de papier pour l'impression et l'écriture et la production de sacs d'emballage.

Le Conseil d'administration a coopté comme administrateur le Docteur Karl Krohob.

L'Assemblée générale ordinaire qui suivra se prononcera notamment sur l'affectation du résultat de la société mère, qui s'est élevé à 271 396 477 F contre 277 236 039 F en 1989 pour un chiffre d'affaires respectivement de 2 307 471 000 F en 1990 et 2 138 733 000 F en 1989.

Le Conseil proposera la mise en paiement le 2 août 1991 d'un dividende de 5 F pour une action d'un nominal de 25 F, soit 38 976 000 F de distribution totale, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 2,5 F, soit un revenu brut par action de 7,5 F.



Le conseil d'administration de TELEFLEX LIONEL-DUPONT s'est réuni le 27 mars 1991 sous la présidence de M. Alain Claron pour arrêter les comptes de l'exercice 1990.

Les comptes consolidés qui n'intègrent pas les acquisitions récentes font ressortir un chiffre d'affaires de 334,8 MF après 381,6 MF en 1989. Le résultat net est une perte de 35,9 MF contre une perte de 4,9 MF l'année précédente.

Cette perte consolidée et la réduction du chiffre d'affaires du groupe sont imputables à la filiale TELEFLEX SYSTEMS (manutention). Ainsi qu'en ont fait état les communiqués de presse d'août et d'octobre 1990, les difficultés de TELEFLEX SYSTEMS, réelles durant l'été, ont fait l'objet d'un plan de restructuration mis en œuvre à l'automne dernier. Par cette mesure, l'effectif a été réduit d'environ 40 % et les axes commerciaux et techniques de cette activité redéfinis. L'incidence directe de cette restructuration a été d'environ 12 MF et ses effets bénéfiques sur le résultat se feront sentir dès l'exercice 1991. Quant aux filiales étrangères du secteur manutention (Pays-Bas, Allemagne, Grande-Bretagne), elles ont été bénéficiaires et enregistrant une progression encourageante.

Les autres activités - équipements aéronautiques (TELEFLEX SYNERAVIA) et filtration FVLTIS - sont en évolution favorable en dépit de la dépression conjoncturelle du second semestre 1990. L'activité équipements aéronautiques a progressé de 6 % en atteignant 128,3 MF de chiffre d'affaires. L'activité filtration, affectée en décembre par un changement technique dû à des perturbations climatiques exceptionnelles à La Tour-de-Fin, a maintenu son niveau d'activité à 83,8 MF.

Enfin, TELEFLEX LIONEL-DUPONT a bénéficié d'une augmentation de capital de 300 MF, qui est devenue effective au mois d'août dernier.

En fin d'exercice, TELEFLEX LIONEL-DUPONT a pris des participations majoritaires dans quatre sociétés :

- 70 % dans MATREX (matériels et systèmes de manutention) ;
- 70 % dans PROFMECA, qui détient :
- 100 % de TRACMA (tracteurs d'aéroports et d'industries) ;
- 100 % d'ALBRET (échelles pour passagers et plates-formes élévatoires pour aéroports et industries) ;
- 60 % de COTEP (systèmes de télé-information vidéo).

Ces sociétés, qui réalisent un chiffre d'affaires de 230 MF, dégagent des résultats bénéficiaires et sont intégrées dans les comptes du groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Les comptes sociaux de TELEFLEX LIONEL-DUPONT, société mère du groupe, devenue holding après la filialisation en décembre de l'activité équipements aéronautiques - TELEFLEX SYNERAVIA - se soldent par une perte de 34,8 MF contre une perte de 2,4 MF en 1989.

Le conseil d'administration a coopté comme administrateur M. Lucien Vochet, ancien président de l'Ude-Paris.

Bien que les perspectives pour 1991 soient favorables, le conseil d'administration, tenant compte de ces pertes, a décidé de ne pas distribuer de dividendes. Le redressement entrepris de l'activité de manutention et le redéploiement du groupe qui vient d'être engagé assureront un retour à une situation bénéficiaire dès l'exercice 1991.



# ÉCONOMIE

43. Le Massif central veut sauver son agriculture.  
44. Un succès pour Schneider dans l'OPA sur Square D.

44. Bourse de Paris.  
46. Communication.

## BILLET

### Cycle salarial et croissance

Y a-t-il actuellement en France un risque d'alourdissement des coûts salariaux et de perte de compétitivité des prix français sur les marchés étrangers ? Cette question se pose alors que la croissance économique se ralentit sérieusement (+2 % seulement après +4,4 % en 1989 et +3,4 % en 1990). Au quatrième trimestre de l'année dernière, le taux de salaire horaire a continué d'augmenter rapidement : +1,2 % par rapport au trimestre précédent.

On peut penser que cette évolution va se prolonger, dans la mesure où un certain nombre de branches professionnelles sont en train de réviser les basses rémunérations. Cette politique, souhaitée par M. François Mitterrand puis par l'Hôtel Matignon en mai 1990, pourrait avoir pour effet d'accroître sensiblement les salaires, de l'ordre d'un demi-point au minimum, peut-être même un point. Il y a donc un risque, non pas grave mais réel.

Quand la croissance économique se ralentit, les gains de productivité en font autant, jusqu'à ce qu'un ajustement se produise dans les effectifs. Et cet ajustement est d'autant plus brutal ou durable que les entreprises ont besoin de freiner la hausse de leurs coûts salariaux.

C'est donc aussi une forte remontée du chômage que craignent les pouvoirs publics quand ils s'inquiètent de l'évolution des salaires privés. La prochaine revalorisation du SMIC en juillet sera calée sur l'augmentation du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire. Mais certains membres du gouvernement regrettent que M. Rocard se soit d'une certaine façon lié les mains.

C'est aussi avec la plus grande prudence que le ministre de l'économie et des finances va devoir gérer l'élargissement en cours du déficit budgétaire et social. Car des impôts ou des taxes supplémentaires auraient aussi pour effet de nourrir des revendications salariales...

ALAIN VERNHOLES

## Les succès de l'économie en Chine n'ont pas empêché une « aggravation des difficultés financières »

Recevant lundi 1<sup>er</sup> avril le ministre soviétique des affaires étrangères, le chef du gouvernement chinois, M. Li Peng, a déclaré que le prêt que son pays venait d'accorder à l'URSS et sa décision de participer à un « sommet » sino-soviétique en mai prochain avaient été motivés par le souhait de Pékin d'aider Moscou à surmonter la crise économique et politique, afin de préserver la « stabilité » de l'URSS et le système socialiste. Pourtant, la situation financière de l'État chinois est alarmante, en particulier en raison de très fortes subventions aux entreprises.

PEKIN

de notre correspondant

Dans une Chine qui se veut encore communiste, énoncer un problème sans qu'il existe au plus haut niveau un consensus sur la manière de le régler équivaut quasiment, pour un ministre, à un acte de subversion. Ainsi, quand le ministre des finances, M. Wang Bingqian, déclare froidement que le pays ne peut plus se permettre de « payer le prix » de la paix sociale de la manière dont il a acheté sa survie depuis deux ans, par des subventions massives, il faut croire que la situation financière est devenue insoutenable. En cours de la 25<sup>e</sup> séance, la session annuelle de l'Assemblée nationale aura pour la première fois entendu cet avertissement public.

M. Wang a été d'une franchise inhabituelle en soulignant le paradoxe dans lequel s'est enfermée la Chine du fait de la priorité donnée à la stabilité sociale : alors que le régime affirme que « la situation économique s'est graduellement améliorée » grâce au programme d'austérité du premier ministre Li Peng, « ses difficultés financières se sont aggravées » en 1990. Alors que les recettes de l'État ont, officiellement, atteint le montant prévu, le déficit a été supérieur d'un tiers à ce que l'on s'attendait. Il a dépassé les 15 000 milliards de yuans (1), et le grand argentier chinois, s'alarmant de cette situation « très sombre », a accusé les échelons locaux de l'administration d'en être responsables.

18 milliards de dollars de subventions

Cette analyse reflète assez bien l'impression que donne aujourd'hui l'économie chinoise : pressés par le gouvernement d'assurer l'emploi à tout prix, les responsables locaux n'ont pas hésité à dépenser les deniers de l'État pour subventionner les entreprises. Au point que, selon M. Wang, le montant de ces subventions dépasse le total des budgets de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la science et de la culture. Elles représentent un tiers du budget

contre 9 % en 1978, année où furent lancées les réformes économiques. Le phénomène a été accentué par la nécessité dans laquelle Pékin s'est retrouvé après la catastrophe de 1989 d'apaiser la population citadine qui s'était jointe à la contestation du fait de l'inflation. Avec un monnaie entièrement dévaluée par rapport aux exportations, la Chine dépense 11 milliards de dollars (environ 63,25 milliards de francs) par an à entretenir les usines d'État pourvoyeuses d'emplois, et 7,3 à fournir aux salariés des compensations à la baisse des prix.

« Dans certaines conditions spécifiques il a été nécessaire de payer ce prix pendant une courte période, a jugé M. Wang. Mais si nous persistons dans certaines de ces pratiques, nos difficultés financières seront de plus en plus graves (...) et ceci deviendra un obstacle majeur au développement régulier, stable et coordonné de notre économie nationale. Nous devons prendre des mesures pour résoudre ce problème pas à pas ».

Ces propos contrastent avec l'auto-satisfaction affichée ces derniers temps par le régime pour le dernier plan quinquennal (le *Monde* du 15 mars). Le problème de M. Wang, c'est que personne, au gouvernement, n'est pressé d'associer son nom à une entreprise qui relève du suicide politique : rendre économiquement viables des centaines d'entreprises habituées à dépenser sans compter et à produire sans se soucier de la qualité ni des débouchés.

### Montée en puissance des lobbies provinciaux

Ce n'est pas le nouveau slogan lancé par les autorités « qui veulent faire de 1991 « l'année de la qualité » - qui y changera quoi que ce soit. M. Wang a prévu que le déficit ne pourrait être réduit en 1991 que de 1 600 milliards de yuans, à peine plus de 10 % de son montant actuel. D'autant que sur d'autres fronts la situation n'est pas aussi brillante que les dirigeants veulent le faire croire.

M. Wang a ainsi souligné que le gaspillage des fonds publics par les fonctionnaires et l'évasion fiscale étaient toujours d'actualité. Son insistance à vouloir que le pays « se conforme à la loi dans la fiscalité,

renforce la perception et l'administration des impôts, et travaille durement pour mener à bien la tâche d'encaissement des impôts » en dit long sur les difficultés en ce domaine.

Depuis 1988, les plus riches provinces et métropoles ont conclu avec le gouvernement un arrangement qui leur permet de conserver le surplus de revenus fiscaux perçus au-delà d'une somme fixée contractuellement avec Pékin. Ce système, qui joue notamment sur les lobbies des potentats provinciaux, aboutit à des déséquilibres notables, avec, selon des chiffres non officiels, un cas comme la province méridionale de Canton conservant 90 % de ses revenus fiscaux, alors que Shanghai verserait les trois quarts des siens à la capitale.

Pékin a échoué, ces derniers mois, à mettre en place un système fiscal qui lui permettrait de renflouer ses caisses. L'argument choc des dirigeants provinciaux qui ont torpillé le projet était que ce retour en arrière casserait le début de décollage économique. M. Wang, par mesure de rétorsion, a annoncé la suppression de subventions à l'exportation aux provinces coupables de cette fraude. Il leur a réitéré son appel à contrôler plus strictement au « système financier socialiste (qui veut que) les fonds viennent du peuple pour être dépensés pour le peuple ». Il y a de fortes chances que ceci reste un cri dans le désert, car les provinces ont su profiter de l'affaiblissement du pouvoir central.

Ainsi, on s'attend à voir le patron de Shanghai, M. Zhu Rongji (qui sera bientôt à Paris) nommé vice-premier ministre. Sans être un libéral à tout crin, M. Zhu est un des technocrates qui ont fait carrière sur l'idéalisme plutôt que sur l'idéologie. Serait aussi nommé vice-premier ministre le ministre d'État au plan, M. Zou Jiahua, lui aussi plus enclin à l'action concrète que les dirigeants de la tendance centralisatrice et doctrinaire qui ont échoué, ces derniers temps, à ramener l'économie dans la voie de l'orthodoxie marxiste.

FRANCIS DERON

(1) Au taux actuel, 1 yuan vaut 1,08 franc.

## Après la guerre du Golfe

### Le gouvernement turc se prépare à la reprise

Depuis la fin de la guerre du Golfe, des milliers de travailleurs turcs font la queue devant les bureaux d'emploi dans l'espoir d'être embauchés pour la reconstruction du Koweït. Le gouvernement et les compagnies turques espèrent que la fin des hostilités dans le Golfe marquera le début de la reprise économique en Turquie.

ISTANBUL

de notre correspondant

Le président Ozal se montre résolument optimiste. Depuis le début de la crise, il est convaincu que l'attitude pro-alliée de la Turquie portera ses fruits, aussi bien sur le plan politique qu'économique, et il a déjà prédit un « important boom économique » pour les mois à venir. « Beaucoup de gens veulent investir chez nous », a-t-il déclaré au quotidien *Hürriyet*. « La Turquie n'a jamais été aussi bien vue à l'étranger. C'était une excellente publicité. Je vois une année 1991 brillante ».

L'économie turque a apparemment bien surmonté la crise. La saison touristique s'annonce moins catastrophique qu'on ne l'attendait et plusieurs offres d'assistance financière de 3,5 à 4,5 milliards de dollars, devraient permettre de combler en partie les pertes subies. Mais peu de personnes partagent l'enthousiasme du président. L'inflation avait atteint 62 % durant l'année 1990 et, selon le récent rapport de l'OCDE, elle risque de se maintenir à ce niveau en 1991. Les importations, qui ont atteint 22,3 milliards de dollars (plus de 127 milliards de francs) en 1990, dépassent de près du double les exportations, pourtant en hausse de 12 %. Le taux de croissance du PNB, qui a été de 9,2 % en 1990, pourrait tomber à 3,5 % en 1991, selon les prévisions plutôt pessimistes de l'OCDE.

La catastrophe annoncée par les autorités turques au début de la crise semble toutefois avoir été évitée. Pour la seconde moitié de 1990, la Turquie aurait perdu environ 2 milliards de dollars, mais la moitié

de ce déficit a été compensé par des dons divers. Bien que les pertes totales soient encore difficilement quantifiables, puisque la saison touristique ne fait que commencer et que l'embarco contre d'importants revenus, le chiffre de 7 milliards de dollars cité par le gouvernement turc est considéré par les diplomates occidentaux comme trop élevé.

Le double pipeline qui transportait le pétrole irakien jusqu'au port de Mersine rapportait à lui seul 300 millions de dollars par an. De plus, l'Irak remboursait, en pétrole, une dette de 800 millions de dollars, qui est toujours impayée. Malgré les bombardements américains au nord de l'Irak, une moitié du pipeline a pu être sauvée, grâce à l'intervention du président Ozal auprès des autorités militaires américaines, et pourrait transporter 800 millions de barils par jour, mais, tant que le gouvernement de M. Saddam Hussein est au pouvoir, il est peu probable que l'embarco soit levé.

### La « récompense » américaine

Parmi les autres secteurs très touchés figure évidemment le tourisme. Le manque à gagner durant la seconde moitié de 1990 était estimé à plus de 300 millions de dollars. La guerre ayant pris fin rapidement, une partie de la saison touristique 1991 pourra être exploitée, mais la véritable reprise n'est pas attendue avant 1992. Alors que les quotidiens saluent l'arrivée des premiers touristes allemands de l'après-guerre, bon nombre d'hôtels sont encore vides.

Politiquement, la Turquie a clairement prouvé qu'elle était une alliée fiable. Elle s'est ainsi rapprochée des États-Unis, qui l'ont déjà récompensée en augmentant de 50 % les quotas d'importations textiles, qui avaient atteint 350 millions de dollars pour la période de janvier à novembre 1990. Le président Bush, devenu un fervent défenseur de la Turquie, a aussi modifié l'équilibre de la répartition de l'aide financière entre la Turquie et la Grèce, traditionnellement placée à 10 dollars pour la Turquie contre 7 dollars pour la Grèce, malgré les protestations véhémentes de celle-ci. L'assistance américaine, principalement destinée à des dépenses militaires, devrait atteindre près de 800 millions de dollars cette année.

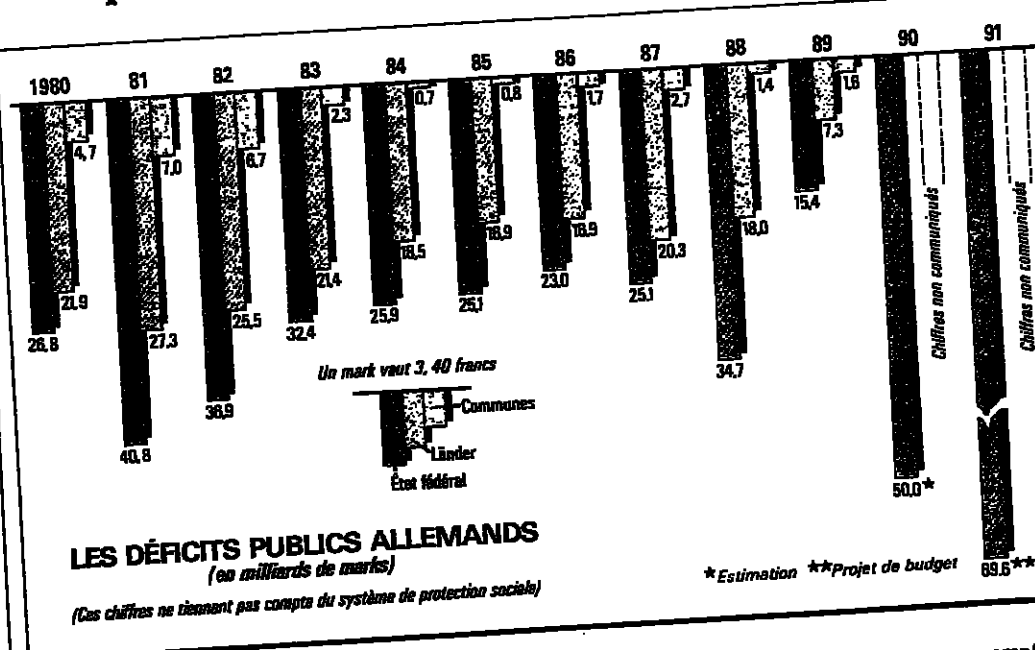
Lorsque viendra le moment de l'attribution des contrats au Koweït, dans deux ou trois mois, la concurrence sera féroce. Les compagnies américaines et britanniques se tailleront probablement la part du lion, même si, selon l'ambassadeur du Koweït à Ankara, « la Turquie figurera en tête de liste ». « Nous espérons que nos amis américains, anglais et français ne se montreront pas trop gourmands », déclare M. Ibrahim Cakir, sous-secrétaire à la trésorerie, responsable du commerce extérieur. « Nous espérons qu'il restera du travail pour nous, du moins en sous-traitance ».

Mais le développement de liens plus étroits avec le Golfe ne compensera pas la perte du commerce avec l'Irak, qui, même s'il était en baisse, se montait à plus de 2 milliards de dollars. Outre les échanges commerciaux, plusieurs compagnies turques avaient des projets de construction pour une valeur totale de plus de 1 milliard de dollars en Irak et dans le Golfe, qui ont dû être abandonnés.

Alors que les relations avec les États-Unis ont progressé de façon spectaculaire, elles semblent stagner avec la Communauté européenne, qui demeure malgré tout le partenaire commercial le plus important de la Turquie.

NICOLE POPE

## La rapide détérioration des comptes publics en Allemagne



Lors de la réunion, le 25 février à Bruxelles, de la conférence intergouvernementale sur le projet d'UEM (union économique et monétaire), les règles à respecter entre pays européens en matière budgétaire avaient été discutées. Les représentants allemands avaient alors demandé des disciplines strictes et - en cas de dérapage - des sanctions.

Cette proposition allemande peut sembler un peu paradoxale. Car le déficit du budget allemand dépasse la limite prévue dans la loi fondamentale de 1949. De même, le principe de l'unité et de la transparence budgétaires n'est pas respecté. Enfin, le ministre des finances, M. Theo Waigel, a présenté un projet de budget dont les chiffres, élargis à l'évidence, déjà caduques. Le déficit de l'État fédéral atteint un niveau jamais vu, même si l'on prend en compte les augmentations d'impôts récemment annoncées. M. Waigel estime le besoin de financement des administrations publiques allemandes à 140 milliards de marks (478 milliards de francs) cette année, dont environ 70 milliards (238 milliards de francs) pour le seul État fédéral ; un montant qui dépasse certainement la somme des investissements prévus en 1991.

Or l'article 115 de la loi fondamentale vise à empêcher les déficits entraînés par des dépenses surabondantes d'investissement. Plus grave encore : M. Waigel emploie une vieille méthode pour cacher certaines

dettes. Il a créé des fonds spéciaux, par exemple le fonds « Unité allemande », destiné à couvrir les coûts de l'unification. En 1991, celui-ci empruntera environ 31 milliards de marks (105 milliards de francs) sur les marchés des capitaux. Même chose en ce qui concerne la célèbre *Treuhandanstalt* : ce super-holding public, chargé de privatiser les entreprises est-allemandes, devrait emprunter 21 milliards de marks (72,4 milliards de francs) cette année, qui n'apparaîtront pas dans le budget de l'État.

En outre, M. Waigel avait présenté à la mi-février un budget qui ne tenait pas compte des dépenses supplémentaires dues à l'aggravation de la situation économique dans l'ex-RDA, à la guerre du Golfe et à la reconstruction de l'Europe de l'Est. Les partis de la coalition gouvernementale estiment que ces dépenses s'élèveront à environ 30 milliards de marks (100 milliards de francs) cette année, dont la moitié pour les cinq nouveaux Länder.

La leçon de cette histoire est que des règles strictes n'évitent pas forcément de gros déficits budgétaires. La France, par comparaison, peut se féliciter d'être aujourd'hui - en ce qui concerne les déficits des administrations publiques - un pays plus raisonnable que l'Allemagne. Outre-Rhin, le besoin de financement de l'État a atteint 3 % du produit national brut (PNB) en 1990. En France, il n'a été que de 1,3 %.

## orientations SERVICE

### Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mlle

Adresse postale : Ville

Code postal : 90-91

Niveau d'études 90-91

Niveau de recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment à recevoir gratuitement (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques <input type="checkbox"/> Préparer un MBA <input type="checkbox"/> 3 <sup>e</sup> Cycle de Gestion <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale <input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion <input type="checkbox"/> Architecture <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur <input type="checkbox"/> Aménagement et Logistique <input type="checkbox"/> Arts Graphiques <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle <input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique <input type="checkbox"/> Assurances <input type="checkbox"/> Communication et Culture <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise <input type="checkbox"/> Communication, Publicité <input type="checkbox"/> Comptabilité <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po <input type="checkbox"/> Dares	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel <input type="checkbox"/> Electronique <input type="checkbox"/> Expertise Comptable <input type="checkbox"/> Formation en Allemagne <input type="checkbox"/> Formation Continue <input type="checkbox"/> Gestion Financière <input type="checkbox"/> Gestion de Personnel <input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration <input type="checkbox"/> Informatique <input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste <input type="checkbox"/> Ingénieur Production <input type="checkbox"/> Journalisme <input type="checkbox"/> Logistique <input type="checkbox"/> Management <input type="checkbox"/> Marketing <input type="checkbox"/> Médecine Dentaire <input type="checkbox"/> Préfecture Scientifique <input type="checkbox"/> Relations Internationales <input type="checkbox"/> Réseaux et Sécurité <input type="checkbox"/> Sciences Politiques <input type="checkbox"/> Sémiologie/Communication <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil
---	--

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémollière  
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)  
ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

5011111111

## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Remettant en question le plan anti-inflation du gouvernement

## Les Brésiliens font appel à la justice pour obtenir le dégel de leurs avoirs bancaires

Élément du plan de lutte contre l'inflation du gouvernement brésilien, le gel des avoirs en banque des particuliers et des entreprises fait l'objet de critiques croissantes. Aidés par la justice, certains citoyens obtiennent le dégel de leurs actifs bancaires, ce qui risque de remettre en question les objectifs gouvernementaux.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Bloqués depuis mars 1990 par le premier plan du président Fernando Collor de Mello, les avoirs des entreprises et des particuliers — pour une somme globale estimée officiellement à 6 500 milliards de cruzeiros (130 milliards de francs) — doivent théoriquement être libérés à partir du mois de septembre prochain, en douze versements. Régulièrement, des accusations ont été portées à l'encontre de grosses sociétés, soupçonnées d'avoir bénéficié — juste avant les mesures, ou peu après — de « faveurs » leur permettant d'échapper à cette décision. Depuis quelque temps, des particuliers, aidés par la justice,

commencent eux aussi à récupérer leur argent. Récemment, le dirigeant d'une banque a ainsi reçu la visite d'officiers de police porteurs d'un titre exécutoire contraignant son établissement à établir un chèque d'une valeur de plusieurs millions de cruzeiros à l'ordre de l'un de ses clients.

Dans les attendus du jugement, le magistrat fédéral de la huitième chambre invoquait les problèmes de santé du plaignant et son manque de ressources. Sa décision s'appliquait de la même manière à la demi-douzaine de banques détentrices d'avoirs de cette personne.

L'inconstitutionnalité des mesures concernant le blocage de l'épargne avait déjà été maintes fois évoquée auparavant. Le tribunal régional fédéral de Recife (Nord-Est) vient de rendre une décision en ce sens. Dans la ville de Recife-Préto, au nord de São Paulo, la justice fédérale a déjà reçu trois mille requêtes et les demandes d'actions arrivent au rythme de cent quatre-vingts par jour. A São Paulo, des malfaiteurs ont même tenté, selon le quotidien *la Folha de São Paulo*, de falsifier des décisions de justice afin d'obtenir frauduleusement la restitution de fonds bloqués.

La Banque centrale, devant d'éventuels jugements défavorables, avait adressé le 19 décembre une note explicative aux banques travaillant au Brésil. Dans cette missive, plusieurs fois mise à jour depuis, les autorités financières expliquaient les règles procédurales et comptables à respecter en cas de décision judiciaire.

## Un scénario catastrophe peu vraisemblable

Passées jusqu'à présent quasiment inaperçues, ces décisions de justice commencent à créer quelques remous et font dorénavant la « une » des journaux. « Si de telles actions se multiplient sur une grande échelle, estime l'ancien président de la Banque centrale, M. Carlos Longoni, elles peuvent réellement avoir un effet catastrophique sur l'inflation et réduire à néant les efforts du premier plan », en risquant de mettre pratiquement fin, six mois avant la date prévue, à l'un des plans de « choc » les plus violents que le Brésil ait connus.

Ce scénario catastrophe est cependant peu vraisemblable, selon M. Longoni, « parce que la population brésilienne n'est guère

par tempérament procédurière et n'a qu'une confiance limitée en la justice. Il est donc probable que la grande partie des personnes touchées préféreront attendre le règlement par le gouvernement des sommes qui leur sont dues ». D'autre part, la valeur réelle des fonds bloqués a, en raison de l'inflation, et selon le mot d'un observateur, « fondu comme neige au soleil ». Ils ont perdu, en un an, plus de la moitié de leur valeur initiale, et les actions judiciaires permettent avant tout aux particuliers de « sauver les meubles ».

La Banque centrale n'est donc pour l'heure « pas inquiète », selon l'un de ses responsables. Elle estime que, à la fin du mois de février, le montant des sommes libérées par les actions judiciaires se chiffre à 12,8 milliards de cruzeiros, et elle ne s'attend pas dans les mois qui viennent à un accroissement considérable des demandes de règlement par cette voie. Reste que le devenir de cette masse monétaire dépend dorénavant beaucoup plus de la réaction des « épargnants forcés » que de la volonté des autorités.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

société nationale  
elf aquitaine

- Comptes consolidés de l'exercice 1990
- Forte croissance du bénéfice net consolidé : 10,6 milliards de francs, soit + 47 %
- Progression du dividende de 19 % à 12,50 francs par action

## PRINCIPALES DONNÉES CONSOLIDÉES

Le Conseil d'Administration de la SNEA réuni le 27 mars 1991, a arrêté les comptes consolidés du Groupe Elf Aquitaine.

En milliards de francs	1990	1989	1988
Chiffre d'affaires	175,5	149,8	126,1
Marge brute d'autofinancement (1)	27,9	27,4	23,0
Investissements (2)	31,4	26,7	23,7
Résultat opérationnel	20,5	12,8	10,8
Résultat net (part du Groupe)	10,6	7,2	7,2
Résultat net par action après division des actions (en francs)	44,0	33,5	36,0

(1) avant exploration passée en charges  
(2) hors exploration capitalisée

Le chiffre d'affaires 1990 est en croissance de 17 % par rapport à 1989, progression qui s'explique notamment par l'augmentation des prix du brut et par l'intégration des activités d'Orkem.

Le résultat net prend en compte des éléments non récurrents positifs pour 1,2 milliard de francs. Si l'on exclut ces éléments, le résultat net est en légère croissance, atteignant 9,4 milliards de francs, contre 9,2 milliards en 1989, ce qui traduit la bonne répartition des activités du Groupe - hydrocarbures, chimie, santé - qui se complètent et permettent de faire face aux disparités des cycles économiques.

Par branche d'activités, l'évolution du résultat opérationnel est la suivante :

En milliards de francs	1990	1989	1988
Hydrocarbures			
Exploration Production	11,8	8,0	3,7
Raffinage Distribution	1,4	1,2	0,2
Négoce Pétrolier			
Chimie	5,7	2,3 (1)	5,5
Santé Beauté Bio-activités	1,6	1,3	1,4
TOTAL	20,5	12,8	10,8

(1) après dépréciation exceptionnelle des actifs de la chimie minérale américaine

Les productions d'huile sont en forte croissance, atteignant 25,8 millions de tonnes après redevances, contre 22,8 millions de tonnes en 1989, tandis que la production de gaz revient à 12,8 milliards de m<sup>3</sup> après redevance, contre 14,6 milliards de m<sup>3</sup> en 1989. La part du pétrole brut dans la production d'hydrocarbures atteint maintenant 70 %.

Dans le Raffinage Distribution, l'année 1990 a été caractérisée par la consolidation des efforts de productivité déjà engagés et par une amélioration des marges de raffinage. Poursuivant sa politique d'internationalisation de l'aval pétrolier, le Groupe a acquis les actifs d'Amoco en Grande-Bretagne et a pris une participation de 20,5 % dans la Société espagnole Cepsa. Les filiales de négoce pétrolier ont commercialisé 67 millions de tonnes contre 59 millions de tonnes en 1989.

Le Groupe a continué à développer sa chimie fine et de spécialités au niveau mondial et ses activités pétrochimiques et grands plastiques en Europe; cette évolution intègre en année pleine les activités de Penwalt et celles des actifs d'Orkem dévolus à Elf Aquitaine. Ainsi, la répartition des activités chimiques entre différents secteurs et la poursuite des efforts de gestion ont permis à la chimie du Groupe de résister à une conjoncture moins favorable.

Les activités du secteur Santé, Beauté, Bio-activités ont été pénalisées par la baisse du dollar et du yen par rapport au franc. Le secteur de la santé humaine enregistre cependant à nouveau une forte croissance, tant en France qu'à l'étranger.

Les investissements du Groupe ont atteint 31,4 milliards de francs, soit une progression de 18 % par rapport à 1989. Ils ont été essentiellement financés sur fonds propres, ce qui a permis à Elf Aquitaine de conserver une structure financière solide :

- les capitaux propres avant répartition s'élèvent à 75,6 milliards de francs
- le taux d'endettement du Groupe, mesuré comme le rapport de l'endettement à court et long terme, net de la trésorerie, à la somme des capitaux propres avant affectation du résultat et des intérêts minoritaires, reste modéré atteignant 18,9 % contre 13,2 % en 1989.

## DIVIDENDE PAR ACTION PROPOSÉ

Le Conseil d'Administration a par ailleurs arrêté les comptes sociaux de la Société Mère SNEA dont le résultat net s'élève à 5,618 millions de francs.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 1991 de fixer le dividende à 12,50 francs par action, soit avec l'avoir fiscal, une rémunération globale de 18,75 francs par action.

Le montant ainsi distribué de 3,069 millions de francs, représenterait 29 % du résultat net consolidé et 55 % de celui de la Société Mère. Ce dividende serait mis en paiement le 2 juillet 1991.

Pour information, composez sur votre minitel : 3616 - CLIFF

Un potentiel important, mais peu d'infrastructures

## Une « année du tourisme » prématurée au Vietnam

BANGKOK

de notre correspondant

Copiant ses voisins plus fortunés et mieux organisés, le Vietnam avait déclaré 1990 « année du tourisme ». Mais, notamment faute d'infrastructures appropriées, il aurait fallu un coup de baguette magique pour que l'opération se traduise par un succès. Alors que la Thaïlande, par exemple, a accueilli l'an dernier plus de 5 millions de visiteurs, 187 000 touristes seulement se sont rendus au Vietnam.

Le pays a commencé à remettre en état quelques-uns de ses grands hôtels. C'est le cas du *Thong Nhat* (l'ancien Métropole) à Hanoi, fermé pour restauration, et de plusieurs hôtels connus de l'ancien Saïgon, où un *floating palace* venu d'Australie a été ancré sur le quai de la grande métropole. Mais si le fameux *Continental*, rénové au goût du jour, a rouvert ses portes il y a dix-huit mois, le *Majestic* a été endommagé par un incendie en décembre. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, une agence de *YONTI* basée à Madrid, qui a rédigé un rapport à la demande des autorités locales, sur moins de vingt mille chambres des hôtels du Vietnam n'en compteraient qu'environ mille cinq cents d'un niveau international minimal.

Le potentiel touristique de ce pays de plus de 66 millions d'habitants est énorme, de la beauté des sites (baie d'Along, haute région, côte centrale)

au charme intact de Hanoi ou du vieux Hué, des stations d'altitude aux grandes stations balnéaires, avec leurs immenses plages de sable blanc. Les possibilités du tourisme d'aventure sont elles aussi nombreuses, de l'escalade dans la baie d'Along à la chasse au canard sauvage dans la plaine des Joncs. Mais l'infrastructure touristique demeure primitive : les routes sont mauvaises, les lignes aériennes intérieures quasi inexistantes, le personnel non qualifié.

Lancer le tourisme demanderait donc d'importants investissements et, dans un premier temps, des mesures comme la privatisation du secteur hôtelier. L'Organisation mondiale du tourisme a recommandé aux autorités vietnamiennes d'élaborer une stratégie avec, pour objectif, l'accueil de 1,6 million de visiteurs dans une quinzaine d'années, ce qui lui permettrait de mordre sur un marché régional que se partagent, pour l'instant, Singapour, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et, à un moindre degré, les Philippines. Il faudrait d'abord faciliter les formalités d'obtention des visas et l'organisation de l'accueil dans les aéroports.

Avoir proclamé 1990 « année du tourisme » aura au moins permis aux responsables locaux de mesurer le long chemin qui les attend pour développer ce secteur. A condition, bien entendu, que les autorités politiques le tolèrent.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## BONNE RÉSISTANCE DES RÉSULTATS DE SANOFI

Le conseil d'administration réuni le 26 mars 1991 a pris connaissance des résultats de SANOFI (ELF AQUITAINE) pour 1990.

(en millions de francs)	1990	1989	Variation
Ventes	18 554	17 195	+ 7,9 %
Marge opérationnelle	1 946	1 662	+ 17,1 %
Bénéfice net	853	936	- 8,9 %
Marge brute d'autofinancement	1 627	1 595	+ 2,0 %

Les ventes ont progressé de 7,9 %. A structure et changes constants, l'augmentation aurait été de 3,5 %.

Le bénéfice net consolidé par action de Sanofi est, à 853 millions de francs, en recul de 8,9 % par rapport à 1989.

Ce résultat a été obtenu après prise en compte d'une taxe supplémentaire sur les dépenses de promotion médicale en France à hauteur de 31 millions de francs. Hors ce phénomène et à taux de change 1989, le bénéfice aurait marqué une progression de 10,5 % sur 1989.

L'analyse de la variation du résultat fait ressortir :

- Une amélioration de plus de 2 % de la marge brute sur chiffre d'affaires.
- Consécutivement, une amélioration de 17 % de la marge opérationnelle acquise en totalité au second semestre, qui représente 10,5 % du chiffre d'affaires (contre 9,7 % en 1989), les dépenses de recherche et de développement s'élevant à 1 647 millions.
- Un allègement significatif des frais financiers même s'ils demeurent à un niveau modéré (2,1 % contre 0,7 % du chiffre d'affaires).

## AU NIVEAU DES ACTIVITÉS

La Santé Humaine affiche une croissance de 9,5 % de son chiffre d'affaires et de 15,8 % de sa marge opérationnelle (1 740 millions de francs), grâce notamment à la progression de l'activité des phénomènes monétaires, les Bio-activités voient leur niveau de marge opérationnelle progresser de 475 millions de francs à 494 millions de francs, sous l'effet de l'amélioration des performances des activités Semences et additifs alimentaires dont la croissance a permis de compenser la baisse de rentabilité du Cinquième Quotier.

Le secteur Parfums-produits de beauté s'est inscrit dans un contexte de stagnation du marché mondial de la parfumerie alcoolisée de luxe. L'année 1990 a été caractérisée par l'intégration de Parfums Stem (Oscar de la Renta) et, le secteur a dégagé une marge opérationnelle de 116 millions de francs en doublement par rapport à 1989.

La contribution des activités au résultat de Sanofi a connu une légère baisse (172 millions de francs contre 181 millions de francs en 1989).

## INVESTISSEMENTS ET STRUCTURE DU BILAN

Les investissements sont restés stables à un niveau élevé (2,4 milliards de francs contre 2,5 milliards de francs en 1989).

Les principaux investissements financiers ont été réalisés dans le secteur des Bio-activités (739 millions de francs ; acquisition de Continental Rayos and Fragrances dans les arômes alimentaires) et en Santé Humaine (renforcement de l'activité Diagnostica).

La marge brute d'autofinancement a légèrement progressé à 1 627 millions de francs.

Le niveau global des investissements des deux dernières années a conduit à un recours à l'endettement externe, ce qui a pu être réalisé sans mettre en cause la solidité du bilan. Le ratio de dettes à long et moyen terme sur capitaux propres s'élève à 22 % alors que celui de l'endettement total sur ces mêmes capitaux propres est de 37 %.

Le fonds de roulement est en augmentation et s'élève à 4,3 milliards de francs.

## RÉSULTAT PAR ACTION

Le bénéfice net par action - 49,80 F - diminue de 16 % compte tenu de l'augmentation (+ 8,5 %) du nombre moyen d'actions en circulation par suite de l'augmentation de capital intervenue au début de 1990 en rémunération de l'apport des titres Parfums Stem à Sanofi.

## COMPTES SOCIAUX

Au cours de la même réunion, le conseil d'administration a également arrêté les comptes sociaux de SANOFI SA. Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 690 millions de francs.

## PROPOSITION DE DIVIDENDE

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 30 mai prochain, de maintenir le montant net du dividende par action à 22 francs. Par ailleurs il sera proposé aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions, l'action étant émise à une valeur égale à 90 % de la moyenne des 20 bourses précédant l'assemblée générale.

Sanofi sur Minitel : 36 16 CLIFF

VOTRE VIE AUJOURD'HUI ET DEMAIN



# ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Conformément à ses objectifs

### L'Arabie saoudite est déterminée à vendre 8 millions de barils par jour en avril

L'Arabie saoudite est déterminée à réaliser son programme pétrolier pour le mois d'avril, prévoyant notamment la vente de 8 millions de barils par jour, a annoncé lundi le *Middle East Economic Survey* (MEES), publié à Nicosie. Une partie des quantités doit être puisée dans les stocks saoudiens placés à l'étranger - estimés à 60 millions de barils - mais sans dépasser les 500 000 barils par jour, précise le MEES, citant des sources saoudiennes. Par ailleurs, l'exploitation des champs offshore dans la zone neutre située entre l'Arabie saoudite et le Koweït, et opérée par la compagnie japonaise Arabian Oil Company (AOC), doit reprendre dans deux mois, affirme le MEES.

### La compagnie TWA annonce une perte de 1,3 milliard de francs

Après PanAm placée sous la protection de la loi américaine sur les faillites, c'est au tour de TWA de connaître les affres des fins de mois difficiles. La compagnie a perdu, en 1990, 237,6 millions de dollars (1,3 milliard de francs) au lieu de 298,5 millions de dollars (1,7 milliard de francs) en 1989. Les liquidités de la compagnie, qui atteignent l'an dernier un milliard de dollars, se sont réduites à 290 millions (1,5 milliard de francs).

C'est pourquoi M. Carl Icahn, son président, s'oppose à l'accord passé la semaine dernière entre les syndicats de son personnel et le milliardaire Kirk Kerkorian, qui souhaite racheter TWA (*le Monde* du 2 avril). Cette alliance risque de faire capoter le projet de vente des lignes vers Londres à American Airlines et d'empêcher TWA de toucher ainsi 445 millions de dollars (2,5 milliards de francs) indispensables à sa survie, selon le président.

## MARCHÉ COMMUN

A l'initiative d'organisations professionnelles et syndicales agricoles

### Le Massif Central veut mettre en œuvre une stratégie de survie pour revitaliser son agriculture

C'est une stratégie commune que veulent promouvoir les organisations professionnelles et syndicales agricoles du Massif Central pour sauver et revitaliser une agriculture qui ne se sent pas prise en compte par la Communauté économique européenne.

RODEZ

de notre envoyé spécial

Le Massif Central tel que le définissent la DATAR et le Commissariat général, qui a pour mission d'y coordonner les initiatives publiques, est un ensemble qui couvre près de 20 % du territoire national. Cinq régions sont concernées en tout, (Auvergne et Limousin) ou en partie (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes).

Pour parler à la DATAR d'une même voix, les divers secteurs socioprofessionnels ont créé, par-delà les « frontières » des régions et des départements (il y en a dix-huit), des organismes fédératifs. Pour l'agriculture, ce sont la COPAMAC (Confédération des producteurs agricoles du Massif Central, qui regroupe les fédérations des syndicats d'exploitants, les CDJA, les chambres d'agriculture) et le SIDAM (service interdépartemental pour l'animation du Massif). Lesquels se sont réunis récemment à Baraqueville, près de Rodez (Aveyron), pour étudier et rendre publique une stratégie et une prospective communes. Sous le titre « Choisir la différence », ils se sont dotés d'un véritable programme d'action pour les années à venir.

Face à Bruxelles, le Massif Central se sent dans la position de l'enfant sage puni pour les fautes des élèves dissipés : « Nous protégeons une agriculture économe et respectueuse de la nature ; ce ne sont ni notre fait ni notre viande qui

encombrent les frigos communautaires » [sic] « ce n'est pas nous qui coûtons cher aux finances de Bruxelles ». Pourtant, « c'est nous qui payons le prix fort des évolutions socioprofessionnelles agricoles communes ».

#### « Organiser la résistance »

M. Raymond Lacombe est venu à la fois en président de la FNSEA et en voisin (c'est son canton). Il a exhorté l'assistance à « organiser la résistance » face à « l'hystérie d'un nouveau libéralisme triomphant qui veut emporter le monde » et pour lequel le Massif Central « ne vaut pas cher ».

La stratégie préconisée par la COPAMAC et le SIDAM refuse tout traitement social des problèmes de cette région de mon-

tagne. Elle veut s'appuyer, pour la production, sur la notion de qualité : « 80 % du lait régional, a-t-il été dit, est transformé en fromage d'appellation d'origine à forte valeur ajoutée et exporté ». Et, pour le reste, sur cette mission encore nouvelle et mal définie d'entretien et de gestion de l'espace, dont on parle de plus en plus, mais qui apparaît encore souvent au monde paysan comme une menace de déchéance.

Il y avait aussi, dans la réunion de Rodez, une dimension revendicative. Le Massif Central exige des pouvoirs publics des engagements beaucoup plus réels sur le maintien des services et des infrastructures et sur l'aide à l'installation d'un nombre accru de jeunes agriculteurs en zone de montagne.

GEORGES CHATAIN

## SOCIAL

### 23 000 travailleurs handicapés ont été aidés en 1990

En 1990, l'Association nationale de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH) a soutenu la formation et la préparation à une activité de 23 000 travailleurs handicapés. Elle a consacré près de 228 millions de francs à ces aides, qui ont pu prendre la forme de bilans pour l'orientation professionnelle, d'un développement de l'apprentissage ou de primes à l'insertion professionnelle.

Mais dans le même temps, l'AGEFIPH a collecté des sommes beaucoup plus importantes. En provenance des entreprises de plus de 20 salariés, elle a reçu 1,2 mil-

liard de francs en 1990, après 640 millions de francs en 1989 et 320 millions de francs en 1988. Au total, l'association disposerait de 2 milliards de francs inemployés au printemps 1991, selon M. Jean-Louis Segura, son directeur général.

Cette situation est due au fait qu'une majorité d'entreprises préfèrent payer une contribution à ce fonds plutôt que d'appliquer les quotas de travailleurs handicapés fixés par la loi Séguin de 1987 (le *Monde* du 24 et 25 février 1991). Ces quotas étaient de 3 % en 1988, de 4 % en 1989, de 5 % en 1990 et devraient plafonner à 6 % en 1991.

## AUTOMOBILE

Après un record des ventes en 1990

### Le marché japonais se rétracte à son tour

Le marché automobile japonais s'est retourné. Il a chuté en mars de 5,9 % pour le cinquième mois consécutif par rapport à l'année précédente. La baisse est plus sensible sur les voitures particulières (- 7,8 %) que sur les camions (- 0,3 %).

Pourtant, l'année budgétaire, achevée le 31 mars, a enregistré un nouveau record d'immatriculations, grâce aux excellents chiffres du printemps 1990. Les ventes ont progressé de 1 %, à 5,9 millions de véhicules (4,2 millions de voitures et 1,6 million de camions). Dans ce contexte, Toyota a consolidé sa première place en obtenant 41,9 %

du marché, avec des ventes en hausse de 6,8 %. Mazda et Mitsubishi ont aussi progressé pour atteindre des parts de 8,4 % et 7,4 % du marché. En revanche, Nissan, le numéro deux, a reculé à 23,4 % du marché, de même que Honda à 7,3 %. Les ventes de Honda, le numéro cinq au Japon, ont baissé de 7,6 % et celles de Nissan de 0,5 %.

## EN BREF

□ Baisse des dépenses de construction aux États-Unis. - Les dépenses de construction ont baissé de 0,1 % aux États-Unis en février, par rapport à janvier ; c'est la onzième baisse mensuelle consécutive. Le niveau des dépenses (295,1 milliards de dollars, en rythme annuel corrigé des variations saisonnières) est le plus bas enregistré depuis cinq ans. En un an (février 1991 comparé à février 1990), la baisse est de 13,3 %. Tous les secteurs de la construction ont enregistré, en février, une légère baisse, à l'exception du secteur public qui a progressé de 6 % - (AFP).

□ Echanges extérieurs : déficit de la Corée au premier trimestre. - La balance commerciale de la Corée du Sud a été déficitaire de 4,46 milliards de dollars au premier trimestre. Ce déficit s'explique par une progression des importations beaucoup plus rapide que celle des exportations : + 25,1 % contre + 10,2 %. Déjà en 1990, le commerce extérieur coréen avait été déficitaire (de 4,7 milliards de dollars), cela pour la première fois depuis quatre ans.

### Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

## DIRECTION GENERALE

L'entraînement à la Direction Générale par des dirigeants et experts choisis parmi les meilleurs

### CPA - PARIS

- Une formule "début de semaine" :  
Lundis 16 h 30 - 22 h 30 et mardis 13 h 30 - 22 h 30  
- Une formule "fin de semaine" :  
Vendredis 13 h 30 - 22 h 30 et samedis 8 h 30 - 13 h 30

Sont deux formules permettant aux directeurs et cadres supérieurs confirmés une activité professionnelle ininterrompue. Programme annuel "Temps partagé" réparti sur 40 semaines dont 2 consacrées à une mission économique à l'étranger.

Prochaines sessions : Décembre 1991

Inscription en cours  
LE CPA : L'ETAPE DÉCISIVE DE VOTRE CARRIÈRE



Renseignements et inscriptions :  
Catherine JACOB  
CPA-PARIS  
108, Bd Malesherbes - 75017 PARIS  
Tél : (1) 47.54.65.84

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Bac + 5

# jeu nos diplôme

Plus de 3800 postes  
Plus de 500 formations de 3<sup>e</sup> cycle

Venez choisir les 5 et 6 avril 1991  
à l'Espace Champerret - 75017 Paris

Vendredi : 10h00-19h30  
Samedi : 10h00-18h00

Entrée libre

JD

Le salon  
des jeunes  
diplômés

Métro : ligne 3  
Porte de Champerret  
Bus : PC84/92/93  
16316-6/165

PRO-SEARCH

Tél. (1) 46 46 17 00  
505 VLE

## Ce mois-ci dans

# CHALLENGES

COMPRENDRE, C'EST GAGNER

## Monsieur le Président, Vendez !

Vendez une partie du capital des entreprises nationalisées, hors service public.

Il faut défendre tout ce qui est investissement productif. Il manque déjà 30 milliards pour boucler le budget. Il ne faut pas les trouver par des économies allant à l'encontre de ce que nous devons préserver et par des impôts nouveaux.

Le secteur public a d'énormes besoins d'argent pour assurer son développement et diminuer son endettement. L'état n'en a plus à lui donner. Pour affronter une compétition internationale devenue féroce, les groupes nationalisés doivent retrouver toute leur liberté d'action. Deux millions de salariés, des secteurs stratégiques de notre économie sont en jeu.

L'histoire s'accélère. La politique suivie depuis 8 ans nous donne aujourd'hui notre chance. La situation est idéale. Nous avons trois ans pour assurer notre avenir.

Il faut investir et ne rien sacrifier. Monsieur le Président, vendez !

1 numéro à ne pas manquer, en vente partout 25F

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

### PAVILLON de TYPE T 5

comp. sous-sol, rez-de-ch., 1<sup>er</sup> étage - Sup. Habitable : 151,83 m<sup>2</sup>  
sis à CRETEIL (Val-de-Marne)  
1 à 3, rue Joséphine - 55, rue Chéret  
Mise à Prix : 350 000 F

S'ad. à M<sup>re</sup> ANNALIS BERNARD, avocat à Saint-Maur (94), 13 av. de la République, Tél. : 42-83-90-16 - M<sup>re</sup> M.-J. CHAMPVETIER-OLTRA-MARE, avocat à PARIS 6, 3, rue Danton, Tél. : 43-25-55-12.

### PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-SUR-MARNE

25, avenue Eugène-Courtel  
comportant MAISON d'HABITATION élevée d'un rez-de-chaus. de 2 pces, cuisine, 1 étage de deux chambres - grenier - JARDIN - Le tout cadastré pour 7a 6ca  
Mise à Prix : 400 000 F

S'ad. pour tous renseignements à M<sup>re</sup> SVARTIMAN, avocat au PERRUX-sur-Marne, 6 bd de la Liberté - M<sup>re</sup> François INBONA, de la SCP MORRIS LUCAS INBONA, sociétés d'avocats, 4 avenue Gully-Puydome à Paris 75007, Tél. : 45-55-74-06 et à tous avocats près le TOI de CRETEIL, sur les lieux pour visiter le LUNDI 15 AVRIL de 15 h à 16 h.

### IMMEUBLE à PARIS 6<sup>e</sup>

comportant  
REZ-DE-CHAUSSEE à usage COMMERCIAL et 5 LOGEMENTS à l'étage

29, rue Vavin

Mise à Prix : 8 000 000 F

S'adresser pour renseignements à M<sup>re</sup> Joseph WEISZ, avocat au Barreau de Paris, 130, avenue de Suffren 75015 Paris - Tél. : 43-06-71-99, au greffe du Tribunal de grande instance de Paris.

### IMMEUBLE à PARIS 6<sup>e</sup> - 31, rue Vavin

comportant  
BATIMENT sur rue élevé sur sous-sol, partie et terre plein d'un rez-de-ch. et de 5 étages dont le 5<sup>e</sup> mansardé sur rue couv. zinc  
BATIMENT élevé d'un rez-de-ch. composé en partie d'une cour d'entrée et partie ateliers et débarras, deux étages au-dessus  
COUR COUVERTE à usage de BRASSERIE correspondant à deux niveaux  
Mise à Prix : 9 000 000 F

S'adresser pour renseignements à M<sup>re</sup> Joseph WEISZ, avocat au Barreau de Paris, 130, avenue de Suffren 75015 Paris - Tél. : 43-06-71-99, au greffe du Tribunal de grande instance de Paris.

LA GRANDE ÉCOLE DE COMMUNICATION

# Sciences Com

3<sup>e</sup> cycle  
sur concours à Bac + 4.  
Durée des études : 1 an.

2<sup>e</sup> cycle  
sur concours à Bac + 2.  
Durée des études : 2 ans.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS  
SCIENCES COM  
BP 67  
44003 Nantes cedex 01  
Tél. (01) 40 35 79 80  
3x15 code  
SCIENCESCOM

حکومتی الامم





## BOURSE DU 2 AVRIL

## Règlement mensuel

# Regimental members

COMPANIES	VALUERS	Crew points	Premier costs	Demer costs	%	COMPANIES	VALUERS	Crew points	Premier costs	Demer costs	%	COMPANIES	VALUERS	Crew points	Premier costs	Demer costs	%	COMPANIES	VALUERS	Crew points	Premier costs	Demer costs	%	COMPANIES	VALUERS	Crew points	Premier costs	Demer costs	%	COMPANIES	VALUERS	Crew points	Premier costs	Demer costs	%	COMPANIES	VALUERS	Crew points	Premier costs	Demer costs	%
2002	CHE 30	3500	3000	3000	100	2002	CHE 30	3500	3000	3000	100	2002	CHE 30	3500	3000	3000	100	2002	CHE 30	3500	3000	3000	100	2002	CHE 30	3500	3000	3000	100	2002	CHE 30	3500	3000	3000	100	2002	CHE 30	3500	3000	3000	100
905	BAP T.P.	927	927	915	98	905	BAP T.P.	927	927	915	98	905	BAP T.P.	927	927	915	98	905	BAP T.P.	927	927	915	98	905	BAP T.P.	927	927	915	98	905	BAP T.P.	927	927	915	98	905	BAP T.P.	927	927	915	98
906	Clydes T.P.	925	925	915	98	906	Clydes T.P.	925	925	915	98	906	Clydes T.P.	925	925	915	98	906	Clydes T.P.	925	925	915	98	906	Clydes T.P.	925	925	915	98	906	Clydes T.P.	925	925	915	98	906	Clydes T.P.	925	925	915	98
1270	Bentley T.P.	1352	1352	1350	100	1270	Bentley T.P.	1352	1352	1350	100	1270	Bentley T.P.	1352	1352	1350	100	1270	Bentley T.P.	1352	1352	1350	100	1270	Bentley T.P.	1352	1352	1350	100	1270	Bentley T.P.	1352	1352	1350	100	1270	Bentley T.P.	1352	1352	1350	100
1951	Stn. Submarine T.P.	1951	1951	1950	100	1951	Stn. Submarine T.P.	1951	1951	1950	100	1951	Stn. Submarine T.P.	1951	1951	1950	100	1951	Stn. Submarine T.P.	1951	1951	1950	100	1951	Stn. Submarine T.P.	1951	1951	1950	100	1951	Stn. Submarine T.P.	1951	1951	1950	100	1951	Stn. Submarine T.P.	1951	1951	1950	100
984	Thames T.P.	975	975	965	99	984	Thames T.P.	975	975	965	99	984	Thames T.P.	975	975	965	99	984	Thames T.P.	975	975	965	99	984	Thames T.P.	975	975	965	99	984	Thames T.P.	975	975	965	99	984	Thames T.P.	975	975	965	99
70	ACCOB	797	403	702	88	70	ACCOB	797	403	702	88	70	ACCOB	797	403	702	88	70	ACCOB	797	403	702	88	70	ACCOB	797	403	702	88	70	ACCOB	797	403	702	88	70	ACCOB	797	403	702	88
600	Ar Ligeon	600	600	600	100	600	Ar Ligeon	600	600	600	100	600	Ar Ligeon	600	600	600	100	600	Ar Ligeon	600	600	600	100	600	Ar Ligeon	600	600	600	100	600	Ar Ligeon	600	600	600	100	600	Ar Ligeon	600	600	600	100
1550	Ar Ligeon	1550	1550	1550	100	1550	Ar Ligeon	1550	1550	1550	100	1550	Ar Ligeon	1550	1550	1550	100	1550	Ar Ligeon	1550	1550	1550	100	1550	Ar Ligeon	1550	1550	1550	100	1550	Ar Ligeon	1550	1550	1550	100	1550	Ar Ligeon	1550	1550	1550	100
400	ALSTP	2100	2100	2100	100	400	ALSTP	2100	2100	2100	100	400	ALSTP	2100	2100	2100	100	400	ALSTP	2100	2100	2100	100	400	ALSTP	2100	2100	2100	100	400	ALSTP	2100	2100	2100	100	400	ALSTP	2100	2100	2100	100
2000	Ar Ligeon	2000	2000	2000	100	2000	Ar Ligeon	2000	2000	2000	100	2000	Ar Ligeon	2000	2000	2000	100	2000	Ar Ligeon	2000	2000	2000	100	2000	Ar Ligeon	2000	2000	2000	100	2000	Ar Ligeon	2000	2000	2000	100	2000	Ar Ligeon	2000	2000	2000	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100
1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120	Ar Ligeon	1120	1120	1120	100	1120																													

**COMPTANT**

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Frane Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frane Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frane Incl.	net
U.A.A.	1008 30	1011 02	Frust. Cont.	127636 68	127636 68	Plénitude	125	122 30*
U.A.A.	222 31	216 30	Frust. Cont.	238 10	232 81	Paste Gerdon.	55891 61	55891 61
Aggrégat.	778 99	743 41	Frust. Cont.	31 28	30 52	Pravine Oub.	12638 53	12527 29
Aggrégat.	744 16	744 16	Frust. Cont.	636 81	618 40	Pravine Oub.	13438 53	111 03*
Aggrégat.	1116 85	1116 85	Frust. Cont.	250 28	25 78	Pravine Oub.	23633 33	24980 33
Aggrégat.	1025 31	597 36	Frust. Cont.	11259 43	11050 08	Pravine Oub.	1082 12	1005 21
Aggrégat.	612 06	1044 61	Frust. Cont.	1289 98	1289 98	Pravine Oub.	1282 12	1005 21
Aggrégat.	116 86	113 61	Frust. Cont.	4293 34	4293 34	Pravine Oub.	5245 73	588 17*
Aggrégat.	116 86	113 61	Frust. Cont.	1323 31	1322 17	Pravine Oub.	100 28	5287 15
Aggrégat.	116 86	113 61	Frust. Cont.	156 18	151 52	Pravine Oub.	1151 89	1134 87
Aggrégat.	116 86	113 61	Frust. Cont.	1189 48	1184 84	Pravine Oub.	931 08	889 84
Aggrégat.	436 44	1116 87	Frust. Cont.	12482 36*	12482 36*	Pravine Oub.	10081 59	10081 59
Aggrégat.	128 29	1116 87	Frust. Cont.	1142 92	1142 92	Pravine Oub.	242 15	231 15
Aggrégat.	645 72	630 11	Frust. Cont.	12679 13	12679 13	Pravine Oub.	745 19	714 25
Aggrégat.	742 62	7138 16	Frust. Cont.	617 71	502 83	Pravine Oub.	185 65	187 65
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	128 13	100 23	Pravine Oub.	603 40	576 04
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	282 41	258 53	Pravine Oub.	517 83	494 16
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	227 95	216 33	Pravine Oub.	13489 59	13415 33
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	250 34	240 13	Pravine Oub.	507 69	507 69
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	257 34	246 86	Pravine Oub.	157 77	157 77
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	312 30	305 25	Pravine Oub.	12572 34	12235 82
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	232 12	222 56	Pravine Oub.	1235 48	1235 48
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	412 08	412 08	Pravine Oub.	708 43	687 96
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	136 13	136 13	Pravine Oub.	1689 05	1689 05
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	190 22	182 47	Pravine Oub.	677 27	677 27
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	355 61	355 61	Pravine Oub.	413 38	413 38
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	2021 69	2028 05*	Pravine Oub.	1463 26	1380 67
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	1134 69	1134 69	Pravine Oub.	683 09	650 34
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	6409 55	6322 44	Pravine Oub.	435 85	424 98
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	11002 74	11002 74	Pravine Oub.	2189 15	2189 15
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	26942 62	26942 62	Pravine Oub.	447 48	447 48
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	676 68	659 47	Pravine Oub.	222 59	1189 21
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	520 49	520 49	Pravine Oub.	349 31	310 81
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	23768 53	23768 53	Pravine Oub.	1092 41	1042 87
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	506 92	506 92	Pravine Oub.	1371 21	1271 32
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	714 23	714 23	Pravine Oub.	670 79	670 79
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	185 23	185 23	Pravine Oub.	2120 15	2120 15
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	10158 10	10055 52	Pravine Oub.	34 56	750 35*
Aggrégat.	646 30	627 54	Frust. Cont.	412 27	397 38	Pravine Oub.	1284 53	1244 10

### Cote des Changes

MARCA OFICIAL	precio	COURS 2/4	coures actuat	venta
Esane-Union (1 und)	5 818	5 757	5 400	5 900
Esane-Union (1 und)	5 898	5 822	5 400	348
Esane-Union (100 dm)	338 479	338 228	16 050	317
Esane-Union (100 dm)	300 760	301 250	391	7 600
Esane-Union (100 dm)	4 257	4 257	84	90
Esane-Union (100 dm)	10 060	88 500	94	10 450
Esane-Union (100 dm)	8 060	10 081	90	4 050
Esane-Union (100 dm)	3 135	399 150	385	97
Esane-Union (100 dm)	94 200	93 940	89	91
Esane-Union (100 dm)	87 090	45 228	48 700	5 750
Esane-Union (100 dm)	4 473	4 424	3 500	4 800
Esane-Union (100 dm)	3 861	4 980	4 800	3 860
Esane-Union (100 dm)	4 148	4 125	3 660	

Marché libre de l'or	
Or	1000 grammes
Argent	1000 grammes
Platine	1000 grammes
Or	1000 grammes
Argent	1000 grammes
Platine	1000 grammes

MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 2/4
Or fin (kilo en barre).....	65400	65500
Or fin (en lingot).....	65200	65850
Monnaie 200.....	381	381
Pièce F 10 (S).....	418	
Pièce Suisse (20 f).....	402	400
Pièce Latine (20 f).....	379	378
Souverain.....	458	490
Pièce 20 dollars.....	2180	2155
Pièce 10 dollars.....	1200	1100
Pièce 5 dollars.....	710	
Pièce 50 peset.....	2475	2468
Pièce 10 florins.....	383	392

**Hors-cote**

Hydro Electric	261
_____	820
_____	155
_____	88
_____	180
_____	978
_____	360
_____	560
_____	420
_____	1400
_____	64
_____	30
_____	73
_____	55
_____	48
_____	216
_____	20

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82, poste 4330**

\_\_\_\_\_

ident - ■ : marché continu

100

سكنا من الاجل

## COMMUNICATION

### L'exportation de la télématique française Le Minitel tente de séduire les Irlandais

Le réseau de télématique grand public irlandais a été inauguré commercialement le 27 mars à Dublin. Il est l'œuvre d'une société mixte franco-irlandaise, Minitel Communications Limited (MCL), qui espère séduire à terme de cinq ans 150 000 utilisateurs (dont 10 000 cette année et 16 000 en 1992) dans un pays qui ne compte qu'un million de téléphones. Les premiers abonnés disposeront d'un accès à une vingtaine de services d'information, de banque ou de supermarché à domicile, de jeux et de messageries. L'aventure concrétise le premier essai de « clonage » du modèle français de télématique à l'échelle d'un pays. Le réseau irlandais utilisera d'ailleurs essentiellement la norme française Tétélet, et les terminaux (adaptés aux particularités du gaz-lique) sont fabriqués en France par Alcatel et Philips.

#### L'expérience acquise

Pour réussir l'installation d'un réseau télématique, toute la difficulté consiste à obtenir l'émergence simultanée de trois ingrédients indispensables : un parc de terminaux bon marché dans le public, un réseau technique et de facturation adaptés, des services au contenu intéressant offerts par des éditeurs. Parce que les intérêts des différents acteurs sont souvent divergents et les investissements lourds, la « mayonnaise » qui lie ces trois composantes n'a vraiment pris de manière significative qu'en France. La distribution gratuite des terminaux, au titre de l'annuaire électronique, et le système de « kiosque » dans lequel France-Telecom facture la consommation en même temps que celle du téléphone, sont des solutions encore uniques au monde, qui expliquent largement les 6 millions de Minitel installés dans l'Hexagone.

#### La presse féminine et masculine

### Lancement de « Contemporaine » et de « Mensuel »

La baisse des recettes publicitaires, qui affecte particulièrement la presse écrite, n'entame pas le moral des éditeurs de magazines. En une semaine, deux nouveaux mensuels ont été lancés sur le marché : *Contemporaine* et *Mensuel*. Deux titres qui tentent à leur manière d'innover dans les secteurs de la presse féminine et masculine.

Le premier agrandit la famille des journaux féminins, déjà riche d'une quinzaine de titres (*Jeune et Jolie à Prima*), et veut s'imposer à sa tête, en faisant le pari du « haut de gamme ». Paru récemment, *Contemporaine* vise les 700 000 « femmes de pouvoir » que compterait l'Hexagone et espère une diffusion moyenne de 50 000 exemplaires.

Ce mensuel (30 F), qu'a porté sur les fonts baptismaux M<sup>me</sup> Elisabeth Lefebvre, la créatrice de *Jeune et Jolie*, *Elle*, *Marie*, la mode aux enquêtes, l'économie et les chroniques à la beauté. Lors de sa présentation à l'automne dernier, M<sup>me</sup> Lefebvre avait indiqué que « les lectrices de *Contemporaine* devaient pouvoir le laisser sur leur bureau sans ressentir la culpabilité de lire un magazine de « bonne femme ». Doté d'un luxueux papier, ce magazine féminin de presque 300 pages est publié par Agence Communication (Cassette News, Matson Côté Sud, CB News), le groupe de communication contrôlé notamment par M<sup>me</sup> Lefebvre et de son époux

Alain, et le groupe Oros de M. Bruno Rohmer, ancien directeur général de *L'Express*. Le groupe Express vient justement de lancer un magazine qui veut sortir des sentiers battus de la presse masculine. Ils sont assez peu fréquentés en France puisqu'on n'y dénombre qu'une demi-douzaine de titres spécifiques (*Lui*, *Newlook*, *Penthouse*, *Vogue Homme*, *Max*). En rachetant *l'Officiel Homme* l'an dernier, le groupe Express avait témoigné de son intérêt pour ce créneau. Resté dans les cartons du groupe, *l'Officiel Homme* a donné naissance à *Mensuel*.

Ce dernier propose aux lecteurs de vingt-cinq à quarante-cinq ans des pages où l'art de vivre rime avec les découvertes culturelles et technologiques ou avec des grandes enquêtes sur les phénomènes de société. Il bénéficie de nombreuses signatures d'écrivains (William Boyd, Bernard Frank, Philippe Soliers, Theodore Zeldin, etc.). *Mensuel* est le complément de *L'Express*, selon le PDG du groupe, M. Willy Stricker. Il devrait s'intéresser à des sujets moins sérieux tout en leur appliquant la même rigueur.

Tiré à 200 000 exemplaires pour son premier numéro, *Mensuel* (182 pages, 25 francs) compte sur une vente de 100 000 exemplaires. Le 26 mars, jour de sa parution en kiosque, il avait déjà en portefeuille plus de 10 000 abonnés.

Y.-M. L.

#### EN BREF

Les créanciers de MGM saisissent la justice. Un groupe de créanciers de la Metro Goldwyn Mayer demande le dépôt de bilan du célèbre studio. Le consortium, dans lequel on trouve la société du producteur Roger Corman, a saisi la justice en faisant état de 10 millions de dollars d'impayés. La MGM, rachetée il y a un an par M. Gian Carlo Parretti pour 1,3 milliards de dollars, connaît depuis quelques problèmes financiers qui l'ont obligé à retarder la sortie de certaines de ses productions.

M. Silvio Berlusconi marque un point dans la bataille pour Mondadori. Le magnat de la télévision italienne, M. Silvio Berlusconi, a remporté, vendredi 29 mars, une victoire dans la bataille qui l'oppose à M. Carlo De Benedetti pour le contrôle de la première maison

d'édition italienne, Mondadori. « Sua Emittenza » et ses alliés des créanciers de la Metro Goldwyn Mayer demandent le dépôt de bilan de Mondadori, la société holding qui cofinancie Mondadori, la CIR de M. De Benedetti n'en détenant que 26,9 % des parts.

**TRAÇAGE DE PLANS**  
A PARTIR DE VOS FICHIERS DE CAO/DAO  
ETRAVE REPRO  
38, AV. DAUMESNIL - 43.47.21.32

## AGENDA

### CARNET DU Monde

#### Décès

La baronne Hélène de Bonnavox, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> François Bonnavox, leurs enfants et petits-enfants, Le général et M<sup>me</sup> J. de Tardé, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> H. Béthouart et leurs enfants, Le général et M<sup>me</sup> J. Marchal, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> BÉTHOUART**, née Madeleine de Montgommery, survenue le 25 mars 1991.

La cérémonie religieuse et les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, en la chapelle de Saint-Aubin.

— Ladevèze, Lempaut (Tarn).

On nous prie d'annoncer le décès de

**M. de FALGUEROLLES**, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 23 mars 1991.

M<sup>me</sup> Michel Chapulut, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Henri Chapulut, M. et M<sup>me</sup> Pierre Chapulut, M. et M<sup>me</sup> Jean-Noël Chapulut et leurs enfants, M<sup>me</sup> Marie Christine de Vernejoul et ses enfants, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Guyot et leurs enfants, son beau-frère, sa belle-sœur, ses neveux et nièces, font part du décès de

**M. Michel CHAPULUT**, officier de la Légion d'honneur, survenue à Paris, le 29 mars 1991, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière Saint-Pierre, à Marseille, dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

14, rue des Sablons, 75018 Paris.

— Le conseil d'administration

Et le personnel de

*l'Entreprise Industrielle*, l'Entreprise Industrielle, ont la douleur de faire part du décès de leur vice-président.

**M. Michel CHAPULUT**, officier de la Légion d'honneur, survenue à Paris, le 29 mars 1991, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16<sup>e</sup>.

29, rue de Rome, 75008 Paris.

— Le conseil d'administration

Et le personnel de la

Société nouvelle des établissements Jules Verger et Delporte,

ont la douleur de faire part du décès de leur administrateur,

**M. Michel CHAPULUT**, officier de la Légion d'honneur, survenue à Paris, le 29 mars 1991, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 avril, à 14 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16<sup>e</sup>.

29, rue de Rome, 75008 Paris.

— Louis Elie

**CLAINVILLE BLONCOURT**

nous a quittés le 18 mars 1991, à Londres, sa ville d'adoption, où il a été inhumé.

Ses cendres seront déposées dans le caveau de famille, au cimetière du Vésinet, le vendredi 3 avril, à 11 h 30, où se réuniront sa famille et ses amis.

De la part de

M<sup>me</sup> Pauline Bloncourt, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Volande Bloncourt, sa tante,

Des familles Bloncourt, Payri, Monrose, Ullmann, son beau-frère, ses neveux, nièces et cousins.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, Marlborough Crescent, London W 4.

— Lyon.

La société Ciprofil

Et son conseil d'administration, ont la douleur de faire part du décès de leur président-directeur général,

**M. Emile-Louis FANTON**, après quarante-quatre ans de dévouement à son entreprise et à la profession.

Les obsèques auront lieu le mercredi 3 avril 1991, à 9 heures, en la paroisse de la Sainte-Trinité, 111, avenue Jean-Mermoz, Lyon-3<sup>e</sup>.

— M<sup>me</sup> Marie Grivois-Dollé, et ses enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Henri Grivois et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Bernard Blanchy-Grivois, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Grivois et leurs enfants,

ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Suzanne Arnaud, sa sœur,

Le docteur et M<sup>me</sup> Robert Arnaud, ses frère et belle-sœur,

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> veuve Paul GRIVOIS**, née Catherine Arnaud, survenue le 30 mars 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Secaux.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 4 avril, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Secaux.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière parisien de Vaugrard.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, boulevard Colbert, 92330 Sceaux.

### Au sommaire du « Monde de l'éducation » d'avril

#### La santé, ça va ?

Ecoliers et collégiens sont généralement en bonne santé physique, notent les médecins scolaires, qui procèdent à un, deux ou trois bilans de santé sur l'ensemble des jeunes Français entre les âges de cinq et seize ans. Attention, pourtant, au psychisme : une sorte de mal-être est fréquemment présent chez les jeunes ; et l'absentéisme scolaire, en augmentation, est à considérer, de ce point de vue, comme un symptôme à ne pas négliger. Encore faudrait-il que le service de la santé scolaire, qui vient d'être rattaché à l'éducation nationale, sorte de sa grande mission actuelle, note Martine Kis, auteur de notre enquête d'avril « La santé, ça va ? ».

Egalement au sommaire d'avril : Actualité. L'évaluation des C2-6 en maths et en français : les résultats nationaux des tests de 1990 ; Et Les provinciaux jugent les « nouveaux droits » des lycéens ; L'école au quotidien : une radiographie des professeurs de collège ; Politique éducative. Un dossier sur le crédit-formation individualisé (CFI) : qui en tire profit ? Et « Pourquoi les lycéens ont-ils craché » à l'automne dernier, par Antoine Prost ; Société : « Indispensables grands-parents » : un dossier de cinq pages sur ce pilier renouvelé de l'équilibre des familles contemporaines ; Guide : Parents/Enfants : le « roman familial » des six-douze ans ; Premières inscriptions à l'université en Ile-de-France ; Pour faire le service national ailleurs qu'à la caserne ; Evaluation : le palmarès 1990 des IUT ; et un mode d'emploi des BTS.

► Le Monde de l'éducation, n° 181, Avril 1991, 22 F. En vente chez tous les marchands de journaux.

### Communications diverses

— Association Didier Serx, santé mentale et sida. 4<sup>e</sup> colloque national : Qu'est-ce que soigner ?

Samedi 13 avril 1991, de 9 heures à 18 heures, 60, boulevard de Latour-Maubourg, Paris-7<sup>e</sup>.

Thème : Les aspects concernant l'approche des infections à VIH. Matinée : Réseaux de soins, rêve de guérir. Du soigné pour soigner.

Après-midi : Soins intensifs, soins palliatifs, limites ou choix. Quelle prise en charge pour l'enfant séropositif et ses parents ?

Renseignements et inscriptions : secrétariat, 6, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. : 45-49-26-78 ; télécopie : 45-48-07-77.

### Soutenances de thèses

— Université Paris-V (René-Descartes, sciences humaines Sorbonne), lundi 15 avril, à 17 h 30, salle 224, galerie Claude-Bernard. Thèse posthume de M. René Goullain : « Les pêches maritimes en France de 1918 à 1980 ».

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME N° 5491

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

#### HORIZONTALEMENT

1. Bruit que font les petits brickets. — 2. Etablissement où il y a beaucoup de « fraks ». — 3. C'est la misère quand il est petit. Dieu. — 4. Augment on a redonné un emploi. — 5. Sans parti pris. — 6. Démonstratif. Sur la Nonette. — 7. Utile pour tirer des traits. Vivait avec le premier venu. — 8. Gagne son salut quand il est bon. — 9. N'a pas son compte d'électrons. Qui n'a pas mis dans le bain. — 10. Programme de restauration. Pas étranger.

#### VERTICALEMENT

1. Nom qu'on peut donner à une nourrice. — 2. Donner une bonne trépan. Fait l'innocent. — 3. Peut être versé quand on est touché. Pour un dévotionnel. — 4. Adversaires des banquiers. Bien en main. — 5. Préposition. Une communication entre de hautes vallées. — 6. Partie pleine d'un parapet. Les vieux jours. — 7. Comme un œil quand on voit rouge. Bouclier. — 8. Conjonction. Des hommes qui ne se mettent pas en avant. — 9. Peut s'agir pour un ou pour un non. Pronom. Bordée en ville.

#### Solution du problème n° 5490

##### Horizontalement

1. Extraits. — 2. Carafes. Nu. — 3. Hie. Froc. — 4. Affranchi. — 5. Ligne. En. — 6. Adversaires des banquiers. Bien en main. — 7. Préposition. Une communication entre de hautes vallées. — 8. Partie pleine d'un parapet. Les vieux jours. — 9. Comme un œil quand on voit rouge. Bouclier. — 10. Conjonction. Des hommes qui ne se mettent pas en avant. — 11. Se. Etats.

##### Verticalement

1. Echafaud. As. — 2. Naif. Ruelle. — 3. Trépan. Dia. — 4. Rê. Ringarde. — 5. Affranchi. — 6. Carafes. Nu. — 7. Ce. I. Au. — 8. Enchères. Na. — 9. Intruse.

GUY BROUTY

## MEDIASPOUVOIRS

POLITIQUES, ECONOMIQUES ET STRATÉGIQUES DES MÉDIAS

### Sommaire du n° 22

AVRIL-MAI-JUIN 1991

#### ANALYSES

Jean-Claude SERGEANT  
La réforme de l'audiovisuel britannique : l'art du compromis  
Robert MEJAN  
La communication de recrutement et les petites annonces  
Louis-Guy GAYAN  
Du « multimédia » au « multitalent » : Dix ans de diversification  
Sabine CHALVON / Dominique PASQUIER  
Sur le plateau des variétés  
Jean-Paul SIMON  
Communication municipale : le double contrainte  
Frank ROSENTHAL  
Le parrainage TV : technique institutionnelle ou promotionnelle  
Bruno SCHMUTZ  
HACHETTE : de l'entreprise culturelle au groupe de communication  
Et un entretien avec Jean MIOT

Thème du dossier du n° 22 : JUSTICE ET MEDIAS

En vente dans les librairies et directement au (1) 47.23.61.88  
100 F l'exemplaire



هكذا من الاجل

## La répression dans le nord de l'Irak

## Des dizaines de milliers de réfugiés kurdes sur les routes...

Un groupe d'une quinzaine de journalistes venant du Kurdistan irakien, dont on était sans nouvelles depuis plusieurs jours, a réussi à gagner le territoire turc, mardi 2 avril. Dans ce groupe figure l'envoyé spécial du Monde, Yves Heller.

Un autre groupe d'une quinzaine de journalistes de diverses nationalités avait passé la frontière turque la veille au soir à un autre endroit.

## A LA FRONTIÈRE IRAKO-TURQUE

de notre envoyé spécial

Zakho est tombée dans l'après-midi du lundi 1<sup>er</sup> avril. Cette ville de soixante-dix mille habitants environ, à quelques kilomètres de la frontière turque, avait été libérée le 13 mars par les insurgés kurdes d'Irak. C'était également la première ville kurde dans laquelle était entré l'un des principaux dirigeants de la rébellion kurde, M. Jalal Talabani, chef de

l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). C'était le 28 mars et l'heure était à l'euphorie parmi les peshmergas (combattants kurdes) qui exhibaient fièrement les quelques armes lourdes (canons antiaériens et mortiers) qu'ils avaient pris à l'armée irakienne.

A ce moment, la quasi-totalité du Kurdistan d'Irak était libérée, sous le contrôle du mouvement de guérilla kurde appuyé par plusieurs dizaines de milliers d'ex-militaires kurdes gouvernements, ralliés au soulèvement dès les premières heures. Alors, pour la première fois de son histoire, toutes les villes du Kurdistan irakien étaient entièrement aux mains des Kurdes. Toutes, dont la plus symbolique d'entre elles, Kirkouk, cité pétrolière que les Kurdes n'avaient, lors des autres révoltes, jamais réussi à libérer et que le régime de Bagdad avait toujours refusé d'inclure dans la région autonome du Kurdistan, créée en 1974.

Kirkouk est tombée la première, le 28 mars. Une contre-offensive kurde avait permis aux peshmergas d'en occuper à nouveau des quartiers,

mais pour quelques jours seulement, avant que l'armée irakienne ne pousse son avantage, reprenne cette ville, puis Irbil (la capitale de la région autonome kurde) le 31 mars. Le lendemain, Zakho, attaquée à la roquette par des hélicoptères irakiens, tomba à son tour, comme l'ont confirmé les militaires turcs postés à la frontière, à quelques kilomètres seulement de Zakho.

## Nombreuses victimes

Depuis dimanche 31 mars, la ville et sa région étaient le théâtre de violents combats entre les peshmergas sur la défensive et les blindés irakiens, à l'offensive. Selon des combattants kurdes sur place, ceux-ci ont toutefois réussi à faire quelques prisonniers irakiens dans les montagnes au nord de la ville. Seule parmi les principales villes kurdes, Soulaymaniah, à l'est du Kurdistan, non loin de la frontière iranienne, tenait toujours mardi.

Sur plusieurs axes, les irakiens ont, en certains endroits, réussi d'importantes percées à l'intérieur des zones

libérées. Ainsi, à Shaykhan, l'armée irakienne a pénétré dans la nuit de jeudi à vendredi, avec l'aide de ses miliciens kurdes qui s'étaient ralliés au soulèvement avant de le trahir et rejoindre leurs anciens maîtres.

L'offensive était irakienne - lancée mercredi 27 mars, et dont la première cible était Kirkouk - a mis fin à une liberté de trois semaines dans les cités kurdes et a lancé sur les routes du Kurdistan des dizaines et des dizaines de milliers de réfugiés, fuyant les combats et les bombardements irakiens, dont les premières victimes ont été les civils. Avec hélicoptères et artillerie, ces bombardements semblaient avoir fait de nombreuses victimes, sans que l'on puisse établir actuellement un bilan exact.

Avec l'attaque massive lancée par le régime de Bagdad contre le Kurdistan insurgé, l'épreuve des Kurdes a pris un tour dramatique. A la très grave pénurie alimentaire endurée par la population s'ajoute maintenant la peur d'une répression que les Kurdes redoutent plus féroce encore que lors des précédentes révoltes.

YVES HELLER

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Tous en piste !

TIENS, voilà du nouveau ! Elles vont beaucoup plus loin qu'on imagine, les messageries roses. Plus loin, plus haut et plus profond. Là, s'agit plus du simulacre mais du secret de la reproduction. Chez l'homme. L'homme et la femme. Le mammifère, quel. Pas la libellule ou l'hippocampe. On imaginait des hordes de spermatozoaires conquérants, agressifs, violant la chasteté d'un œuf bien sage, bien réservé, totalement ignorant du sort qui l'attend, une vraie jeune fille ! On était complètement à côté de la plaque. Quand elle a envie de batifoler, M<sup>me</sup> Ovule passe un simple coup de fil à M. Sperme : Tu viens chéri, je t'attends.

Non, non, je ne blague pas. C'est tout ce qu'il y a de plus sérieux. Ils en parlent ce matin dans le *Herald Tribune*. On a réussi à se brancher, aux Etats-Unis, sur ce réseau de communication top secret. Question de fluidité. La folliculine qui entoure l'œuf arrivé à maturation donne un renard au sperme : Ça y est, je suis prête. Magnez-vous le train !

Remarque, on s'en doutait un peu. On se demandait pourquoi il fallait qu'ils se mettent à près de

trois cent millions pour faire un carton. La réponse, la voici : Ils glandent, bien peignés, sans bouger ni pied ni patte, dans des espèces de parkings, massés derrière un starting-block. Et au coup de sifflet, ils lèvent leurs petites têtes : Où on va, là ? T'occupe, nage, c'est tout droit. Direction les trompes de Fallope.

En plus, elle les sélectionne, la salope, elle envoie son message de telle façon que les plus vieux, normaux, ils sont un peu durs d'oreille, le capitaine mal et ne prennent pas le départ. Les plus jeunes, pareil. Ils sont distraits, asspiés, ils folâtraient en route, ils traînaient, ils s'égarèrent. Résultat, les seuls à se pointer sur la ligne d'arrivée, c'est les costauds, les battants, les forceurs : Que la meilleur gagne !

Vous me direz : C'est pas toujours le cas. Il y a des fois où Rambo est coiffé au poteau par une fausse couche. Ou, alors, il n'y a personne au rendez-vous. Ça, c'est rapport au disque : Par suite d'encombrement, nous ne pouvons donner suite à votre appel. Veuillez rappeler ultérieurement.

## La semaine de la presse à l'école

M. Lionel Jospin et M<sup>me</sup> Catherine Tasca devaient donner, mardi 2 avril, le coup d'envoi officiel de la deuxième Semaine de la presse à l'école. 10 000 établissements de tous niveaux, dont 2 555 écoles, 2 481 collèges et 1 298 lycées, participeront aux opérations organisées, du 2 au 5 avril, par le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information. De nombreuses activités et des débats ont été organisés réunissant les élèves, les enseignants, mais aussi les journalistes de 184 titres de la presse écrite : création de kiosques, débats, ateliers de presse et rédaction de journaux.

Depuis 1894 DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 490 F PANTALONS 830 F VESTONS 1 680 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX et PARDESSUS UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphone : 47-42-70-61. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

« La France, les pays arabes et les médias », par Hervé Bourges ; « Les rapports franco-maghrébins et la « pax americana », par Abraham Serfaty ; Bibliographie : Rayonnement et intimité de l'islam ..... 2

Jaime Guzman assassiné au Chili Un ancien conseiller du général Pinochet ..... 6

Nouveau chef d'état-major en Israël La « brillante » général Barak ..... 8

La préparation du projet socialiste « Notre part de vérité », par Michel Charzat ..... 8

M. Rocard et les médias « Silence, on gouverne ! », par Monique Dagnaud ..... 9

Diagonales « Traillis verbal », par Bertrand Poirot-Delpech ..... 10

Ile-de-France Le projet d'autoroutes souterraines autour de Paris ..... 10

Claude Chabrol porte Flaubert à l'écran Isabelle Huppert est M<sup>me</sup> Bovary ..... 12

## SCIENCES • MÉDECINE

« Les cadûtes de la loi » Le jour où la Lune échappa à l'URSS « Les limites des vitamines » La recherche à l'aide de la culture ..... 17 à 19

## SECTION B

Les difficultés financières de la Chine

Le ministre des finances dénonce les trop fortes subventions aux entreprises ..... 41

La Turquie après la guerre du Golfe

Le gouvernement de M. Ozal est optimiste, malgré les déboires du tourisme ..... 41

Revitaliser le Massif Central ..... 43

L'exportation de la télématique française

Le Minitel tente de séduire les Irlandais ..... 46

## Services

Abonnements ..... 19  
Annonces classées ..... 27 à 39  
Carnet ..... 46  
Légion d'honneur ..... 16  
Marchés financiers ..... 44  
Météorologie ..... 47  
Mots croisés ..... 46  
Radio-Télévision ..... 47  
Spectacles ..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 avril 1991 a été tiré à 420 305 exemplaires.

## Les obsèques de l'évêque intégriste à Ecône

## Le successeur de Mgr Lefebvre «exclut tout compromis» avec Rome

## ECONE

de notre envoyé spécial

Dix mille personnes environ ont assisté, mardi 2 avril à Ecône, dans le Valais suisse, aux obsèques de Mgr Lefebvre, l'évêque intégriste, décédé le 25 mars dernier. Les cinq cents prêtres et séminaristes de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X et une foule originaire de France, d'Allemagne, de Suisse et d'Italie, ont suivi la cérémonie présidée par l'abbé Franz Schmidberger, supérieur général de la Fraternité, qui avait été élu, dès 1983, pour succéder à Mgr Lefebvre et par les quatre évêques que celui-ci avait consacré le 30 juin 1988, provoquant ainsi le schisme dans l'Eglise catholique.

Au cours de l'homélie, l'abbé Schmidberger a souligné avec fermeté son intention de maintenir l'héritage de Mgr Lefebvre et de

suivre la voie de la tradition : « Nous voulons travailler à la construction de l'Eglise, a-t-il déclaré, mais en excluant tout compromis avec les erreurs du concile, toute concession avec l'esprit d'occidentisme. Aucun accord avec la tradition ne sera possible tant que régnera l'esprit de destruction qu'on trouve aujourd'hui dans les évêchés et les diocèses romains. Nous supplions Rome et les évêques, a conclu le supérieur général de la Fraternité Saint-Pie X, d'abandonner l'occidentisme funéraire, la protestation du culte divin et la destruction de l'Eglise ».

L'abbé Schmidberger a souhaité qu'un procès de béatification soit engagé au plus vite pour constater l'« héroïsme des verus » de Mgr Lefebvre, qui a été inhumé dans le séminaire qu'il avait fondé à Ecône en 1970.

HENRI TINCO

## La lutte contre le trafic de stupéfiants

## M. Charasse plaide pour la libération des douaniers écroués

M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, et responsable à ce titre des douanes, a pris la défense des douaniers inculpés pour infraction à la législation sur les stupéfiants et incarcérés à Dijon (Côte-d'Or), le 13 mars, pour avoir outrepassé leurs droits en vue de démanteler un trafic de stupéfiants (le Monde du 16 mars).

Interrogé sur TF1, le ministre s'est dit prêt à rendre visite en prison à MM. Pierre Tardy et Michel Ribatet, les deux hauts fonctionnaires de la direction des enquêtes et recherches douanières de Lyon (Rhône). M. Charasse s'est demandé s'il était nécessaire de « garder si longtemps » en prison des fonctionnaires offrant « toutes les garanties de représentation ». Persuadé que le trafic de stupéfiants s'ap-

parente à « une forme de guerre », le ministre est favorable à une nouvelle législation qui permettrait à l'administration des douanes d'adapter ses méthodes pour mieux lutter contre les trafiquants internationaux. L'administration des douanes réclame le statut d'officier de police judiciaire (OPJ) pour certains de ses agents.

Les douaniers, qui bénéficient déjà des pouvoirs considérables du droit commun conférés par le code des douanes (droit de fouiller un véhicule, droit d'opérer des « transactions », notamment), pourraient ainsi mener jusqu'à leur terme les enquêtes judiciaires concernant le trafic de drogues. Dans l'état actuel de la législation et du code de procédure pénale, les douaniers se voient dessaisir de ces enquêtes par les magistrats, au profit des policiers qui sont, eux, OPJ.

## Fusillade à Shkoder en Albanie

TIRANA

de notre envoyé spécial

Des incidents, qui auraient fait au moins un mort, se sont produits mardi 2 avril à Shkoder, ville du nord-ouest de l'Albanie, où des centaines de personnes, fuyant de la victoire des communistes aux élections législatives de dimanche, manifestaient devant le siège du Parti du travail, au pouvoir. Selon un porte-parole du Parti démocratique à Tirana, des coups de feu partis du bâtiment ont mortellement atteint un responsable local de son parti, M. Arben Broci, âgé de trente ans, alors qu'il « essayait de calmer les manifestants ». Quatre autres personnes auraient aussi été blessées ou tuées, selon ce porte-parole.

J.-A. F.



## MA GRAND-MÈRE DISAIT

« Je ne suis pas assez riche pour acheter du bon marché » mais trouvait toujours le meilleur au meilleur prix

## STEPHANE MEN'S

Discount de Luxe lui aurait sûrement plu car c'est LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN DES GRANDS COUTURIERS

MAIS... A DES PRIX E-TONNANTS

ouvert en fond de cour L.L.J. de 12 h à 19 h 30

5, rue WASHINGTON, M<sup>me</sup> George-V et 130, bd St-Germain, M<sup>me</sup> Odéon

Félicité par la presse nationale et le ministère du commerce. Recommandé par le Code diplomatique et « Paris Match ».

## BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papier-a-lait - Cartes de visite - Faire-part de mariage

Chevaliers gravés

75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

# SCIENCE & VIE

## PROPULSION MAGNÉTIQUE : LE SOUS-MARIN SANS MOTEUR

D'ici quelques années, les sous-marins se déplaceront silencieusement, en exploitant la conductivité électrique de l'eau de mer grâce à de puissants aimants supraconducteurs. Déjà, une vedette navigue grâce à la propulsion Magnéto-Hydro-Dynamique (MHD). Une révolution dans les transports navals.

**ET AUSSI :**

- Intelligence artificielle : enfin, ça marche !
- Danger : des vaches folles chez nous.
- Drogue : les sujets à risque.

**N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE**